

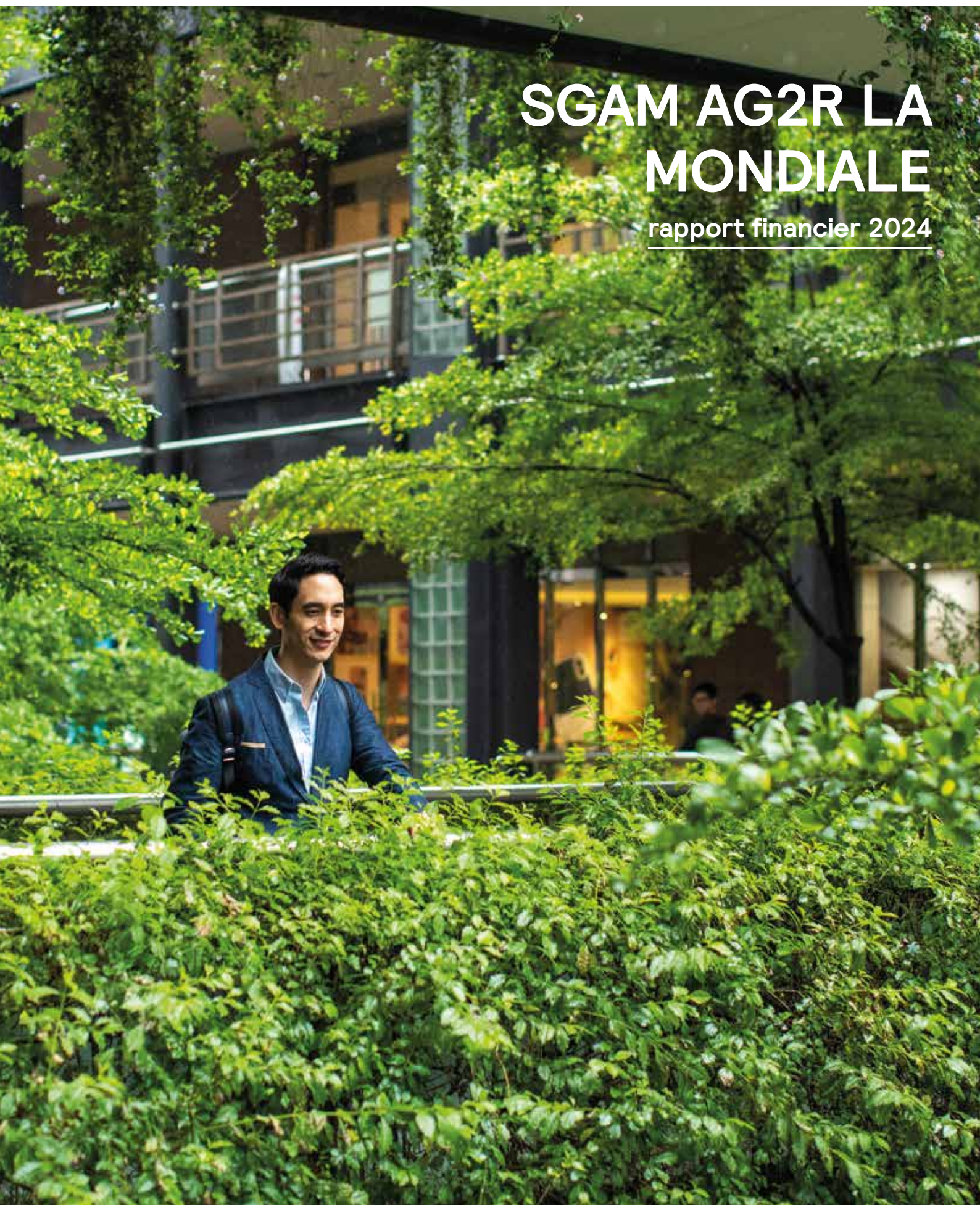


AG2R LA MONDIALE

Prendre la main
sur demain

SGAM AG2R LA MONDIALE

rapport financier 2024



Sommaire général

5	1 . Faits marquants
9	2 . Activité
17	3 . Perspectives de développement
19	4 . Gouvernement d'entreprise
25	5 . Contrôle interne et gestion des risques
31	6 . Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 15 mai 2025
35	7 . Comptes combinés
75	8 . Comptes sociaux
97	État de durabilité 2024

Rapport Financier 2024

Rapport du Conseil d'administration sur
les comptes combinés et sociaux de SGAM AG2R LA MONDIALE

SGAM AG2R LA MONDIALE est la Société de groupe d'assurance mutuelle (Sgam) créée le 16 janvier 2008 qui réunit les deux affiliées La Mondiale et la Société de groupe assurantiel de protection sociale (Sgaps), SGAPS AG2R LA MONDIALE.

La Sgam a pour objet, de nouer et gérer des liens de solidarité financière importants et durables entre les affiliées, de conduire les politiques utiles aux entreprises affiliées, d'établir, pour les activités concurrentielles des entreprises affiliées, une politique commerciale cohérente, d'évaluer les moyens nécessaires au développement de l'ensemble et servir de support à l'organisation commune des activités des entreprises affiliées. Enfin, la Sgam peut proposer une politique de communication adaptée aux objectifs de développement commerciaux communs. La communication ainsi élaborée ne saurait concerner ni être en contradiction avec celle relative aux régimes de retraite complémentaire Agirc-Arrco.

Spécialiste de la protection sociale et patrimoniale en France, AG2R LA MONDIALE assure les particuliers, les entreprises et les branches, pour protéger la santé, sécuriser le patrimoine et les revenus, prémunir contre les accidents de la vie et préparer la retraite.

Le Groupe compte plus de 15 millions d'assurés et accompagne 500 000 entreprises au quotidien. Avec près de 15 000 collaborateurs, AG2R LA MONDIALE est présent sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

Doté d'une gouvernance paritaire et mutualiste, le Groupe cultive un modèle de protection sociale unique qui conjugue étroitement rentabilité, solidarité et performance.

Dans le cadre de l'action sociale AG2R Agirc-Arrco et AG2R Prévoyance, et plus globalement de son engagement sociétal, AG2R LA MONDIALE œuvre au quotidien pour le « bien-vieillir » au plus près des besoins des personnes et des territoires.

1. Faits marquants

- 6 1 . 1 Suivi du plan de redressement d'AG2R Prévoyance
- 6 1 . 2 Création de la société de réassurance interne du Groupe AG2R LA MONDIALE
- 6 1 . 3 Nouvelle émission et rachat partiel des emprunts subordonnés
- 6 1 . 4 Certificats mutualistes
- 6 1 . 5 Notations par Standard & Poor's
- 7 1 . 6 Opérations immobilières et transverses

1. Faits marquants

L'année 2024 s'est déroulée dans un contexte macro-économique et financier globalement contraignant, bien qu'une amélioration partielle ait été observée vers la fin de l'année. Les évolutions constatées ont eu des répercussions variées sur nos activités.

L'inflation, après une période d'incertitude et grâce aux actions des banques centrales, s'est résorbée pour se stabiliser sous la barre des 2 % avec une incidence budgétaire positive sur les coûts. Tandis que la courbe des taux s'est désinversée, signalant une possible amélioration des perspectives économiques et limitant ainsi la concurrence dans les produits bancaires. Le marché immobilier, quant à lui, est resté orienté à la baisse et le nombre de défaillances d'entreprises a continué d'augmenter, avec des impacts négatifs sur les activités immobilières et, de manière plus générale, sur l'ensemble des métiers du Groupe. Malgré ces défis, les marchés des actions européens ont connu une progression modérée, bien qu'une correction ait été amorcée au second semestre, avec un effet faiblement positif sur les investissements.

L'année 2024 a également été marquée par la poursuite du déploiement du plan d'entreprise 2023-2025 « Nouvelle donne ». Son état d'avancement est satisfaisant et conforme aux attentes sur l'ensemble des objectifs fixés. Le déploiement de la feuille de route des systèmes d'information (SI) et du digital se poursuit dans le respect du calendrier et des budgets, avec un nombre important d'évolutions d'outils pour améliorer l'expérience client et la qualité de vie au travail des collaborateurs.

Le présent rapport détaille l'ensemble de ces tendances et leurs implications sur la performance de SGAM AG2R LA MONDIALE en 2024.

Plusieurs événements clés ont jalonné l'année 2024 pour la Sgam, influençant sa trajectoire et ses performances.

1.1 Suivi du plan de redressement d'AG2R Prévoyance

Les décisions prises par les instances de Gouvernance d'AG2R Prévoyance et les actions menées par le management ont permis la poursuite du redressement de l'Institution dont le résultat net en 2024 ressort à 65 millions d'euros (M€) (53 M€ en 2023), positif pour la seconde fois depuis 2012 et en avance sur le Plan à moyen terme (PMT).

1.2 Création de la société de réassurance interne du Groupe AG2R LA MONDIALE

En octobre et décembre 2024, les Conseils d'administration de l'Association sommitale, d'AG2R Prévoyance, d'Arpege Prévoyance, de SGAPS AG2R LA MONDIALE, de SGAM AG2R LA MONDIALE et de La Mondiale ont approuvé à l'unanimité la création d'une société de réassurance interne au Groupe AG2R LA MONDIALE. Les travaux de structuration de cette société seront réalisés en 2025 avec les entités adhérentes. Ce projet vise à renforcer la solvabilité des entités du Groupe, sa solidité globale et son indépendance.

1.3 Nouvelle émission et rachat partiel des emprunts subordonnés

Conformément à l'autorisation de l'Assemblée générale du 16 mai 2024, La Mondiale a procédé à plusieurs opérations de gestion de sa dette en juillet 2024, validées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), témoignant de sa capacité à maintenir un accès continu aux marchés financiers.

Le 10 juillet, La Mondiale a placé avec succès une émission de 500 M€ de dette subordonnée RT1 (Restricted Tier 1) à durée indéterminée, considérée comme la meilleure qualité de capital sous Solvabilité 2. Cette dette, notée BBB par Standard & Poor's (S&P), offre une première option de remboursement en janvier 2034 et porte un taux d'intérêt de 6,75 %.

Simultanément, La Mondiale a lancé le 9 juillet une offre de rachat de sa dette RT1 émise en décembre 2014 (première date de remboursement possible en décembre 2025). Cette offre, close le 17 juillet, a permis de racheter 428 M€ de cette dette.

Ces opérations font suite au remboursement anticipé, le 25 avril 2024, de l'encours résiduel de 191 M€ du TSR émis en avril 2013.

1.4 Certificats mutualistes

En 2024, SGAM AG2R LA MONDIALE a poursuivi sa stratégie de renforcement des fonds propres par le biais des certificats mutualistes, tout en offrant des opportunités à ses assurés et sociétaires.

L'Assemblée générale du 16 mai 2024 a autorisé une nouvelle émission de certificats mutualistes d'un montant maximal de 150 M€ (divisée en 15 000 000 certificats de 10 €), par voie d'offre au public auprès des assurés et sociétaires des entreprises du groupe prudentiel. Cette autorisation annule et remplace celle du 12 mai 2023.

Au 31 décembre 2024, l'encours total des certificats mutualistes émis entre 2016 et 2024 s'élève à 389 M€, intégralement portés en fonds d'établissement.

Parallèlement, La Mondiale a émis des certificats mutualistes souscrits par la Sgam, pour un montant maximal également fixé à 150 M€. Au 31 décembre 2024, le total des titres émis par La Mondiale et souscrits par la Sgam s'élève à 389 M€. La rémunération versée par La Mondiale à la Sgam permettra à cette dernière de rémunérer les certificats qu'elle a elle-même émis, dans le respect des réglementations en vigueur.

L'Assemblée générale a également confirmé le programme de rachat des certificats mutualistes et a décidé de mettre en place un programme annuel de rachat pour l'année 2025. Le Conseil d'administration est autorisé à racheter les certificats à leur valeur nominale. Ces certificats seront offerts à l'achat dans un délai de 2 ans et annulés s'ils n'ont pas été cédés à l'issue de cette période, la Sgam ne pouvant détenir plus de 10 % des certificats qu'elle a émis.

Les rachats sont effectués semestriellement, en janvier et en juillet, selon un ordre de priorité défini. En 2024, le montant total des rachats s'est élevé à 26,3 M€, et ces certificats ont été intégralement resouscrits.

Les Commissaires aux comptes présenteront un rapport spécial sur les conditions dans lesquelles les certificats ont été rachetés et utilisés au cours du dernier exercice clos.

1.5 Notations par Standard & Poor's

Pour la quatrième année consécutive, S&P a confirmé la notation « A perspective stable » des principales entités de SGAM AG2R LA MONDIALE (La Mondiale, AG2R Prévoyance, Prima et ARIAL CNP ASSURANCES).

S&P souligne notamment la position de leader du Groupe sur le marché français de l'assurance (épargne, retraite, santé et prévoyance), ses taux d'unités de compte (UC) parmi les plus élevés du marché, ainsi que sa « très forte » solidité financière (capital et résultats). L'agence anticipe des résultats positifs en 2024, et met en avant le niveau de liquidité « exceptionnel » du Groupe. La perspective stable reflète la conviction de S&P que le Groupe maintiendra sa solidité financière et ses positions de premier plan au cours des deux prochaines années.

1.6 Opérations immobilières et transverses

AGLM IMMO

Le 8 octobre 2024, le Conseil d'administration a approuvé l'apport à la SAS AGLM IMMO des immeubles « Airtime » (Paris) et « Reverside » (Gentilly), détenus par La Mondiale, pour une valeur totale de 184,73 M€.

En contrepartie de ces apports, 811 394 nouvelles actions AGLM IMMO ont été créées, entraînant une augmentation de capital de 81,1 M€, assortie d'une prime d'apport de 103,5 M€. Cette augmentation se décompose comme suit :

- 88 154 actions pour « Reverside » (augmentation de capital de 8,8 M€, prime d'apport de 11,2 M€),
- 723 240 actions pour « Airtime » (augmentation de capital de 72,3 M€, prime d'apport de 92,3 M€).

ALM SilverPierre

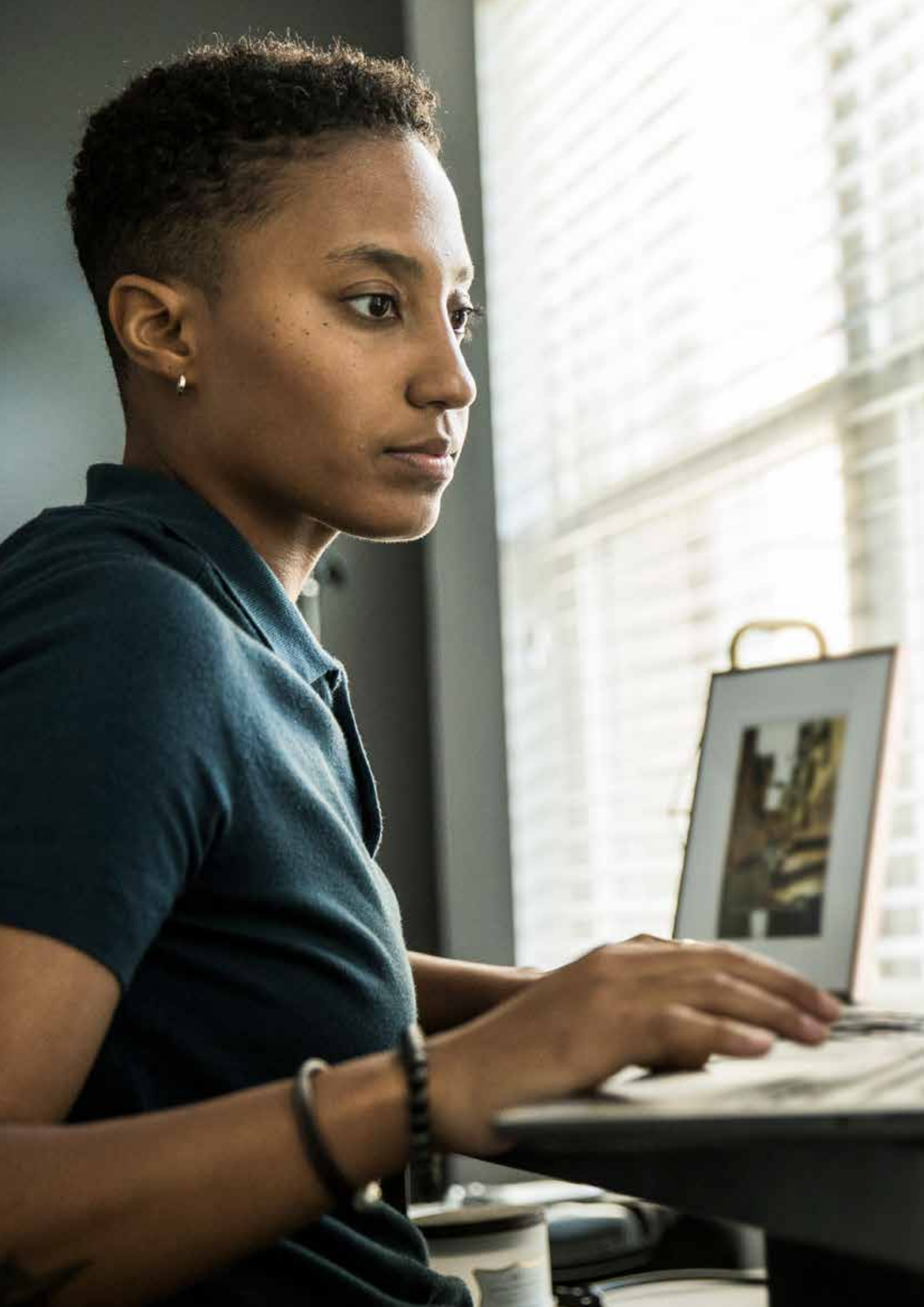
Afin de soutenir son programme d'investissement immobilier, notamment l'acquisition d'une vingtaine de nouveaux locaux de services de résidences DOMITYS, la SCI ALM SilverPierre a réalisé une augmentation de capital réservée à La Mondiale Retraite supplémentaire, pour un montant total de 17,2 M€ (incluant la prime d'émission).

ÆGIDE-DOMITYS

En ce qui concerne l'activité ÆGIDE-DOMITYS, en lien avec un contexte économique toujours difficile dans la promotion immobilière, mais aussi des retards de remplissage liés à une concurrence forte et à des facteurs démographiques, La Mondiale a été amenée à enregistrer des provisions complémentaires dans ses comptes sociaux pour l'exercice 2024. Au niveau des comptes consolidés, l'écart d'acquisition résiduel a été déprécié en totalité pour un montant de 75 M€.



« Dans l'environnement économique et financier actuel, la confirmation de la notation du Groupe par Standard & Poor's vient saluer sa solidité et ses positions de premier plan dans le domaine de la protection sociale et patrimoniale en France. C'est également un encouragement à poursuivre les travaux menés dans le cadre du plan « Nouvelle donne 23-25 » pour lequel nous continuerons à être tous mobilisés en 2025 », déclare Benoit Courmont, Directeur général par intérim du Groupe AG2R LA MONDIALE.



2. Activité

10	2 . 1 Environnement économique
12	2 . 2 Activité du Groupe

2. Activité

2.1 Environnement économique

2.1.1 Économie : la divergence entre les États-Unis et le reste du monde se poursuit

La croissance mondiale s'est stabilisée autour de 3 % en 2024. Cette stabilité cache néanmoins des disparités régionales. L'économie américaine n'a cessé de surprendre les attentes et maintenir un rythme de croissance proche de 3 %. À l'inverse, la croissance européenne a marqué le pas après un bon début d'année et l'économie chinoise est restée déséquilibrée.

Ces disparités reposent en partie sur des tendances structurelles. La croissance américaine s'établit à 2,5 % en moyenne depuis 2017, en nette accélération par rapport aux 1,9 % enregistrés entre 2000 et 2017. Si une forte expansion budgétaire a contribué à cette dynamique, la croissance annuelle de la productivité a également accéléré de 0,5 point sur la période. Les dépenses de consommation ont également été soutenues, aidées par une baisse du taux d'épargne des ménages.

De son côté, l'économie européenne subit des pertes de compétitivité depuis 2017. En particulier, l'Allemagne a vu ses parts de marché à l'international s'éroder depuis cette période, confrontée à un déficit d'investissement en technologies, une concurrence accrue sur ses marchés traditionnels, et une hausse des coûts de l'énergie depuis 2021. Le marasme industriel et le manque de visibilité politique ont nourri la hausse du taux d'épargne en France et en Allemagne, limitant la reprise de la zone euro à 0,7 % en 2024.

Enfin, l'économie chinoise souffre de la purge de sa bulle immobilière depuis 2021. Les mises en chantier dans le secteur résidentiel ont été divisées par trois et se trouvent désormais au plus bas depuis 2005. Les autorités chinoises ont soutenu la croissance en seconde partie de 2024 par quelques mesures ciblées sur l'immobilier et la consommation, sans que ces mesures n'adressent véritablement le déficit chronique de la demande domestique.

Les tendances d'inflation ont poursuivi leur normalisation en 2024. Aux États-Unis et en zone euro, l'inflation totale a nettement reculé sous l'effet de la baisse des prix des matières premières énergétiques, rejoignant temporairement les cibles des banques centrales à l'automne. L'inflation des services s'est montrée plus rigide à la baisse. Cela dit, les politiques monétaires restrictives ont permis un rééquilibrage du marché du travail qui se transmet graduellement à l'inflation domestique.

La baisse de l'inflation a permis aux principales banques centrales, hors Japon, de commencer un cycle d'assouplissement monétaire. Les taux d'intérêt directeurs se sont ainsi repliés de 100bp tant aux États-Unis qu'en zone euro, à respectivement 4,5 % et 3,0 %.

Dans ce contexte, suivant la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), les taux monétaires ont décliné en 2024 : l'ESTR a décliné de près de 100pb à 2,91 % et l'Euribor 3 mois de 120pb à 2,71 %.

Marchés de taux : des rendements positifs mais modérés

Les taux longs « allemands » ont fluctué entre 2,0 % et 2,7 % sur l'année, au gré des statistiques sur l'inflation

et des perspectives de baisses de taux directeurs des banques centrales. La pente de la courbe est redevenue positive après s'être inversée à la mi-2022.

Les écarts de rendement en zone euro ont dans l'ensemble poursuivi leur baisse. La France est une exception à cette tendance. L'écart de rendement avec le taux 10 ans « allemand » a bondi de plus de 30bp après la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024. Il a fini l'année au-delà de 80bp après la censure du gouvernement « Barnier ». En conséquence, le taux 10 ans « français » s'établit à 3,2 % en fin d'année, en hausse de 64pb sur un an.

Les indices obligataires profitent de niveaux de taux plus élevés et de la baisse des primes de risques. La remontée des taux longs en fin d'année réduit toutefois les performances sur l'année calendaire. Les obligations en euros de 7 à 10 ans affichent ainsi une performance de +2,25 % cette année.

Marchés actions : hausse généralisée des marchés boursiers

L'atterrissage en douceur de la croissance mondiale et la normalisation des politiques monétaires ont permis une nouvelle progression des marchés actions. Les actifs américains ont été les plus performants, soutenus par une croissance plus forte des bénéfices, un engouement pour le secteur technologique et une perspective de baisse de la fiscalité des entreprises. Ils enregistrent un gain exceptionnel de 32 %, bien supérieur à celui des indices européens (+6 %) ou émergents (+12 %).

Marché immobilier : un point bas en 2024, prélude à une transition positive en 2025

Malgré les baisses de taux initiées par la BCE en 2024, le marché immobilier français peine à suivre la reprise observée en Europe. En fin d'année, les valorisations des actifs atteignent un point bas, avec des disparités notables entre Paris (valeurs stabilisées) et sa périphérie (baisse continue).

Le volume des investissements se maintient globalement, mais les performances sectorielles restent contrastées : la faiblesse du secteur tertiaire (bureaux) est partiellement compensée par la résilience des segments logistiques, résidentiel géré (incluant l'étudiant) et hôtelier. Le marché locatif des bureaux demeure polarisé entre les centres des grandes agglomérations et la périphérie, avec 1,7 million de m² placés en Île-de-France en 2024.

Pour 2025, le marché entre dans une phase de transition, marquée par :

- une diversification accrue des investissements (logistique, hôtellerie, résidentiel géré) ;
- une normalisation attendue du marché des bureaux (investissement et location), avec une demande placée prévue à plus de 1,7 million de m² en 2025, principalement concentrée à Paris ;
- un possible retour de dynamiques positives dans certaines zones, telles que Neuilly-Levallois ou La Défense.

Ces tendances laissent entrevoir une confirmation de la position de leader de la région parisienne parmi les marchés européens.

2.1.2 Environnement de l'assurance vie

Selon un communiqué de presse de France Assureurs, l'année 2024 a été marquée par une croissance soutenue et généralisée du marché de l'assurance vie, témoignant de la confiance des épargnants français dans ces produits d'investissement.

L'augmentation des cotisations d'assurance vie est particulièrement remarquable, affichant une hausse globale de 14 % sur l'année, atteignant un montant record de 173,3 milliards d'euros (Md€). Elle témoigne de l'attractivité persistante de l'assurance vie auprès des épargnants.

Cette croissance est le résultat d'une dynamique positive sur les deux types de supports : les supports en euros, moins en vue en 2023 avec la concurrence des comptes à terme, ont enregistré une hausse de 17 % en 2024, tandis que les supports en UC, plus dynamiques et exposés aux marchés financiers, ont également affiché une croissance significative de 8 %.

La part des cotisations en UC est ainsi de 38 % sur l'année, en légère baisse par rapport à l'année 2023 (40 %).

L'analyse de la collecte nette, qui représente la différence entre les cotisations et les prestations versées, confirme la solidité du marché.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la collecte nette s'élève à 29,4 Md€, une augmentation considérable de 28,2 Md€ par rapport à 2023, grâce à la baisse des prestations de 5 %.

Cette performance est principalement due à la forte collecte nette des supports en UC (+34,4 Md€), qui a largement compensé la légère collecte nette négative des supports en euros (-5 Md€).

Ainsi, l'encours global de l'assurance vie a continué de progresser, atteignant 1 989 Md€ à fin décembre 2024, soit une hausse de 4,2 % sur un an. Cela constitue un nouveau record.

Le marché des Plans d'Epargne Retraite (PER) a également affiché des performances remarquables en 2024.

Sur l'ensemble de l'année, la croissance des cotisations est de 17 %, portant le montant total des cotisations à 9,892 Md€. La collecte nette des PER suit cette tendance positive, avec une hausse de 17 % sur l'année. Le nombre de transferts d'anciens contrats d'épargne retraite vers des PER reste significatif, soulignant l'attractivité croissante de ce produit d'épargne retraite.

Enfin, les supports « eurocroissance » ont également connu une année favorable en 2024, avec une hausse de 24 % de leur encours à 11,1 Md€ à fin décembre.

Ces performances mettent en lumière la robustesse et l'attractivité du marché français de l'assurance vie et des PER en 2024, confirmant leur rôle clé dans l'épargne des Français et le financement de l'économie. Ces résultats positifs témoignent de la confiance des épargnants dans ces produits et de leur capacité à offrir à la fois sécurité et performance. La diversification des supports, avec la croissance notable des supports en UC et des PER, confirme l'adaptation du secteur aux besoins d'un marché en constante évolution.

2.1.3 Environnement de la santé et de la prévoyance

Le marché français de la santé et de la prévoyance représente 71 Md€ avec un taux de croissance moyen de 2,8 % par an en moyenne sur la dernière décennie. Cette croissance est essentiellement tirée par les contrats collectifs (+3,9 % en moyenne) et une croissance de 7 % entre 2022 et 2023. Ces marchés restent donc dynamiques : le marché saturé de la santé évolue principalement du fait des indexations tarifaires liés aux effets des différentes réformes et de l'accroissement des besoins compte tenu de l'augmentation et du vieillissement de la population. Le marché de la prévoyance croît principalement au travers des contrats collectifs mais revêt intrinsèquement des leviers de croissance compte tenu du taux d'équipement encore faible en France sur les Travailleurs Non-Salariés (TNS) (1 TNS sur 2 en 2022) d'une part et sur les entreprises de moins de 5 salariés d'autre part (30 % n'ont pas de contrats prévoyance).

Après un marché marqué par la crise sanitaire en 2020 et en 2021, l'année 2024 conforte les tendances de 2023 avec une nouvelle normalisation au niveau de la sinistralité. En santé, les impacts réglementaires (hausse du ticket modérateur en dentaire, revalorisation des consultations des médecins) expliquent principalement les dérives 2024 ; en prévoyance, c'est le risque arrêt de travail qui porte l'essentiel de la dérive, même si cette dégradation (de l'ordre de +2 % à +3 %) est beaucoup plus faible. Cette dérive est liée à un allongement de la durée d'indemnisation tandis que le nombre de prestations versées diminue. Le passage en invalidité semble se réduire, cette tendance devra être confortée ou non dans les années à venir.

Ces éléments techniques se rajoutent à un contexte de marché complexe et mouvant : hausse des défaillances d'entreprises, intensification de la concurrence et pression sur les tarifs (positionnement des « assurtechs », développement du courtage, prise de position des pouvoirs publics...), réduction du nombre de branches professionnelles, exigence accrue des clients sur l'ensemble de l'expérience multicanal, tension sur les frais de gestion. A cela se rajoute une actualité réglementaire soutenue (catégories objectives d'ici fin 2024, règlement global sur la protection des données et sécurité IT renforcée, lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT), recommandation ACPR sur le traitement des réclamations, la protection de la clientèle, lisibilité des garanties, transfert de charges du régime obligatoire frais de santé vers les organismes complémentaires, pression des pouvoirs publics sur les chargements et les indexations, etc.).

Plus que jamais, les groupes de protection sociale (GPS) doivent être agiles pour s'adapter à ce contexte et être capables de mettre en œuvre des innovations en termes de services et d'accompagnement des clients. L'amélioration et la personnalisation des services numériques sont une composante nécessaire mais non suffisante. Plusieurs autres dimensions doivent être embarquées dans une offre expérientielle cohérente et unique (proximité dans la relation humaine depuis la souscription jusqu'au service après-vente, gestion sans couture de l'omnicanalité, services de prévention ciblés notamment).

Nos différentes actions de prévention s'inscrivent dans cette démarche de proximité. Le programme de

2. Activité

plateformisation, et notamment la partie relative à la santé prévoyance, s'est intensifié depuis 2023 et devrait être un levier pour améliorer l'expérience client au travers d'une expérience sans couture et d'une efficacité opérationnelle renforcée.

En perspectives de marché, le déficit de la Sécurité sociale entraîne mécaniquement des besoins de financements auprès des organismes complémentaires au travers de transferts de charges. La loi de Financement de la Sécurité sociale prévoit ainsi de trouver 1 Md€ de financement au travers d'une probable taxation supplémentaire sur les contrats frais de santé, les hausses de ticket modérateur ayant été abandonnées. En prévoyance, le plafond d'indemnisation des arrêts de travail va être abaissé conduisant les régimes de prévoyance complémentaire à compenser le différentiel pour assurer le même niveau de prestations à l'assuré en arrêt de travail.

Enfin, les nouveaux besoins liés au vieillissement de la population (dépendance, rôle des aidants), restent des sujets d'actualité structurants pour la population française qui viendront sans doute impacter nos marchés.

Indicateurs clés Sgam :

Chiffre d'affaires

12,8 Md€

Résultat net
part du Groupe

183 M€

Fonds propres
comptables

8,0 Md€

Ratio Solvabilité
hors mesures transitoires

176 %

A

perspective stable

Notation Standard & Poor's

2.2 Activité du Groupe
2.2.1 Analyse de l'activité

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires combiné de la Sgam atteint son point haut historique en 2024 à 12,8 Md€. Sa croissance s'établit à 10,3 % sur l'année : elle atteint 19,3 % en épargne et en retraite supplémentaire dans le cadre d'une politique commerciale volontariste, tandis qu'en santé prévoyance, le Groupe a continué à prioriser le rétablissement des équilibres financiers avant de relancer le développement.

Montants en M€	2023	2024	Évolution 2024 / 2023
Épargne	4 381	5 648	28,9 %
Retraite supplémentaire	2 183	2 184	0,0 %
Santé	2 390	2 361	-1,2 %
Prévoyance	2 060	1 957	-5,0 %
Autres activités	617	682	10,5 %
Cotisations de la Sgam	11 631	12 832	10,3 %

Assurance vie épargne

Les cotisations d'assurance vie à but d'épargne de la Sgam ont progressé de 29 % en 2024.

En 2023, la remontée des taux directeurs de la BCE avait favorisé les produits bancaires de court terme (livrets A, livrets de développement durable, et surtout comptes à terme car non plafonnés) au détriment des produits d'assurance vie. En 2024, la BCE a abaissé par 4 fois ses taux, surtout dans la seconde partie de l'année, réduisant les flux de placements des ménages vers les comptes à terme et augmentant ceux vers l'assurance vie.

SGAM AG2R LA MONDIALE a également choisi d'avoir une politique commerciale volontariste avec, en matière de rémunération des contrats en euros, une offre de bonus sur versement en épargne patrimoniale compétitive dès le début d'année. Cette politique commerciale a été immédiatement efficace en épargne avec une forte croissance de la collecte euros.

Le taux d'UC s'établit à 41 %, en retrait par rapport à 2023 en lien avec la décision de favoriser les supports en euros pour bénéficier de taux de réinvestissement obligataires élevés et contribuer ainsi à l'amélioration du rendement de l'actif général.

Assurance vie retraite supplémentaire

Les cotisations en retraite supplémentaire sont stables après une forte progression en 2023 (+12,6 %).

En retraite individuelle, la croissance atteint 2,2 %, portée par le dynamisme du marché des « Péri » dans le cadre de la loi Pacte. Il est en légère baisse pour les contrats collectifs (-1,5 %) après une très forte croissance en 2023 (+19,6 %).

SGAM AG2R LA MONDIALE consolide ainsi sa place de n°2 de la retraite supplémentaire en France.

Les taux d'UC continuent leur croissance pour atteindre 45 %, en hausse de 3 points par rapport à 2023, avec notamment la généralisation de la gestion par horizon et la commercialisation des nouveaux « Péri » et « Péro » dont les taux d'UC sont encore supérieurs.

Santé et Prévoyance

En santé et en prévoyance, le Groupe a continué de prioriser le rétablissement des équilibres financiers. Les cotisations sont en baisse, respectivement, de 1,2 % et 5,0 %.

Le solde de souscription est ainsi globalement négatif, dans un contexte de développement maîtrisé en cohérence avec le plan de redressement d'AG2R Prévoyance. Il est partiellement compensé par les indexations, les évolutions favorables du plafond mensuel de la Sécurité sociale (PMSS) et plus globalement des masses salariales.

Autres activités

Les autres activités progressent en 2024 de 10,5 %. Elles sont marquées par la croissance du chiffre d'affaires d'ÆGIDE-DOMITYS dans le cadre de son plan de développement des résidences services seniors.

On note également la progression de l'activité de AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs, ce dernier bénéficiant non seulement de la croissance organique de son activité mais aussi de la revalorisation de ses encours gérés avec la hausse des marchés actions en Europe.

Encours de provisions

En 2024, les encours de provisions de la Sgam sont en hausse de 3,6 % pour atteindre 108,0 Md€.

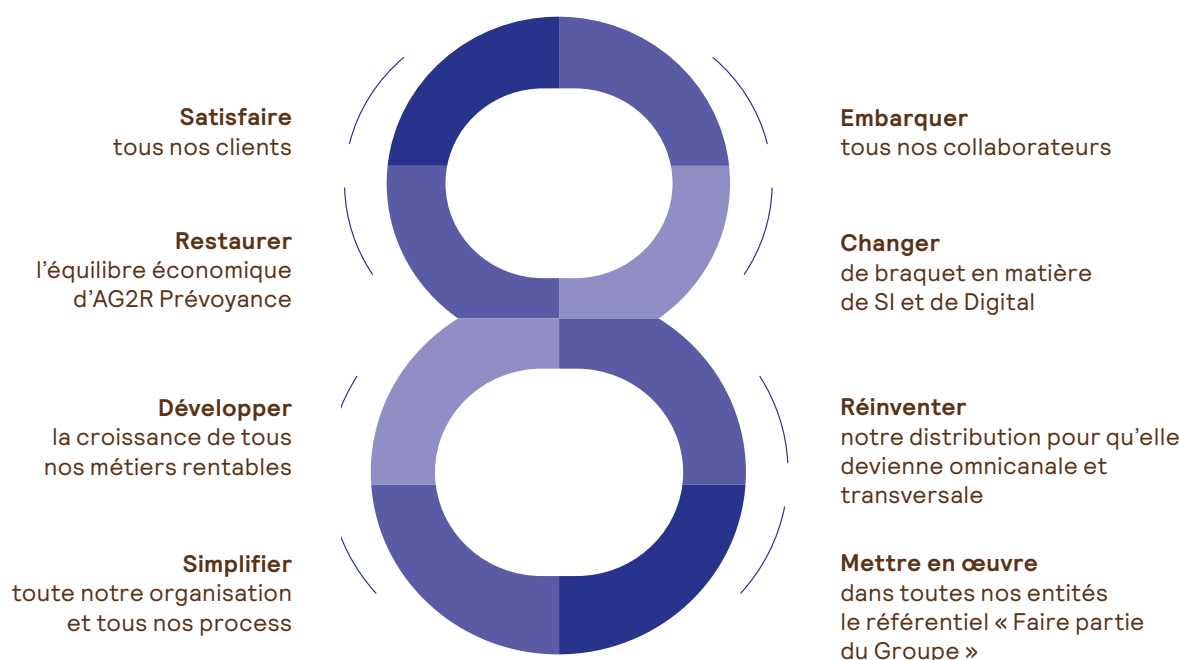
en Md€	2023	2024	Évolution 2024 / 2023
Épargne	56,6	59,1	+4,4 %
Retraite supplémentaire	38,6	39,9	+3,3 %
Santé + prévoyance	9,0	9,0	+0,2 %
Autres activités	0,0	0,0	NS
Provisions de la Sgam	104,2	108,0	+3,6 %

En assurance vie, la hausse est de 4,0 % (+4,4 % en épargne et +3,3 % en retraite supplémentaire). Cette croissance est impactée favorablement par la collecte nette redevenue positive (0,5 point de croissance) amoindrie par la reprise raisonnée de Provision pour Participations aux Bénéfices (PPB). La progression des encours vient principalement de la rémunération des encours euros avec un rendement moyen proche de 2,44 % et, surtout, par la hausse des valeurs des supports UC de 5,5 % environ à la suite de la hausse des valorisations des actions européennes et des obligations d'entreprises avec la baisse des spreads.

Le poids des supports UC dans les provisions mathématiques d'assurance vie épargne et retraite supplémentaire est en hausse et s'établit pour le Groupe à 41,6 %, constituant un nouveau record, et dépassant de plus de 11 points le marché France Assureurs (30,3 %).

2.2.2 Plan d'entreprise « Nouvelle donne »

Le plan d'entreprise lancé en janvier 2023 est bâti sur 8 objectifs principaux :



2. Activité

L'année 2024 confirme l'état d'avancement du plan « Nouvelle donne », avec des réussites notables sur chacun des objectifs clés :

- **Satisfaction client** : progression des NPS¹ sur les différents segments, désormais tous positifs ou à l'équilibre ;
- **Redressement d'AG2R Prévoyance** : résultats en avance sur les objectifs du plan de redressement, avec un résultat courant et un résultat net positifs ;
- **Croissance des métiers rentables** : dynamique de croissance renforcée, avec une collecte nette en hausse de près de 2,6 Md€ et de nombreux partenariats créés ou renouvelés ;
- **Simplification de l'organisation et des process** : déploiement du « Lean » dans l'ensemble des directions du Groupe, avec un accueil favorable des équipes ;
- **Engagement des collaborateurs** : 76 % des collaborateurs approuvent la stratégie du Groupe (+23 points par rapport à mars 2022) et 79 % ont confiance en son avenir (+17 points par rapport à mars 2022) ;
- **Transformation des SI et digitale** : plus de 470 fonctionnalités livrées à fin décembre 2024, incluant la mise en place d'un CRM unique, d'espaces clients digitaux enrichis et la rationalisation des systèmes de gestion ;
- **Réinvention de la distribution** : déploiement du XRM sur le réseau des particuliers et de la vente à distance en 2024, constituant une avancée majeure ;
- **Application du référentiel « Faire partie du Groupe »** : poursuite de la mise en place effective chez AEGIDE-DOMITYS et VIASANTÉ Mutuelle, et mise en œuvre de la fusion VIASANTÉ Mutuelle – Mutuelle Bleue depuis le 1^{er} janvier 2024 dans le cadre du référentiel.

1. Net Promoter Score

2.2.3 Fondations

La Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE : 20 ans d'engagement pour l'autonomie, mobilisation des collaborateurs et solidarité territoriale

Depuis sa création en 2004, la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE œuvre pour « contribuer à l'autonomie sociale et économique des personnes pour renforcer les solidarités ». Prorogée jusqu'en 2025, elle est financée par les entités juridiques d'AG2R LA MONDIALE (La Mondiale, AG2R Prévoyance et AG.Mut) et dispose d'un budget de 7,8 M€ pour la période 2020-2025. En 2024, la Fondation a soutenu 71 projets, pour un montant total de 1,4 M€, répartis selon ses quatre orientations : autonomie par le travail (33 %), autonomie par l'éducation (26 %), autonomie de la jeunesse (21 %) et autonomie par la santé (19 %).

Parmi les initiatives marquantes de 2024 :

- lancement du 3^e appel à projets "Autonomie par l'éducation" sur le thème de la coopération avec les familles ;
- création d'un « Observatoire des méthodes et pratiques d'accompagnement de la jeunesse » ;
- lancement d'un 1^{er} appel à projets dédié aux jeunes des territoires ;
- soutien de partenaires pluriannuels et de projets territoriaux favorisant l'accessibilité alimentaire et la lutte contre la précarité ;
- poursuite du soutien à des partenaires œuvrant pour la santé et la grande précarité, ainsi que pour la coopération entre professionnels de santé et usagers.

La Fondation a célébré son 20^e anniversaire lors d'une soirée événement, récompensant des partenaires méritants dans les domaines de l'éducation, du travail, de la santé et de la jeunesse.

En 2024, la Fondation a également renforcé l'implication des collaborateurs du Groupe à travers plusieurs initiatives :

- un challenge sportif et solidaire « Vivons Vélo » a mobilisé les collaborateurs ;
- une collecte de vêtements, organisée dans le cadre de la semaine européenne de réduction des déchets ;
- une collecte de dons en faveur des sinistrés de l'Île de Mayotte, abondée par la Fondation.

La Fondation poursuit sa coopération avec AMPHITÉA, l'association d'assurés partenaire, et s'appuie sur un réseau de 85 collaborateurs du Groupe (ou jeunes retraités) qui agissent comme ambassadeurs sur le territoire.

La Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique engagement renouvelé, initiatives innovantes et reconnaissance nationale

Née en 2017 d'une volonté de renforcer la dimension sociétale du Groupe, la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE pour la vitalité artistique soutient des initiatives culturelles à finalité exclusivement artistique, dans les domaines du patrimoine culturel régional, de la création contemporaine et des métiers d'art.

Prorogée jusqu'à fin 2026, la Fondation a connu en 2024, 3^e exercice de sa nouvelle mandature, plusieurs faits marquants :

- lancement du programme « Per Durare », co-construit avec l'Institut pour les Savoir-Faire Français, visant à favoriser l'attractivité des métiers d'art rares ;
- obtention, pour la 2^e année consécutive, du « Grand Prix de la Philanthropie dans la catégorie Art » ;
- attribution du Prix Etoile de la Culture à la Ville de Saint-Quentin pour la restauration du portail du bras sud du Grand transept de la basilique éponyme.

Pour mener à bien ses actions, la Fondation s'appuie sur une gouvernance structurée et sur l'impulsion des Réunions territoriales du Groupe. En 2024, ces dernières ont étudié 31 projets éligibles, ancrés dans 13 territoires, et en ont retenu 30 à soumettre à l'analyse du Comité d'examen des projets. Le Conseil a choisi de doter 25 de ces projets, relevant de 12 régions.

La Fondation est animée par une équipe dédiée, mise à disposition par le Groupe, et dispose d'un budget de 3,7 M€ pour la période 2022-2026, financé par ses membres fondateurs : La Mondiale, La Mondiale Partenaire, AG2R Prévoyance, Arpege Prévoyance, AG.Mut et VIASANTÉ Mutuelle.

2.2.4 Nouveaux métiers et nouveaux services Partenariat avec la MAIF : une consolidation réussie et des perspectives élargies

L'année 2024 a marqué une étape clé dans la consolidation du partenariat stratégique entre AG2R LA MONDIALE et la MAIF, permettant de mesurer sur une année complète l'atteinte des objectifs fixés fin 2023.

Cette année a confirmé la capacité des équipes MAIF et AG2R LA MONDIALE à collaborer de manière réactive, pragmatique et agile. Par ailleurs, les études approfondies

menées en 2024 ont ouvert la voie à de nouvelles pistes de diversification du partenariat, renforçant ainsi son potentiel de développement.

ÆGIDE-DOMITYS : consolidation du leadership et adaptation stratégique face aux défis du marché

Au cœur de sa stratégie, ÆGIDE-DOMITYS, acteur majeur du « bien vieillir » exploite près de 190 résidences à fin 2024 (plus de 22 000 logements dédiés aux seniors) réparties sur l'ensemble du territoire.

L'exercice 2024 est resté significativement déficitaire, impacté par un contexte complexe : retournement du marché immobilier, forte inflation des coûts d'exploitation, difficultés du développement international et croissance rapide du portefeuille en France, dans un contexte démographique moins favorable à court terme. Un plan de redressement, approuvé fin 2023, a été mis en œuvre en 2024.

FRANCE CYCLISME : partenariat stratégique avec DECATHLON, performances sportives historiques et nouvelle forme juridique

L'année 2024 a été marquée par l'arrivée de DECATHLON en tant que partenaire financier, sportif et technique de l'équipe. DECATHLON est en effet devenu co-namer ainsi que fournisseur de matériel ultra-performant (vélos, casques, lunettes) à travers sa filiale VAN RYSEL.

Dans le même temps, une transformation opérationnelle et sportive de l'équipe a été opérée par la Direction de FRANCE CYCLISME. Sur le plan opérationnel, les processus logistiques, administratifs et financiers ont été renforcés. Sur le plan sportif, une cellule de stratégie sportive a été mise en place, le calendrier des courses a été optimisé et l'encadrement sportif a été largement renforcé.

Le partenariat avec DECATHLON et la transformation de l'équipe se sont faits au service de sa compétitivité dans un contexte d'hyper professionnalisation du cyclisme et ont ainsi contribué à d'excellents résultats sportifs en 2024 avec 30 victoires et une 6^e position au classement « World Tour ».

L'année 2024 a également été marquée par la mise en place d'une filière de formation intégrée « NewGen » qui regroupe une équipe U-19 (composée de coureurs de moins de 19 ans) et une équipe Continentale (composée de coureurs de moins de 23 ans). Cette structure permet de mieux détecter, former et conserver les talents de demain.

Sur le plan juridique, les statuts de l'équipe ont été modifiés lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2024, transformant la SARL en Société par Actions Simplifiée (SAS) afin d'assouplir le fonctionnement et de faciliter la reprise. La présidence de la SAS FRANCE CYCLISME est assurée par SGAM AG2R LA MONDIALE.

2.2.5 Comptes combinés

Les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE sont établis conformément aux normes françaises.

Le périmètre de combinaison n'a pas connu d'évolution sur l'exercice.

En termes d'activité, le chiffre d'affaires de SGAM AG2R LA MONDIALE s'établit en 2024 à 12 832 M€ contre 11 631 M€ en 2023, soit en hausse significative de 10,3 %.

Le résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions des écarts d'acquisition s'élève à 245 M€ en 2024 contre 508 M€ en 2023.

Les principaux retraitements de consolidation ayant un impact sur le résultat concernent la neutralisation des dividendes et provisions internes, la dépréciation d'écart d'acquisition et le reclassement des intérêts des Prêts Super-Subordonnés à Durée Indéterminée (PSSDI).

Les principaux retraitements ayant un impact sur les capitaux propres concernent le reclassement des PSSDI et des intérêts des PSSDI et les certificats mutualistes.

Les capitaux propres totaux sont de 7 977 M€ au 31 décembre 2024 contre 7 322 M€ au 31 décembre 2023 et s'inscrivent en augmentation de 8,9 %. Cette hausse est principalement liée au résultat de période et au reclassement du nouveau PSSDI.

Les encours gérés s'établissent à 108 000 M€ (hors Participation aux Bénéfices (PB) différée) contre 104 214 M€ en 2023, soit une augmentation de 3,6 %. Cette évolution s'explique par une hausse de 0,7 % des passifs techniques en « euros » et de 8,9 % des passifs techniques en UC.

La part relative aux engagements en UC est désormais de 40 379 M€, soit 37,4 % du total des passifs techniques.

En parallèle, les actifs gérés ont augmenté de 3,2 % pour atteindre 115 947 M€ à fin 2024.

2.2.6 Informations relatives à l'état de Durabilité.

L'état de Durabilité de SGAM AG2R LA MONDIALE est intégré dans le présent rapport et couvre toutes les entités de son périmètre de combinaison. Il est accessible via le lien suivant : <https://www.ag2rlamondiale.fr/investisseurs/publications-financieres>.

2.2.7 Événements postérieurs à la clôture

Après l'exercice des promesses d'achat en 2024, La Mondiale a procédé en février 2025 à l'acquisition des 33 % restants du capital d'ÆGIDE SAS. Cette opération porte sa participation à 100 %.

Hormis cet élément, aucun autre événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2024 et la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'administration.



3.

Perspectives de développement

- 18 3.1 Plan d'entreprise
« Nouvelle donne »
- 18 3.2 Développement
des nouveaux métiers,
des nouveaux services,
du sponsoring

3. Perspectives de développement

3.1 Plan d'entreprise « Nouvelle donne »

En 2025, le Groupe conjuguera la poursuite des initiatives engagées dans le cadre du plan d'entreprise « Nouvelle donne » et la préparation de son futur plan stratégique.

Pour cette dernière année de mise en œuvre de « Nouvelle donne », les efforts se concentreront sur les huit objectifs clés, notamment :

- la sécurisation et le renforcement des fondations du Groupe, avec une attention particulière au redressement d'AG2R Prévoyance et à l'accélération de la transformation digitale et des SI ;
- le développement des activités rentables, incluant la consolidation du partenariat avec la MAIF ;
- l'amélioration continue de la satisfaction client.

Parallèlement, le Groupe engagera la définition du prochain plan d'entreprise (2026-2028) dans une démarche collaborative, associant étroitement la Gouvernance et les 15 000 collaborateurs à travers une réflexion commune.

3.2 Développement des nouveaux métiers, des nouveaux services, du sponsoring

Métiers assurantiels

En 2025, la priorité du partenariat avec la MAIF est d'amplifier sa dynamique de croissance et d'explorer de nouvelles opportunités.

Un enjeu majeur sera l'atteinte des objectifs de production du « stream particuliers IARD », visant à rééquilibrer le partenariat. Pour cela, une "stratégie digitale" sera déployée, combinant plusieurs leviers pour stimuler les souscriptions via le canal internet :

- optimisation du parcours de vente digital pour une expérience client fluide et intuitive ;
- suivi trimestriel rigoureux des performances pour identifier rapidement les actions les plus efficaces ;
- maîtrise des investissements IT, privilégiant une approche frugale et ciblée.

Métier « Résidences Services Seniors – RSS »

La densification du réseau de résidences (189 ouvertes à fin 2024) a permis une réorganisation des équipes et la mutualisation de certains postes. L'accent a été mis sur la polyvalence des fonctions et la mutualisation des chefs de service. Les 21 ouvertures de résidences en 2024 soutiendront la croissance future du chiffre d'affaires, malgré un impact sur la rentabilité à court terme.

Face à la dégradation persistante du marché immobilier résidentiel neuf, une réduction significative du rythme de développement est prévue. Néanmoins, 16 ouvertures sont d'ores et déjà planifiées pour 2025.

Un renforcement du plan de redressement est envisagé, visant à consolider le leadership d'ÆGIDE-DOMITYS, en anticipant une évolution démographique plus favorable à partir du second semestre 2027 (« papy-boom »).

Sponsoring

Le partenariat stratégique avec DECATHLON et la transformation de l'équipe FRANCE CYCLISME ont été conçus pour renforcer sa compétitivité dans un contexte d'hyper-professionnalisation du cyclisme, et ont ainsi contribué aux excellents résultats sportifs de 2024.

La gouvernance du partenariat FRANCE CYCLISME, AG2R LA MONDIALE et DECATHLON prévoit une implication active de DECATHLON dans la stratégie sportive de l'équipe, ainsi que dans les décisions relatives aux projets de développement et à la stratégie politique et d'influence auprès des instances du cyclisme international.

AG2R LA MONDIALE et DECATHLON partagent une forte ambition de performance et de victoires, en cohérence avec leur engagement significatif auprès de FRANCE CYCLISME.

4.

Gouvernement d'entreprise

20	4.1 Présentation de son fonctionnement
20	4.2 Organes d'administration et de contrôle
23	4.3 Organisation managériale du Groupe au 31 décembre 2024

4. Gouvernement d'entreprise

4.1. Présentation de son fonctionnement

SGAM AG2R LA MONDIALE est la Société de groupe d'assurance mutuelle créée le 16 janvier 2008 qui réunissait les deux affiliées AG2R Prévoyance et La Mondiale avec un double objectif : celui d'établir une solidarité financière entre les entités, et de leur permettre de conserver leurs propres marques et modes de gouvernance. Elle est la structure opérationnelle du Groupe pour les activités assurancielles : prévoyance, santé, épargne, retraite supplémentaire, dépendance.

Ainsi, la Sgam a pour objet de nouer et gérer des liens de solidarité financière importants et durables entre les affiliées, de conduire les politiques utiles aux entreprises affiliées, d'établir, pour les activités concurrentielles des entreprises affiliées, une politique commerciale cohérente, d'évaluer les moyens nécessaires au développement du nouvel ensemble et de servir de support à l'organisation commune des activités des entreprises affiliées. Enfin, la Sgam peut proposer une politique de communication aux entreprises affiliées adaptée aux objectifs de développement commerciaux communs. La communication ainsi élaborée ne saurait concerner ni être en contradiction avec celle relative aux régimes de retraite complémentaire Agirc-Arrco.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 des règles dites « Solvabilité 2 », telles que définies à l'article L. 356-1 du Code des assurances, a conduit la Sgam à évoluer en un groupe prudentiel, notamment par la création d'une société de groupe assurantiel de protection sociale (Sgaps), qui s'est substituée au 1^{er} janvier 2018 à AG2R Prévoyance aux côtés de La Mondiale en tant que co-affiliée.

Le Conseil d'administration fixe les grandes orientations stratégiques de SGAM AG2R LA MONDIALE, prend et assume les décisions majeures, nomme et révoque le Président, les Vice-présidents, le Directeur général et les Directeurs généraux délégués, contrôle les activités de la société et leur niveau de maîtrise et de régularité.

Le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois en 2024 avec une assiduité de 74 % de ses membres.

Le Conseil de la Sgam s'est prononcé sur les comptes annuels et les rapports formels inhérents à la marche de la société. Durant l'exercice, le Conseil a pu mener ses travaux notamment sur :

- la gouvernance ;
- les partenariats ;
- les évolutions et mouvements au sein du Groupe prudentiel ;
- les autorisations préalables de certaines opérations de ses entreprises affiliées ;
- les politiques écrites ;
- les rapports réglementaires ;
- le suivi du plan de redressement d'AG2R Prévoyance ;
- les certificats mutualistes ;
- les comptes et résultats annuels ;
- la réglementation en vigueur.

Les dossiers sont adressés aux membres avant la tenue de chaque Conseil afin de leur permettre de les analyser et de préparer leurs commentaires. Les travaux du Conseil d'administration sont retranscrits dans des procès-verbaux qui sont soumis pour approbation au Conseil suivant.

Le Conseil recueille l'avis de chaque comité spécialisé dans les domaines de ses compétences. 13 réunions de comités ont eu lieu en 2024.

Le **Comité des investissements**, réuni à 3 reprises en 2024, a pour mission de préparer la politique d'investissement de la Sgam et de ses membres, dans le respect de leur souveraineté, et tout particulièrement de se prononcer sur les questions d'intérêt commun aux entités combinées, ou qui pourraient le devenir pour le renforcement du Groupe. Il exprime son avis sur la structure des investissements ou des arbitrages financiers. Il est saisi préalablement des opérations d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers. Les responsables des fonctions clés gestion des risques et actuarielle de la Sgam participent à ce comité. Les Présidents des autres comités spécialisés peuvent être invités au Comité des investissements une fois par an, lorsque les sujets le nécessitent.

Le **Comité d'audit et des comptes**, réuni à 6 reprises en 2024, examine notamment les comptes annuels et semestriels de SGAM AG2R LA MONDIALE et de ses organismes affiliés, les travaux et missions de l'Audit interne, les mandats des Commissaires aux comptes et les services autres que la certification des comptes. Le Comité peut convoquer tout responsable du Groupe qu'il juge utile dans l'accomplissement de ses missions. Les responsables des fonctions clés audit interne et gestion des risques de la Sgam participent également à ce comité. Sont également conviés les Commissaires aux comptes.

Le **Comité risques, conformité et actuariat**, réuni à 4 reprises en 2024, assure le suivi de la politique, des procédures et des systèmes de gestion des risques du Groupe par une analyse des risques à la fois stratégiques, techniques, financiers et opérationnels. Il identifie, évalue et exerce un suivi des risques sur les activités menées ou non au sein du Groupe, notamment en matière sociale, environnementale, fiscale, ainsi que sur la conformité des lois et règlements, la concurrence, les conflits d'intérêts et la sécurisation des SI. Il examine régulièrement la cartographie des risques ainsi que les plans d'actions mis en œuvre. Il s'assure que les activités de contrôle interne du Groupe permettent de vérifier les principaux domaines à risques, notamment en veillant à la qualité des procédures internes d'identification, de collecte et de contrôle des données.

4.2 Organes d'administration et de contrôle

4.2.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration comprend 30 administrateurs, dont 15 pour chaque affiliée, élus pour 4 ans par l'Assemblée générale.

Au 31 décembre 2024, le Conseil d'administration est composé de :

Pour l'affiliée SGAPS AG2R LA MONDIALE

Membres paritaires

Les membres issus des organisations syndicales représentatives d'employeurs

M. Michel Chassang, Vice-président
M. Jacques Creyssel
M. Francis Rebert
M. Philippe Thouron
M. Jean-Michel Verdu

Les membres issus des organisations syndicales représentatives de salariés

M. Philippe Pihet, Président
M. Michel Canovas
M. François Gully
M. Jean-Arnaud Guyard
M. Christophe Samson

Les membres issus des Conseils d'administration des entités mutualistes affiliées à la Sgaps

M. Olivier Benhamou, Vice-président
Mme Marta Bonnamy
M. Sébastien Chauvet
M. Didier Dahan
M. Jean-Philippe Laval

Pour l'affiliée La Mondiale

M. Philippe Lamblin, Vice-président
M. André-Paul Bahuon
M. Gautier Bataille de Longprey
Mme Muriel Dussart
Mme Delphine Gallin
M. Christian Gollier
M. Gilles Guitton
Mme Manou Heitzmann-Massenez
Mme Odette Jariel
M. Franck Mougin
M. Yannick Ollivier
Mme Joëlle Prévot-Madère
Mme Sylvie Reulet
Mme Isabelle Simelière
M. Arnaud Vandecasteele

Conformément à l'article 31 des statuts de la Sgam, le Président est élu, à la majorité qualifiée, par le Conseil d'administration pour une durée de deux ans. Il est choisi parmi les administrateurs d'une institution de prévoyance affiliée de SGAPS AG2R LA MONDIALE. Il est rééligible.

Conformément à l'article 32 de ces mêmes statuts, le Président est assisté par trois Vice-présidents, qui sont élus par le Conseil d'administration parmi les administrateurs pour une durée de deux ans.

L'un des vice-présidents est issu de La Mondiale et les deux autres de SGAPS AG2R LA MONDIALE, dont un représentant d'une institution de prévoyance dans le respect de l'alternance paritaire et un représentant d'une mutuelle, affiliées à la Sgaps.

Au 31 décembre 2024, et depuis une délibération des 13 et 14 décembre 2022, la Présidence de SGAM AG2R LA MONDIALE était assurée par :

M. Philippe Pihet, représentant une institution de prévoyance affiliée à SGAPS AG2R LA MONDIALE en qualité de Président ;

M. Michel Chassang, représentant une institution de prévoyance affiliée à SGAPS AG2R LA MONDIALE en qualité de Vice-président ;

M. Olivier Benhamou, représentant une mutuelle, affiliée à SGAPS AG2R LA MONDIALE, en qualité de Vice-président ;

M. Philippe Lamblin, représentant l'affiliée La Mondiale, en qualité de Vice-président.

La moyenne d'âge des administrateurs est de 64 ans. Les fonctions des membres du Conseil sont gratuites.

4.2.2 Direction générale

4.2.2.1 Direction générale de SGAM AG2R LA MONDIALE
Sur l'exercice 2024, la Direction générale de SGAM AG2R LA MONDIALE a été assurée par M. Bruno Angles.

Au 31 décembre 2024, les dirigeants effectifs de SGAM AG2R LA MONDIALE sont :

- M. Bruno Angles, Directeur général ;
- M. Olivier Arlès, Directeur général délégué ;
- M. Benoît Courmont, Directeur général délégué ;
- et M. Philippe Dabat, Directeur général délégué.

Les responsables des fonctions clés sont au nombre de 4. Leurs missions sont rappelées ci-dessous.

La fonction gestion des risques est chargée de mettre en place le système de gestion des risques de l'entreprise (en particulier la gestion actif-passif, la gestion des risques de souscription, des risques financiers, des risques opérationnels...).

La fonction actuarielle est en charge de la coordination du calcul des engagements, et doit également émettre un avis sur la politique de souscription et la politique de réassurance.

La fonction conformité est en charge de s'assurer du respect par l'entreprise de l'ensemble des règles normatives qui s'impose à cette dernière.

Enfin, la fonction audit est nécessairement indépendante des fonctions opérationnelles et peut contrôler n'importe quel domaine d'activité de l'entreprise afin d'émettre des recommandations d'évolution à la Direction générale et au Comité d'audit et des comptes.

Les responsables de fonctions clés de SGAM AG2R LA MONDIALE sont :

- M. Luca De Dominicis, comme tenant de la fonction gestion des risques ;
- Mme Gaëlle Baetz, comme tenant de la fonction actuarielle ;
- Mme Elsa Luyton, comme tenant de la fonction vérification de la conformité ;
- M. Romain Drappier, comme tenant de la fonction audit interne.

Chacune de ces fonctions doit en outre avoir un accès direct au Conseil, ce qui est le cas pour les personnes proposées, notamment puisqu'elles participent soit au Comité des risques, soit au Comité d'audit et des comptes.

4.2.2.2 Comité de Direction Groupe, Comité Opérationnel Groupe et le Comité exécutif d'AG2R LA MONDIALE

Les dirigeants d'AG2R LA MONDIALE sont réunis au sein de 3 instances de Gouvernance opérationnelle :

- le Comité de Direction Groupe (CDG) qui regroupe le Directeur général, les 2 directeurs généraux adjoints et 10 membres en charge des métiers et des fonctions du Groupe ;
- le Comité Opérationnel Groupe (COG) qui regroupe les membres du CDG ainsi que 6 dirigeants qui par leurs fonctions ont une contribution particulièrement importante à la conduite des affaires et des projets du Groupe ;
- le Comité exécutif (Comex Groupe) qui réunit les directeurs centraux du Groupe.

4. Gouvernement d'entreprise

La Direction générale du Groupe rend compte de ses travaux aux Conseils d'administration. Elle dispose des pouvoirs qui lui sont délégués lui permettant de mettre en œuvre la stratégie et les décisions arrêtées par le Conseil d'administration, à charge de lui rendre compte.

La Direction générale du Groupe veille au bon fonctionnement du contrôle interne du Groupe et à l'existence et à la pertinence des dispositifs de suivi du contrôle interne et de gestion des risques dans le Groupe, incluant ainsi la mise en œuvre du contrôle interne comptable et financier et de la préparation des comptes.

Elle garantit que les dispositifs de pilotage et de contrôle abordent les points suivants :

- la correcte application des décisions prises par les instances de gouvernance des entités ;
- l'organisation et le périmètre de responsabilité des fonctions comptables et financières dotés de dispositifs d'identification des risques et de contrôles afin d'assurer la fiabilité de l'information publiée ;
- l'existence d'un processus adapté d'identification, de justification et de validation des méthodes comptables retenues ;
- la mise en place d'un dispositif de contrôle de gestion répondant aux besoins de fiabilité de l'information comptable et financière ;
- la formalisation et la diffusion de règles comptables et de procédures ;
- les obligations de conservation des informations, données et traitements informatiques concourant directement ou indirectement à la formation des états comptables et financiers.

Par ailleurs, en tant que responsable de l'établissement des comptes et de la mise en œuvre des systèmes de contrôle interne comptable et financier, la Direction générale échange régulièrement avec les Commissaires aux comptes.

Le Comité de Direction Groupe

Autour du Directeur général, le CDG pilote la mise en œuvre de la stratégie du Groupe telle que votée par les Conseils d'administration de l'Association sommitale et des entités membres du Groupe. Il se réunit une fois toutes les 2 semaines.

Au 31 décembre 2024, la composition du CDG est la suivante :

- **M. Bruno Angles**, Directeur général ;
- **M. Philippe Dabat**, Directeur général adjoint en charge des activités santé et prévoyance et de la supervision de la retraite complémentaire ;
- **M. Benoit Courmont**, Directeur général adjoint en charge de l'épargne retraite et patrimoniale, et des activités liées au Bien vieillir et à la monétisation du patrimoine des seniors ;
- **M. François Rubichon**, Secrétaire général en charge des instances, de la conformité, des affaires juridiques et fiscales, des affaires publiques, des relations institutionnelles, de la sécurité des systèmes d'information et des Fondations ;
- **M. Olivier Arlès**, Membre du CDG, en charge des investissements, des finances et des risques ;

- **M. Philippe Da Costa**, Délégué général à l'économie sociale et solidaire (ESS), à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et à l'animation des territoires ;

- **M. François Ringaud**, Membre du CDG, en charge de la retraite complémentaire ;

- **Mme Claire Silva**, Membre du CDG, en charge des ressources humaines et des relations sociales ;

- **Mme Delphine Stricker**, Directrice de cabinet du Directeur général, Membre du CDG en charge de la communication, de l'événementiel et du sponsoring, et Présidente de FRANCE CYCLISME ;

- **M. Christophe Bournit**, Membre du CDG, en charge de la Direction de la Distribution Omnicanale, de la Relation Client et des réclamations ;

- **M. Pascal Martinez**, Membre du CDG, en charge des SI et du digital ;

- **M. Olivier Wigniolle**, Membre du CDG, Président exécutif de Domitys ;

- **Mme Pascale Soyeux**, Membre du CDG, en charge de la santé prévoyance et des accords de branches.

Par délibération du 8 janvier 2025, le Conseil d'administration de l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE a décidé, sur proposition de sa Présidence paritaire et après avis du Comité des nominations, de nommer M. Benoit Courmont en qualité de Directeur général par intérim du Groupe, et de solliciter un cabinet spécialisé en vue de réaliser la recherche d'un nouveau Directeur général.

Puis, par délibération du 25 février 2025, le Conseil d'administration de l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE a décidé, sur proposition de sa Présidence paritaire et après avis du Comité des nominations, de nommer **M. Fabrice Heyriès** en qualité de Directeur général du Groupe à effet du 7 avril 2025.

Le Comité Opérationnel Groupe

Le COG est en charge de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie du Groupe et de son suivi. Il se réunit une fois toutes les 2 semaines.

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif est une instance d'information, d'échanges, de réflexion et d'orientation. Le Comité exécutif joue un rôle de proposition et de coordination pour le bon fonctionnement de l'ensemble du Groupe. Il se réunit tous les 2 mois.

4.3 Organisation managériale du Groupe au 31 décembre 2024

* Membres du Comité de Direction Groupe.



1. RSSI : Responsable de la sécurité des systèmes d'information

2. ESS : Économie sociale et solidaire

3. RSE : Responsabilité sociétale des entreprises



5. Contrôle interne et gestion des risques

26	5.1 Organisation de la gestion des risques au sein du Groupe
26	5.2 Processus de gestion des risques
29	5.3 Procédures de contrôle relatives à l'information financière et comptable

5. Contrôle interne et gestion des risques

5.1 Organisation de la gestion des risques au sein du Groupe

Le Groupe met en place à tous les niveaux des moyens dédiés à la maîtrise des risques. L'organisation s'articule selon le principe des trois lignes de maîtrise établi par les fédérations mondiales de management des risques et d'audit interne :

- la première ligne de maîtrise correspond à la gestion des risques pilotés par les directions opérationnelles ;
- la deuxième ligne de maîtrise est celle des différentes fonctions instituées par la Direction générale pour assurer le suivi du contrôle des risques et de la conformité ;
- la troisième ligne de maîtrise est celle de l'assurance indépendante de la maîtrise des risques fournie par l'audit interne.

Chacune de ces trois lignes joue un rôle distinct et complémentaire dans le cadre de la gouvernance de l'organisation.

Les fonctions clés rattachées à la deuxième et troisième ligne de maîtrise jouent un rôle prépondérant dans le système de gestion des risques général de l'entreprise à travers leurs missions de contrôles et de suivi, en veillant à l'application des indicateurs de risques, des lignes directrices du Groupe et du respect des politiques de risques.

Le système de gestion des risques mis en œuvre doit permettre de couvrir de manière intégrée et transversale l'ensemble des risques auxquels le Groupe peut être confronté et de garantir une vision homogène et fiable du suivi des risques aux parties prenantes internes et externes (Conseils d'administration, Direction générale, agences de notation, partenaires et clients).

5.2 Processus de gestion des risques

La politique de gestion des risques du Groupe fixe le cadre général et les principes conducteurs de la gouvernance de la gestion des risques du Groupe. Elle est déclinée au travers de politiques par domaine de risque et de processus mis en œuvre par tous les métiers. Le dispositif de gestion des risques s'appuie sur les étapes clés d'un cycle classique de gestion des risques consistant en l'identification, l'évaluation, le traitement et le suivi.

La disparité des risques exige la mise en œuvre d'un encadrement adapté à chaque typologie, pour cela, une distinction est opérée entre deux grandes natures de risques : les risques opérationnels d'une part, et les risques techniques et financiers d'autre part. La cohérence d'ensemble est assurée par l'application des principes de la politique de gestion des risques dans chacune des politiques par domaine de risque.

5.2.1 Gestion des risques opérationnels et contrôle interne

Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Le Groupe intègre ses démarches de gestion de risques opérationnels, de contrôle interne et de qualité en un système intégré à l'organisation générale et les procédures de prise de décision du Groupe.

La politique de gestion des risques opérationnels vise à définir les lignes directrices de son dispositif permettant d'en maîtriser les risques opérationnels. La politique est également déclinée en politique par domaine de

risques opérationnels. Elle a pour vocation de refléter la gouvernance des risques opérationnels tout en déployant à travers ces différentes politiques, le processus de management des risques opérationnels du Groupe :

- la politique de sous-traitance ;
- la politique de conformité ;
- la politique de continuité d'activité ;
- la politique de sécurité des SI ;
- la politique de protection des données à caractère personnel ;
- la politique de contrôle interne ;
- la politique de la sécurité des personnes et des biens.

La politique de contrôle interne s'inscrit dans le dispositif de gestion des risques d'AG2R LA MONDIALE et, plus particulièrement, dans le dispositif de gestion des risques opérationnels. Elle définit les grands principes du système de contrôle interne du Groupe et le cadre de mise en œuvre des actions nécessaires à la maîtrise des risques opérationnels (procédure, dispositif de contrôle, tableaux de bord et indicateurs et organisation en place).

Le dispositif s'appuie sur un recensement et une actualisation permanente des risques encourus par le Groupe au travers de la constitution et de la mise à jour des cartographies des risques réalisées selon les deux approches « bottom-up » (approche par les processus) et la cartographie macro des risques. Les démarches macro des risques et « bottom-up » sont complémentaires afin de couvrir au mieux l'ensemble des risques.

5.2.2 Principaux risques opérationnels

5.2.2.1 Risques liés à la continuité et gestion de crise

Le principe d'assurer un service continu à ses clients, met l'entreprise dans l'obligation d'anticiper les éventuelles interruptions de son activité. Celles-ci peuvent toucher une ou plusieurs activités critiques, porter sur une étendue géographique plus ou moins grande, être durables ou avoir une cause interne ou externe.

L'année 2024 a souligné encore l'importance des dispositifs de continuité d'activité et de gestion de crise en place notamment, pour faire face au risque de défaillance d'un fournisseur et prendre en compte l'augmentation de la menace d'une cyberattaque majeure. D'où l'importance de disposer d'un plan de continuité d'activité agile qui permette à l'entreprise de s'adapter à de nouveaux contextes inédits. Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité sont décrits dans des documents applicables à l'ensemble du Groupe tels que la politique continuité d'activité, le plan de gestion de crise, etc.

5.2.2.2 Risques liés à la sécurité de l'information dont les risques cyber

L'année 2024 a été marquée en France et dans le monde par un accroissement des menaces cyber à la suite des Jeux olympiques 2024 et aux tensions géopolitiques en Europe, au Moyen Orient, en Chine et en Iran. On parle d'un espace cyber en tension permanente où la France est la cible d'acteurs aux intérêts hétérogènes. La vague de cyberattaques orchestrées contre la France depuis l'été 2024 ne peut que confirmer l'enjeu important des cybermenaces sur tous les secteurs d'activité.

Dans un contexte réglementaire renforcé, notre Groupe a accru sa veille sur les sujets « NIS V2 » (Network and Information Security), « CER » (Critical Entities Resilience directives), « FIDA » (Financial Data Access) et « Cloud » en vue de la création de notre corpus réglementaire. En parallèle, la réglementation « DORA » (pour Digital

Operational Resilience Act ou Réglementation sur la résilience opérationnelle numérique), applicable au Groupe à partir de janvier 2025, fait l'objet de travaux préalables de mise en conformité débutés en 2023 et poursuivis en 2024.

Dans le cadre de la gestion des enjeux et risques de conformité aux réglementations de cybersécurité, la Direction cybersécurité a procédé au renforcement de son dispositif organisationnel et technologique dans l'objectif d'assurer le maintien des niveaux de conformité aux réglementations applicables (Directive « NIS V1 »), anticiper les réglementations cybersécurité qui s'appliqueront aux entités du Groupe AG2R LA MONDIALE (règlement « DORA » et la Directive « NIS V2 ») tout en continuant à sensibiliser l'ensemble des collaborateurs, administrateurs et clients aux risques de cybersécurité.

Bien que les textes « DORA » ne soient pas à ce jour tous publiés (certains de niveau 2), les travaux engagés, dans le cadre du Programme Cyber 2023-2025, ont permis de mettre à jour le corpus documentaire de cybersécurité (politique, directive, procédure...). Ils ont également permis de mettre à jour nos outils de gestion des risques cybersécurité et de veille des cybermenaces, de participer à l'exercice de complétion du registre des tiers prestataires de services Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) piloté en France par l'ACPR.

5.2.2.3 Risques liés à la protection des données à caractère personnel

Les échanges avec les métiers ont facilité la définition de feuilles de route de conformité présentables aux régulateurs en cas de contrôle et indispensables pour être totalement conforme en 2025.

Ayant vocation à répondre aux besoins de la personne tout au long de sa vie, AG2R LA MONDIALE est amené à détenir des informations touchant la vie privée ou la vie professionnelle. Le Groupe s'engage à ne mettre en œuvre que des traitements licites sur la base des fondements juridiques prévus par la réglementation : le consentement de la personne, le contrat dont elle bénéficie, le respect d'une obligation légale, l'intérêt légitime dès lors que le traitement ne porte pas atteinte aux droits des personnes. Le Groupe est responsable des données qu'il détient, de leur usage et de leur sécurité.

Depuis mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application et dans le Groupe, le Délégué à la protection des données est chargé de veiller à son application conformément aux dispositions du règlement.

Au cours de l'année 2024, le Groupe a donc poursuivi ses actions de conformité pour répondre aux exigences réglementaires avec des contrôles dédiés et préparé l'arrivée des futures réglementations européennes afférentes aux données notamment le règlement « AI » (pour Act sur l'intelligence artificielle »).

5.2.2.4 Risques liés à la sous-traitance

Selon les termes des articles L.354-3 et R.354-7 du Code des assurances : « les entreprises d'assurance et de réassurance conservent l'entière responsabilité du respect de l'ensemble des obligations qui leur incombent lorsqu'elles recourent à l'externalisation des fonctions ou des activités d'assurance ou de réassurance ». Le Groupe doit donc assurer le contrôle des activités sous-traitées

qu'il s'agisse de prestations de services ou de délégation de gestion.

La politique de sous-traitance s'inscrit dans le dispositif général de gestion des risques du Groupe et, plus particulièrement, dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. Cette politique s'applique à toutes les activités et toutes les entités juridiques du Groupe. Elle est complétée ou adaptée, si nécessaire, de dispositions particulières pour tenir compte d'un cadre réglementaire ou organisationnel spécifique en raison de l'activité.

Le comité sous-traitance Groupe, composé des représentants des principales parties prenantes au pilotage des risques liés à la sous-traitance, a pour mission d'assurer un suivi de la politique de sous-traitance. Il assure une supervision transverse des activités externalisées notamment les prestations critiques ou importantes. Il permet de partager sur les évolutions du dispositif notamment sur la méthodologie et les outils associés.

5.2.2.5 Risques d'inadéquation ou de pannes répétitives des systèmes d'information

L'activité d'AG2R LA MONDIALE dépend étroitement des SI, dans la mesure où ses activités exigent de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes et sur des volumes de données croissants. Des pannes logicielles, matérielles ou des défauts de services d'un partenaire ou d'un fournisseur important ou répétés pourraient entraîner des erreurs ou des interruptions dans les systèmes de gestion, de comptabilité et de trésorerie.

De nombreuses actions sont dédiées à la rationalisation du SI et à la modernisation des infrastructures techniques. Un programme de plateformes, visant à améliorer l'adaptabilité et la sécurité de l'exploitation, est notamment déployé. Il permet également de maîtriser les coûts grâce à une mutualisation des services.

En 2024, le train « Dat@gile » a été lancé, permettant de délivrer des cas d'usages innovants associés aux données, en bénéficiant de la mise en place du tout nouveau « Google Cloud Platform (GCP) » de confiance opéré et sécurisé par le leader de la cybersécurité « S3NS ». Cette plateforme Data d'entreprise pérenne et évolutive répond aux objectifs d'amélioration du « time-to-market » des usages, d'autonomie des métiers, de simplification de la gouvernance, de réponses aux exigences de conformité et de sécurité, et d'accessibilité aux données pour les usages du Groupe et de ses partenaires.

5.2.2.6 Risques de non-conformité

Le Groupe s'expose au risque de non-conformité lorsque l'absence de respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes, usages professionnels et déontologiques propres aux activités du Groupe entraîne une sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, une perte financière significative ou une atteinte à la réputation.

En 2024, les travaux de mise en conformité ont principalement concerné :

- l'amélioration du dispositif de LCB-FT, au niveau Groupe en matière notamment de fiabilisation de nos données d'identification et la déclinaison au sein des différentes entités du Groupe ;
- la simplification et la digitalisation du processus d'évaluation des tiers et de déclaration des liens et conflits d'intérêts, le renforcement du pilotage du

5. Contrôle interne et gestion des risques

dispositif anticorruption par les risques via notamment la rationalisation des scénarios et l'ajustement de la méthodologie d'évaluation des risques nets ;

- le renforcement des dispositifs de Conformité Protection de la clientèle comme le devoir de conseil, la déshérence, la formation continue de la Directive sur distribution en assurances (DDA), ainsi que le dispositif de Surveillance et Gouvernance Produit ou encore les réclamations (ex. : création de politiques et procédures Groupe, lancement des travaux de cartographie, mise en place de RACI² et gouvernance, analyse d'impacts, etc.).

2. Responsable, Approbateur, Consulté et Informé

Protection de la clientèle

Les règles de la protection de la clientèle ont pour objectifs de proposer au client des produits adaptés à ses besoins et ses attentes et de lui permettre de prendre sa décision de façon éclairée. Le respect de ces règles se traduit par l'assurance de la mise en conformité des mesures relatives à la DDA, notamment le renforcement du dispositif de devoir de conseil, la gouvernance du produit, les compétences et honorabilité des concepteurs et distributeurs d'assurance et la gestion des conflits d'intérêts.

Au titre de l'année 2024, les travaux de conformité auxquels le Département protection de la clientèle a participé, ont principalement porté sur :

- le déploiement de la nouvelle politique de déontologie commerciale auprès de l'ensemble des commerciaux ;
- le renforcement du dispositif de gestion et traitement des réclamations ;
- le renforcement du dispositif sur le devoir de conseil pour tenir compte des nouvelles exigences réglementaires issues tant de la loi Industrie Verte que le règlement « SFDR » (pour Sustainable Finance Disclosure Regulation, règles de publication d'informations en matière de durabilité) ;
- la mise en place d'un plan de remédiation des données collectées dans le cadre du questionnaire ACPR protection de la clientèle ;
- le renforcement du dispositif relatif à la Gouvernance et la Surveillance Produit ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la déshérence ;
- l'accompagnement des opérationnels dans la mise en œuvre des projets majeurs pour le Groupe comme le projet de plateformes.

Lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, l'évasion et la fraude fiscale

Les priorités du dispositif de LCB-FT Groupe ont porté principalement sur le renforcement de nos outils LCB-FT venant en soutien du dispositif opérationnel, ainsi que la fiabilisation de nos données d'identification.

L'entrée en application du nouveau reporting réglementaire lié à ce dispositif a également fait l'objet d'une attention particulière afin d'être en mesure de répondre à l'ensemble des nouvelles exigences.

Enfin, des travaux ont été menés dans une optique de renforcement du dispositif LCB-FT à l'échelle du Groupe notamment via l'animation et le pilotage des entités, mais aussi les actions d'homogénéisation et d'actualisation de notre corpus documentaire et de notre dispositif de contrôle au niveau SGAM AG2R LA MONDIALE avant une déclinaison au sein des entités.

Concernant les sanctions à l'encontre de la Russie en réponse au conflit en Ukraine, le Groupe et ses entités en France comme au Luxembourg maintiennent une vigilance élevée sur le respect des mesures bien que l'exposition de ses portefeuilles demeure faible.

Lutte contre la corruption

Le dispositif anticorruption s'organise autour de trois piliers indissociables : l'engagement de l'instance dirigeante, la cartographie des risques d'atteinte à la probité qui constitue la pierre angulaire du dispositif anticorruption et la gestion des risques.

Le Groupe a poursuivi au cours de l'année 2024 le déploiement de son programme anticorruption sur l'ensemble des piliers déclinés par la réglementation « Sapin 2 ». Cette démarche s'est inscrite dans la lignée des dernières recommandations émises par l'Agence Française Anticorruption (AFA) avec pour objectifs cibles l'amélioration continue des activités, la simplification des processus et procédures Groupe ainsi que le renforcement du pilotage du dispositif anticorruption par les risques.

Les travaux menés se sont attelés dans un premier temps à la digitalisation :

- des campagnes déclaratives des liens et conflits d'intérêts ;
- du processus d'évaluation des tiers contribuant ainsi à la professionnalisation de l'activité et à la satisfaction des clients internes.

Les démarches de simplification se sont concentrées sur :

- la rationalisation des risques de corruption par le biais d'un nouvel exercice de cartographie des risques, reflétant avec pragmatisme la matérialisation des risques au regard des actions déclinées au sein de chaque activité ;
- le renforcement d'une approche par les risques en vue de la sécurisation de la relation du Groupe avec les tiers (ayant impliqué une évolution du cadre normatif) ;
- l'accessibilité et l'ergonomie du dispositif d'alerte, désormais accessible à l'ensemble des tiers internes et externes.

En dernier lieu, les travaux relevant de la gestion du risque corruption ont porté sur :

- le déploiement de nouveaux modules de formation pour accompagner le développement de la culture de la conformité et de l'éthique ;
- la refonte du dispositif de contrôle interne anticorruption ;
- la mise en place d'une réflexion en vue du pilotage des activités.

5.2.3 Principaux risques techniques et financiers

La gouvernance autour des risques techniques et financiers est encadrée par les différentes politiques validées annuellement par les Conseils d'administration. Il s'agit du provisionnement, de la souscription, de la réassurance, des investissements et de la gestion actif-passif. À ces politiques sont ajoutés des cadres de référence plus opérationnels.

Le Groupe a établi une cartographie des risques technico-financiers encadrant le suivi des risques techniques majeurs.

5.2.3.1 Risque de souscription

Le risque de souscription correspond au risque de perte ou de changement défavorable de la

valeur des engagements d'assurance en raison d'hypothèses inadéquates en matière de tarification et de provisionnement. La politique globale s'inscrit en complément des politiques métiers, et impose un suivi des affaires afin d'anticiper l'évolution du risque souscrit et les éventuels plans d'actions.

Les principaux risques de souscription sont les suivants :

- risque de rachat : en assurance vie, l'option de rachat permet aux assurés de disposer de tout ou partie de leur épargne disponible avant l'échéance du contrat. Des niveaux de rachats significatifs et simultanés peuvent entraîner pour l'assureur des désinvestissements des placements financiers dans des conditions défavorables et la réalisation de moins-values s'il n'a pas assez de liquidités pour faire face à son engagement ;
- risque de longévité : le risque de longévité survient lorsque la proportion des assurés survivants est plus importante que celle qui avait été prévue au moment de la tarification du contrat. Une éventuelle dérive de la mortalité est suivie par une analyse annuelle des résultats de mortalité des portefeuilles de rentiers ;
- le pilotage de la collecte en euros : de nouveaux flux entrants sur le fonds « euros » vont favoriser une relution du rendement d'actif via l'investissement sur des produits de taux à rendement plus élevé dans le contexte actuel. Un équilibre fragile doit être trouvé entre la vitesse de relution de l'actif, l'exposition admissible au risque de taux, les attentes des clients et la capacité à prélever une marge financière.

5.2.3.2 Risque de marché

Le risque de marché est défini par la réglementation comme le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant, directement ou indirectement, de fluctuations affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs, des passifs et des instruments financiers.

De par son allocation d'actifs, le Groupe reste particulièrement exposé au risque de taux, d'autant plus dans le contexte économique actuel et au risque action. Le risque de baisse des taux résulte d'un mouvement à la baisse des taux d'intérêt sur les marchés financiers.

En assurance vie, il se matérialise par une moindre capacité à servir les taux garantis en portefeuille et des niveaux de PB satisfaisant pour les assurés. Actuellement, le risque de hausse des taux est également un enjeu majeur pour lequel une forte intensité conduirait à une dépréciation des actifs importante pouvant amener à réaliser des pertes en cas de liquidité insuffisante.

Le risque action se traduit, quant à lui, par la sensibilité du Groupe à une baisse des prix des actions et actifs équivalents. Les placements actions sont principalement constitués de titres en direct de la zone euro, avec toutefois une poche minoritaire de diversification (Amérique, émergents), l'ensemble des titres en portefeuille faisant l'objet d'une sélection rigoureuse.

5.2.3.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est défini par la réglementation comme le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout débiteur, auxquels les entreprises d'assurance et de réassurance sont exposées sous forme de risque de contrepartie,

de risque lié à la marge ou de concentration du risque de marché.

Le Groupe présente un risque de contrepartie dans ses relations avec les tiers. L'exposition concerne essentiellement les actifs financiers, les avances sur polices et les prêts et emprunts de titres. Le risque de crédit est encadré par un processus de contrôle des évaluations de crédits et par un cadre de référence limitant l'exposition au risque.

5.2.3.4 Risque de liquidité

Il s'agit du risque de ne pas pouvoir vendre à son prix réel un actif financier ou de ne pas pouvoir le vendre. C'est également le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements, par exemple de ne pas pouvoir rembourser des assurés qui en feraient la demande.

La politique de gestion actif-passif prend en considération l'enjeu de la liquidité et permet de ne pas se retrouver en difficulté sur les futurs décaissements. De même, les investissements du Groupe jugés peu liquides sont limités par l'application des politiques de risques.

5.2.3.5 Risque de provisionnement

Le risque de provisionnement correspond au risque d'insuffisance des passifs. Ce risque peut être lié aux modèles utilisés, aux hypothèses retenues ou à la non-qualité des données utilisées.

La politique de provisionnement énonce plusieurs principes importants dans le cadre de la gestion du risque de provisionnement comme notamment la norme et les différents textes sur lesquels se base le provisionnement, le processus de provisionnement, la détermination des hypothèses utilisées ou encore le principe de proportionnalité. La politique impose de s'assurer de la qualité des données et du suivi du risque lié au calcul des provisions.

5.3 Procédures de contrôle relatives à l'information financière et comptable

5.3.1 Gestion des actifs financiers et immobiliers de placement

La gestion des actifs financiers et immobiliers est réalisée directement par la Direction finances investissements et risques du Groupe, ainsi que par l'intermédiaire de deux sociétés de gestion :

- la société de gestion AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs agréée et réglementée par l'Autorité des marchés financiers (AMF). À ce titre, elle est soumise à des règles d'organisation et des obligations de contrôle renforcées et est dotée d'un Responsable de la conformité et du contrôle interne (RCCI) indépendant et agréé par l'AMF ;
- AG2R LA MONDIALE Gestion immobilière, société d'administration de biens dont l'activité de gestion et de transactions de biens immobiliers est réglementée par la Loi n°70-9 du 2 janvier 1970 dite « loi Hoguet ».

5.3.2 Risques financiers liés aux effets du changement climatique

Le changement climatique engendre des risques physiques et des risques de transition. Les risques physiques sont liés aux conséquences du changement climatique : les inondations, la sécheresse, la hausse du niveau de la mer, les canicules et les vents violents. Les risques de transition sont liés à l'évolution de la réglementation et de la technologie visant à limiter le réchauffement climatique.

5. Contrôle interne et gestion des risques

Ces risques sont appréhendés dans le cadre de la politique d'investissement responsable déployée par le Groupe.

Les enjeux environnementaux sont pris en compte à travers la politique climat d'AG2R LA MONDIALE. Les émetteurs font l'objet d'une évaluation de leur alignement avec un scénario de réchauffement climatique de 2°C maximum afin de piloter les températures implicites des portefeuilles d'actifs sur la base d'objectifs intermédiaires fixés à horizon 2025 et 2030 à respectivement 2,6°C et 2,5°C.

Pour réduire le risque de durabilité et l'impact négatif, les portefeuilles excluent le financement d'activités controversées telles que la production, commercialisation ou stockage d'armes interdites (mines anti-personnelles, armes à sous-munition, armes chimiques ou biologiques), et les secteurs tabac et charbon. Les acteurs du secteur pétro-gaziers impliqués dans la production d'hydrocarbures non-conventionnels seront complètement exclus à horizon 2030. Dès 2027, les compagnies qui développeront de nouvelles capacités pétrolières ou gazières seront également exclues.

5.3.3 Comptabilité et Reportings

La Direction comptabilité et reportings (DCR) est garante de la qualité de l'information comptable et financière en produisant des comptes annuels réguliers et sincères et donnant une image fidèle du résultat des opérations, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de chaque exercice comptable, dans le respect des règles et principes comptables en vigueur.

Les procédures mises en place par la DCR visent :

- la protection du patrimoine de l'entreprise ;
- la fiabilité des enregistrements comptables et des comptes annuels qui en découlent ;
- la qualité de la communication financière ;
- le respect des lois et de la réglementation en vigueur.

Ces points sont décrits dans le rapport sur les procédures d'élaboration et de vérification de l'information comptable et financière nécessaires à l'établissement des comptes annuels dans le respect de l'article R.341-9 du Code des assurances³.

Ce rapport aborde les normes comptables françaises pour les comptes sociaux et les comptes consolidés ou combinés. Il est soumis à l'approbation du Conseil d'administration avant son envoi à l'ACPR.

3. « Toute entreprise mentionnée à l'article L. 310-1 ou au 1° du III de l'article L. 310-1-1 est tenue de mettre en place des procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable nécessaire à l'établissement des comptes annuels. Ces procédures sont décrites dans un rapport soumis annuellement à l'approbation du conseil d'administration ou du conseil de surveillance et transmis à l'ACPR. Pour les entreprises mentionnées à l'article L. 310-3-2, les mutuelles et unions mentionnées à l'article L. 211-11 du code de la mutualité et les institutions de prévoyance et unions mentionnées à l'article L. 931-6-1 du code de la Sécurité sociale, le rapport mentionné au premier alinéa peut être intégré dans le rapport mentionné à l'article R. 336-1 du présent code. »

6. Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 15 mai 2025

32	6.1 Décisions ordinaires
32	6.2 Décisions extraordinaires

6. Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 15 mai 2025

6.1 Décisions ordinaires

Première résolution

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport présenté par le Conseil d'administration et celle des rapports des Commissaires aux comptes concernant l'exercice social clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes sociaux de l'exercice tels qu'ils sont présentés, les comptes combinés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale ordinaire décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice d'un montant de 15 813 232,64 euros, de la manière suivante :

- à la rémunération des certificats mutualistes émis avant le 31 décembre 2024 d'une valeur nominale de 10 €, sur la base d'un taux de 4,00 % au *prorata temporis* conformément au décret d'application n° 2015-204 de la Loi n° 2014-856 relative à l'économie sociale et solidaire, (article 54), estimée à 14 541 099 euros et dans la limite maximale de 95 % du résultat bénéficiaire ;
- le solde, après rémunération des certificats mutualistes, sera affecté au report à nouveau.

Troisième résolution

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport comportant les informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, dit « rapport de durabilité », et connaissance prise du rapport de certification des Vérificateurs dudit rapport, approuve le rapport de durabilité de SGAM AG2R LA MONDIALE relatif à l'exercice 2024, inclus dans le rapport financier de la Sgam.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, déclare approuver les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale ordinaire ratifie la nomination à titre provisoire par le Conseil d'administration du 19 juin 2024, en qualité d'administrateurs de SGAM AG2R LA MONDIALE issus de l'affiliée La Mondiale :

- M. Christian Gollier, en succession de M. Nicolas Schimel ;
- et M. Yannick Ollivier, en succession de M. Thierry Jeantet ;

et ce pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2026.

L'Assemblée générale ordinaire ratifie la nomination à titre provisoire par le Conseil d'administration du 12 décembre 2024 :

- en qualité d'administratrice de SGAM AG2R LA MONDIALE issue de l'affiliée La Mondiale, Mme Muriel Dussart en succession de Mme Blandine Mulliez ;
 - en qualité d'administrateur de SGAM AG2R LA MONDIALE, issu de l'affiliée SGAPS AG2R LA MONDIALE, M. François Gully, en succession de M. Alain Thomas ;
- et ce pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2026.

L'Assemblée générale ordinaire ratifie la nomination à titre provisoire par le Conseil d'administration du 20 janvier 2025, en qualité d'administrateurs de SGAM AG2R LA MONDIALE, issus de l'affiliée SGAPS AG2R LA MONDIALE :

- M. Bruno Gasparini, en succession de M. Philippe Pihet ;
 - M. Stéphane Heit, en succession de M. Philippe Thouron ;
 - et M. Jean-Yves Jouan-Auzeby, en succession de M. Jean-Michel Verdu ;
- et ce pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2026.

Sixième résolution

L'Assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes les formalités relatives à la mise en œuvre des résolutions ci-dessus adoptées.

6.2 Décisions extraordinaires

Première résolution

Résolution relative à l'émission des Certificats mutualistes
Après approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, conformément à l'article R.322-79 du Code des assurances.

L'Assemblée générale du 16 mai 2024 avait autorisé l'émission d'un montant maximal de 150 millions d'euros de certificats mutualistes pour une période de vingt-quatre mois à compter de la date de cette Assemblée générale. Cette émission avait fait l'objet d'un prospectus approuvé par l'Autorité des marchés financiers le 24 juin 2024.

L'Assemblée générale autorise et approuve le principe d'une nouvelle émission d'un montant maximal de 150 millions d'euros de certificats mutualistes, divisée en 15 000 000 certificats d'une valeur nominale unitaire de dix (10) euros par voie d'offre au public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers auprès de toute personne physique assurée ou sociétaire d'une entreprise appartenant au groupe prudentiel SGAM AG2R LA MONDIALE.

L'émission sera réalisée au fur et à mesure de la souscription des certificats dans un délai maximum de vingt-quatre mois à compter de la date de la présente Assemblée générale, étant entendu que les certificats mutualistes détenus en propre par SGAM AG2R LA MONDIALE à la suite de rachats de certificats émis dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale le 16 mai 2024 seront placés prioritairement par rapport aux certificats à émettre dans le cadre de la présente autorisation.

Si, au terme de ce délai, les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité du montant d'émission autorisé, l'émission sera limitée au montant des souscriptions.

Les certificats émis seront payables en numéraire en totalité à la souscription, et ne donneront lieu à aucun frais d'émission à la charge des souscripteurs. Les frais d'émission à la charge de SGAM AG2R LA MONDIALE seront d'un montant maximum de cent cinquante mille (150 000) euros.

Les certificats mutualistes ouvriront droit à une rémunération variable fixée annuellement par l'Assemblée générale de SGAM AG2R LA MONDIALE lors de

l'approbation des comptes, dans les limites fixées par la loi, et payable en numéraire.

Toutefois, l'Assemblée générale annuelle pourra décider de payer la rémunération en nature par attribution de certificats mutualistes aux titulaires de certificats mutualistes qui en feront la demande. Ils seront uniquement remboursables en cas de liquidation de SGAM AG2R LA MONDIALE et après désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés, chirographaires et subordonnés.

Aucune incitation au remboursement ni de clause de révision de la rémunération telle qu'un step-up n'est prévue, les certificats mutualistes ne sont remboursables qu'à la liquidation de l'Émetteur et après désintéressement complet de tous les créanciers privilégiés, chirographaires et subordonnés.

En cas de liquidation de l'Émetteur, le remboursement des certificats mutualistes est effectué à la valeur nominale du certificat réduite, le cas échéant, à due concurrence de l'imputation des pertes sur le fonds d'établissement, étant précisé que préalablement à cette réduction, les pertes seront imputées sur les réserves.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, pour (i) clôturer la période de souscription des certificats mutualistes de l'émission autorisée le 16 mai 2024 et (ii) arrêter les modalités pratiques de l'émission, et notamment pour fixer la date d'émission et constater la souscription des certificats mutualistes, fixer le mode de calcul de leur rémunération en fonction de leur durée de détention, le délai de versement de ladite rémunération postérieurement à l'Assemblée générale annuelle qui en décide le montant, les modalités suivant lesquelles les souscripteurs pourront choisir de réinvestir la rémunération de leurs certificats en certificats mutualistes et les modalités suivant lesquelles la rémunération sera payée aux souscripteurs ayant exercé ce choix, ainsi que pour effectuer toutes formalités utiles auprès de l'Autorité des marchés financiers, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou de tout autre organisme.

Deuxième résolution

Résolution relative au programme de rachat des Certificats mutualistes

Après approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, conformément à l'article L.322-26-9 du Code des assurances.

L'Assemblée générale décide de confirmer le programme annuel de rachat pour l'année 2025 adopté dans sa résolution du 16 mai 2024 et de mettre en place un nouveau programme annuel de rachat pour l'année 2026.

Elle autorise le Conseil d'administration à racheter les certificats mutualistes à leur valeur nominale.

Ces certificats mutualistes seront offerts à l'achat dans un délai de deux ans à compter de leur rachat et seront annulés s'ils n'ont pas été cédés à l'issue de ce délai.

Les rachats sont effectués de façon semestrielle :

- une fois, à partir de janvier pour les ordres de rachat prioritaires collectés au cours du semestre civil précédent et pour les autres ordres de rachat collectés au cours de l'année civile précédente ;
- une fois, à partir de juillet uniquement pour les ordres de rachat prioritaires collectés au cours du semestre civil précédent.

Et prioritairement selon les cas suivants :

- Demande d'un ayant droit en cas de décès du titulaire ;
- Expiration des droits du souscripteur aux allocations chômage en cas de licenciement ;
- Titulaire ayant exercé des fonctions de mandataire social et qui n'a pas de mandat social ou de contrat de travail depuis 2 ans au moins à partir du non-renouvellement de son dernier mandat social ou de sa révocation ;
- Invalidité en 2^e ou 3^e catégorie prévues par l'article L341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- Décès du conjoint ou du partenaire lié par un PACS ;
- Situation de surendettement du souscripteur au sens de l'article L330-1 du Code de la consommation ;
- Perte par le titulaire de sa qualité de Sociétaire de l'émetteur ou d'assuré appartenant au même groupe d'assurance que l'émetteur ;
- Cessation d'activité non salariée du titulaire à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire.

Compte tenu du fait que SGAM AG2R LA MONDIALE ne peut pas détenir plus de 10 % des certificats mutualistes émis, sauf dérogation accordée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le montant des rachats effectivement réalisés à une date donnée ne pourra dépasser un montant tel que la somme du montant racheté et des certificats mutualistes déjà détenus soit égale à 10 % du montant des certificats mutualistes émis non annulés.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur général, aux Directeurs généraux délégués ou aux Dirigeants effectifs, pour arrêter les modalités pratiques du programme de rachat, et notamment pour procéder aux opérations de rachat, fixer les modalités des opérations de rachat, le nombre de certificats mutualistes pouvant être rachetés dans la limite prévue par l'Assemblée générale et préciser l'impact des rachats sur la solvabilité de l'entreprise, ainsi que pour effectuer toutes formalités utiles auprès de l'Autorité des marchés financiers, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou de tout autre organisme.

Troisième résolution

L'Assemblée générale extraordinaire modifie les statuts de SGAM AG2R LA MONDIALE ainsi qu'il suit :

Premièrement, il est ajouté le paragraphe suivant à la fin du préambule des statuts :

« En octobre puis décembre 2024, les instances de gouvernance du Groupe concernées ont approuvé la création d'une société de réassurance interne mise en place à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette nouvelle structure permettra d'améliorer la solvabilité « solo » des entités du Groupe et de renforcer la solidité financière du Groupe dans son ensemble. Les actionnaires fondateurs de cette société, qui sont La Mondiale, AG2R Prévoyance et Arpege Prévoyance, membres du Groupe prudentiel SGAM AG2R LA MONDIALE, ont convenu de confier à la Sgam un rôle d'arbitrage des différends éventuels qui surviendraient au sein du Conseil de cette entité. »

Le reste du préambule est inchangé.

Deuxièmement, le paragraphe suivant est inséré à l'article 5 « Objet social » :

« 5^e superviser, dans le respect de la gouvernance Groupe, l'activité de la société de réassurance interne, les équilibres financiers des portefeuilles couverts

6. Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale du 15 mai 2025

par la réassurance interne et le respect des politiques écrites Groupe, et s'assurer de la coopération de ses actionnaires et de ses cédantes, en vue de trouver de bonne foi des solutions respectant l'esprit de leur association et préservant les intérêts du Groupe si des situations de blocage venaient à survenir dans son fonctionnement ; »

Les paragraphes 5° et 6° sont renumérotés 6° et 7° en conséquence.

Troisièmement, le paragraphe suivant est inséré à l'article 11 « Influence dominante » :

« - la supervision de l'activité de la société de réassurance interne, des équilibres financiers des portefeuilles couverts par la réassurance interne et du respect des politiques écrites Groupe, de la coopération des actionnaires et des cédantes de la société de réassurance interne, et le règlement de leurs différends éventuels ; »

Le reste de l'article 11 est inchangé.

Quatrièmement et dernièrement, le paragraphe suivant est inséré à l'article 25 « Attributions » [du Conseil] :

« 15. organise la supervision de l'activité de la société de réassurance interne, des équilibres financiers des portefeuilles couverts par la réassurance interne et du respect des politiques écrites Groupe, ainsi que la résolution des différends éventuels entre ses actionnaires et ses cédantes ; »

Le paragraphe 15 est renuméroté 16 en conséquence.

L'Assemblée générale extraordinaire décide que ces modifications prendront effet à la date de la présente assemblée.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes les formalités relatives à la mise en œuvre des résolutions ci-dessus adoptées.

7. Comptes combinés

36	Rapport des commissaires aux comptes	49	Annexe aux comptes combinés
44	Comptes combinés	49	1. Informations générales et déclaration de conformité
44	Bilan	50	2. Périmètre de combinaison
46	Compte de résultat	51	3. Faits marquants de l'exercice
47	Tableau de variation des capitaux propres	52	4. Principes et méthodes
48	Engagements hors bilan	60	5. Informations sur les postes du bilan
		70	6. Informations sur les postes du compte de résultat
		74	7. Analyse sectorielle

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société SGAM AG2R LA MONDIALE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes combinés de la société SGAM AG2R LA MONDIALE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 4.2.13 de l'annexe des comptes combinés concernant le caractère déclaratif de certaines prestations de santé.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes combinés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes combinés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes combinés pris isolément.

1. Evaluation de la provision globale de gestion

Risque identifié

Les provisions d'assurance vie présentées dans le bilan de votre société comprennent notamment la provision globale de gestion. Cette provision est définie par l'article R.343-3.4° du Code des assurances comme la provision destinée à couvrir les charges de gestion future des contrats non couvertes par ailleurs. Les dispositions comptables sont prévues dans l'article 142-6 du règlement ANC n°2015-11. Elle est dotée à due concurrence de l'ensemble des charges de gestion future des contrats non couvertes par des chargements ou par prélèvements sur produits financiers. Au 31 décembre 2024, les provisions d'assurance vie, détaillées dans les notes 4.2.13 et 5.10 de l'annexe aux comptes combinés, s'élèvent à 57 079 M€ et incluent la provision globale de gestion.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit en raison de la sensibilité de la provision globale de gestion aux hypothèses utilisées pour modéliser les résultats futurs, à l'environnement économique et à la qualité des données sous-jacentes. Les principales hypothèses concernent :

- Le niveau d'agrégation auquel se situe la compensation entre les résultats futurs positifs et négatifs pour des catégories homogènes de contrats
- La définition des lois de chute calibrées sur la base des observations des trois dernières années
- L'estimation des taux prospectifs de rendement de l'actif
- L'estimation des coûts unitaires

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation de la provision globale de gestion, notre approche d'audit a été fondée sur les informations qui nous ont été communiquées et a comporté les travaux suivants :

- Apprécier le respect des prescriptions imposées par les textes applicables ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses utilisées afin de projeter les résultats futurs ;
- Analyser les modalités de détermination de la courbe des taux de rendements appliquées aux provisions mathématiques pour déterminer les produits financiers prévisionnels ;
- Réconcilier le calcul de la provision globale de gestion avec la comptabilité ;

2. Evaluation des provisions pour sinistres

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 5.10 de l'annexe aux comptes combinés, les passifs techniques et financiers intègrent les provisions pour sinistres pour un montant de 4,6 Mds € au 31 décembre 2024, dont les provisions pour sinistres

à payer qui correspondent à l'estimation, nette de recours à encaisser, du coût de l'ensemble des sinistres non réglés à la clôture de l'exercice, qu'ils aient été déclarés ou non tant en principal qu'en accessoire (frais de gestion).

L'estimation des provisions pour sinistres à payer s'appuie notamment sur des données historiques faisant l'objet de projections visant à calculer le coût de sinistres non connus ou tardifs, en utilisant des méthodes actuarielles.

Elle requiert l'exercice du jugement de la direction pour le choix des hypothèses à retenir, des modèles de calcul à utiliser et des estimations des frais de gestion afférents.

Compte tenu du poids relatif de ces provisions au bilan et de l'importance du jugement exercé par la direction, nous avons considéré l'évaluation de ces provisions comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation du montant des provisions pour sinistres, notre approche d'audit a été basée sur les informations qui nous ont été communiquées et a comporté les travaux suivants :

- Prendre connaissance de la conception et tester l'efficacité des contrôles clés relatifs à la gestion des sinistres et à détermination de ces provisions ;
- Apprécier la pertinence de la méthode de calcul utilisée pour l'estimation des provisions ;
- Apprécier le caractère approprié des hypothèses retenues pour le calcul des provisions ;
- Apprécier la fiabilité des états produits par votre entité, retraçant les données historiques, et les rapprocher des données servant de base à l'estimation des provisions avec la comptabilité ;
- Analyser le dénouement de la provision de l'exercice précédent avec les charges réelles des sinistres (boni/mali du dénouement).

3. Evaluation des primes acquises non émises

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 5.4 de l'annexe aux comptes combinés, les primes acquises non émises s'élèvent à 818 M€ au 31 décembre 2024 et intègrent une partie importante d'estimation réalisée par la direction des cotisations restant à émettre afférentes à l'exercice 2024 et antérieur.

L'estimation des cotisations restant à émettre s'appuie notamment sur des données historiques faisant l'objet de projections.

Compte tenu du montant des cotisations restant à émettre et des incertitudes inhérentes à cette estimation, nous avons considéré que leur correcte évaluation constituait un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des cotisations à recevoir, nos travaux ont consisté, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, principalement à :

- Prendre connaissance de la méthodologie de détermination des cotisations restant à émettre mises en œuvre ;
- Comparer les estimations de cotisations acquises non émises des exercices précédents avec les réalisations correspondantes (analyse de liquidation) ;
- Apprécier le caractère approprié des hypothèses retenues, notamment celles afférentes aux informations non reçues ;

- Vérifier, pour une sélection de contrats, que les données utilisées pour la réalisation des estimations de cotisations acquises non émises sont cohérentes avec les dernières données reçus des entreprises adhérentes

4. Evaluation des risques de dépréciation durable et des risques de contrepartie sur les placements financiers

Risque identifié

Les actifs financiers, instruments dérivés et leurs modalités de classification et d'évaluation à la clôture de l'exercice sont précisés dans la note 4.2.5 de l'annexe aux comptes combinés. Les modalités de détermination des dépréciations sont par ailleurs précisées dans la note 4.2.7 de la même annexe.

Les placements dans les entités liées et les entités avec lesquelles existe un lien de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les obligations et autres valeurs à revenus fixes sont inscrites à leur prix d'achat hors intérêt couru. La différence entre la valeur d'achat et la valeur de remboursement, calculée ligne à ligne selon la méthode actuarielle pour les obligations à taux fixes et selon la méthode linéaire pour les obligations à taux variables, est rapportée au résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. La contrepartie est enregistrée dans les comptes de régularisation actif ou passif. La valeur estimée de réalisation des obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale, ou à défaut à leur dernière valeur connue.

Les actions et titres assimilés sont inscrits au bilan au prix d'achat (valeur brute). La société a opté, pour ses acquisitions réalisées à compter de 2006, pour l'intégration des frais d'acquisition dans le prix de revient des titres.

Compte tenu du montant des placements (116 Mds €), de leur poids relatif au bilan (89%) et de l'importance du jugement exercé par la Direction, notamment sur la valorisation des actifs sur la base de données de marchés non observables, nous avons considéré la valorisation des placements financiers et leur dépréciation en conséquence comme point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de la valorisation et dépréciation des placements financiers, notre approche d'audit a été basée sur les informations qui nous ont été communiquées et a comporté les travaux suivants :

- L'appréciation du dispositif de contrôle associé au processus de valorisation, notamment l'implémentation et l'efficacité des contrôles clés ;
- Le contrôle de la valorisation : contre valorisation externe en utilisant notre outil de pricing pour les valeurs cotées, et revue des valorisations des titres non cotés, en vérifiant que l'estimation des valeurs déterminée par la Direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des données utilisés ;
- Le contrôle de la cohérence de la valorisation des instruments financiers à terme en obtenant les dernières valorisations disponibles en provenance des gestionnaires de fonds ou des banques, ou en analysant les modèles / méthodes d'évaluation appliquée ;
- Un re-calcul indépendant de l'impairment ;
- L'examen et la justification du risque de contrepartie sur la base de l'évolution des valeurs boursières ;
- La réconciliation des placements financiers avec la comptabilité.

5. Ecart d'acquisition Aegide Domitys

Risque identifié

La détermination et la valorisation des écarts d'acquisition sont présentés en Note 4.2.3. « Ecarts d'acquisition » de l'annexe aux comptes combinés, et la note 5.1 présente les montants relatifs à l'écart d'acquisition d'Aegide Domitys.

Le groupe a comptabilisé une dépréciation complémentaire dans les comptes combinés de 75 m€ de l'écart d'acquisition Aegide Domitys, le ramenant en valeur nette à 0M€.

Comme présenté en Note 3.3.2 « Evenements postérieurs à la clôture », après l'exercice des promesses d'achat en 2024, La Mondiale a procédé en février 2025 à l'acquisition des 33 % restants du capital d'Aegide SAS. Cette opération porte sa participation à 100 %.

Compte tenu du contexte économique de la filiale Aegide Domitys, du montant de l'écart d'acquisition brut enregistré sur cette filiale (236 M€), et de l'importance du jugement exercé par la Direction sur la valorisation de cet écart d'acquisition, nous avons considéré la valorisation de l'écart d'acquisition d'Aegide Domitys comme point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de la valorisation et dépréciation d'Aegide Domitys, notre approche d'audit a été basée sur les informations qui nous ont été communiquées et a comporté les travaux suivants :

- La revue du plan moyen terme actualisé d'Aegide Domitys;
- La revue de la méthodologie de valorisation retenue, et la réalisation de re-calculs indépendants de cette valorisation;
- Le contrôle de sa mise en œuvre dans les comptes combinés de la SGAM AG2R La Mondiale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes combinés des informations prudentielles relatives au ratio de solvabilité, extraites du rapport prévu par l'article L.355-5 du code des assurances.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la SGAM AG2R La Mondiale par l'Assemblée Générale du 28 mai 2014 pour le cabinet Forvis Mazars et lors de la création de la SGAM au 1^{er} janvier 2008 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars et le cabinet KPMG étaient dans la 9^{ème} année de leur mission sans interruption depuis que l'entité est entrée dans le périmètre des EIP tel que défini par les textes européens.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés

Il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes combinés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes combinés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes combinés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes combinés et évalue si les comptes combinés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes combinés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes combinés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes combinés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 29 avril 2025

KMPG S.A

Paris La Défense, le 29 avril 2025

Signé par :

0EFE0AD3A49D4FF...
Olivier LECLERC
Associé

Signé par :

C17758F4F8DD49D...
Marianne Paulian
Directeur Associée



Bilan combiné

Actif			
(En milliers d'euros)	Notes	2024	2023
Actifs incorporels		188 156	208 205
Ecart d'acquisition	5.1	64 254	138 984
Autres actifs incorporels	5.2	123 902	69 221
Placements « Actifs généraux »		75 618 395	75 299 127
Immobilier d'exploitation	5.3	207 875	216 027
Immobilier de placement	5.3	3 825 452	3 880 137
Placements dans les entreprises liées et avec lesquelles existe un lien de participation	5.3	202 423	204 698
Autres placements	5.3	66 005 697	65 441 319
Prêts et créances	5.3	5 376 947	5 556 947
Placements représentant les engagements en unités de compte	5.3	40 328 283	37 054 100
Titres mis en équivalence		5 247	6 047
Total des placements		115 951 926	112 359 274
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques		5 577 890	5 461 845
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance	5.4	3 078 651	3 075 423
Créances sur les entreprises du secteur bancaire		1 022 260	1 410 731
Autres créances (y compris impôts différés)	5.5	2 031 167	2 106 107
Autres actifs		187 567	170 874
Immobilisations corporelles	5.6	187 567	170 874
Autres			
Comptes de régularisation - actif		1 433 241	1 435 268
Frais d'acquisition reportés	5.7	622 254	692 337
Intérêts et loyers acquis non échus		649 282	621 849
Autres comptes de régularisation		161 705	121 082
Total de l'actif		129 470 857	126 227 727

Passif			
(En milliers d'euros)	Notes	2024	2023
Fonds d'établissement		626 628	594 865
Autres réserves		7 165 955	6 495 351
Résultat de l'exercice		183 073	229 734
Capitaux propres du Groupe		7 975 656	7 319 950
Intérêts minoritaires		1 203	1 927
Capitaux propres totaux		7 976 859	7 321 877
Passifs subordonnés	5.9	2 569 806	3 123 813
Provisions techniques vie	5.10	60 139 903	60 014 215
Provisions techniques non vie	5.10	7 481 047	7 118 948
Provisions techniques brutes		67 620 949	67 133 163
Provisions techniques en unités de compte	5.10	40 379 242	37 080 348
Provisions pour risques et charges	5.11	213 936	256 244
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance	5.12	2 168 179	2 245 528
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire		472 280	526 342
Autres dettes (y compris impôts différés)	5.13	7 226 662	7 674 235
Comptes de régularisation - passif		842 944	866 176
Total du passif		129 470 857	126 227 727

Compte de résultat combiné

2024						2023
(En milliers d'euros)	Notes	Non Vie	Vie	Autres	Total	Total
Primes émises	6.1	3 669 666	8 480 203		12 149 869	11 014 250
Variation des primes non acquises	6.1					
Primes acquises		3 669 666	8 480 203		12 149 869	11 014 250
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	6.1			681 702	681 702	616 671
Autres produits d'exploitation nets de charge	6.2	6 481	30 313	119 942	156 736	143 886
Produits financiers nets de charges	6.3	118 460	3 955 633	83 176	4 157 269	4 981 726
Total des produits d'exploitation		3 794 607	12 466 149	884 820	17 145 576	16 756 533
Charges des prestations d'assurance	6.4	-3 040 627	-11 630 560		-14 671 187	-14 233 323
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	6.5	-131 612	34 287		-97 325	-25 177
Charges des autres activités	6.6			-796 113	-796 113	-744 426
Charges de gestion	6.6	-512 551	-823 846		-1 336 397	-1 245 223
Total des charges d'exploitation		-3 684 791	-12 420 119	-796 113	-16 901 022	-16 248 150
Résultat de l'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		109 816	46 031	88 707	244 554	508 383
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition					-74 730	-161 653
Autres produits nets non techniques					93 349	58 994
Résultat de l'exploitation courante après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition					263 173	405 724
Résultat exceptionnel					-37	-2 615
Impôts sur les résultats	6.7				-77 962	-172 604
Résultat net des entités intégrées					185 174	230 506
Quote-part dans les résultats des entités mises en équivalence					-1 994	-45
Eliminations intersectorielles						4
Résultat net de l'ensemble consolidé					183 180	230 464
dont part du Groupe					183 073	229 734
dont intérêts minoritaires					107	730

Tableau de variation des capitaux propres

	Capitaux Propres totaux 2024					
(en milliers d'euros)	Fonds d'établissement	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Réserves et résultats non distribués	Total	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2023	594 863		6 727 014	7 321 877	7 319 950	1 927
Changement de méthodes comptables et correction d'erreurs						
Capitaux propres au 31 décembre 2023 corrigés	594 863		6 727 014	7 321 877	7 319 950	1 927
Résultat net de l'exercice			183 180	183 180	183 073	107
Fonds d'établissement	1 520			1 520	1 520	
Certificats mutualistes	30 243		-15 000	15 243	15 243	
Primes d'émission de fusion et d'apport						
Variations de périmètre			-253	-253	-1 055	802
Intérêts PSSDI			-42 848	-42 848	-42 848	
PSSDI			500 000	500 000	500 000	
Dividendes versés			-1 587	-1 587	4	-1 591
Autres variations			-274	-274	-232	-43
Capitaux propres au 31 décembre 2024	626 627		7 350 232	7 976 859	7 975 656	1 203

	Capitaux Propres totaux 2023					
(en milliers d'euros)	Fonds d'établissement	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Réserves et résultats non distribués	Total	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2022	585 622		6 404 816	6 990 438	7 017 874	-27 435
Changement de méthodes comptables et correction d'erreurs						
Capitaux propres au 31 décembre 2022 corrigés	585 622		6 404 816	6 990 438	7 017 874	-27 435
Résultat net de l'exercice			230 464	230 464	229 734	730
Fonds d'établissement	1 737			1 737	1 737	
Certificats mutualistes	3 932		-9 800	-5 868	-5 868	
Primes d'émission de fusion et d'apport						
Variations de périmètre	3 572		128 936	132 508	132 526	-18
Intérêts PSSDI			-26 707	-26 707	-26 707	
Remboursement PSSDI						
Dividendes versés			-484	-484	234	-718
Autres variations			-211	-211	-29 580	29 369
Capitaux propres au 31 décembre 2023	594 863		6 727 014	7 321 877	7 319 950	1 927

Engagements hors-bilan

(En milliers d'euros)	2024	2023
Engagements donnés		
Engagements de garanties (cautions et avals)	796 411	861 529
Engagements sur titres (nantissements)	5 367 060	5 208 919
Engagements sur instruments financiers à terme	4 846 235	4 920 863
Autres engagements donnés	124 092	145 060
Engagements reçus		
Engagements de garanties (cautions et avals)	1 560	3 401
Engagements sur titres (nantissements)	4 237 505	4 251 601
Engagements sur instruments financiers à terme	4 818 563	4 906 310
Autres engagements reçus	180 760	166 927

Les cautions entre les sociétés du Groupe intégrées globalement sont éliminées.

Annexe aux comptes combinés

1. Informations générales et déclaration de conformité

1.1. Renseignements à caractère général

SGAM AG2R LA MONDIALE, société mère du Groupe, est une société de groupe d'assurance mutuelle, à Conseil d'administration régie par le Code des assurances. Elle est enregistrée au greffe du tribunal de commerce de Paris sous le n° RCS Paris 502 858 418.

Le siège social de SGAM AG2R LA MONDIALE est situé au 14-16 Boulevard Malesherbes à Paris.

AG2R LA MONDIALE a pour principale activité la protection sociale individuelle, collective et patrimoniale.

Le périmètre AG2R LA MONDIALE constitue la combinaison :

- du périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE, spécialisé en prévoyance santé ;
- du périmètre La Mondiale, spécialisé en épargne retraite.

Les états financiers combinés d'AG2R LA MONDIALE au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 incluent SGAM AG2R LA MONDIALE, ses filiales et les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint. Ces comptes combinés ont été arrêtés par le conseil d'administration qui s'est tenu le 27 mars 2025.

1.2. Déclaration de conformité

AG2R LA MONDIALE établit ses comptes combinés en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur en France pour les groupes d'assurance.

Les principaux textes applicables sont :

- Le Code des assurances,
- Le règlement ANC n°2020-01 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024.

1.3. Base d'établissement des comptes

Les états financiers sont présentés au millier d'euros le plus proche.

La préparation des états financiers nécessite de réaliser des estimations et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants enregistrés dans les états financiers (passifs d'assurance notamment). Les estimations et hypothèses ont été réalisées sur la base de l'expérience passée, des obligations réglementaires, des méthodes actuarielles communément admises et d'autres éléments considérés comme raisonnables. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de manière continue. Elles sont utilisées comme base d'exercice du jugement pour la détermination des valeurs d'actifs et de passifs dès lors que ces valeurs ne peuvent pas être obtenues directement par d'autres sources.

Les estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- l'évaluation des marges futures utilisées pour l'amortissement des frais d'acquisition reportés ;
- l'évaluation des provisions pour risques et charges et de certaines provisions techniques relatives à l'activité d'assurance.

1.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent pour l'exercice 2024 à 4,3 millions d'euros TTC au titre de l'audit légal des comptes et à 0,3 million d'euros TTC au titre des services autres que la certification des comptes. Les montants TTC comptabilisés dans les comptes 2023 étaient, respectivement, de 3,8 millions d'euros et de 0,6 million d'euros.

Les honoraires pour les services autres que la certification des comptes couvrent notamment les interventions relatives à l'émission de la lettre de confort dans le cadre d'émissions d'emprunt, ainsi que la production de rapports sur les opérations de rachat de certificats mutualistes.

De plus, les honoraires relatifs à la 1^{re} mission de certification des informations consolidées en matière de durabilité sont de 0,3 million d'euros TTC.

Annexe aux comptes combinés

2. Périmètre de combinaison

2.1. Composition du périmètre de combinaison

		2024			2023		
	Forme juridique	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Activités d'assurance							
SGAM AG2R LA MONDIALE ⁽¹⁾	SGAM	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SGAPS AG2R LA MONDIALE	SGAPS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
AG2R Prévoyance	IP	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
La Mondiale	SAM	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
La Mondiale Retraite supplémentaire	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
AG.Mut	UM	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
ARIAL CNP ASSURANCES	SA	60,00	60,00	IP	60,00	60,00	IP
Arpege Prévoyance	IP	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
La Mondiale Europartner	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
La Mondiale Partenaire	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mutuelle interprofessionnelle Antilles Guyane	Mutuelle	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
Mutuelle des professions judiciaires	Mutuelle	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
Prima	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
VIASANTÉ mutuelle	Mutuelle	100,00	100,00	Combinaison	100,00	100,00	Combinaison
Activités financières							
AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
AG2R LA MONDIALE Cash	GIE	89,00	89,00	IG	89,00	83,15	IG
Activités immobilières							
AG2R LA MONDIALE Gestion immobilière	SAS	99,88	99,88	IG	99,88	99,88	IG
AGLM IMMO	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BRISTOL	SA	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
PACIFIQUE	SCI	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
PARC BRAUN	SCI	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
82-92 Réaumur	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
68 FAUBOURG	SARL	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ALM SilverPierre	SCI	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Autres activités							
ÆGIDE	SAS	67,00	67,00	IG	67,00	67,00	IG
La Mondiale Grands Crus	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
La Mondiale Groupe	GIE	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
STAM-EC	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE AG2R	GIE	76,92	76,92	IG	72,73	69,09	IG
ALM INNOVATION	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
AG2R LA MONDIALE SOLUTIONS	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROVIE CONSEIL	SARL Unipersonnelle	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ADEP	SAS	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
UCR	SASU	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

(1) Entité combinante de SGAM AG2R LA MONDIALE

Forme juridique

GIE : Groupement d'intérêt économique **IP** : Institution de Prévoyance **SA** : Société anonyme **SAM** : Société d'assurance mutuelle

SARL : Société anonyme à responsabilité limitée **SAS** : Société par action simplifiée **SASU** : Société par action simplifiée unipersonnelle

SCI : Société civile immobilière **SGAM** : Société de groupe d'assurance mutuelle **UM** : Union de mutuelles **SGAPS** : Société de groupe assurantiel de protection sociale **SARL Unipersonnelle** : Société anonyme à responsabilité limitée unipersonnelle

Méthode de combinaison

IG : Intégration globale **IP** : Intégration proportionnelle **ME** : Mise en équivalence

2.2. Règles retenues pour la détermination du périmètre

Combinaison

Sont consolidées selon la méthode dite de combinaison les entreprises liées entre elles en vertu d'accords prévoyant :

- soit une direction commune ;
- soit des services communs assez étendus pour engendrer un comportement commercial, technique ou financier commun ;
- soit des relations de réassurance importantes et durables en vertu de dispositions contractuelles, statutaires ou réglementaires.

Cette méthode consiste à agréger les comptes des entreprises incluses dans le périmètre de combinaison après retraitement aux normes du Groupe. Cela conduit à additionner les fonds propres des entités combinées dans ceux du Groupe. Pour SGAM AG2R LA MONDIALE, cette méthode est appliquée pour la combinaison :

- des sociétés d'assurance mutuelle relevant du Code des assurances ;
- des mutuelles relevant du Code de la mutualité.

Entreprises consolidées

Les entreprises sont consolidées dès lors qu'elles sont contrôlées par une ou plusieurs entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, contrôle qui peut prendre diverses formes :

Filiales

Le Groupe contrôle une filiale dès lors qu'il détient le pouvoir sur cette filiale. Ce pouvoir expose le Groupe à des rendements variables sur cette filiale (dividendes, économies fiscales etc.) et lui confère également des droits (de vote notamment) exerçables lors de la prise de décisions sur les activités clés de la filiale et une capacité à agir sur ces rendements. Le contrôle découle donc du lien capitalistique (majorité des droits de vote) mais pas seulement. Il est tenu compte des droits de vote potentiels et des options de conversion pouvant être exercées mais également de la capacité réelle du Groupe à diriger les politiques opérationnelles et de financement de la filiale.

Dans la situation la plus simple et en l'absence d'autres facteurs (tels que l'existence d'accords contractuels), le contrôle de fait est établi si le Groupe détient plus de 40 % des droits de vote de la filiale, et si aucun autre actionnaire ne détient plus de 40 % ; les filiales sont alors consolidées par la méthode de l'**intégration globale**. Les comptes des entités contrôlées sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe à la date de la prise de contrôle.

Entités sous contrôle conjoint

(co-entreprises ou opérations conjointes)

Les entreprises contrôlées de façon conjointe sont consolidées par **intégration proportionnelle**.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entité exploitée en commun par un nombre limité d'associés, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- un nombre limité d'associés partageant le contrôle : le partage suppose qu'aucun associé n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres ;
- un accord contractuel qui prévoit l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entité exploitée

en commun et établit les décisions essentielles nécessitant le consentement des associés participant au contrôle conjoint.

Entreprises associées

(ou entreprises sous influence notable)

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle ; l'influence notable existe si le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote ; les structures éventuellement concernées sont alors consolidées selon la méthode de la **mise en équivalence**. Selon cette méthode, les comptes consolidés intègrent la quote-part du Groupe dans les résultats et dans l'actif net à la date à laquelle le Groupe acquiert l'influence notable et jusqu'à la date à laquelle elle cesse.

Cas d'exclusion

En vertu du principe de matérialité, une entité contrôlée ou sous influence notable peut être exclue du périmètre de combinaison si cette exclusion n'altère pas l'image fidèle des comptes combinés.

3. Faits marquants de l'exercice

3.1. Évolution du périmètre de combinaison

Entrées / acquisitions complémentaires :

Aucune entrée de périmètre n'est à mentionner sur l'exercice.

Fusions et restructurations :

Il n'y a eu aucune fusion ni restructuration sur l'exercice.

Sorties :

Aucune sortie de périmètre n'est à constater sur l'exercice.

3.2. Autres faits marquants

La Mondiale a placé avec succès le 10 juillet 2024 une émission de 500 M€ de dette subordonnée en Euro à durée indéterminée RT1 (restricted Tier 1), qui constitue la meilleure qualité de capital reconnue sous Solvabilité 2 pour un titre subordonné. Cette dette a une première option de remboursement en janvier 2034 et porte un taux d'intérêt de 6,75 %. Ces titres subordonnés notés BBB par Standard & Poor's sont dans l'environnement « investment grade ».

Le 9 juillet, La Mondiale a également annoncé une opération d'offre de rachat de la dette RT1 émise en décembre 2014, ayant une première date de remboursement possible en décembre 2025. Les détenteurs de cette dette, qui avaient jusqu'au 17 juillet pour se prononcer, ont apporté 428 M€ à cette offre. Le montant résiduel était de 340 M€ au 31 décembre 2024 .

Ces deux opérations venaient après le remboursement anticipé, le 25 avril 2024, de l'encours résiduel de 191 M€ du TSR émis en avril 2013.

Toutes ces opérations, autorisées par l'ACPR conformément aux dispositions prévues par le Code des assurances, démontrent la capacité de La Mondiale à conserver un accès continu aux marchés financiers et à gérer de manière proactive son échéancier de dette.

En ce qui concerne l'activité ÆGIDE-DOMITYS, en lien avec un contexte économique toujours difficile dans la promotion immobilière, mais aussi des retards de remplissage liés à une concurrence forte et à des facteurs démographiques, le Groupe a été amené à déprécier en totalité l'écart d'acquisition résiduel, pour un montant de -75 M€.

Annexe aux comptes combinés

3.3. Événements significatifs postérieurs à la clôture

3.3.1. Processus d'identification des événements

Les événements postérieurs à la clôture sont les événements tant favorables que défavorables qui interviennent entre la date de clôture et la date à laquelle la publication des états financiers est autorisée.

Il faut distinguer deux types d'événements postérieurs à la clôture :

- ceux qui confirment des situations qui existaient à la date de clôture et qui donnent lieu à des ajustements dans les comptes ;
- ceux qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture et qui sont mentionnés en annexe uniquement s'ils sont très significatifs. Dans ce cas, il faut préciser la nature de l'événement et son impact financier.

3.3.2. Événements postérieurs à la clôture

Après l'exercice des promesses d'achat en 2024, La Mondiale a procédé en février 2025 à l'acquisition des 33 % restants du capital d'ÆGIDE SAS. Cette opération porte sa participation à 100 %.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2024 et le 27 mars 2025, date à laquelle les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

4. Principes et méthodes

4.1. Principes et méthodes de combinaison

Les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE sont établis sur la base des dispositions réglementaires en vigueur en France pour les groupes d'assurance, à savoir le règlement ANC n° 2020-01 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024.

Les sociétés sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 31 décembre.

4.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.2.1. Homogénéisation des comptes sociaux

Les principes comptables décrits ci-après sont appliqués de manière homogène par les différentes entités combinées. Les opérations d'assurance sont traitées conformément à la réglementation comptable locale en la matière.

4.2.2. Conversion

Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont comptabilisées en appliquant le cours de change à la date de transaction ou éventuellement un cours moyen.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises figurant au bilan sont convertis en euros en appliquant le cours de change à la date de clôture. Les écarts de conversion afférents sont comptabilisés en résultat, sauf lorsque l'élément concerné fait partie d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises qui sont évalués au coût sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Comptes des activités à l'étranger

Tous les bilans et comptes de résultat des entités combinées sont établis en euros.

4.2.3. Écarts d'acquisition

Évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels des sociétés acquises

Les actifs, passifs et passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs

identifiables sont comptabilisés à la valeur d'utilité à la date d'acquisition, à l'exception des passifs d'assurance qui sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si celle-ci est conforme aux principes comptables du Groupe.

La date d'acquisition à partir de laquelle le Groupe consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective.

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale ne remettent pas en cause les évaluations des actifs et passifs identifiés, déterminées à la date de la prise de contrôle. L'écart dégagé est affecté en totalité en écart d'acquisition.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étapes, les intérêts minoritaires antérieurement détenus par le Groupe sont réévalués. L'ajustement correspondant est comptabilisé en réserves avec, le cas échéant, une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition est constaté lors de l'entrée d'une entité dans le périmètre de combinaison. Il représente la différence entre le prix de revient de l'activité (ou des titres) de la société acquise et la valeur d'utilité nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondant à la date d'acquisition. Cet écart est affecté en écart d'évaluation s'il porte sur des éléments corporels ou incorporels identifiables. Le solde non affecté est maintenu en écart d'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est négatif, cela correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. L'écart d'acquisition est alors rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est positif, il est présenté à l'actif du bilan dans la rubrique « Actifs incorporels ». Si l'écart d'acquisition est négatif, il est présenté au passif dans la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

Amortissement et dépréciation

Les écarts d'acquisition pour lesquels il existe une limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques au Groupe font l'objet d'un amortissement linéaire sur cette durée ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur dix ans.

Les écarts d'acquisition pour lesquels il n'existe pas une limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques au Groupe ne font pas l'objet d'un amortissement.

Tous les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation, réalisés au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Ces tests de dépréciation consistent à comparer la valeur nette comptable de l'entité à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est déterminée par la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie de l'entité concernée. Si sa valeur actuelle devient inférieure à la valeur comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. Les dépréciations comptabilisées sur un écart d'acquisition ont un caractère irréversible. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession de l'entité concernée. La dépréciation est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs de l'entité (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans la rubrique « Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition » du compte de résultat.

Décomptabilisation

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des actifs ou entités auxquels ils se rattachent. Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

4.2.4. Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels sont comptabilisés au coût diminué du montant cumulé des amortissements et des dépréciations. Les dépenses internes de valorisation des fonds de commerce et de marques sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat lorsqu'elles sont encourues.

L'essentiel des autres actifs incorporels est composé de logiciels.

4.2.5. Actifs financiers

Placements dans les entités liées et les entités avec lesquelles existe un lien de participation

Ils sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Autres placements

Les obligations et autres valeurs à revenus fixes sont inscrites à leur prix d'achat hors intérêt couru.

La différence entre la valeur d'achat et la valeur de remboursement, calculée ligne à ligne selon la méthode actuarielle pour les obligations à taux fixes et selon la méthode linéaire pour les obligations à taux variables, est rapportée au résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. La contrepartie est enregistrée dans les comptes de régularisation actif ou passif.

La valeur estimée de réalisation des obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale, ou à défaut à leur dernière valeur connue.

Les actions et titres assimilés sont inscrits au bilan au prix d'achat (valeur brute). La société a opté, pour ses acquisitions réalisées à compter de 2006, pour l'intégration des frais d'acquisition dans le prix de revient des titres.

Leur valeur de réalisation est déterminée comme suit :

- les actions : la valeur de réalisation est déterminée conformément à l'article R 343-11 du Code des assurances ;
- les titres cotés : le dernier cours coté au jour de l'inventaire ou à défaut la dernière valeur connue ;
- les titres non cotés : la valeur vénale, qui correspond au prix qui en serait obtenu dans des conditions

normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise ;

- les titres de participation et dans les entreprises liées, dont la valeur de référence est la valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise.

La valorisation de ces titres repose alors essentiellement sur :

- l'actif net réévalué, retraité si nécessaire de différents ajustements (notamment lorsque les sociétés détenues sont à prépondérance immobilière et détiennent elles-mêmes des actifs immobiliers) ;
- le cas échéant, la valeur des portefeuilles détenus dans les sociétés d'assurance, correspondant à la valeur actuelle probable des résultats futurs, relatifs aux affaires en cours à la date du calcul.

Ces éléments intègrent des effets de capitalisation, la valeur de la production nouvelle de la période, ainsi que les effets de la conjoncture économique.

Pour ceux des titres de participation devant être cédés rapidement, c'est la valeur de réalisation figurant à l'état détaillé des placements ou la dernière valeur connue lors de l'arrêté des comptes, qui est retenue comme référence.

- les actions de SICAV et les FCP : le dernier prix de rachat publié au jour d'inventaire ou à défaut la dernière valeur connue.

Depuis le 13 décembre 2013, en application de l'ancien règlement ANC n° 2013-03 concernant les actifs amortissables relevant de l'article R.343-10 du Code des assurances abrogé et repris par le titre II du livre I du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024, il est tenu compte d'un amortissement actuariel de la décote/surcote sur la durée résiduelle de vie du placement.

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières sont enregistrées au compte de résultat de l'année de la cession. Elles sont déterminées selon la méthode FIFO (premier entré – premier sorti).

Placements représentatifs des contrats en unités de compte

Les placements représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte (UC) sont évalués en fin d'exercice à leur valeur de réalisation. Les variations en résultant sont inscrites séparément au compte de résultat et sont sans effet sur le résultat technique et le résultat net de l'exercice.

Titres prêtés ou mis en pension

Les titres prêtés ou mis en pension restent à l'actif du bilan pendant toute la durée de l'opération dans un sous-compte des placements correspondants. Les dettes relatives aux titres prêtés ou mis en pension sont enregistrées et présentées distinctement au bilan dans la rubrique « Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus ».

Titres pris en pension

Les créances relatives aux titres pris en pension sont enregistrées au bilan au poste « Autres placements ».

4.2.6. Évaluation des placements immobiliers

Les immeubles de placement regroupent les biens immobiliers détenus (terrains et constructions) afin d'en retirer des loyers et valoriser le capital investi plutôt que de l'utiliser dans le cadre de l'exploitation du Groupe.

Annexe aux comptes combinés

Valorisation

Les terrains et immeubles sont inscrits à leur valeur d'acquisition (y compris frais d'achat et impôts) augmentée des travaux de construction et d'amélioration.

La valeur de réalisation de ces immeubles est déterminée sur la base des expertises quinquennales et des révisions annuelles effectuées par un expert indépendant agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

4.2.7. Dépréciation des placements

Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes

Conformément aux dispositions de l'article R 343-9 du Code des assurances et du titre II du livre I du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024, les moins-values éventuelles résultant de la comparaison de leur valeur nette comptable, diminuée ou majorée de l'amortissement des surcotes/décotes, avec leur valeur de remboursement ne font pas l'objet de provision pour dépréciation durable.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il est considéré que le débiteur ne sera pas en mesure de respecter ses engagements, soit pour le paiement des intérêts, soit pour le remboursement du principal. Le risque de contrepartie doit être avéré, et ne se limitera pas à un risque de défaillance, il sera observé en regard de la combinaison de plusieurs facteurs et événements associés révélant des difficultés financières importantes de l'émetteur.

Le montant de la dépréciation le cas échéant, sera évalué en tenant compte :

- du nombre de transactions sur le titre et de leur cotation : si celles-ci sont peu significatives ou absentes, la provision pourra être égale au prix de revient total du titre ;
- de la moins-value latente et de son évolution si une valeur de titre est fournie par un opérateur référencé par le Groupe.

Par ailleurs, en cas de dévalorisation supérieure à 50 % entre la valeur nette et la valeur de réalisation pendant 6 mois consécutifs, une analyse financière est réalisée par la Direction des Investissements, analyse qui confirmera ou non le risque de crédit sur le titre et la comptabilisation d'une provision pour risques.

Conformément au titre II du livre I du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024, le calcul du provisionnement des valeurs amortissables relevant de l'article R 343-10 est conditionné à l'intention de détention du titre :

- jusqu'à maturité : les dépréciations à caractère durable s'analysent alors au regard du seul risque de crédit et correspondent à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels ;
- jusqu'à un horizon de détention du titre : dépréciation à hauteur de la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Placements immobiliers, actions et titres assimilés, autres que ceux représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte

Conformément aux dispositions comptables définies au titre II du livre I et au titre II du livre II du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024, doivent être constituées :

- une provision pour risque d'exigibilité, au passif du bilan, lorsque la valeur globale des immeubles, actions et titres assimilés inscrite au bilan est supérieure à

la valeur de réalisation de ces actifs. La provision à constituer le cas échéant est alors égale à la différence entre la valeur comptable nette de l'actif concerné de la société et la valeur de réalisation du même portefeuille calculée sur la moyenne des cours des 30 jours précédents le jour de clôture d'inventaire ou à défaut le dernier cours coté avant cette date ou le dernier prix de rachat publié avant cette date pour les fonds communs de placement (FCP).

- une provision pour dépréciation durable déterminée ligne à ligne pour ces mêmes actifs dans la mesure où la valeur de référence (valeur d'utilité ou valeur de rendement) fait apparaître une décote significative et présentant un caractère durable.

1 - Détermination de la valeur de référence

La valeur de référence est déterminée sur la base d'une évaluation qui est fonction de la nature des actifs et de la stratégie de détention.

Cette dernière, qui porte sur les objectifs de placement, les durées de détention et la politique d'arbitrage, est fixée par l'entreprise dans une optique de continuité, sans toutefois faire obstacle à la saisie d'opportunités de marchés.

Les actifs immobiliers sont classés en deux catégories :

- les immeubles d'exploitation, destinés à être conservés par l'entreprise et dont la valeur de référence retenue pour l'évaluation est la valeur d'utilité ;
- les immeubles locatifs (ou de placement), également destinés à être conservés par l'entreprise et dont la valeur de référence est fonction de la valeur de rendement tenant compte des flux futurs.

Par exception, dans le cas où les immeubles sont destinés à être vendus dans un bref délai, la valeur prise en considération en lieu et place des valeurs d'utilité ou de rendement est la valeur de réalisation probable, c'est-à-dire la valeur de négociation ou, à défaut, la valeur d'expertise figurant à l'état récapitulatif des placements.

Les actions et titres assimilés sont classés en deux catégories :

- les titres de participation et dans les entreprises liées, dont la valeur de référence est la valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise ;
Pour ceux des titres de participation devant être cédés rapidement, c'est la valeur de réalisation figurant à l'état récapitulatif des placements ou la dernière valeur connue lors de l'arrêt des comptes, qui est retenue comme référence ;
- les titres de placement, qui sont évalués à leur valeur probable de négociation.

2 - Détermination de la provision pour dépréciation durable

Une provision pour dépréciation est constatée ligne à ligne dans le cas où les valeurs de référence sont inférieures aux valeurs d'acquisition, pour autant qu'elle présente un caractère significatif et durable.

Les actions et titres assimilés, qui présentent une dépréciation significative de plus de 20 % et sur une période de 6 mois consécutifs, font l'objet d'une provision à hauteur de la moins-value constatée. Ces critères sont ajustés en cas de volatilité forte des marchés. Toutefois, lorsque la société s'engage à les détenir durablement, la provision à caractère durable est évaluée sur la base

de la valeur future des cours en s'appuyant sur un taux de rendement futur propre à chaque titre et sur un horizon de détention à 8 ans. Les cours sont projetés avec un taux de marché fonction du titre ou de la place : ce taux est égal au taux sans risque long terme de la place majoré d'une prime de risque propre au titre dépendant du bêta du titre (la prime de risque du titre est déterminée par la prime de risque du marché multipliée par le coefficient bêta du titre). Il sera procédé de même pour un OPCVM en retenant un bêta de 1 en cas d'indisponibilité de l'information. La provision est ajustée lorsque le cours de bourse devient supérieur à la valeur de référence utilisée. Si une cession anticipée intervient à une date antérieure à l'horizon de détention, une documentation est établie afin de préciser les facteurs endogènes ou exogènes ayant conduit à une remise en cause des hypothèses retenues (actualisation significative des hypothèses de valorisation).

L'horizon de détention des placements servant à l'évaluation de la valeur future des actions et titres assimilés, est de 8 ans pour s'approcher du taux de rotation faible du portefeuille.

Il convient de noter que les valeurs futures ainsi déterminées s'écartent des valeurs de réalisation reprises dans l'état détaillé des placements, qui, conformément aux dispositions prévues par le Code des assurances, correspondent aux dernières cotations ou derniers prix de rachat publiés.

4.2.8. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont présentés en engagements hors bilan. Le Groupe a recours aux instruments suivants :

- Options de vente
- Échanges de taux d'intérêts
- Swaps long terme
- Swaps court terme
- Forwards
- Couverture du risque de change
- Swaps en devise
- Achats et ventes de devises à terme

4.2.9. Frais d'acquisition reportés

Au sein de SGAM AG2R LA MONDIALE, les frais d'acquisition concernent essentiellement des contrats de type assurance vie ou d'investissement à participation discrétionnaire.

Lorsque la structure de commissionnement le justifie, les frais engagés lors de l'acquisition de ces contrats sont comptabilisés à l'actif du bilan alors que ceux relatifs à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire sont directement comptabilisés par résultat.

Ces frais d'acquisition reportés comprennent principalement les commissions, les frais de souscription et d'émission des polices.

Les frais d'acquisition reportés ne sont pas limités à l'écart de zillmérisation mais reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats considérés y compris la marge financière. Celle-ci tient compte de taux de rendement prévisionnels des actifs, prudemment évalués.

Seuls sont différés et donc activés les coûts d'acquisition qui seront compensés par des produits futurs. Les frais d'acquisition couverts par des produits immédiats ou en excédent des produits futurs ne sont pas différés.

La méthode d'amortissement s'effectue par familles homogènes de produits. Les frais sont amortis sur la durée prudemment estimée des contrats au rythme de dégagement des marges futures, qui sont réévaluées à la clôture de chaque exercice.

En conséquence de l'activation des frais d'acquisition, les provisions mathématiques figurant au bilan sont présentées non zillmétrisées.

4.2.10. Trésorerie et équivalent de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalent de trésorerie » comprend la caisse et les comptes bancaires débiteurs.

4.2.11. Capitaux propres

Les capitaux propres comprennent notamment, outre le fonds d'établissement et les résultats mis en réserve, l'incidence dans les réserves des retraitements de combinaison, l'incidence des changements de méthode comptables.

Lorsqu'ils respectent les conditions de reclassement, les emprunts subordonnés, ainsi que les intérêts s'y rapportant, émis par La Mondiale sont également classés dans les capitaux propres.

4.2.12. Dettes de financement

Les dettes de financement comprennent les titres subordonnés remboursables et les titres subordonnés à durée indéterminée.

4.2.13. Passifs techniques et financiers

SGAM AG2R LA MONDIALE contracte des engagements qui transfèrent soit un risque d'assurance soit un risque financier voire les deux.

Les **contrats d'assurance** sont des contrats qui transfèrent un risque d'assurance significatif. La prestation quand l'évènement sur lequel repose le risque d'assurance survient est comparée à celle au cas où cet évènement ne survient pas afin de déterminer si le risque d'assurance est significatif. Les contrats d'assurance peuvent également inclure un risque financier. Les contrats d'investissement sont des contrats où seul un risque financier est transféré.

Les contrats d'assurance comportent un aléa pour l'assuré. Cette catégorie recouvre les contrats de prévoyance et les contrats d'épargne en unités de compte avec garantie plancher.

Les **contrats financiers** émis par l'assureur comportant un élément de participation aux bénéfices (PB) discrétionnaire recouvrent les contrats en euros avec participation aux bénéfices discrétionnaire et contrats en unités de compte comportant des supports en euros avec participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire comportent les contrats d'épargne en unités de compte sans support euros et sans garantie plancher.

Par application du Règlement ANC 2020-01, l'évaluation des provisions techniques sur les contrats d'assurance et financiers avec ou sans participation discrétionnaire suit les principes retenus par le Groupe en application des normes locales.

Annexe aux comptes combinés

Les contrats d'assurance vie

- Provisions mathématiques vie

Les provisions d'assurance vie comprennent les provisions mathématiques qui représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par l'assureur et ceux pris par l'assuré. Les provisions sont calculées en utilisant des méthodes actuarielles qui incluent des hypothèses portant sur les primes, la mortalité, la performance des investissements, les taux de rachat et l'évolution des dépenses.

Ces hypothèses s'appuient initialement sur les meilleures estimations basées sur l'expérience à la date de tarification. Elles tiennent compte d'une marge pour risque entre autres au travers d'un taux d'actualisation prudent. Ces hypothèses sont revues annuellement, comparées à des expériences récentes et si nécessaire mises à jour.

Les provisions mathématiques sont, en France, calculées par référence aux tables homologuées sur la base de données publiées par l'INSEE. En 2006, l'arrêté du 1^{er} août 2006 (publié au Journal officiel le 28 août 2006) a homologué les nouvelles tables de mortalité par génération sexuée TGH05 (masculine) et TGF05 (féminine). Ces nouvelles tables distinguent les populations assurées en fonction de leur année de naissance (génération à partir de 1900 jusqu'à 2005) et leur sexe.

Dans les comptes sociaux, pour les rentes en service, les provisions sont calculées sur la base des tables prospectives sexuées publiées dans l'arrêté du 1^{er} août 2006 (TGF05 et TGH05) et des taux techniques contractuels bornés par un taux d'actualisation de 2,75 %. Pour les rentes en service et les rentes en constitution soumises à la directive 2004/113/CE (Gender Directive), les provisions sont calculées avec la table de mortalité (TGF05) ayant servi à la tarification.

Pour les contrats en cours de constitution avec sorties en rentes obligatoires, l'écart entre les tables prévues aux conditions générales des contrats et les tables prospectives est intégralement provisionné au 31 décembre de l'exercice.

Pour les contrats en cours de constitution avec sorties en rentes facultatives, l'écart entre les tables prévues aux conditions générales des contrats et les tables prospectives est provisionné à hauteur d'un taux observé d'option de sortie en rente de 19,72 % au 31 décembre de l'exercice. Les taux techniques contractuels sont bornés par un taux d'actualisation de 2,75 %.

- Provisions pour sinistre (vie)

Les provisions pour sinistres correspondent aux capitaux échus et aux sinistres survenus non encore réglés au 31 décembre. Une estimation des prestations à régler sur les sinistres non connus est effectuée et intégrée dans ces provisions.

- Provision globale de gestion

Cette provision est définie par l'article R.343-3.4° du Code des assurances comme la provision destinée à couvrir les charges de gestion future des contrats non couvertes par ailleurs. Les dispositions comptables sont prévues dans l'article 142-6 du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024. Elle est dotée à due concurrence de l'ensemble des charges de gestion future des contrats non couvertes par des chargements ou par prélèvements sur produits financiers.

- Provisions pour participation aux bénéfices

Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elles regroupent une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée :

- La provision pour participation aux bénéfices exigible correspond à la participation des assurés aux excédents techniques et financiers réalisés par l'entreprise. Cette participation est destinée à être versée aux assurés et à accroître leurs garanties (par incorporation aux provisions mathématiques) ;
- La provision pour participation aux bénéfices différée peut être calculée dans les cas prévus par le règlement ANC n° 2020-01 sur les retraitements de consolidation.

- Provision pour garantie plancher

Cette provision est destinée à couvrir la garantie minimum contractuellement accordée aux clients en cas de décès lorsque, du fait de l'évolution des marchés boursiers, la valeur de l'engagement des contrats en unités de compte est inférieure à la garantie minimale.

Le montant provisionné au titre de ce risque a été déterminé en prenant le montant le plus élevé des deux méthodes suivantes :

- méthode déterministe, avec un scénario de baisse complémentaire des unités de compte (50 % de la volatilité retenue égale au maximum entre la volatilité du support et celle de la catégorie du support), avec absence de rachats, et avec mortalité conforme à la table TH-TF00-02 à 100 % ;
- méthode des options de ventes (put avec la méthode Black and Scholes).

Le calcul a été réalisé sur la base des éléments connus au 30 septembre de l'exercice.

- Provisions pour égalisation

Ces provisions sont éliminées si elles n'ont pas pour objet de faire face aux risques et événements à venir caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé. Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales et destinées à faire face aux fluctuations de sinistralité afférentes aux opérations d'assurance de groupe contre le risque décès ou contre les risques de dommages corporels sont conservées dans les comptes combinés.

Les contrats d'assurance non vie

- Provisions pour sinistres à payer

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

- Prévision de recours

La prévision de recours représente l'estimation des recours attendus sur sinistres non clos. Cette prévision est évaluée distinctement de la provision pour sinistre à payer (articles 143-10 et 143-11 de l'ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024).

- Provisions d'égalisation

Les provisions d'égalisation conservées dans les comptes combinés sont celles constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé (catastrophes naturelles, événements naturels, risques attentats) ou à un risque macroéconomique.

- Autres provisions techniques

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- Provisions mathématiques des rentes : elles représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimé des actifs affectés à leur représentation ;
- Provisions pour risques en cours : elles sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1 ;
- Provisions pour risques croissants : elles sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

- Provisions mathématiques non-vie

La provision mathématique des rentes d'incapacité et d'invalidité est définie par l'article R.343-7.1° du Code des assurances. Elle est évaluée suivant les prescriptions comptables prévues par les articles 143-2 et 143-3 du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024 ou des lois certifiées sur certains périmètres de contrats ; le taux d'actualisation est compris dans la limite réglementaire de 1,25 % en 2024.

Les provisions mathématiques non-vie pour les risques incapacité et invalidité tiennent compte d'une estimation des frais de gestion.

- Provisions pour cotisations non acquises

Les provisions pour cotisations non acquises constatent la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme. Elles sont calculées prorata temporis en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

- Provision pour risques croissants

La provision pour risques croissants est constituée en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

La provision pour risques croissants est calculée dans le cas de contrats santé individuels et collectifs à adhésion facultative, s'il existe un engagement viager.

Une provision pour risques croissants est également calculée pour le risque incapacité/invalidité, et sur la dépendance sur les affaires en acceptation.

- Provision pour risques en cours

La provision pour risques en cours est destinée à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la

fraction de primes reportés nettes des frais d'acquisition correspondants.

La provision pour risques en cours est constituée sur des contrats de santé déficitaires dans lesquels un engagement de maintien du tarif a été accordé à l'entreprise adhérente, ou sur des contrats qui ont une indexation insuffisante.

- Provisions pour sinistres à payer

La provision pour sinistres à payer des rentes incapacité et invalidité en attente des arrêts de travail connus est définie à l'article R.343-7.2° du Code des assurances. Elle est évaluée suivant les prescriptions comptables prévues par les articles 143-10 et 143-11 du règlement ANC n° 2015-11 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2024 et un taux d'actualisation compris dans la limite réglementaire de 1,25 % en 2024.

Les provisions pour sinistres tardifs correspondent à l'évaluation des prestations relatives à l'exercice et qui seront liquidées sur les exercices suivants. Elles sont calculées en fonction de l'évolution du niveau des prestations constaté sur les exercices antérieurs.

Les provisions pour sinistres à payer comprennent également une évaluation des frais de gestion.

- Provisions pour égalisation

Ces provisions sont éliminées si elles n'ont pas pour objet de faire face aux risques et événements à venir caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé. Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales et destinées à faire face aux fluctuations de sinistralité afférentes aux opérations d'assurance de groupe contre le risque décès ou contre les risques de dommages corporels sont conservées dans les comptes combinés.

Dans les comptes sociaux les provisions pour égalisation sont calculées sur les risques de prévoyance et de santé. Elles correspondent aux engagements contractuels sur les résultats bénéficiaires de certains contrats d'entreprises ou de branches professionnelles, qui prévoient une clause de « participation aux résultats », ou plus généralement, elles sont constituées pour faire face aux fluctuations de sinistralité

- Provision maintien de la garantie décès

L'article 34 de la loi du 17 juillet 2001 complète la loi Evin du 31 décembre 1989 en prévoyant à compter du 1^{er} janvier 2002, le maintien des garanties décès des personnes en arrêt de travail après résiliation du contrat.

Les provisions mathématiques de maintien des garanties décès sont calculées avec un taux d'actualisation compris dans la limite réglementaire de 1,25 % en 2024.

4.2.14. Méthode d'affectation des charges par destination

Le référentiel Normes Françaises permet de conserver la répartition des charges par destination que le Groupe applique suite à l'arrêté du 20 juin 1994 relatif au nouveau plan comptable assurance.

Cette démarche a pour objectif de répartir les charges d'exploitation, préalablement comptabilisées par nature, entre les différentes grandes fonctions des sociétés.

La démarche retenue pour passer des comptes par nature à la répartition par destination se fait par répartitions successives en cascade des coûts complets de chaque service.

Annexe aux comptes combinés

À l'issue de cette répartition, les coûts de services sont répartis entre les grandes fonctions de l'entreprise : acquisition et administration des contrats, règlements des prestations, gestion des placements et autres services techniques.

4.2.15. Plus et moins-values de cession intra-groupe

Les plus et moins-values réalisées par les sociétés d'assurance sur les cessions internes sont éliminées avec application de participation aux bénéfices différée. De plus, les résultats dégagés lors des cessions internes portant sur des titres de participation de sociétés combinées sont retraités.

4.2.16. Participation aux bénéfices

Les provisions pour participation aux bénéfices correspondent aux participations des assurés aux bénéfices techniques et financiers réalisés par les compagnies. Elles sont destinées à être versées aux assurés et à accroître leurs garanties après incorporation aux provisions mathématiques.

4.2.17. Impôts différés

Ils sont comptabilisés en appliquant l'approche bilan de la méthode du report variable.

Il n'est pas constaté d'impôt différé sur les retraitements d'opérations intra-groupe liées à des titres de participations.

En ce qui concerne la prise en compte des actifs et passifs d'impôts différés :

- L'impôt différé passif est toujours comptabilisé (hormis le cas précité) ;
- En revanche, les actifs d'impôts différés ne sont portés à l'actif du bilan que si leur récupération est probable.

4.3. Retraitements de combinaison

4.3.1. Homogénéisation des comptes sociaux

Les comptes des filiales intégrées qui n'appliquent pas le plan comptable assurance sont transposés par l'intermédiaire d'une interface qui permet le passage des comptes individuels aux comptes combinés.

La répartition par destination des charges et produits se réalise en fonction de l'activité de la filiale dans l'ensemble consolidé considéré comme un périmètre d'assurance vie.

4.3.2. Provisions pour dépréciations à caractère durable

Les éventuelles provisions constituées par SGAM AG2R LA MONDIALE sur les titres de ses participations consolidées sont neutralisées.

4.3.3. Provisions pour risque d'exigibilité

Ces provisions sont constituées dans les comptes sociaux des entreprises d'assurance françaises lorsque la valeur globale des actions, immeubles et titres inscrits au bilan est supérieure à la valeur de réalisation de ces biens.

Dans les comptes combinés en normes françaises, ces provisions ne sont pas maintenues. Elles sont remplacées par les dépréciations sur les titres ou les immeubles tels que les tests de dépréciation les font apparaître.

4.3.4. Réserve de capitalisation

En ce qui concerne les flux de période de la réserve de capitalisation, les mouvements de l'exercice de cette réserve, affectant le compte de résultat dans les comptes individuels, sont toujours annulés.

Le retraitement ne donne pas lieu à la constatation d'une participation aux bénéfices différée sauf s'il existait une probabilité forte de cession à court terme qui entraînerait une reprise de cette réserve.

Dans les comptes sociaux, la dotation à la réserve de capitalisation n'est pas déductible et la reprise de cette réserve n'est pas taxable. Cette modification revient à considérer que les plus ou moins values obligataires qui donnent lieu à dotation/reprise de réserve de capitalisation entrent dans le calcul de l'impôt (non déductibilité des flux sur la réserve de capitalisation). La charge ou le produit théorique d'impôt lié au retraitement fiscal est comptabilisé en compte non technique (avec contrepartie réserve de capitalisation) et contribue au résultat non technique de l'entreprise ; ce flux est neutralisé dans les comptes combinés.

4.3.5 Impôts différés

Ils sont constatés dans les comptes combinés en application des principes de combinaison. Il n'est pas constaté d'impôt différé dans les comptes sociaux.

Les impôts différés sont constatés en fonction du taux applicable lors de leur survenance. Si ce taux est connu à l'avance, il est retenu ; à défaut, on retient le taux applicable au titre de l'exercice où ils sont constatés. Selon les normes en vigueur, SGAM AG2R LA MONDIALE applique pour le calcul de ses impôts différés une méthode prospective, avec prise en compte du taux de 25,83 % (25 % plus contribution additionnelle). Les impôts différés ne sont pas actualisés. Ils naissent de la différence temporelle apparaissant entre la base taxable des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les comptes combinés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où il est probable que le profit d'impôt sera utilisable.

4.3.6. Engagements de retraite

Le Groupe applique le règlement ANC n° 2020-01, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021.

Les régimes en place au sein d'AG2R LA MONDIALE sont des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Dans le cas des régimes à cotisations définies, les entités du périmètre ne sont engagées qu'au versement annuel des cotisations à un fond d'assurance. Les cotisations sont indiquées en annexe.

Les régimes en place au sein d'AG2R LA MONDIALE sont des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Dans le cas des régimes à cotisations définies, les entités du périmètre ne sont engagées qu'au versement annuel des cotisations à un fond d'assurance. Les cotisations sont indiquées en annexe.

Les régimes à prestations définies, dont bénéficient les salariés du Groupe sont essentiellement les indemnités de fin de carrière.

Les engagements de retraite d'AG2R LA MONDIALE sont estimés sur la base d'hypothèses actuarielles et de la méthode des unités de crédit projetés. Les droits des salariés sont calculés sur la base de la Convention collective ou conformément aux engagements contractuels.

L'âge moyen de départ à la retraite est établi par catégorie de personnel, la table de mortalité retenue est la table THF 16-18 et le taux d'actualisation fait référence à un taux de rendement des obligations d'entreprises de 1^{re} catégorie de même maturité que les engagements. Ce taux s'élève à 2,5 % pour l'exercice 2024.

Dans le cas des régimes à prestations définies, les passifs ou les actifs du régime sont reconnus au bilan comme la différence entre la dette actuarielle (correspondant à la valeur actuelle des engagements futurs) et la juste valeur des actifs des plans d'assurance.

L'ensemble des moyens humains du Groupe est regroupé dans les GIE La Mondiale Groupe, GIE AG2R et La Mondiale Exécutive. La charge de l'exercice liée à ces engagements fait l'objet d'une réaffectation aux membres des GIE.

4.3.7. Réassurance interne

Les flux résultant des traités de réassurance interne sont éliminés (flux et opérations bilanciels).

4.4. Présentation des comptes

La présentation du bilan, du compte de résultat, du tableau de variation des capitaux propres et de l'annexe a été réalisée conformément aux principes édictés par les normes et aux pratiques comptables actuellement en vigueur.

Le compte de résultat est présenté conformément au règlement ANC n° 2020-01 qui propose une ventilation des données selon 3 axes :

- Assurance non-vie,
- Assurance vie,
- Autres.

Annexe aux comptes combinés

5. Informations sur les postes du bilan

5.1. Écarts d'acquisition

	2024				2023			
(en milliers d'euros)	Brut	Amor- tisse- ment	Déprécia- tion	Net	Brut	Amor- tisse- ment	Dépréciation	Net
ÆGIDE ⁽¹⁾	236 383		-236 383		236 383		-161 653	74 730
La Mondiale Partenaire	13 841			13 841	13 841			13 841
68 FAUBOURG	9 623			9 623	9 623			9 623
82-92 Réaumur	22 882			22 882	22 882			22 882
La Mondiale - Albert 1 ^{er}	13 699			13 699	13 699			13 699
AG2R Prévoyance	3 889		-3 889		3 889		-3 889	
SCI AMPÈRE VILLIERS	1 778			1 778	1 778			1 778
AGLM IMMO - France Michelet	2 431			2 431	2 431			2 431
Écarts d'acquisition actif au 31 décembre	304 526		-240 272	64 254	304 526		-165 542	138 984

(1) Détail des écarts d'acquisition nets ÆGIDE.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Palier de consolidation ÆGIDE		
Écart d'acquisition sur palier SGAM AG2R LA MONDIALE		74 730
Total		74 730

5.2. Autres actifs incorporels

L'objectif de ce tableau est de distinguer au sein des actifs incorporels les valeurs de portefeuille et les logiciels. Il a aussi pour but de mettre en évidence les flux de la période en termes d'acquisitions / cessions et d'amortissements.

2024 (en milliers d'euros)	Valeur brute au 1 ^{er} janvier	Variation de périmètre	Acquisi- tions ⁽¹⁾	Cessions / Trans- fert	Valeur brute au 31 décembre	Déprécia- tion/ Amor- tissement au 1 ^{er} janvier	Varia- tion de périmè- tre	Dota- tions de la période	Reprises de la période	Déprécia- tion/ Amortisse- ment au 31 décembre	Valeur nette au 31 décem- bre
Valeurs de portefeuille	2 825			-1 673	1 153	-2 825			1 673	-1 153	
Logiciels	280 992		41 160	-15 859	306 293	-259 807		-11 212	9 759	-261 260	45 033
Autres	55 389		47 189	-13 302	89 277	-7 353		-3 055		-10 408	78 869
Total	339 207		88 349	-30 833	396 723	-269 986		-14 267	11 432	-272 821	123 902

2023 (en milliers d'euros)	Valeur brute au 1 ^{er} janvier	Variation de périmètre ⁽²⁾	Acquisi- tions	Ces- sions / Trans- fert	Valeur brute au 31 décembre	Déprécia- tion/ Amor- tissement au 1 ^{er} janvier	Varia- tion de périmè- tre ⁽²⁾	Dota- tions de la période	Reprises de la période	Déprécia- tion/ Amortisse- ment au 31 décembre	Valeur nette au 31 décem- bre
Valeurs de portefeuille	2 825				2 825	-2 825				-2 825	
Logiciels	268 890	6 918	17 548	-12 364	280 992	-247 671	-6 573	-9 813	4 249	-259 807	21 185
Autres ⁽²⁾	9 533	6 184	33 589	6 083	55 389	-1 423	-1 022	-5 270	362	-7 353	48 036
Total	281 249	13 102	51 137	-6 282	339 207	-251 920	-7 594	-15 083	4 611	-269 986	69 221

(1) L'augmentation des logiciels et des autres immobilisations incorporelles concerne le projet de plateforme du Groupe AG2R LA MONDIALE.

(2) Les montants indiqués en colonne « variation de périmètre » concernent Mutuelle Bleue, EUROVIE CONSEIL et ses filiales ADEP et UCR.

5.3. Notes sur les placements

5.3.1. Décomposition des placements en euros

2024					
Décomposition des placements (en milliers d'euros)	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette	Valeur de réalisation	Plus ou moins values latentes
Immobilier d'exploitation	314 919	-107 044	207 875	295 816	87 941
Immobilier de placement	4 413 634	-588 182	3 825 452	5 518 473	1 693 021
Placements dans les entreprises liées et avec lesquelles existe un lien de participation	205 412	-2 989	202 423	293 392	90 969
Autres placements	66 654 321	-648 624	66 005 697	61 289 120	-4 716 577
Actions et titres à revenus variables	3 459 471	-208 293	3 251 178	3 736 802	485 624
Parts d'OPC actions	1 334 661	-24 156	1 310 505	1 841 581	531 076
Parts d'OPC obligataires	3 261 564	-2 662	3 258 902	2 005 014	-1 253 888
Obligations et autres titres à revenus fixes	58 598 625	-413 514	58 185 111	53 705 722	-4 479 389
Autres placements					
Prêts et créances	5 377 192	-245	5 376 947	5 376 947	
Total	76 965 478	-1 347 083	75 618 395	72 773 746	-2 844 649

2023					
Décomposition des placements (en milliers d'euros)	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette	Valeur de réalisation	Plus ou moins values latentes
Immobilier d'exploitation	318 904	-102 878	216 027	314 508	98 481
Immobilier de placement	4 320 549	-440 412	3 880 137	5 550 146	1 670 009
Placements dans les entreprises liées et avec lesquelles existe un lien de participation	207 863	-3 165	204 698	314 134	109 436
Autres placements	66 023 956	-582 637	65 441 319	61 827 054	-3 614 265
Actions et titres à revenus variables	3 308 962	-137 743	3 171 219	3 795 358	624 139
Parts d'OPC actions	1 219 377	-20 874	1 198 503	1 720 660	522 157
Parts d'OPC obligataires	3 310 907	-2 457	3 308 451	3 327 747	19 296
Obligations et autres titres à revenus fixes	58 184 709	-421 564	57 763 146	52 983 289	-4 779 857
Autres placements					
Prêts et créances	5 559 104	-2 157	5 556 947	5 556 947	
Total	76 430 376	-1 131 249	75 299 127	73 562 787	-1 736 338

Annexe aux comptes combinés

5.3.2. Placements représentant les engagements en unités de compte

2024					
Décomposition des placements (en milliers d'euros)	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette	Valeur de réalisation	Plus ou moins values latentes
Immobilier de placement	178 088		178 088	178 088	
Actions et titres à revenus variables	3 850 766		3 850 766	3 850 766	
OPCVM	27 532 005		27 532 005	27 532 005	
Obligations et autres titres à revenus fixes	4 547 133		4 547 133	4 547 133	
Autres placements	4 220 292		4 220 292	4 220 292	
Total	40 328 283		40 328 283	40 328 283	

2023					
Décomposition des placements (en milliers d'euros)	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette	Valeur de réalisation	Plus ou moins values latentes
Immobilier de placement	228 135		228 135	228 135	
Actions et titres à revenus variables	3 640 641		3 640 641	3 640 641	
OPCVM	26 982 161		26 982 161	26 982 161	
Obligations et autres titres à revenus fixes	4 236 761		4 236 761	4 236 761	
Autres placements	1 966 402		1 966 402	1 966 402	
Total	37 054 100		37 054 100	37 054 100	

5.3.3. Tableau de variation des valeurs brutes de l'immobilier d'exploitation et de placement

Ce tableau met en évidence les flux de période (acquisition, cessions...) des valeurs brutes relatifs à l'immobilier des sociétés du périmètre évalué au coût, en distinguant immobilier d'exploitation et de placement. Pour réconcilier le solde avec les montants présentés au bilan, il convient d'ajouter les amortissements et éventuelles dépréciations (voir 5.3.1.).

2024							
(en milliers d'euros)	Ouverture	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Transferts	Retraitements Conso	Clôture
Immobilier d'exploitation	318 907		21 661	-23 345		-2 302	314 920
Immobilier de placement	4 146 016		79 073	-8 973		-12 589	4 203 527
Total	4 464 922		100 734	-32 318		-14 891	4 518 447

2023							
(en milliers d'euros)	Ouverture	Variation de périmètre ⁽¹⁾	Acquisitions	Cessions	Transferts	Retraitements Conso	Clôture
Immobilier d'exploitation	299 607	30 623	24 338	-32 389	-6 471	3 196	318 905
Immobilier de placement	4 072 988	-14 240	121 730	-21 252	6 471	-19 680	4 146 017
Total	4 372 595	16 384	146 068	-53 641		-16 484	4 464 922

(1) Les montants indiqués en colonne «variation de périmètre» concernent principalement Mutuelle Bleue et Ampere SCI.

5.4. Créances nées d'opérations d'assurance ou de réassurance

(en milliers d'euros)	2024	2023
Primes acquises non émises affaires directes	818 613	833 223
Autres créances nées d'assurance directe	709 823	705 000
Créances nées d'opérations de réassurance	769 809	785 994
Participation bénéficiaire différée active	780 406	751 206
Total	3 078 651	3 075 423

5.5. Autres créances

(en milliers d'euros)	2024	2023
État, organismes de Sécurité sociale, collectivités publiques	179 264	157 857
Personnel	505 486	506 830
Impôts différés actifs	31 361	7 166
Autres créances	1 315 056	1 434 254
Total	2 031 167	2 106 107

5.6. Autres actifs corporels d'exploitation

(en milliers d'euros)	2024	2023
Valeur brute	434 192	417 340
Amortissements	-246 625	-246 466
Valeur nette	187 567	170 874

Annexe aux comptes combinés

5.7. Frais d'acquisition reportés

Ce tableau met en évidence les flux entre ouverture et clôture pour les frais d'acquisition reportés, à savoir essentiellement la capitalisation de nouveaux contrats et les amortissements de période.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Valeur nette au 1^{er} janvier	692 337	680 254
Capitalisation de nouveaux contrats sur la période	161 810	157 379
Nouveaux contrats de la période (valeur brute)	161 810	157 379
Variation de périmètre ⁽¹⁾		7 764
Cessions de filiales		
Portefeuilles de contrats destinés à être vendus		
Variation du périmètre des portefeuilles de contrats		7 764
Amortissements de la période	250 805	170 260
Intérêts capitalisés	-19 058	-17 200
Pertes de valeurs reconnues au cours de la période	-147	
Reprises de pertes de valeur		
Amortissements et pertes de valeur	-231 894	-153 060
Variation de change		
Autres variations ^(*)		
Autres variations		
Valeur nette au 31 décembre	622 254	692 337

(1) : correspond à Mutuelle Bleue

(*) : ajustement des paramètres de calcul

Conformément aux principes énoncés dans la partie 4.2, ils ne sont pas limités à l'écart de zillmérisation. Les principaux paramètres retenus respectent les règles de prudence et se composent essentiellement d'une durée de vie des contrats limitée à 18 ans.

5.8. Impôts différés

5.8.1. Mise en évidence des impôts différés actif et passif

L'incidence sur les postes d'impôts différés du bilan s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts différés actif	340 512	233 094
Impôts différés passif	311 192	325 319
Incidence nette	29 320	-92 226
Inscrite à l'actif du bilan	31 361	7 166
Inscrite au passif du bilan	2 041	99 391

Tous les impôts différés sont comptabilisés. Les impôts différés concernent essentiellement le groupe fiscal SGAM AG2R LA MONDIALE. En présentation bilan, les impôts différés actifs sont compensés avec les impôts différés passifs de la même entité fiscale.

5.8.2. Analyse des impôts différés par grandes natures de retraitement

	2024		2023	
(en milliers d'euros)	Actif	Passif	Actif	Passif
Différences temporaires	323 219	142 833	226 697	152 662
Retraitements :				
Frais d'acquisition reportés		158 602		175 668
Provisions techniques		-3 496		-2 773
Opérations intra-groupe	14 701	-38 183	17 977	-31 470
Ecart d'évaluation	393	45 241	354	44 149
Charges sur emprunts		897		1 789
Autres retraitements	2 199	5 298	-11 934	-14 706
Compensations	-309 151	-309 151	-225 928	-225 928
Total	31 361	2 041	7 166	99 391
Incidence nette	29 320		-92 226	

Les montants figurant sur la ligne « compensations » correspondent à la compensation actif/passif des impôts différés, réalisée au sein d'une même entité fiscale.

5.9. Passifs subordonnés

Les passifs subordonnés sont évalués au coût.

(en milliers d'euros)	Echéance	2024	2023
Titres subordonnés C	2044		191 236
Titres subordonnés à durée indéterminée D	Durée indéterminée	340 236	768 405
Titres subordonnés à durée indéterminée E	Durée indéterminée	510 155	479 638
Titres subordonnés à durée indéterminée F	Durée indéterminée	385 023	361 991
Titres subordonnés à durée indéterminée G	Durée indéterminée	298 393	280 543
Titres subordonnés à durée indéterminée H	Durée indéterminée		6 000
Titres subordonnés hybrides I	2031	500 000	500 000
Titres subordonnés J	2026	500 000	500 000
Titres subordonnés à durée indéterminée K	Durée indéterminée	36 000	36 000
Total		2 569 807	3 123 813

5.9.1. Caractéristiques des passifs subordonnés

(en milliers d'euros)	Taux d'intérêt applicable	Marché de cotation	Code ISIN	Cotation 31/12/2024	Cotation 31/12/2023
Titres subordonnés C	6,75 %	EuroNext Growth Paris	XS0919410828	Remboursé en avril 2024	100,70 %
Titres subordonnés à durée indéterminée D	5,05 %	EuroNext Growth Paris	XS1155697243	101,67 %	100,33 %
Titres subordonnés à durée indéterminée E	5,88 %	EuroNext Growth Paris	XS1556395710	100,09 %	97,08 %
Titres subordonnés à durée indéterminée F	4,80 %	EuroNext Growth Paris	XS1736887099	96,63 %	90,85 %
Titres subordonnés à durée indéterminée G	4,80 %	EuroNext Growth Paris	XS1751476679	96,74 %	90,95 %
Titres subordonnés à durée indéterminée H	2,13 %	Euronext Francfort, Munich, Stuttgart	FR0013519261	91,05 %	86,33 %
Titres subordonnés hybrides I	0,75 %	Euronext Francfort, Munich, Stuttgart	FR0014000774	97,33 %	93,89 %
Titres subordonnés J	4,08 %	Non coté	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Titres subordonnés à durée indéterminée K		Non coté	Non applicable	Non applicable	Non applicable

Annexe aux comptes combinés

5.10. Provisions techniques

5.10.1. Répartition des provisions techniques par nature

Les tableaux suivants détaillent les provisions techniques brutes et cédées par nature.

	2024			2023		
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Total	Non Vie	Vie	Total
Provisions d'assurance	2 364 715	57 078 931	59 443 647	2 118 738	56 636 132	58 754 870
Provisions pour sinistres à payer	3 696 380	911 182	4 607 562	3 814 643	989 894	4 804 537
Provisions pour cotisations non acquises						
Provisions pour participations aux bénéfices	682 336	1 983 654	2 665 990	683 926	2 206 703	2 890 629
Provisions pour égalisation						
Autres provisions techniques	737 614	166 135	903 749	501 642	181 486	683 128
Provisions techniques brutes	7 481 047	60 139 903	67 620 949	7 118 948	60 014 215	67 133 163
Provisions techniques brutes des contrats en unités de comptes		40 379 242	40 379 242		37 080 348	37 080 348
Total	7 481 047	100 519 145	108 000 192	7 118 948	97 094 563	104 213 511

	2024			2023		
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Total	Non Vie	Vie	Total
Provisions d'assurance	732 544	2 685 380	3 417 924	776 210	2 612 285	3 388 495
Provisions pour sinistres à payer	717 936	188 112	906 047	759 889	169 835	929 724
Provisions pour cotisations non acquises						
Provisions pour participations aux bénéfices	192 947	40 660	233 607	179 229	45 330	224 559
Provisions pour égalisation						
Autres provisions techniques	207 263		207 263	231 420		231 420
Provisions techniques cédées	1 850 691	2 914 153	4 764 844	1 946 750	2 827 450	4 774 200
Provisions techniques cédées des contrats en unités de comptes		813 046	813 046		687 646	687 646
Total	1 850 691	3 727 199	5 577 890	1 946 750	3 515 095	5 461 845

5.10.2. Analyse de la variation des provisions techniques

Les tableaux suivants expliquent la variation de période pour les années 2024 et 2023 des provisions techniques brutes et cédées selon les catégories Vie et Non Vie.

2024				
(en milliers d'euros)		Non Vie	Vie	Total
Provisions techniques brutes au 1 ^{er} janvier	1	6 435 022	94 887 861	101 322 883
Primes	a	3 669 666	8 480 203	12 149 869
Prestations	b	3 022 533	7 687 449	10 709 981
Revalorisation des provisions (IC, PB, ACAV)	c	37 604	4 166 097	4 203 701
Résultat technique et autres	d	321 049	1 311 221	1 632 270
Transferts	e			
Variations de périmètre et changements de méthode comptable	f			
Variations de change	g			
Provisions techniques brutes au 31 décembre	2	6 798 711	98 535 491	105 334 201

Explication du flux : 2 = 1 + a - b + c - d + e + f + g.

2024				
(en milliers d'euros)		Non Vie	Vie	Total
Provisions techniques cédées au 1^{er} janvier	1	1 767 521	3 469 765	5 237 286
Primes cédées	a	703 712	387 454	1 091 166
Part des réassureurs dans la charge de sinistres	b	692 553	190 605	883 159
Part des réassureurs dans la revalorisation des provisions (IC,PB, ACAV)	c	13 359	221 793	235 152
Résultat technique et autres cédés	d	134 294	201 868	336 162
Transferts	e			
Variations de périmètre et changements de méthode comptable	f			
Variations de change	g			
Provisions techniques cédées au 31 décembre	2	1 657 744	3 686 538	5 344 283

Explication du flux : $2 = 1 + a - b + c - d + e + f + g$.

2023				
(en milliers d'euros)		Non Vie	Vie	Total
Provisions techniques brutes au 1^{er} janvier	1	6 247 441	92 873 990	99 121 431
Primes	a	3 752 189	7 262 062	11 014 250
Prestations	b	3 039 307	8 988 191	12 027 497
Revalorisation des provisions (IC, PB, ACAV)	c	89 284	4 643 695	4 732 980
Résultat technique et autres	d	738 996	986 874	1 725 871
Transferts	e			
Variations de périmètre et changements de méthode comptable	f	124 411	83 178	207 589
Variations de change	g			
Provisions techniques brutes au 31 décembre	2	6 435 022	94 887 861	101 322 883

Explication du flux : $2 = 1 + a - b + c - d + e + f + g$.

2023				
(en milliers d'euros)		Non Vie	Vie	Total
Provisions techniques cédées au 1^{er} janvier	1	1 867 468	3 245 836	5 113 305
Primes cédées	a	631 817	368 854	1 000 672
Part des réassureurs dans la charge de sinistres	b	719 439	198 877	918 315
Part des réassureurs dans la revalorisation des provisions (IC,PB, ACAV)	c	23 591	222 760	246 351
Résultat technique et autres cédés	d	70 720	191 975	262 695
Transferts	e			
Variations de périmètre et changements de méthode comptable	f	34 803	23 166	57 969
Variations de change	g			
Provisions techniques cédées au 31 décembre	2	1 767 521	3 469 765	5 237 286

Explication du flux : $2 = 1 + a - b + c - d + e + f + g$.

Annexe aux comptes combinés

5.11. Provisions pour risques et charges

5.11.1. Tableau récapitulatif des provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	2024	2023
Provisions pour engagements sociaux	128 129	130 805
Provisions pour litiges	40 423	64 670
Provisions à caractère financier	97	2 566
Autres provisions pour risques et charges	45 287	58 203
Total	213 936	256 244

5.11.2. Analyse par nature des provisions pour risques et charges et explication de la variation de l'exercice

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges	Provisions à caractère financier	Autres provisions pour risques et charges
Valeur comptable au 1^{er} janvier 2024	64 670	2 566	58 203
Variation de périmètre			
Dotations de l'exercice	22 316	77	31 442
Reprises de l'exercice relatives à des provisions utilisées	-39 922	-964	-45 105
Reprises de l'exercice relatives à des provisions non utilisées	-6 678	-1 583	-4 305
Autres mouvements de l'exercice	37		5 052
Valeur comptable au 31 décembre 2024	40 423	97	45 287

Les provisions pour engagements de retraite font l'objet d'une analyse spécifique ci-après.

5.11.3. Provisions pour engagements de retraite

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles prises en compte pour ce calcul de provisions pour engagements de retraite sont explicitées dans le tableau récapitulatif ci-dessous :

	Exercice 2024	Exercice 2023
Droits des salariés calculés sur la base de :	Périmètre La Mondiale : Accord d'entreprise de juillet 2022 Départ à l'initiative du salarié Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE : Accords d'entreprise; Départ à l'initiative du Salarié.	Périmètre La Mondiale : Accord d'entreprise de juillet 2022 Départ à l'initiative du salarié Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE : Accords d'entreprise; Départ à l'initiative du Salarié.
Âge de départ à la retraite :	Périmètre La Mondiale : Age de liquidation taux plein, selon génération. Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE : Age de départ déterminé lorsque la durée de cotisation est atteinte.	Périmètre La Mondiale : Age de liquidation taux plein, selon génération. Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE : Age de départ déterminé lorsque la durée de cotisation est atteinte.
Probabilité de vie au terme :	THF16-18 en phase de constitution et TGH-05 en phase de restitution	THF14-16 en phase de constitution et TGH-05 en phase de restitution
Probabilité d'être présent dans la société au terme :	Périmètres La Mondiale et SGAPS AG2R LA MONDIALE : Table de rotation du personnel par âge.	Périmètres La Mondiale et SGAPS AG2R LA MONDIALE : Table de rotation du personnel par âge.
Evolution des salaires (y compris inflation) :	Taux de revalorisation générale des salaires compris entre 2,8 % et 3 %	Taux de revalorisation générale des salaires compris entre 2,8 % et 3 %
Taux de charges sociales :	Périmètre La Mondiale : Administratif 60,88 %, autres salariés : 55,02 % - Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE 67,35 %	Périmètre La Mondiale : Administratif 60,52 %, autres salariés : 56,06 % - Périmètre SGAPS AG2R LA MONDIALE 67,04 %
Taux d'actualisation :	2,5 %	3,0 %
Personnel assuré :	Périmètres La Mondiale et SGAPS AG2R LA MONDIALE : Ensemble du personnel.	Périmètres La Mondiale et SGAPS AG2R LA MONDIALE : Ensemble du personnel.
Date de mise à jour :	31 décembre 2024	31 décembre 2023

Analyse des provisions pour engagement de retraite

	2024	2023
Analyse des éléments du passif et de l'actif de l'exercice		
Valeur actualisée de l'obligation d'ouverture	130 801	145 806
Intérêts sur actualisation	3 392	3 026
Coût des services rendus de la période	5 858	6 309
Coût des services passés non comptabilisés		
Effet liquidation, réduction		
Prestations servies	-5 036	-17 187
Ajustements des droits acquis	-9 988	2 150
Changement de paramètres		
Écart actuariel généré pendant l'exercice	3 100	-9 303
Valeur actualisée de l'obligation de clôture	128 128	130 801
Juste valeur des actifs à l'ouverture	109 264	126 524
Rendement attendu des actifs	2 290	1 953
Cotisations	4 455	1 716
Prestations servies	-4 755	-11 313
Ajustements des droits acquis	3 477	-8 477
Cessions, acquisition		
Changement de paramètres		
Écart actuariel généré pendant l'exercice	-451	-1 139
Juste valeur des actifs à la clôture	114 280	109 264
Montants comptabilisés au bilan et au compte de résultat		
Valeur actualisée de l'obligation de clôture	128 128	130 801
Juste valeur des actifs de clôture	114 280	109 264
Reclassement entre provision mathématique et provision retraite	114 280	109 264
Passif comptabilisé au bilan	128 128	130 801
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 858	6 309
Intérêts sur actualisation	3 392	3 026
Rendement attendu des actifs de couverture		
Ajustements des droits acquis	-14 361	-9 335
Profit / perte actuariel net comptabilisé au cours de l'exercice	2 436	-15 006
Coût des services		
Amortissement de l'exercice		
Charge comptabilisée au compte de résultat	-2 674	-15 006

Annexe aux comptes combinés

5.12. Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dettes nées des opérations d'assurance directe	536 191	743 099
Dettes nées des opérations de réassurance	1 631 988	1 502 429
Total	2 168 179	2 245 528

5.13. Autres dettes

(en milliers d'euros)	2024	2023
Dépôts et cautionnements reçus	57 213	48 598
État, organismes de Sécurité sociale et collectivités publiques	401 733	337 676
Personnel	647 542	633 439
Impôts différés passifs	2 041	99 391
Autres dettes	6 118 133	6 555 130
Total	7 226 662	7 674 235

6. Informations sur les postes du compte de résultat

6.1. Primes ou chiffre d'affaires par zone géographique

	2024			2023
(en milliers d'euros)	France	Union Européenne	Reste du monde	Total
Primes de l'assurance vie	5 638 922	2 841 281		8 480 203
Primes de l'assurance non vie	3 669 666			3 669 666
Variation des provisions pour primes non acquises				
Chiffre d'affaires des autres activités	661 576	14 784	5 342	681 702
Total	9 970 164	2 856 065	5 342	12 831 571

6.2. Autres produits d'exploitation nets de charges

(en milliers d'euros)	2024	2023
Subventions liées aux majorations légales de rentes	6	3
Autres produits	156 730	143 883
Total	156 736	143 886

La ligne «Autres produits» comprend essentiellement les autres produits techniques des sociétés d'assurance.

6.3. Produits financiers nets de charges

	2024				2023			
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Autres	Total	Non Vie	Vie	Autres	Total
Revenus de placements		1 585 178	42 829	1 628 007		1 628 253	27 613	1 655 866
Produits provenant de la réalisation des placements		620 375	79 100	699 475		808 383	62 312	870 695
Autres produits des placements		101 692	6 919	108 610		108 217	3 489	111 707
Ajustement ACAV (plus-values)		4 518 953		4 518 953		4 563 548		4 563 548
Produits nets des placements transférés / alloués	118 295	-72 106		46 189	102 722	-51 132		51 591
Produits financiers	118 295	6 754 091	128 847	7 001 233	102 722	7 057 270	93 414	7 253 406
Frais internes et externes de gestion des placements		-86 136		-86 136		-68 940		-68 940
Pertes provenant de la réalisation des placements		-225 500	-958	-226 458		-199 588	-1 754	-201 342
Autres charges des placements	165	-531 325	-44 713	-575 873	-160	-500 376	-47 533	-548 069
Ajustement ACAV (moins-values)		-1 955 496		-1 955 496		-1 453 330		-1 453 330
Charges financières	165	-2 798 458	-45 671	-2 843 964	-160	-2 222 233	-49 287	-2 271 681
Total	118 460	3 955 633	83 176	4 157 269	102 562	4 835 037	44 127	4 981 726

6.4. Charges des prestations d'assurance

	2024			2023		
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Total	Non Vie	Vie	Total
Charge des sinistres	-2 967 854	-7 722 063	-10 689 918	-3 649 298	-9 100 790	-12 750 087
Charge des provisions d'assurance	-34 242	-2 593 431	-2 627 673	512 632	-324 010	188 622
Participation des assurés aux résultats	-38 531	-1 315 066	-1 353 597	-264 986	-1 406 871	-1 671 858
Total	-3 040 627	-11 630 560	-14 671 187	-3 401 652	-10 831 671	-14 233 323

6.5. Charges ou produits nets des cessions en réassurance

	2024			2023		
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Total	Non Vie	Vie	Total
Primes cédées	-703 712	-387 454	-1 091 166	-631 817	-368 854	-1 000 672
Cession de charges de sinistres	631 909	227 576	859 485	701 444	198 748	900 192
Cession de provisions techniques	-169 345	202 388	33 043	-137 240	119 911	-17 329
Commissions reçues des réassureurs	82 656	36 777	119 433	94 163	29 610	123 773
Participation aux résultats cédée	26 880	86 613	113 493	26 736	82 753	109 489
Résultat financier cédé		-131 613	-131 613		-140 631	-140 631
Total	-131 612	34 287	-97 325	53 286	-78 463	-25 177

Annexe aux comptes combinés

6.6 Décomposition des charges de gestion

	2024				2023			
(en milliers d'euros)	Non Vie	Vie	Autres	Total	Non Vie	Vie	Autres	Total
Frais d'acquisition des contrats	-247 201	-470 246		-717 447	-254 878	-345 436		-600 314
Frais d'administration	-209 867	-250 396		-460 263	-204 297	-385 526		-589 823
Autres charges techniques	-55 483	-103 205		-158 687	-52 258	-2 828		-55 086
Charges des autres activités			-796 113	-796 113			-744 426	-744 426
Total	-512 551	-823 846	-796 113	-2 132 510	-511 433	-733 791	-744 426	-1 989 650

Le montant des charges des autres activités correspond essentiellement à ÆGIDE.

6.7. Notes sur l'impôt sur les résultats

6.7.1. Tableau récapitulatif

(en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts exigibles	-217 432	-180 799
Impôts différés	139 471	8 195
Total	-77 962	-172 604

Un groupe fiscal a été constitué entre La SGAM AG2R LA MONDIALE et ses principales filiales détenues à plus de 95 %.

6.7.2. Analyse par nature de la charge d'impôt et des retraitements d'impôts différés

(en milliers d'euros)	2024	2023
Charge d'impôt de La Mondiale et des sociétés consolidées	-217 432	-180 799
Impôts différés sur différences temporaires	124 279	60 450
Impôts différés relatifs au retraitement des frais d'acquisition reportés	17 066	-1 432
Impôts différés relatifs au retraitement de provisions techniques	723	-305
Impôts différés relatifs aux opérations intra-groupe	-1 722	-21 873
Impôts différés relatifs au retraitement d'écart d'évaluation	230	740
Impôts différés relatifs au retraitement des charges sur emprunts	891	891
Impôts différés relatifs à d'autres retraitements	-1 996	-30 276
Total des retraitements d'impôts différés	139 471	8 195
Total	-77 962	-172 604

6.7.3. Tableau de preuve d'impôt

Le tableau suivant a pour objectif de réconcilier la charge d'impôt théorique avec la charge d'impôt effective qui apparaît au compte de résultat.

(en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat avant impôt	261 142	403 068
Taux d'impôt théorique	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique	-67 453	-104 112
Différences permanentes	6 238	-3 200
Différences de taux	-591	-725
Activation de différences temporelles non constatées à la clôture précédente	17 005	1 585
Activation de déficits fiscaux non constatés à la clôture précédente	13 339	-3 328
Résultat non soumis à l'impôt sur les sociétés	-21 110	-33 777
Retraitements de consolidation non soumis à l'impôt différé	-1 568	-34 016
Crédits d'impôts	7 384	8 180
Incidences du report variable		
Différence entre le taux théorique et le taux réel		
Incidence taux prospectif		
Autres	-31 206	-3 210
Charge d'impôt effective au compte de résultat	-77 962	-172 604

Le Groupe entre dans le champ d'application des nouvelles règles GloBE et de l'imposition minimum mondiale de 15 % (Pilier 2).

Celles-ci ont été adoptées par 140 pays de l'OCDE le 20 décembre 2021 et transposées en droit français dans le code général des impôts français par l'article 33 de la Loi de finances pour 2024, via une directive de l'Union Européenne (2022/2523) du 14 décembre 2022.

L'entrée en vigueur de ces nouvelles règles est intervenue le 1^{er} janvier 2024. Des règles simplificatrices et transitoires s'appliqueront sur la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Aucune charge d'impôt complémentaire n'a été comptabilisée au titre des règles pilier 2 du projet GloBE pour l'exercice 2024 dans la mesure où le groupe combiné devrait bénéficier des mécanismes transitoires de protection (Safe Harbours) et satisfaire aux tests d'exemption sur chacun des territoires où il exerce ses activités, selon les résultats des travaux conduits et des textes parus.

La première déclaration sera effectuée par l'entité mère ultime du Groupe, SGAM AG2R LA MONDIALE, également tête du groupe combiné, au plus tard au 30 Juin 2026 au titre de l'exercice 2024.

6.8. Personnel

L'effectif permanent des sociétés intégrées du périmètre SGAM AG2R LA MONDIALE au 31 décembre 2024 s'élève à 13 916 personnes.

Les engagements pour les sociétés consolidées globalement, en matière de pensions et indemnités de départ à la retraite sont inscrits au compte de provisions pour risques et charges. Ils s'élèvent à 128,1 M€ à fin 2024.

6.9. Informations sur les parties liées

L'objectif de cette partie est de donner un ensemble d'informations sur les parties liées au sein du périmètre combiné SGAM AG2R LA MONDIALE. Ces informations sont classées par thèmes.

6.9.1. Solidarité financière

La convention d'affiliation entre La Mondiale et SGAM AG2R LA MONDIALE d'une part, et entre SGAPS AG2R LA MONDIALE et SGAM AG2R LA MONDIALE d'autre part, signée le 30 juin 2017 définit des liens de solidarité financière importants et durables entre les coaffiliés.

Cette convention d'affiliation prévoit le déclenchement de la solidarité financière par le Conseil d'administration de la SGAM dès que le ratio combiné de l'entreprise affiliée et ses membres, filiales et participations devient inférieur à 110 % de son exigence de capital de solvabilité requis (SCR) ou 110 % de son exigence de capital minimum requis (MCR) sans qu'il soit besoin de soumettre ce déclenchement à l'approbation du Conseil d'administration de l'entité bénéficiaire.

La mise en œuvre de la solidarité financière peut être effectuée :

- par l'affectation à l'Entreprise affiliée ou ses membres ou filiales sous forme de prêt de tout ou partie du fonds d'établissement de la SGAM ;
- par le recours à la souscription de prêts ou de titres de dettes ou toute autre opération permettant d'augmenter les fonds propres de l'Entreprise affiliée ou de ses membres ou filiales en difficultés ;
- par la cession en réassurance des engagements déterminés par la SGAM de l'Entreprise affiliée ou ses membres ou filiales à une autre entreprise affiliée qui s'engage à accepter ces cessions.

Annexe aux comptes combinés

Les mécanismes de solidarité financière ne pourront pas conduire à ce que l'Entreprise affiliée ou ses membres ou filiales aidant ne respecte plus les obligations réglementaires qui s'imposent à elle et en particulier à ce que leur couverture d'exigence de capital de solvabilité requis (SCR) ou de capital minimum requis (MCR) soit inférieur à 100 %.

6.9.2. Réassurance

La Mondiale effectue des opérations de réassurance avec les sociétés La Mondiale Partenaire, ARIAL CNP ASSURANCES, AG2R Prévoyance et La Mondiale Europartner ; dans ces cas, c'est La Mondiale qui remplit le rôle de réassureur.

ARIAL CNP ASSURANCES effectue des opérations de réassurance avec La Mondiale Retraite supplémentaire.

6.9.3. Prestation de service

Les sociétés AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs, GIE AG2R LA MONDIALE Cash et GIE La Mondiale Groupe ont des liens de prestations de service avec la majeure partie des entités consolidées du Groupe (prestations de gestion d'actifs et rétrocessions associées, refacturation de gestion de trésorerie, mise à disposition de moyens humains et informatiques).

La société AG2R LA MONDIALE Gestion immobilière effectue une prestation de gestion immobilière pour La Mondiale et les sociétés immobilières du périmètre.

6.9.4. Emprunts subordonnés

La Mondiale a souscrit les emprunts subordonnés émis par les entités La Mondiale Partenaire, ARIAL CNP ASSURANCES, La Mondiale Retraite supplémentaire, La Mondiale Europartner et AG2R Prévoyance.

VIASANTÉ Mutuelle a souscrit les emprunts subordonnés émis par AG2R Prévoyance.

AG2R Prévoyance a souscrit les emprunts subordonnés émis par les entités La Mondiale, Prima et VIASANTÉ Mutuelle.

7. Analyse sectorielle

2024							
(en milliers d'euros)	Total	Épargne	Retraite	Prévoyance	Santé	IARD	Autres activités
Primes et chiffre d'affaires des autres activités	12 831 571	5 648 091	2 184 068	1 956 913	2 360 797		681 702
Collecte nette	1 439 887	382 818	86 500	594 529	376 275	-234	N/A
Encours	108 000 192	59 113 402	39 855 283	8 228 000	803 298	210	N/A

Les encours correspondent aux provisions techniques € et UC.

Les encours sont présentés hors Participation aux Bénéfices différée passive.

La part en autres activités est essentiellement relative à AEGIDE et AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs.

2023							
(en milliers d'euros)	Total	Épargne	Retraite	Prévoyance	Santé	IARD	Autres activités
Primes et chiffre d'affaires des autres activités	11 630 920	4 381 278	2 183 172	2 059 674	2 390 125		616 671
Collecte nette	-1 013 247	-2 375 648	272 364	722 608	367 664	-235	N/A
Encours	104 213 511	56 613 494	38 586 176	8 143 903	869 518	420	N/A

8. Comptes sociaux

76	Bilan
78	Compte de résultat
79	Annexe aux comptes sociaux 2024
88	Rapports des commissaires aux comptes

Bilan Actif

Actif (Montants en milliers d'euros)	Brut au 31/12/2024	Amort/prov .	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	41		41	41
Autres immobilisations corporelles	41		41	41
Immobilisations financières	388 438		388 438	358 195
Parts dans les entreprises liées à l'assurance	1		1	1
Autres participations	5		5	5
Autres titres immobilisés	388 432		388 432	358 189
Total actif immobilisé	388 479		388 479	358 236
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances	341 118		341 118	278 003
Clients et comptes rattachés				
État - Impôt sur les bénéfices				
État - Taxe sur la valeur ajoutée				10 219
État - Autres impôts et taxes				
Débiteurs divers , ent. liées assurance ou participations	340 969		340 969	267 667
Autres créances	149		149	117
Disponibilités	21 646		21 646	20 439
Charges constatées d'avance				
Total actif circulant	362 764		362 764	298 442
Frais d'acquisition immeubles à répartir				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecart de conversion Actif				
Autres comptes de régularisation Actif				
Total de l'actif	751 243		751 243	656 678

Bilan Passif

Passif (Montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres		
Fonds d'établissement	391 078	360 834
Certificats mutualistes fonds d'établissement	388 578	358 334
Fonds d'établissement	2 500	2 500
Réserves		
Report à nouveau	3 090	2 201
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Résultat de l'exercice	15 813	14 848
Total capitaux propres	409 981	377 883
Provisions pour risques et charges	232 024	225 927
Total provisions pour risques et charges	232 024	225 927
Dettes	109 237	52 834
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
État - Impôt sur les bénéfices	46 577	
État - Taxe sur la valeur ajoutée		
État - Autres impôts et taxes	415	
Créditeurs divers, ent. liées assurance ou participations	61 974	52 689
Autres dettes	271	145
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	34
Produits constatés d'avance		
Total dettes	109 238	52 868
Produits à répartir sur plusieurs exercices		
Ecart de conversion passif		
Autres comptes de régularisation		
Total du passif	751 243	656 678

Compte de résultat

(Montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	149	96
Production vendue		
Autres produits d'exploitation	149	96
Subvention d'exploitation	149	96
Charges d'exploitation	476	160
Autres achats et charges externes	469	152
Achats non stockés de matières et de fournitures (eau, énergie,...)		
Sous-traitance générale	460	150
Locations immobilières		
Primes d'assurance		
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		-10
Publicité, publications, relations publiques		2
Déplacements, missions et réceptions	8	4
Services bancaires et assimilés	1	6
Autres achats et charges externes		
Impôts, taxes et versements assimilés		8
Frais de personnel		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Jetons de présence		
Autres charges	7	
Résultat d'exploitation	-327	- 64
Produits financiers	16 150	15 194
Revenus des titres de placement	16 000	15 000
Autres intérêts et produits assimilés	150	194
Charges financières	3	280
Intérêts et charges assimilées	3	280
Résultat financier	16 147	14 914
Résultat courant avant impôts	15 820	14 850
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Participation aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	7	2
Total des produits	16 299	15 290
Total des charges	486	442
Résultat de l'exercice	15 813	14 848

Annexe aux Comptes sociaux 2024

Faits caractéristiques de l'exercice

Faits marquants :

En ce qui concerne l'activité ÆGIDE-DOMITYS, en lien avec un contexte économique toujours difficile dans la promotion immobilière et aussi des retards de remplissage liés à une concurrence forte et à des facteurs démographiques, La Mondiale a été amenée à enregistrer des provisions complémentaires dans ses comptes pour l'exercice 2024.

Certificats mutualistes :

Après approbation de l'ACPR, l'Assemblée Générale du 16 mai 2024 de SGAM AG2R La Mondiale a autorisé une nouvelle émission d'un montant maximal de 150 M€ de certificats mutualistes, divisée en 15 000 000 certificats d'une valeur nominale unitaire de 10 euros par voie d'offre au public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) auprès de toute personne physique assurée ou sociétaire d'une entreprise appartenant au groupe prudentiel SGAM AG2R La Mondiale. Cette autorisation confirme la précédente autorisation du 12 mai 2023 qui portait sur l'émission d'un montant maximal de 150 M€ de certificats mutualistes. L'ensemble des certificats mutualistes ainsi émis entre 2017 et 2024 s'élève au 31 décembre 2024 à 388,6 M€, intégralement portés en fonds d'établissement.

Parallèlement, des certificats mutualistes ont été émis par La Mondiale, dont la Sgam est l'unique souscripteur, l'enveloppe maximale étant également fixée à 150 millions d'euros. Le total des titres émis par La Mondiale et souscrits par la Sgam dans le cadre des enveloppes successives, s'élève au 31 décembre 2024 à 388,6 M€. La rémunération qui sera versée par La Mondiale à la Sgam au titre des certificats mutualistes permettra à la Sgam de rémunérer les certificats qu'elle a elle-même émis, dans le respect des dispositions réglementaires fixées par le décret.

L'Assemblée générale du 16 mai 2024 a également confirmé le programme de rachat adopté dans sa résolution du 12 mai 2023 et la mise en place d'un programme de rachat pour l'année 2024.

Elle autorise le Conseil d'administration à racheter les certificats mutualistes à leur valeur nominale. Ces certificats mutualistes seront offerts à l'achat dans un délai de deux ans à compter de leur rachat et seront annulés s'ils n'ont pas été cédés à l'issue de ce délai, la Sgam ne pouvant détenir plus de 10 % des certificats qu'elle a émis.

Les rachats sont effectués de façon semestrielle :

- une fois, en janvier pour les ordres de rachat prioritaires collectés au cours du semestre civil précédent et pour les autres ordres de rachat collectés au cours de l'année civile précédente ;
- une fois, en juillet uniquement pour les ordres de rachat prioritaires collectés au cours du semestre civil précédent.

Le montant total des rachats sur 2024 s'est élevé à 26 378 160 €. Ces certificats ont été intégralement resouscrits.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux articles 832-2 et 833-2 du code de commerce ainsi qu'au règlement comptable de l'Autorité des normes comptables (Règlement ANC n°2023-05). Ils sont exprimés en milliers d'euros.

Notes sur les postes du bilan

Actif immobilisé

	Valeur brute au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Transferts	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations brutes					
Immobilisations incorporelles					
- Logiciels					
- Autres actifs incorporels					
Immobilisations corporelles					
- Matériel de transport					
- Matériel informatique					
- Mobilier et matériel de bureau					
- Autres immobilisations corporelles	41				41
Immobilisations en cours					
- Logiciels					
Immobilisations financières					
- Titres de participation	6				6
- Autres immobilisations financières	358 189	30 243			388 432
Total valeurs brutes	358 236	30 243			388 479
Amortissements et provisions					
Immobilisations incorporelles					
- Logiciels					
- Autres actifs incorporels					
Immobilisations corporelles					
- Matériel de transport					
- Matériel informatique					
- Mobilier et matériel de bureau					
- Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
- Titres de participation					
- Autres immobilisations financières					
Total amortissements et provisions					

	Valeur brute au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Transferts	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations nettes					
Immobilisations incorporelles					
- Logiciels					
- Autres actifs incorporels					
Immobilisations corporelles					
- Matériel de transport					
- Matériel informatique					
- Mobilier et matériel de bureau					
- Autres immobilisations corporelles	41				41
Immobilisations financières					
- Titres de participation	6				6
- Autres immobilisations financières	358 189	30 243			388 432
Total immobilisations nettes	358 236	30 243			388 479

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les autres immobilisations corporelles sont constituées d'œuvres d'art : elles ne sont pas amorties.

Les titres en portefeuille sont valorisés à leur coût d'acquisition en euros (prix d'achat et frais accessoires) dans le patrimoine de la société. Conformément aux dispositions du PCG, la valeur comptable des titres de participations est comparée à la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice ; en cas de moins-value latente, il est constaté une dépréciation.

Le total des certificats mutualistes émis par La Mondiale et souscrits par la Sgam s'élève au 31 décembre 2024 à 388 432 k€.

Actif circulant

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées en cas de risque de non-recouvrement.

	Montant brut au 31/12/2024	Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'un an	Montant brut au 31/12/2023
Créances de l'actif circulant				
- Clients et comptes rattachés				
- Personnel				
- État				10 220
- Débiteurs divers, ent. liées assurance ou participations	340 969	340 969		267 667
Autres créances				
- Autres produits à recevoir	149	149		96
- Comptes d'attente divers				21
Total	341 118	341 118		278 003

Les débiteurs divers, entreprises liées assurance ou participations sont constituées essentiellement des comptes courants débiteurs des sociétés du groupe (intégration fiscale, facturation du GIE de moyens).

Le montant des disponibilités s'élève à 21 646 k€, dont 21 437 k€ placés auprès du GIE AG2R LA MONDIALE Cash, en charge de la gestion des liquidités.

Variation des capitaux propres

	Montant brut Au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Affectation du Résultat n-1	Montant brut Au 31/12/2024
Fonds d'établissement	360 834	30 428	-184		391 078
- Fonds d'établissement initial	2 500				2 500
- Certificats mutualistes	358 334	30 428	-184		388 578
Prime d'émission					
Réserves					
- Réserve légale					
- Réserve indisponible					
- Autres réserves					
Report à nouveau	2 201			889	3 090
Résultat de l'exercice	14 848	15 813		-14 848	15 813
Total	377 883	46 241	-184	-13 959	409 981
Rémunération des certificats mutualistes*				13 959	

(*) par affectation du résultat

Décomposition du poste fonds d'établissement

Le poste fonds d'établissement s'élève à 391 078 k€ au 31 décembre 2024 et se décompose de la façon suivante :

- 2 500 k€ de fonds d'établissement entièrement versé en espèces, à hauteur de 1 250 k€ par SGAPS AG2R LA MONDIALE (en substitution en 2018 d'AG2R Prévoyance qui a été remboursée de sa part initialement versée à la constitution de la Sgam) et de 1 250 k€ par La Mondiale ;
- 388 578 k€ de certificats mutualistes émis et souscrits au 31 décembre 2024.

Provisions pour risques et charges

La Sgam a choisi de comptabiliser une provision pour impôt au titre des plus-values non encore imposées en application de l'article 223 F du CGI, et plus généralement tous les impôts différés qui seraient engendrés par les retraitements dans le résultat fiscal d'ensemble.

La provision pour impôt s'élève à 232 024 k€ au 31 décembre 2024 ; elle porte uniquement sur des impôts différés sur les plus-values non encore imposées en application de l'article 223 F du CGI.

Dettes

	Montant brut Au 31/12/2024	Échéance À 1 an au plus	Échéance Entre 1 et 5 ans	Échéance À plus de 5 ans	Montant brut Au 31/12/2023
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1	1			34
Emprunts d'actions groupe					
Dettes					
- Dettes fournisseurs					
- Dettes fiscales	46 992	46 992			
- Dettes sociales					
Autres dettes					
- Créiteurs divers, ent. liées assurance ou participations	61 974	61 974			52 689
- Actionnaires dividendes à payer					
- Autres charges à payer					145
- Comptes d'attente divers	271	271			
Total	109 238	109 238			52 868

Les autres dettes sont constituées essentiellement des comptes courants créditeurs des sociétés du groupe (intégration fiscale, encaissements en cours de certificats mutualistes souscrits) pour 61 974 k€ ainsi que des charges à payer à hauteur de 271 k€.

En pratique la question du délai de paiement aux fournisseurs ne se pose pas car la plupart des frais généraux sont centralisés sur le GIE La Mondiale Groupe.

Notes sur les postes du compte de résultat

Produits d'exploitation

Les cotisations annuelles des adhérents représentent la totalité du poste de produits d'exploitation. Sur l'exercice 2024, elles s'élèvent à 149 k€ répartis à 50 % pour SGAPS AG2R LA MONDIALE et à 50 % pour La Mondiale.

Honoraires de Commissariat aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes inclus dans la facture du GIE La Mondiale Groupe relatif à l'exercice 2024 et comptabilisés en sous-traitance s'élève à 416 k€. Leur répartition est la suivante :

(en milliers d'euros)	KPMG	Forvis Mazars	Total 2024
Audit légal	51	51	102
Audit rapport CSRD	152	152	304
Autres missions	5	5	10
Total	208	208	416

Autres charges d'exploitation (hors honoraires de Commissariat aux comptes)

(en milliers d'euros)	2024	2023
Autres honoraires et publicité		2
Déplacements et réceptions	8	4
Frais de fonctionnement	461	150
Assurance responsabilité des Dirigeants		
Autres charges, impôts & taxes,...	7	14
Total	476	170

Produits financiers et charges financières

Le résultat financier est composé des produits de la trésorerie gérée par le GIE AG2R LA MONDIALE Cash pour 147 k€, ainsi que de l'acompte de 16 000 k€ versé par La Mondiale au titre de la rémunération des Certificats Mutualistes émis par celle-ci.

Impôt sur les sociétés

SGAM AG2R LA MONDIALE, entité combinante d'AG2R LA MONDIALE, est l'entité tête du groupe d'intégration fiscale constitué à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, d'une part les membres bénéficiaires payent à la mère l'impôt dont ils auraient été redevables s'ils avaient été imposés séparément, et d'autre part les membres déficitaires perçoivent de la mère une réallocation de l'économie d'impôt, qu'ils ont procurée au groupe fiscal.

Afin d'éviter les variations sur le résultat liées à des économies temporaires d'impôt sur les cessions intragroupe d'immobilisations, SGAM AG2R LA MONDIALE a choisi de comptabiliser une provision pour impôts différés au titre de la dette d'impôt sur les plus-values non encore imposées en application de l'article 223 F du CGI, et plus généralement tous les impôts différés qui seraient engendrés par les retraitements dans le résultat fiscal d'ensemble.

À la clôture de l'exercice 2024, les impôts différés sont de 232 024 k€ ; ils portent uniquement sur des plus-values non encore imposées en application de l'article 223 F du CGI.

Contenu de la rubrique « impôts sur les bénéfices », en k€	31/12/2024
Charge d'impôt sur les sociétés 2024 du Groupe	181 587
Crédits d'impôt 2024 du Groupe	-7 337
Produit d'impôt sur les sociétés 2024 des membres bénéficiaires	-211 748
Indemnisations des membres liées à leurs déficits	24 071
Reversement aux membres de leurs crédits d'impôt	7 337
Régularisation d'impôt sur les sociétés années antérieures	
Variation nette de la provision pour impôts différés	6 097
Total	7

Le montant de l'impôt à payer par le groupe fiscal au titre de l'exercice 2024 est de 174 250 k€ après imputation des crédits d'impôt (contre 170 927 k€ en 2023).

Les membres bénéficiaires ont apporté à la Sgam au titre de l'exercice 2024 un produit d'impôt de 211 748 k€, calculé pour chacun aux taux d'imposition qui leur seraient applicables en l'absence d'intégration fiscale.

Les économies d'impôt engendrées par la prise en compte des déficits ont été réallouées aux membres déficitaires pour 24 071 k€.

La variation nette de la provision pour impôts différés constitue une charge de 6 097 k€, se décomposant principalement comme suit :

- une hausse de l'impôt différé de 9 962 k€ suite aux apports d'immeubles par La Mondiale à AGLM Immo, net des cessions hors groupe et des effets de suramortissement,
- une baisse de l'impôt différé de 3 853 k€ suite à la cession hors du groupe de titres précédemment cédés par AG2R Prévoyance à La Mondiale.

La charge nette d'impôt sur les sociétés dans les comptes de la Sgam est de 7 k€ (contre 2 k€ en 2023).

Périmètre du Groupe fiscal SGAM 2024

	Obligatoire par la Combinaison ⁽¹⁾	Par option au Groupe fiscal	Date d'entrée	% de détention ⁽²⁾	Adresse
SGAM AG2R LA MONDIALE : tête du Groupe			01/01/2014		14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
Les SGAPS, SAM, IP et mutuelles ⁽¹⁾					
SGAPS AG2R LA MONDIALE	x		01/01/2018		14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
La Mondiale	x		01/01/2014		32, av Emile Zola, 59370 MONS-EN-BARCEUL
AG2R Prévoyance	x		01/01/2014		14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
Arpege Prévoyance	x		01/01/2015		143, rue Aristide Briand, 68200 MULHOUSE
AG.Mut	x		01/01/2014		35, bd Brune, 75014 PARIS
Mutuelle des professions judiciaires	x		01/01/2014		35, bd Brune, 75014 PARIS
Mutuelle interprofessionnelle Antilles Guyane	x		01/01/2014		Imm. Le Papillon, bd Daniel Marcin, 97 139 Les Abymes
VIASANTÉ Mutuelle	x		01/01/2014		14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
Les sociétés à capital social					
SA Prima		x	01/01/2014	99,99 %	37, bd Brune, 75014 PARIS
SA La Mondiale Partenaire		x	01/01/2016	99,99 %	14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
SA AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs		x	01/01/2014	99,88 %	151-155, rue de Bercy, 75012 PARIS
SAS AG2R LA MONDIALE Gestion Immobilière		x	01/01/2014	100 %	14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
SARL 68 Faubourg		x	01/01/2014	100 %	32, av Emile Zola, 59370 MONS-EN-BAROEUL

	Obligatoire par la Combinaison ⁽¹⁾	Par option au Groupe fiscal	Date d'entrée	% de détention ⁽²⁾	Adresse
SA Bristol		x	01/01/2014	99,99 %	16, la Canebière, 13001 MARSEILLE
SAS 82-92 Réaumur		x	01/01/2016	100 %	32, av Emile Zola, 59370 MONS-EN-BAROEUL
SAS AGLM Immo		x	01/01/2016	100 %	32, av Emile Zola, 59370 MONS-EN-BAROEUL
SAS La Mondiale Grands Crus		x	01/01/2014	100 %	Lieu-dit Soutard, 33330 SAINT-EMILION
SCEA Château Soutard		x	01/01/2014	100 %	Lieu-dit Soutard, 33330 SAINT-EMILION
SAS ALM Innovation		x	01/01/2022	100 %	14-16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
SA La Mondiale Retraite supplémentaire		x	01/01/2022	100 %	32, av Emile Zola, 59370 MONS-EN-BAROEUL
SAS STAM EC		x	01/01/2023	100 %	23, rue de la Haye, 67300 SCHILTIGHEIM
SA PRIMA SET		x	01/01/2023	100 %	35, bd Brune, 75014 PARIS
SAS AG2R LA MONDIALE SOLUTIONS		x	01/01/2024	100 %	14-16 bd Malesherbes, 75008 PARIS
SARL EUROVIE CONSEIL		x	01/01/2024	100 %	25 Place de la Madeleine, 75008 PARIS
SAS ADEP		x	01/01/2024	100 %	Immeuble West Side, ZI de Jarry, Rue Ferdinand Forest, 97122 BAIE MAHAULT
SAS UCR		x	01/01/2024	100 %	1B Boulevard Faidherbe, 59400 CAMBRAI

(1) Selon nature des liens existant entre les organismes figurant dans le périmètre de combinaison

(2) Détention directe ou indirecte

Annexe 2 à la convention de combinaison des comptes, modifiée par avenant n°5 du 13 décembre 2022 (pas de changement en 2024)

Nature des liens existant entre les organismes figurant dans le périmètre de combinaison

Entités	Structure de groupe	Direction commune	Services communs	Liens de réassurance ou de substitution
SGAPS AG2R LA MONDIALE	SGAM AG2R LA MONDIALE	Bruno Angles Directeur général Philippe Dabat Directeur général délégué David Simon Directeur général délégué	GIE moyens AG2R	Néant
AG2R Prévoyance	SGAPS AG2R LA MONDIALE	Bruno Angles Directeur général Jean-Marc Robinet Directeur général délégué Philippe Dabat Directeur général délégué David Simon Directeur général délégué	GIE moyens AG2R	Réassurance avec AG.Mut – Arpege Prévoyance – MMJ – VIASANTÉ Mutuelle
La Mondiale	SGAM AG2R LA MONDIALE	Bruno Angles Directeur général Jean-Marc Robinet Directeur général délégué Philippe Dabat Directeur général délégué David Simon Directeur général délégué	GIE moyens La Mondiale Groupe	Néant
AG.Mut	SGAPS AG2R LA MONDIALE	Bruno Angles Directeur général et Directeur opérationnel Philippe Dabat Dirigeant effectif	GIE moyens AG2R	Réassurance avec AG2R Prévoyance – MIAG – MMJ – VIASANTÉ Mutuelle
Arpege Prévoyance		Philippe Dabat Directeur général Jean-Marc Robinet Directeur général délégué	GIE moyens AG2R	Réassurance avec AG2R Prévoyance

Annexe aux comptes sociaux

Entités	Structure de groupe	Direction commune	Services communs	Liens de réassurance ou de substitution
Mutuelle Interprofes-sionnelle Antilles Guyane	SGAPS AG2R LA MONDIALE		GIE moyens AG2R	Réassurance avec AG.Mut
Mutuelle des professions judiciaires		Philippe Dabat Directeur général	GIE moyens AG2R	Substituée
VIASANTÉ Mutuelle	SGAPS AG2R LA MONDIALE	Bruno Angles Directeur opérationnel Philippe Dabat Directeur opérationnel		Réassurance avec AG2R Prévoyance – AG.Mut

Autres informations

Consolidation

L'entité SGAM AG2R LA MONDIALE, dont le siège social est situé au 14-16 boulevard Malesherbes, 75 008 PARIS (n° identification 502 858 418 RCS Paris) est incluse dans la combinaison des comptes AG2R LA MONDIALE. Elle est la société combinante.

Informations sur les effectifs

Depuis le 1^{er} janvier 2004, l'ensemble des moyens humains du Groupe est regroupé dans les GIE La Mondiale Groupe, La Mondiale Exécutive et AG2R.

SGAM AG2R LA MONDIALE fait appel au GIE La Mondiale Groupe pour des travaux sur des fonctions supports administratives.

L'effectif moyen du personnel en activité dans le GIE La Mondiale Groupe au cours de l'exercice 2024 est de 2 940 personnes.

Au titre de l'exercice 2024 le montant des frais réaffectés par le GIE La Mondiale Groupe à SGAM AG2R LA MONDIALE a été de 461 k€ (provision).

Au titre des engagements de retraite liés au personnel engagé par le GIE La Mondiale Groupe, une provision a été constituée directement dans les comptes du GIE et fait l'objet d'une réaffectation à ses membres.

Informations sur les entreprises liées

Postes	Entreprises liées	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Titres de participations		6
Autres titres	388 432	
Autres créances		
- Fournisseurs		
- Comptes courants		302
- Comptes courants d'intégration fiscale	340 667	
- Produits à recevoir		
Disponibilités		21 437
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Autres dettes		
- Clients		
- Comptes courants	316	
- Comptes courants d'intégration fiscale	61 659	
- Charges à payer		
Produits d'exploitation	149	
Charges d'exploitation	461	
Produits financiers	16 000	150
Charges financières		3

Événements post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2024 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration.

Tableau des filiales et participations

	Adresse	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres détenus	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
GIE AG2R LA MONDIALE Cash	32, avenue Emile Zola 59370 MONS-EN-BARCEUL	76		1 %			135 022		
SAS Le Cercle de l'Épargne	14-16, boulevard Malesherbes 75008 PARIS	10	NC	51 %			NC	NC	

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la SGAM AG2R La Mondiale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SGAM AG2R La Mondiale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SGAM AG2R La Mondiale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes, à l'exception du point ci-dessous relatif aux délais de paiement.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives aux délais de paiement tel que prévu par cet article.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la SGAM AG2R La Mondiale par l'Assemblée générale du 28 mai 2014 pour le cabinet Mazars et lors de la création de la SGAM au 1^{er} janvier 2008 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la 17^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SGAM AG2R La Mondiale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SGAM AG2R La Mondiale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SGAM AG2R La Mondiale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SGAM AG2R La Mondiale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 29 avril 2025
KPMG SA

Signé par :
 **Marianne PAULIAN**
C17756F4F8DD49D...
Marianne Paulian
Directeur Associée

Courbevoie, le 29 avril 2025
Forvis MAZARS

Signé par :
 **Olivier LECLERC**
0EFE0AD3A49D4FF...
Olivier LECLERC
Associé

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société SGAM AG2R La Mondiale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Reconnaissance de dettes par AG2R Prévoyance à la SGAM AG2R La Mondiale en date du 8 février 2021 suite à la cession en 2020 d'un portefeuille de titres, au titre du traité de réassurance PS20005F, effet 01/01/2021

Date d'autorisation par le Conseil d'administration : 17 décembre 2020

Personnes concernées lors de la conclusion : André Renaudin, Jean-Marc Robinet, David Simon, Gilles Debonte, Pierre Martin, Jean-Louis Peyrude, Daniel Thébault, Philippe Thouron, Rose Boutaric, Michel Canovas, Jean-Claude Fluhr, Jean-Arnaud Guyard, Alain Thomas.

Nature et Objet : Report du règlement du montant de l'impôt dû par AG2R Prévoyance relatif à la plus-value fiscale nette générée par la cession au profit de La Mondiale, membre du même groupe d'intégration fiscale, d'un portefeuille de titre à revenus fixes au titre du Traité de réassurance PS20005F et constatation d'une reconnaissance de dettes entre AG2R Prévoyance et la SGAM.

Modalités :

- AG2R Prévoyance a généré une plus-value fiscale nette soumise à l'impôt sur les sociétés au taux global de 32,02% pour l'exercice 2021.

Le montant de la dette s'élève au 31 décembre 2024 à 17,292,008.96 €.

2. Reconnaissance de dettes par LA MONDIALE à la SGAM AG2R La Mondiale en date du 8 mars 2018

Date d'autorisation par le Conseil d'administration : 19 décembre 2018

Personnes concernées lors de la conclusion de la convention : André Renaudin, Philippe Dabat, Jean-Marc Robinet, David Simon et Jean-François Dutilleul

Nature et Objet : Report du règlement du montant de l'impôt de LA MONDIALE à LA SGAM relatif aux plus-values d'apport entre les membres d'un groupe d'intégration fiscale et constatation d'une reconnaissance de dettes entre LA MONDIALE et LA SGAM.

Modalités :

- Montant initial de la dette : 146 566 264 €

- Le montant de la dette évoluera chaque année en fonction notamment du montant de l'impôt que La Mondiale règlera à la SGAM.

- Le montant de la dette s'élève au 31 décembre 2024 à 215,075,139.36 €.

3. Avenant n°1 à la reconnaissance de dettes par LA MONDIALE à la SGAM AG2R La Mondiale en date du 8 mars 2018, signé le 7 mai 2019

Date d'autorisation par le Conseil d'administration : 20 décembre 2018

Personnes concernées lors de la conclusion : André Renaudin, Philippe Dabat, Jean-Marc Robinet, David Simon et Jean-François Dutilleul.

Nature et Objet : Ajustement du montant de la dette prévue par la convention initiale

Modalités :

- Montant initial de la dette : 146 566 264 €
- Le montant de la dette s'élève, au 31 décembre 2024, à 215,075,139.36 €.

4. Avenant n°2 à la reconnaissance de dettes par LA MONDIALE à la SGAM AG2R La Mondiale en date du 8 mars 2018, signé le 1er décembre 2020

Date d'autorisation par le Conseil d'administration : 17 mars 2020

Personnes concernées lors de la conclusion : André-Paul Bahuon, Gautier Bataille de Longprey, Michel Chassang, Delphine Gallin, Pierre Geirnaert, Gilles Guitton, Manou Heitzmann-Massenez, Odette Jariel, Thierry Jeantet, Philippe Lamblin, Franck Mougin, Joëlle Prévot-Madère, Sylvie Reulet, Nicolas, Schimel, Isabelle Simelière, Bernard Stalter, André Renaudin, Philippe Dabat, Jean-Marc Robinet, David Simon et Jean-François Dutilleul

Nature et Objet : Ajustement du montant de la dette prévue par la convention initiale à la suite de l'apport par La Mondiale, en date du 1er janvier 2019 (date de jouissance), d'immeubles qu'elle détenait à AGLM IMMO

Modalités :

- Montant initial de la dette : 146 566 264 €
- Le montant de la dette s'élève, au 31 décembre 2024, à 215,075,139.36 €.

5. Avenant n°3 à la reconnaissance de dettes par LA MONDIALE à la SGAM AG2R La Mondiale en date du 8 mars 2018, signé le 8 février 2021

Date d'autorisation par le Conseil d'administration : 17 décembre 2020

Personnes concernées lors de la conclusion : André-Paul Bahuon, Gautier Bataille de Longprey, Michel Chassang, Delphine Gallin, Pierre Geirnaert, Gilles Guitton, Manou Heitzmann-Massenez, Odette Jariel, Thierry Jeantet, Philippe Lamblin, Franck Mougin, Joëlle Prévot-Madère, Sylvie Reulet, Nicolas, Schimel, Isabelle Simelière, Bernard Stalter, André Renaudin, Philippe Dabat, Jean-Marc Robinet, David Simon et Jean-François Dutilleul

Nature et Objet : Ajustement du montant de la dette prévue par la convention initiale à la suite de l'apport par La Mondiale, en date du 1er janvier 2020 (date de jouissance), d'immeubles qu'elle détenait à AGLM IMMO

Modalités :

- La Mondiale a généré une plus-value fiscale nette soumise à l'impôt sur les sociétés au taux global de 32,02% pour l'exercice 2020.
- Le montant de la dette s'élève, au 31 décembre 2024, à 215,075,139.36 €.

6. Emission par La Mondiale de certificats mutualistes en date du 1^{er} décembre 2016 souscrits par la SGAM AG2R La Mondiale

Personnes concernées lors de la conclusion : André Renaudin, Sylvain de Forges, Jean Marc Robinet, Jean François Dutilleul, André Paul Bahuon, Serge Fautré, Pierre Geirnaert, Gilles Guitton, Odette Jariel, Thierry Jeantet, Philippe Lamblin, Sylvie Reulet et Guy Roulet

Nature et Objet : Souscription par SGAM AG2R La Mondiale de certificats mutualistes émis par La Mondiale pour un montant total minimum de 500 € et maximum de 100.000.000 €

Modalités :

- Nominal : 10 €
- Période de souscription : 01/12/2016 au 06/09/2018
- Rémunération : fixée chaque année par l'AGO de La Mondiale dans la limite du plafond fixé par l'article R.322-80-2 du Code des assurances,
- Programme de rachat au titre des années 2016 et 2017. Pour les années suivantes : possible si l'AG de La Mondiale l'autorise après accord de l'ACPR.

Le montant des certificats mutualistes souscrits par la SGAM AG2R La Mondiale et émis par La Mondiale s'élève à 388 577 480 € au titre de l'exercice 2024.

Paris La Défense, le 29 avril 2025
KPMG SA

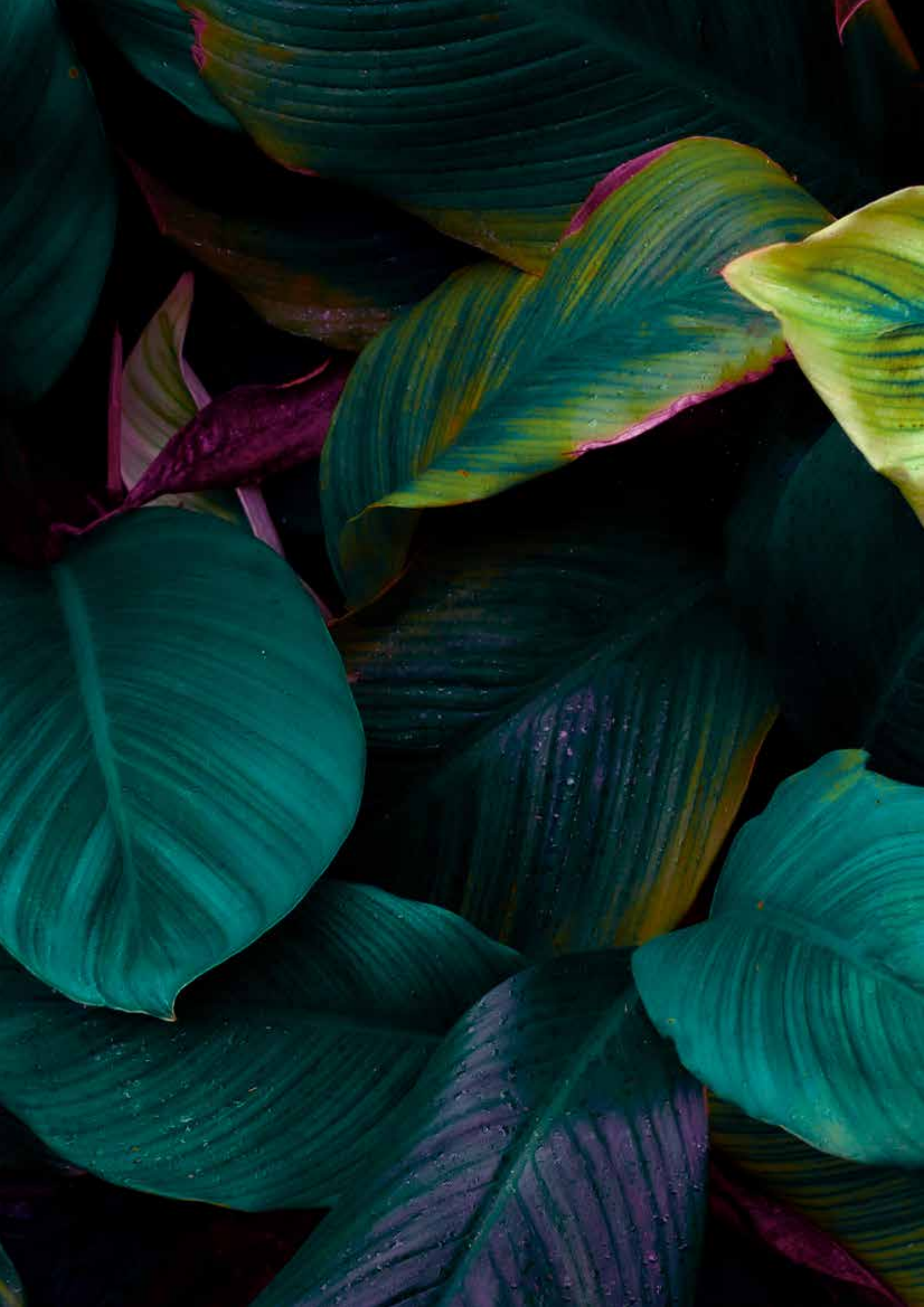
Courbevoie, le 29 avril 2025
FORVIS MAZARS

Signé par :

C17756F4F8DD49D...
Marianne Paulian
Directeur Associée

Signé par :

0EFE0AD3A49D4FF...
Olivier LECLERC
Associé



État de durabilité 2024

98	1 . Informations générales (ESRS2)
129	2 . Informations environnementales
159	3 . Informations sociales
189	4 . Informations en matière de gouvernance
197	5 . Annexes
236	Rapport des commissaires aux comptes

Les informations incluses dans cet état de durabilité découlent des exigences du règlement délégué (UE 2023/2772) du 31 juillet 2023 complétant la directive 2022/2464 du 16 décembre 2022 portant sur la publication de normes d'information en matière de durabilité, laquelle a été transposée en droit français par l'ordonnance n° 2023/1142 du 6 décembre 2023, et son décret d'application n°2023-1394 du 30 décembre 2023.

1. Informations générales (ESRS2)

1.1	Stratégie en matière de durabilité (SBM)	100
1.1.1	Contribuer à renforcer le vivre ensemble, l'ambition de la raison d'être d'AG2R LA MONDIALE	100
1.1.2	Assureur de personnes et acteur du bien-être, du bien travailler et du bien vieillir	100
1.1.3	Investisseur dans un développement économique plus responsable	100
1.1.4	Acteur des solidarités, des territoires et du lien social	100
1.1.5	Tiers de confiance, l'intégrité et la satisfaction des clients au cœur de la stratégie	101
1.1.6	Coopérateur, une culture du dialogue de proximité avec ses parties prenantes	101
1.2	Modèle économique et chaîne de valeur	102
1.2.1	Produits et services, géographie, principaux marchés et clients	102
1.2.2	Chiffres clés liés à la stratégie, au modèle d'affaires et la chaîne de valeur	105
1.2.3	Chaîne de valeur : assurances de personnes et habitat senior	105
1.3	Gouvernance (GOV)	107
1.3.1	Composition et rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	107
1.3.2	Compétences et formation du conseil d'administration en matière de durabilité	108
1.3.3	Questions de durabilité traitées par les organes de gouvernance	108

1.3.4	Intégration des résultats en matière de durabilité et de climat dans les systèmes d'incitation	109
1.3.5	Déclaration sur la vigilance raisonnable	110
1.3.6	Gestion des risques et contrôles internes des informations en matière de durabilité	110
1.4	Intérêts et points de vue des parties prenantes	110
1.5	Impacts, risques et opportunités matériels, lien avec la stratégie et le modèle économique	112
1.5.1	Vue d'ensemble des impacts, risques et opportunités	112
1.5.2	Effets financiers actuels des impacts, risques et opportunités matériels	117
1.6	Cadre méthodologique de l'analyse de double matérialité (IRO)	117
1.6.1	Vue d'ensemble des méthodes et des hypothèses retenues	118
1.6.2	Cadre d'analyse de la matérialité d'impact	120
1.6.3	Cadre d'analyse de la matérialité financière	122
1.6.4	Risques et opportunités liés au changement climatique	124
1.6.5	Publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise	125
1.7	Base générale pour la préparation de la déclaration de durabilité (BP)	126
1.7.1	Horizons temporels	126
1.7.2	Estimations concernant la chaîne de valeur	126
1.7.3	Sources d'incertitude associées aux estimations et aux résultats	126
1.7.4	Changement dans la préparation ou la présentation des informations en matière de durabilité	126
1.7.5	Informations issues d'autres actes ou d'autres déclarations en matière d'information sur la durabilité	126
1.7.6	Incorporation d'informations par référence	127
1.7.7	Consultation des CSE	127

1. Informations générales (ESRS2)

1.1 Stratégie en matière de durabilité (SBM)

1.1.1 Contribuer à renforcer le vivre ensemble, l'ambition de la raison d'être d'AG2R LA MONDIALE

Acteur de référence de la protection sociale et patrimoniale avec 15 millions de clients sur tout le territoire français, en ce inclus les activités de retraite complémentaire, AG2R LA MONDIALE s'est donné la mission d'assurer la personne pour l'accompagner dans ses projets de vie en fonction de ses besoins et ses capacités, comme l'illustre la promesse de marque AG2R LA MONDIALE à l'égard de chacun de ses clients « Prendre la main sur demain », tout comme la place qui leur est ménagée dans sa raison d'être inscrite dans les statuts de son Association sommitale depuis mai 2020 :

« Par nos expertises et nos conseils, nous sommes là pour permettre à chacun de mieux protéger sa vie et ses proches. Nous conjugons responsabilités individuelles avec solidarités professionnelles et intergénérationnelles. Ainsi nous contribuons à renforcer le vivre ensemble ».

1.1.2 Assureur de personnes et acteur du bien-être, du bien travailler et du bien vieillir

En participant au bien-être de ses assurés, aux conditions d'un cadre propice au bien travailler, et l'accompagnement des personnes dans leur projet de vie, SGAM AG2R LA MONDIALE, assureur de personnes, contribue à renforcer le vivre-ensemble.

AG2R LA MONDIALE est régie par un modèle non-lucratif, dont la gouvernance est unique, à la fois paritaire et mutualiste. Fort de cette culture, AG2R LA MONDIALE se singularise par sa manière d'entreprendre et son modèle de développement, qui conjugue performance et solidarité, inclusivité et responsabilité.

Spécialistes de l'épargne, la retraite, la santé et la prévoyance, collectivement, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE répondent à des besoins essentiels de protection des personnes. En permettant à chacun de mieux protéger sa vie et ses proches, tout en conjuguant mutualisation et solidarités, ils participent à renforcer le vivre ensemble dans trois domaines : le bien-être, le bien travailler, le bien vieillir.

En prenant en charge les dépenses de santé et en développant des programmes associés, ils participent au bien-être. Les couvertures de prévoyance, les dispositifs de prévention associés comme « Branchez-vous santé », et l'offre servicielle dans le domaine de la qualité de vie et des conditions de travail, sont des vecteurs de performances économique et sociale des entreprises clientes et contribuent à créer les conditions d'un bien travailler. En apportant des solutions de prise en charge de la dépendance, et en concevant des offres de retraite adaptées à la situation professionnelle de chacun, de même qu'en investissant dans une activité liée à l'habitat senior, SGAM AG2R LA MONDIALE s'impose comme un acteur incontournable du bien vieillir. L'épargne, selon le projet qui y est associé, contribue à l'une ou l'autre de ces dimensions.

1.1.3 Investisseur dans un développement économique plus responsable

Investisseur responsable, SGAM AG2R LA MONDIALE finance la société, son développement, en intégrant à sa stratégie d'investissement la question climatique,

conscient des liens qui unissent cette dernière au bien-être, au bien travailler et au bien vieillir.

Tiers de confiance, SGAM AG2R LA MONDIALE est un investisseur institutionnel responsable. Les cotisations collectées, en épargne et en retraite, de même qu'en santé et prévoyance, sont investies dans la société au sens large et son économie en suivant des principes d'investissement responsable. Les portefeuilles d'investissement des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE financent la dette des états, et les entreprises. Ils participent ainsi aux projets d'infrastructures, au financement des services publics, de l'innovation, et à la création de richesses. SGAM AG2R LA MONDIALE participe également à la mise à disposition d'un parc tertiaire de qualité aux entreprises via ses investissements dans l'immobilier de placement.

La politique d'investissement de SGAM AG2R LA MONDIALE est régie par les principes fixés par la charte d'investissement responsable adoptée par l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE dès 2016. Cette charte a depuis été complétée par une politique climat ainsi que des exclusions ciblées dans des domaines tels que le tabac, ou encore, des armes interdites par des conventions ratifiées par la France.

L'enjeu climatique est au cœur de la politique d'investissement responsable de SGAM AG2R LA MONDIALE, laquelle, en faisant sienne celui-ci, s'inscrit dans l'ambition ultime de la raison d'être d'AG2R LA MONDIALE : « contribuer à renforcer le vivre ensemble ». La capacité à limiter le réchauffement climatique est en effet une condition nécessaire au bien-être, au bien travailler et au bien vieillir à long terme.

Ces stratégies d'investissement permettent aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales de proposer des solutions d'épargne et de retraite responsables, qui font la promotion d'une combinaison de caractéristiques sociales et environnementales.

1.1.4 Acteur des solidarités, des territoires et du lien social

Activateur des solidarités, SGAM AG2R LA MONDIALE contribue, à sa mesure, au dynamisme des territoires en apportant son soutien au secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), et en participant à leur animation, nourrissant ainsi les liens du vivre ensemble.

Les solidarités et les territoires participent également à l'ambition de la raison d'être, celle de renforcer le vivre ensemble. Paritaires et mutualistes, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, au travers des mécanismes de mutualisation, des liens de solidarité qui les unissent, de son implantation géographique, mais également de l'action sociale de la prévoyance, des œuvres sociales soutenues, ainsi que des deux fondations d'entreprise financées, contribuent à leur mesure à soutenir la cohésion sociale.

Relevant de l'ESS, AG2R LA MONDIALE apporte également un soutien financier important aux structures relevant de ce champ via les fonds sociaux de la retraite complémentaire, de la santé et prévoyance, ainsi que par les fondations d'entreprise que les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE ont constituées, l'une dédiée à l'autonomie et la solidarité, l'autre à la vitalité artistique.

1.1.5 Tiers de confiance, l'intégrité et la satisfaction des clients au cœur de la stratégie

En mettant la satisfaction des clients au cœur du plan d'entreprise 23-25, SGAM AG2R LA MONDIALE entend renforcer sa contribution au vivre ensemble, en répondant toujours mieux aux attentes de ses clients, en renforçant l'engagement de ses salariés, et l'accessibilité de ses produits.

La poursuite de ces aspirations en matière de durabilité s'appuie sur une exigence forte en ce qui concerne l'éthique des affaires et de la conformité avec les lois et réglementations.

En mettant la satisfaction des clients au cœur de son plan d'entreprise 23-25, AG2R LA MONDIALE couvre plusieurs des aspirations précitées et directement liées aux produits et services proposés par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et ses clients. Parmi les huit axes dudit plan, pas moins de quatre d'entre eux ont un lien indirect avec les cinq thèmes précités et certains des impacts, risques et opportunités identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité :

- La satisfaction client, pour laquelle des risques pluriels ont été identifiés ;
- La refonte des systèmes d'information (SI) et le digital qui concourent à réduire les risques d'insatisfaction des clients d'une part, mais également ceux qui pourraient résulter d'une attaque cyber (ex. divulgation de données privées, ou discontinuité d'activité concernant des services essentiels) ;
- L'engagement des salariés, qui peut être mis en regard des questions d'attractivité et de rétention des salariés, en lien avec les impacts négatifs en résultant ainsi que les risques associés à des difficultés de recrutement consécutives à une offre employeur qui serait estimée comme non compétitive,
- L'accessibilité des produits, qui est l'un des impacts positifs identifiés, via une distribution omnicanale renforcée.

Outre ces axes, d'autres orientations, non inscrites au plan d'entreprise 23-25 mais dont les objectifs ont été alignés sur son horizon temporel, concernent l'environnement avec l'annonce d'un plan de sobriété énergétique postérieur au plan d'entreprise, et l'actualisation de la politique climat appliquée à la stratégie d'investissement (cf. section 2.2.3 sur les politiques liées aux questions climatiques) qui visent à atténuer les impacts négatifs de SGAM AG2R LA MONDIALE sur l'environnement.

1.1.6 Coopérateur, une culture du dialogue de proximité avec ses parties prenantes

Au-delà d'une aspiration, le vivre ensemble s'incarne tant dans le mode de gouvernance unique, à la fois paritaire et mutualiste, de SGAM AG2R LA MONDIALE, que dans ses différents métiers et les conseils personnalisés qu'apportent ses réseaux à une clientèle diverse, tout comme dans les liens qu'elle noue avec les réseaux prescripteurs, ou encore dans ceux qu'elle entretient avec les territoires, ainsi que le milieu de l'ESS.

SGAM AG2R LA MONDIALE coopère ou entretient des relations multiples avec une myriade d'acteurs comme l'illustre la section 1.4 de cet état de durabilité. La coopération est au cœur du modèle d'affaires de SGAM AG2R LA MONDIALE, entre ses affiliés au travers des liens de solidarité qui les unissent. Par ses membres,

elle adhère aux principes du Pacte mondial, et a fait sien l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable pour la vision commune qu'il partage avec l'aspiration ultime de sa raison d'être, contribuer à renforcer le vivre ensemble.

Pour faire vivre cette coopération, SGAM AG2R LA MONDIALE, est active sur plusieurs plans au sein d'un écosystème diversifié. Elle anime, participe ou est à l'origine de plusieurs initiatives en lien avec les thèmes de durabilité de différents ESRS, parmi celles-ci :

- La tenue de Territoriales, un moment privilégié pour échanger avec les administrateurs et les délégués des sociétaires sur l'actualité d'AG2R LA MONDIALE, en ce compris les actions menées dans le domaine de la RSE, ainsi que sur les attentes des territoires ;
- La constitution de pôles professionnels, au nombre de trois, qui fédèrent les branches de l'alimentaire, de la coiffure et de l'ESS, qui permettent de travailler sur des sujets variés en lien avec différents thèmes et développer des programmes communs à l'ensemble des branches fédérées dans l'un ou l'autre de ces pôles. À titre d'illustration, ces programmes couvrent des actions de prévention santé (ex. hygiène bucco-dentaire), ou encore des initiatives visant à lutter contre l'illettrisme ;
- L'organisation de Cultures branches, une série d'événements dédiés à l'actualité de la protection sociale et aux enjeux sociétaux, lors desquels les représentants des branches professionnelles ont l'opportunité de parfaire leur connaissance de la protection sociale et d'échanger avec des experts invités sur des sujets de société, les dernières éditions ayant concerné la santé mentale, le dérèglement climatique et les conditions de travail, et le handicap ;
- Un soutien financier et intellectuel à la production de travaux dans le domaine de l'ESS (ex. Labo de l'ESS) via des manifestations comme les Journées de l'Économie Autrement, ou encore des études menées par d'autres acteurs tels que des Think-Tanks spécialisés dans les questions prospectives sociétales ;
- L'origination du Club Transition Juste dans le cadre de l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (Orse). Outre l'organisation de sessions d'échanges sur cette question centrale de la lutte contre le changement climatique, et de la contribution que peut y apporter la finance, ce club a publié une note intitulée : « Comment forger les compétences de la transition juste » ;
- Une implication dans différents organismes de place, des fédérations professionnelles et leurs instances dédiées aux questions de durabilité, ainsi que dans des organismes de place dédiés à la finance durable (Bureau et commission développement durable, divers groupes de travail en lien avec la normalisation extra-financière, le climat et l'ESG, la prise en compte de la durabilité dans la gestion des risques, etc.) ;
- La participation en tant que partie prenante externe à des analyses de double matérialité conduites par des fédérations professionnelles pour le compte de leurs membres qui permet de mieux appréhender la manière dont les questions de protection sociale sont perçues par rapport aux autres thèmes sociaux.

1. Informations générales (ESRS2)

1.2 Modèle économique et chaîne de valeur

1.2.1 Produits et services, géographie, principaux marchés et clients

Groupe de protection sociale et patrimoniale, paritaire et mutualiste, AG2R LA MONDIALE accompagne ses clients – particuliers, professionnels et entreprises – à toutes les étapes de la vie, en leur proposant une offre complète en assurance de la personne via les activités exercées par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales : épargne, retraite, prévoyance et santé. Depuis 2021, dans le cadre d'un investissement dans des activités liées au bien vieillir, le périmètre de combinaison de SGAM AG2R LA MONDIALE inclut celles relevant des résidences services seniors (RSS).

Un métier principal : les assurances de personnes

Le métier principal de SGAM AG2R LA MONDIALE est celui d'assureur de personnes. Ses affiliés et leurs filiales proposent à leurs clients des solutions adaptées pour répondre à leurs besoins de protection et les accompagner dans leurs projets d'épargne, retraite, de santé et de prévoyance. En raison de leur nature juridique différente, les entités combinées de SGAM AG2R LA MONDIALE sont assujetties à des codes différents : le code des assurances, le code de la Sécurité sociale et le code de la mutualité.

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales figurent parmi les principaux intervenants des segments de marché sur lesquels ils opèrent en France hexagonale et dans les territoires ultramarins pour l'essentiel, ainsi que dans quelques autres pays européens (Italie, Luxembourg). Les produits et services d'assurances sont proposés dans le cadre de contrats collectifs ou individuels, à une diversité de clients : des entreprises de toutes tailles (Grands comptes, ETI, PME, TPE, artisans, commerçants), pour le compte de leurs dirigeants et salariés, des travailleurs non-salariés, et des particuliers.

Sur ces différents marchés, SGAM AG2R LA MONDIALE est en concurrence avec une diversité d'acteurs : des institutions de prévoyance, des mutuelles, des réseaux bancaires, des assureurs généralistes de taille mondiale ou internationale, ainsi que des acteurs émergents dans le domaine de l'assurtech.

Pour distribuer ses produits d'assurances et les services qui y sont associées, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE ont recours à un réseau commercial en propre, au courtage, à la vente directe, à des développeurs d'affaires, ainsi qu'à plusieurs partenaires distributeurs tels que les banques privées, les family offices et les conseillers de gestion en investissements. L'expertise historique des membres de SGAM AG2R LA MONDIALE leur permet de pouvoir s'appuyer sur des réseaux prescripteurs importants comme les experts-comptables, les notaires, ou des conseillers en transmission de patrimoine.

Avec des positions de premier plan dans les domaines de l'épargne et de la retraite supplémentaire

L'épargne est historiquement le métier le plus ancien exercé par SGAM AG2R LA MONDIALE plus particulièrement via La Mondiale et deux de ses filiales, La Mondiale Partenaire en France, et La Mondiale Europartner au Luxembourg. Ces trois structures gèrent une grande partie de l'épargne collectée via le réseau commercial et des partenaires en grande majorité bancaires.

Les produits conçus répondent à des besoins différents selon que l'objectif sous-jacent de l'épargnant est de se constituer un capital à des fins de précaution, pour financer un projet à terme, ou pour obtenir un revenu supplémentaire. L'activité nécessite donc de bien identifier les besoins de l'épargnant à partir d'un diagnostic patrimonial qui prend en compte l'ensemble des informations familiales, professionnelles, et financières, ainsi que ses préférences en matière de durabilité, afin d'accompagner l'épargnant dans ses choix d'investissement dans des produits d'épargne tels que :

- Les contrats d'assurance-vie, avec les versements investis en fonds en euros (le capital est garanti, ainsi qu'un taux de rendement minimum), ou en unités de compte (UC) (le capital n'est pas garanti mais les performances peuvent être supérieures à celles des fonds en euros) ;
- Les contrats de capitalisation s'apparentent aux contrats précédents sauf en ce qui concerne le régime successoral ;
- Les certificats mutualistes qui sont émis tous les ans depuis 2017.

D'une manière générale, l'épargne est une activité très encadrée sur le plan réglementaire, en matière fiscale et en matière de protection de la clientèle avec le devoir de conseil notamment, au niveau national, européen et hors Europe (loi FATCA par exemple). L'évolution constante du cadre réglementaire nécessite d'adapter régulièrement l'offre et les processus de gestion interne ainsi que la communication aux clients.

Outre l'épargne et la gestion de patrimoine, SGAM AG2R LA MONDIALE est un acteur majeur de la retraite supplémentaire sur le marché français, notamment dans le domaine de la retraite collective via sa filiale ARIAL CNP ASSURANCES, et de la retraite individuelle et collective via le réseau commercial de La Mondiale.

La retraite supplémentaire constitue le troisième étage du régime des retraites en France, lequel est également constitué d'un socle de base et d'un socle complémentaire. La retraite supplémentaire diffère en plusieurs points de ces deux premiers étages, notamment par son caractère facultatif, ses gestionnaires et sa nature. Alors que le régime général est géré par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), le régime complémentaire par des Institutions de Retraite Complémentaire (IRC), tous deux selon un mode paritaire et en répartition, la retraite supplémentaire est facultative, gérée par des organismes privés (assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et banques) et par capitalisation (la personne cotise pour sa propre retraite).

Via ses différentes filiales, SGAM AG2R LA MONDIALE propose une gamme étendue de produits d'épargne retraite à destination des entreprises, de leurs salariés, et des particuliers. Selon les segments de marché elles peuvent proposer des Péru (plan d'épargne retraite universel), des Péro (plan d'épargne retraite obligatoire), des PERCOL (plan d'épargne retraite collectif) et des Péri (plan d'épargne retraite individuel). D'autres dispositifs sont également couverts par l'offre comme celui des indemnités de fin de carrière.

Ces marchés se caractérisent également par une concurrence aiguë, avec à titre d'illustration, pas moins d'une quarantaine d'organismes d'assurance présents sur le segment de la retraite individuelle, mais les perspectives y demeurent favorables, tant en collectif qu'en individuel,

avec les besoins en épargne retraite liés au vieillissement de la population et aux déséquilibres persistants du socle de base.

La création de fonds de retraite professionnelle supplémentaire (FRPS) parmi les plus importants du marché français, peut être considéré comme un atout pour SGAM AG2R LA MONDIALE dans des marchés qui se consolideront dans les années à venir.

Que cela soit en épargne ou en retraite supplémentaire, les produits distribués par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, promeuvent des caractéristiques sociales, environnementales, ou une combinaison de celles-ci, en raison des stratégies d'investissement qui guident la gestion des actifs en euros, et des fonds en UC, en ce inclus les fonds de fonds développés par sa société de gestion d'actifs AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs. Cette dernière gère notamment 9 fonds disposant du label d'État ISR (Investissement Socialement Responsable).

Et un ancrage solide dans la santé et la prévoyance

SGAM AG2R LA MONDIALE est un acteur majeur de la santé et de la prévoyance. Avec près de 110 branches professionnelles, elle couvre via ses institutions de prévoyance, les salariés de plus de 350 000 entreprises en France. Elle dispose également de la 6^e mutuelle santé du marché français.

Les garanties santé et prévoyance interviennent en grande partie en complément des socles de base des régimes de protection sociale. Elles consistent en la prise en charge des conséquences financières de maladies, de dépenses de soins, ou d'autres aléas de la vie, ainsi que des pertes de revenus consécutives à la survenue d'une incapacité, d'une invalidité ou d'un décès via, selon les cas de figure, le versement d'indemnités journalières, d'une rente ou d'un capital. Ces contrats sont collectifs –au niveau de l'entreprise, ou de la branche professionnelle– ou individuels, et peuvent comprendre un troisième étage, comme par exemple, la surcomplémentaire santé, laquelle permet la prise en charge de frais traditionnellement peu couverts ou qui tendent à l'être moins par les régimes de base.

Le marché français de l'assurance santé et de la prévoyance se caractérise à la fois par son intensité concurrentielle, son degré de réglementation, et des marges modestes. Outre la présence d'acteurs historiques comme les mutuelles, les sociétés d'assurances traditionnelles, et les institutions de prévoyance, le marché assiste à la montée en puissance de nouveaux acteurs sur certains segments de clientèle, comme c'est le cas des Assurtechs en général ou de la bancassurance sur le segment des très petites entreprises. Les acteurs du marché doivent également composer avec des transferts de charge réguliers des régimes de base vers celui des complémentaires, ainsi que la dérive tendancielle des dépenses de santé aggravée par la revalorisation de certains actes.

Dans un marché où il est difficile de se différencier en raison de l'encadrement réglementaire croissant des garanties, la satisfaction client est centrale. À ce titre les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ont engagé une démarche transversale « satisfaction client santé/prévoyance ». Ils développent également un ensemble de services contribuant au bien-être et à créer certaines conditions propices au bien travailler comme cela est inscrit dans la démarche RSE. C'est notamment le cas

du programme de prévention « Branchez-vous santé », de la démarche « Présence » qui permet d'analyser les causes de l'absentéisme, ou encore du programme « Culture Branches » à destination des branches professionnelles.

Un métier connexe, l'habitat senior au service du bien vieillir

Concernant l'habitat senior, AEGIDE-DOMITYS, spécialiste des RSS, gère près de deux cents résidences où vivent plus de 18 000 seniors sur tout le territoire français et, à la marge, à l'international avec des résidences en Belgique, en Italie et l'île Maurice. Ces dernières, en nombre limité, n'ont pas été intégrées dans le périmètre de la collecte des informations.

1. Informations générales (ESRS2)

Tableau synthétique des activités développées par SGAM AG2R LA MONDIALE

La synthèse ci-dessous reprend les expertises par grand métier des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, tout en fournissant une illustration des services à valeur ajoutée fournis en complément des garanties apportées.

Expertises

Actions Spécifiques

Santé

Souscriptions Individuelles

- Mutuelle / complémentaire santé – Mutuelle surcomplémentaire
- Garantie spécifique Santé des animaux

Souscriptions par l'Employeur

- Mutuelle / complémentaire santé
- Mutuelle surcomplémentaire
- Contrat de santé pour les salariés des branches professionnelles

- Coaching santé pour les TNS et les dirigeants d'entreprise
- Actions de prévention santé et d'accompagnement (VIASANTÉ Mutuelle)
- Programmes de prévention des risques santé avec les branches professionnelles : Branchez-vous santé (dont « Branche-toi à ta santé » pour les apprentis), actions spécifiques avec les Pôles et les branches
- Programme Vivons Vélo pour encourager la pratique du vélo et prévenir les risques santé

Prévoyance

Souscriptions Individuelles

- Assurance obsèques
- Assurance autonomie
- Protection de la personne
- Protection de la famille
- Protection contre les accidents
- Protection des revenus

Souscriptions par l'Employeur

- Contrat de prévoyance tous salariés
- Contrat de prévoyance salariés des branches professionnelles
- Contrat de prévoyance créateurs d'entreprise
- Prise en charge des frais généraux

- Action sociale AG2R Prévoyance : dispositifs de soutien psychologique face au deuil, à la maladie et au handicap ; retour à l'emploi ; accompagnement lors d'événements traumatiques en entreprise
- Site communautaire dédié aux aidants, Aidons les nôtres

Épargne

Souscriptions Individuelles

- Conseil patrimonial – Assurance vie française et luxembourgeoise
- Contrat de capitalisation
- Rente universelle
- Certificats mutualistes

Souscriptions par l'Employeur

- Plan d'épargne entreprise (PEE)
- Plan d'épargne interentreprises (PEI)

- Audit de protection sociale
- Audit patrimonial

Retraite Supplémentaire

Souscriptions Individuelles

- Plan d'épargne retraite individuel (Péri)
- Retraite dans le cadre de l'assurance vie

Souscriptions par l'Employeur

- Plan d'épargne retraite obligatoire (Péro)
- Plan d'épargne retraite collectif (PERCOL) et Plan d'épargne retraite collectif unique (Péru)
- Contrat « Article 39 »
- Contrat « Article 82 »

- Audit de protection sociale
- Audit patrimonial

Habitat Senior (DOMITYS)

Souscriptions Individuelles

- Accueil en séjour permanent dans 182 résidences
- Accueil en séjour temporaire (convalescence, vacances...)

Souscriptions par l'Employeur

- Placement dans la pierre
- Gestion locative simple, sûre et sécurisée

- Audit patrimonial
- Actions de prévention de la perte d'autonomie

Gestion d'Actifs

- Activités de conseil : définition et pilotage des stratégies d'investissement ; démarche d'investissement responsable dans la gestion de tous nos fonds
- Expertise Investissement socialement responsable (ISR) d'AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs

Gestion des Passifs Sociaux

- Gestion des indemnités de fin de carrière et de licenciement
- Gestion des engagements de retraite ou de pré-retraite

Assurance IARD (avec MAIF)

- Multirisques habitation (MRH) / Propriétaires non occupants (PNO)
- Assurance automobile/moto
- Assurance vélo

1.2.2 Chiffres clés liés à la stratégie, au modèle d'affaires et la chaîne de valeur

Ces activités sont principalement exercées en France hexagonale, pays dans lequel l'essentiel des effectifs des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales sont employés. La répartition géographique détaillée des effectifs est précisée au paragraphe correspondant de la section 3.1.1.5 de cet état de durabilité.

Les produits et services proposés par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ne font l'objet d'aucune interdiction sur les marchés.

Les cotisations et chiffres d'affaires des autres activités sont mentionnés au niveau des comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE dans la section 7 du chapitre 7 du rapport financier.

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ne sont pas directement actifs dans les activités de production de combustibles fossiles, de produits chimiques, ni dans celles en lien avec les armes controversées ainsi que la culture et la production du tabac. Ils ne bénéficient donc d'aucun revenu directement de ces types d'activités.

1.2.3 Chaîne de valeur : assurances de personnes et habitat senior

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales exercent deux activités complémentaires offrant des synergies, l'une dans le domaine principal des assurances de personnes (épargne, retraite, santé et prévoyance), l'autre, à titre connexe, d'habitat seniors. Ces deux métiers diffèrent substantiellement dans leur modèle économique et leurs chaînes de valeur ; Cet état de durabilité distingue donc le modèle économique et la chaîne de valeur générique des activités d'assurance de personnes, des activités connexes de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Assurances de personnes (épargne, retraite, santé, prévoyance)

Groupe de protection sociale et patrimoniale, paritaire et mutualiste, AG2R LA MONDIALE se distingue par un modèle économique singulier, qui s'attache à créer une valeur plus large que la seule performance économique comme cela transparait dans sa raison d'être statutaire dont l'objectif est de contribuer à renforcer le vivre ensemble. Il tire ses spécificités de l'alliance des institutions de prévoyance avec des mutuelles de différentes natures, et de la combinaison des modèles paritaire et mutualiste, lesquels ont en commun :

- Une vision de long terme ;
- L'implication et la responsabilisation des acteurs ;
- Une proximité, par la décentralisation (administrateurs territoriaux, délégués des sociétaires élus par groupements géographiques) et la diversité professionnelle (via les branches professionnelles) ;
- L'indépendance ;
- Un but non lucratif ou une lucrativité limitée (pas de pression d'actionnaires à rémunérer) ;
- Une action sociale (pour des actions collectives et des soutiens individuels) ;
- La solidarité (primauté de l'intérêt collectif).

En leur qualité d'assureurs de personnes, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, à l'exclusion des garanties d'assurance santé, gèrent des engagements à long terme (ex : épargne, retraite, assurance-vie, prévoyance en cas de versement de

rentes) tout en garantissant aux preneurs d'assurances une stabilité financière. Cette gestion repose notamment sur des analyses actuarielles complexes, une allocation d'actifs prudente, et le respect des exigences en capital fixées par les cadres réglementaires comme Solvabilité 2 auxquels sont assujettis les assureurs de personnes de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Bien que les chaînes de valeur des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales puissent se différencier en certains points, selon que l'activité ait trait à l'épargne, la retraite, la prévoyance ou la santé, il peut en être dressé une description générique et simplifiée aux moyens de quatre segments :

- Les opérations propres : ce segment recouvre l'ensemble des fonctions support, à savoir la gestion des infrastructures (établissements, SI) nécessaires à l'exercice des métiers, les achats de produits finis et de prestations intellectuelles, les effectifs employés et les prestataires sur site, les prestations déléguées à des opérateurs spécialisés, etc. ;
- Les opérations d'assurances : ce segment comprend quatre volets, (i) l'analyse des besoins et la conception des contrats d'épargne, retraite, prévoyance et santé, (ii) leur distribution et leur souscription, (iii) leur gestion, de la collecte au règlement des prestations en passant par le pilotage des garanties, et (iv) la relation avec les adhérents et les assurés. Les produits des entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE, y compris les programmes de prévention associés, sont proposés via différents circuits de commercialisation tels que le réseau commercial en propre, les équipes en charge du développement des branches professionnelles, le courtage, la vente directe, ou le recours à des partenaires-distributeurs parmi lesquels les banques privées, les family offices et plus largement, les sociétés de conseils en gestion de patrimoine. Les équipes d'AG2R LA MONDIALE sont reconnues tant pour leur expertise et la qualité de leurs conseils que pour l'accompagnement dont ils font bénéficier leurs clients. Elles s'appuient notamment sur des réseaux prescripteurs importants comme les experts comptables, les avocats, les notaires ;
- Les investissements en valeurs mobilières : ce segment est constitué de deux dimensions principales, l'allocation d'actifs d'une part, et la gestion des investissements d'autre part. Elles comprennent notamment les analyses macroéconomiques, le suivi des politiques réglementaires et fiscales, l'analyse des risques et la réalisation de tests de robustesse ainsi que l'allocation par classe d'actifs, la sélection des titres et des fonds, le suivi de la performance des portefeuilles et l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les investissements ;
- Les investissements dans des actifs immobiliers : ce segment comprend la sélection des actifs, leur gestion et la relation exploitants-locataires.

Ces différentes activités sont exercées dans un cadre réglementé, exigeant des dispositifs de gestion des risques et des capitaux suffisants en contrepartie des engagements pris à l'égard des assurés. Le calcul des provisions techniques, des exigences en capital, le pilotage des contrats, la maîtrise des risques liés aux marchés financiers, sont donc des éléments essentiels à l'exercice des activités assurantielles, dont la finalité est d'apporter une protection financière adéquate aux assurés.

1. Informations générales (ESRS2)

Pour les besoins de cet état de durabilité, SGAM AG2R LA MONDIALE a utilisé les six formes de capital proposé par le cadre de l'IIRC (International Integrated Reporting Council) pour identifier les principaux intrants nécessaires à l'exercice de leurs activités et les extrants qui en découlent. Le cadre de l'IIRC distingue 6 formes de capital essentiels dont dépendent l'économie et la manière dont elle les transforme. Selon les secteurs d'activité, la criticité de ces formes de capital, et leur altération consécutive aux opérations développées par les entreprises peuvent différer substantiellement.

Les capitaux sont classés comme suit par l'IIRC :

- Le capital financier, c'est-à-dire les capitaux et les fonds disponibles pour développer des produits et des services ;
- Le capital manufacturier, tel que l'immobilier, les équipements et le mobilier, les infrastructures (routes, ports, ponts, etc.) ;
- Le capital intellectuel qui est constitué d'actifs incorporels comme la propriété intellectuelle (ex : brevets, logiciels, droits et licences) et le capital « organisationnel » (ex. connaissances implicites, procédures et autres protocoles) ;
- Le capital humain qui recouvre les compétences, aptitudes et expériences des effectifs, leur capacité à innover, leur adhésion aux règles de gouvernance d'éthique et de gestion des risques, leur capacité à comprendre et mettre en œuvre la stratégie, leur loyauté, leur motivation, et leur capacité à coopérer ;
- Le capital social ou sociétal qui révèle la capacité à partager des informations pour améliorer le bien-être individuel et collectif. Il comprend le partage des normes, des valeurs et des comportements en commun, les relations avec les principales parties prenantes, la confiance, et le dialogue instauré avec celles-ci, la marque, la réputation et plus largement la licence d'exploitation de l'organisation ;
- Le capital environnemental constitué de l'air, l'eau, la terre, les minéraux, les forêts, la biodiversité et la santé des écosystèmes.

Dans le cas des activités d'épargne, retraite, prévoyance et santé, le modèle d'affaires des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, en prenant en considération la description ci-dessus du modèle d'affaires et de la chaîne de valeur, le capital financier, le capital humain, et le capital sociétal constituent les principaux intrants nécessaires à l'exercice des activités des entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE dont l'extrant principal, comme souligné précédemment, consiste à apporter une protection financière aux assurés que cela soit en prenant en charge leurs dépenses de santé, le versement d'indemnités en cas d'interruption de travail temporaire ou permanente, de rentes, ou en les aidant à préparer leur retraite ainsi qu'à se constituer un capital en vue de réaliser un projet.

Activités de promotion immobilière et d'exploitation de résidences services seniors

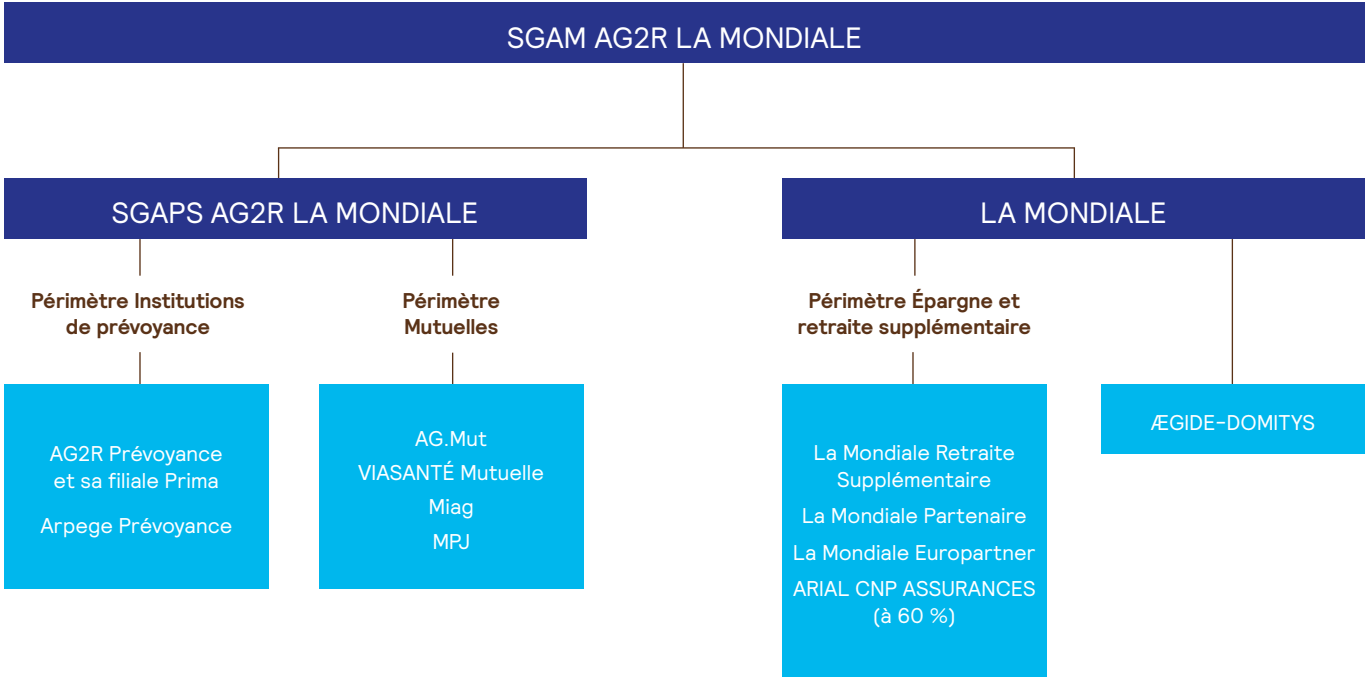
Le modèle d'affaires et la chaîne de valeur associés à la promotion immobilière des RSS, et à l'exploitation de celles-ci, diffèrent substantiellement des activités d'assurances décrites à la section précédente. Le modèle consiste à développer des RSS, lesquelles sont commercialisées auprès d'investisseurs particuliers et institutionnels, et exploitées par DOMITYS moyennant le paiement d'un loyer récurrent aux investisseurs.

Ce modèle repose donc sur 3 segments d'activités qui font référence à des métiers différents :

- La promotion immobilière et le développement qui comprend plusieurs phases : montage financier, juridique et administratif du projet, suivi technique de ce dernier et du chantier, ainsi que le suivi de la commercialisation ;
- La commercialisation qui recouvre l'analyse des besoins des clients investisseurs, les argumentaires de vente, le conseil financier et juridique, ainsi que la livraison des lots et le suivi post-livraison ;
- L'exploitation de RSS avec pour principales composantes, la fourniture de services aux résidents, la commercialisation de l'offre de services, la maintenance et la valorisation patrimoniale des résidences.

Parmi les six types de capital précédemment énumérés, les activités de promotion immobilière, de commercialisation et d'exploitation de RSS sont plus fortement dépendantes de quatre d'entre eux : le capital financier, le capital humain et le capital sociétal, ainsi que le capital environnemental (eau et la disponibilité d'un foncier de qualité). La mise à disposition d'une offre locative d'hébergements adaptés et sécurisés au grand âge est le principal extrant dont bénéficie la société au sens large de ces activités.

1.3 Gouvernance (GOV)



AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs	
GIE AG2R	GIE La Mondiale Groupe
Sociétés immobilières	
Autres sociétés de droit commun	

1.3.1 Composition et rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance

La société de groupe d'assurance mutuelle (Sgam) pilote les activités assurantielles : prévoyance, santé, épargne et retraite supplémentaire. Elle s'appuie sur un Conseil d'administration et ses 3 comités spécialisés ainsi qu'un CDG. Les activités d'habitat senior sont plus spécifiquement suivies par les organes d'administration, de direction et de surveillance de l'affilié actionnaire de la filiale spécialisée dans ce domaine ainsi que les propres organes de cette dernière.

1.3.1.1 Le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE

Composé exclusivement de 30 administrateurs non exécutifs, désignés pour moitié par ses deux affiliés, SGAPS AG2R LA MONDIALE et La Mondiale, le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE ne comprend pas d'administrateurs exécutifs (0 administrateur), ni de représentant des salariés et des autres travailleurs (0 administrateur).

Les administrateurs de SGAM AG2R LA MONDIALE sont également administrateurs des entités qui y sont affiliés, et à ce titre représentent les clients de ceux-ci. Ils disposent à cette fin d'une bonne connaissance des secteurs d'activité clients, des territoires d'implantation, et des besoins en matière de protection sociale complémentaire ainsi qu'en épargne.

Le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE comprend 22 hommes et 7 femmes, soit un ratio de mixité de 31,8 % en divisant le nombre de femmes par le nombre d'hommes dans le Conseil d'administration (à noter qu'un siège est vacant au 31 décembre 2024). Il n'est pas tenu compte d'autres aspects de la diversité dans la composition du Conseil d'administration.

Émanation des membres affiliés, le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE est constitué de membres représentant les collèges employeurs et salariés de SGAPS AG2R LA MONDIALE et les sociétaires de La Mondiale. En conséquence, le taux d'administrateurs non exécutifs indépendants est nul (0 % d'administrateurs indépendants).

Le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE s'est entouré de comités spécialisés qui participent à la surveillance de plusieurs des impacts, risques et opportunités identifiés comme étant matériels à l'issue de l'analyse de double matérialité (cf. section 1.3.3 du présent état de durabilité pour des précisions sur ces comités et une illustration des questions traitées en 2024), plus particulièrement en ce qui concerne ses affiliés exerçant une activité d'assurance, ceux relatifs au développement, à la commercialisation et l'exploitation de RSS relevant de la responsabilité des organes de gouvernance des entreprises concernées.

1. Informations générales (ESRS2)

Le règlement intérieur du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE qui précise le rôle de ces comités spécialisés sera enrichi de ces aspects lors de sa prochaine actualisation afin d'y refléter la manière dont les responsabilités liées à la surveillance des impacts, risques et opportunités en matière de durabilité sont répartis entre les différents comités spécialisés.

1.3.1.2 Les organes de direction

Le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE est saisi par la Direction générale à titre d'information, de débat, ou de décision sur le traitement par SGAM AG2R LA MONDIALE, le cas échéant par ses affiliés, des impacts, risques et opportunités en matière de durabilité sur le périmètre des assurances de personnes. Les informations relatives aux autres activités relevant, selon les sujets, des organes de gouvernance des entités les exerçant.

Le suivi des impacts, des risques et des opportunités n'est pas délégué dans son intégralité à un Comité de direction ou à un poste spécifique au sein du Comité de Direction Groupe (CDG), chaque membre de ce dernier étant selon les impacts, risques et opportunités identifiés, responsable exclusif ou coresponsable de leur gestion dans le périmètre dont il a la charge.

La majorité des impacts, risques et opportunités identifiés et des actions engagées pour les gérer sont suivis dans une large mesure au moyen de deux macro-processus par le CDG et son Comex, ce dernier suivant plus particulièrement l'avancée du plan d'entreprise. Ces deux macro-processus sont constitués du tableau de bord intégré d'une part, et du dispositif de suivi des feuilles de route des directions impliquées dans la gestion de ceux-ci. Dans le cadre du tableau de bord intégré, selon les indicateurs de suivi, leur actualisation peut être d'une fréquence trimestrielle ou annuelle. En ce qui concerne, le suivi du plan d'entreprise, ce dernier fait l'objet d'une actualisation de son avancée sur une base trimestrielle. Tous les impacts, risques et opportunités ne sont pas suivis dans le cadre de ces deux processus, déployés avant que l'analyse de double matérialité ne soit réalisée ; ils seront ajoutés dans le cadre des évolutions ultérieures qui seront apportées à ces deux macro-processus.

Des cibles quantitatives ont été définies pour un nombre restreint d'impacts, risques et opportunités identifiés. Celles-ci l'ont été sur la base des propositions soumises par les directions concernées au CDG, lequel les présente aux instances de supervision, qui les a adoptées. C'est notamment le cas des cibles fixées dans le cadre de la politique climat appliquée à la stratégie d'investissements, dont les actualisations ainsi que leur progression, font l'objet d'une discussion au Comité des investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE a minima une fois par an lors de l'examen des rapports d'investissements responsables qui lui sont présentés.

1.3.2 Compétences et formation du conseil d'administration en matière de durabilité

Les membres du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE, au même titre que les administrateurs de ses affiliés ainsi que des entités qui les constituent, sont régulièrement invités à des sessions plénières de formation continue et d'information afin qu'ils maintiennent et développent un niveau de compétences et d'expertises approprié avec l'exercice de leur fonction d'administrateur. Ces formations, de même que les compétences ne font pas l'objet d'une

évaluation a priori et a posteriori. Les sujets qui y sont traités présentent un intérêt dans l'exercice de la mission de surveillance qu'ils assurent, notamment en matière de durabilité. Ces formations, en majorité animées par les experts d'AG2R LA MONDIALE, peuvent également faire intervenir des experts externes sur des sujets spécifiques.

Le cursus proposé porte sur des thèmes divers, dont plusieurs en lien avec des incidences, risques et opportunités retenus dans le cadre de l'analyse de double matérialité (ex. la gestion du risque cyber, des conflits d'intérêts et des actes de corruption, etc.), dont les résultats sont présentés plus après dans cet état de durabilité. En outre, ces journées de formation comportent systématiquement un volet dédié aux différentes réglementations relatives à la durabilité qui apportent notamment une connaissance des mises à jour du cadre réglementaire (ex. règlement SFDR, article 29 de la Loi Énergie Climat, bilan carbone®, directive CSRD).

1.3.3 Questions de durabilité traitées par les organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE entend a minima une fois par an les Présidents des différents comités spécialisés qu'il a constitués sur les travaux qu'ils conduisent dans le cadre de leurs missions et décrites à la section 4.1 du chapitre 4 du rapport financier. Ces travaux concernent plusieurs des questions identifiées dans le cadre de l'analyse de double matérialité dans le domaine des assurances de personnes comme illustré dans le tableau ci-après des thèmes traités en 2024. Ceux-ci permettent au Conseil d'administration de tenir compte des informations ainsi partagées pour alimenter les prises de décisions et le processus de gestion des risques de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Instance	Thème de durabilité
Comité des investissements	<ul style="list-style-type: none">– Revue du rapport d'investissement responsable de SGAM AG2R LA MONDIALE– Reporting ISR de l'immobilier de placement– Politique d'investissement
Comité d'audit et des comptes	<ul style="list-style-type: none">– Revue de l'analyse de double matérialité des entités exerçant une activité d'assurance– Revue de l'analyse de double matérialité des entités exerçant des activités de promotion immobilière, de commercialisation et d'exploitation de RSS– Revue des rapports financiers de SGAM AG2R LA MONDIALE– Point d'avancement des travaux sur les systèmes d'information et le digital– Désignation et mandat des vérificateurs de l'état de durabilité– Revue de l'état de durabilité de l'année fiscale 2024

Instance	Thème de durabilité
Comité des risques, actuariat et conformité	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur l'exercice des stress-tests climatiques de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et Réglementaire - Classification des risques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et questionnaire - Cartographie des risques de fraude, politique anti-fraude - Cartographie des risques majeurs - Résultats de l'audit de sécurité des systèmes d'information - Cartographie des risques de corruption - Révision annuelle des politiques écrites Solvabilité 2 - Dispositif de gestion de crise - Présentation du bilan de conformité 2023 et du plan d'action 2024 - Évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS) : Présentation des hypothèses et sensibilités pour 2024, 2025 et 2026 - Incident marché de violation de données personnelles délégués de tiers-payant - Risques psychosociaux

En outre, le Comité des rémunérations de l'Association sommitale, au sein duquel siège l'un des membres du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE, a revu les éléments de la rémunération des cadres dirigeants d'AG2R LA MONDIALE, en ce inclus les objectifs en matière de durabilité.

1.3.4 Intégration des résultats en matière de durabilité et de climat dans les systèmes d'incitation

Tête de groupe prudentiel au sens de la réglementation Solvabilité 2, SGAM AG2R LA MONDIALE, ses affiliés et leurs filiales assurantielles et financières, sont tenus de disposer de politiques de rémunération incitant à une gestion prudente des risques, dont depuis 2022 les risques en matière de durabilité.

Outre la prise en compte de cette disposition réglementaire dans la politique de rémunération, certaines entités d'AG2R LA MONDIALE ont intégré des critères non financiers dans le cadre du dispositif conventionnel d'intéressement applicable à l'ensemble des salariés de celles-ci. C'est le cas du GIE AG2R et du GIE La Mondiale Groupe, qui intègrent des critères liés aux objectifs du plan de sobriété énergétique et à la politique de promotion de l'alternance, via l'accueil de jeunes étudiants au sein des effectifs regroupés dans ces deux GIE. Outre ce qui suit, ces objectifs sont applicables aux membres du CDG, sans être plus avant détaillés.

Cette section présente, dans un premier temps, la situation des administrateurs de SGAM AG2R LA MONDIALE qui exercent leur mandat à titre gracieux (section 1.3.4.1). L'absence de rémunération liée aux fonctions d'administrateur rend caducs les points de données relatifs au système d'incitation, au contraire des membres des organes de direction pour lesquels les dispositions existantes sont présentées dans la section 1.3.4.2.

1.3.4.1 Intégration dans les systèmes d'incitation concernant les administrateurs

Ainsi que mentionné à la section 4.2 du chapitre 4 du rapport financier, les membres du Conseil d'administration ne sont pas rémunérés et en conséquence ils ne peuvent bénéficier de mécanismes d'incitation liés aux enjeux de durabilité.

1.3.4.2 Intégration dans les systèmes d'incitation concernant les organes de direction

De leur côté, les membres du CDG sont couverts par la politique de rémunération d'AG2R LA MONDIALE, laquelle intègre les risques en matière de durabilité conformément aux exigences introduites par le régime prudentiel Solvabilité 2.

Les questions de durabilité figurent, en effet, parmi les six principes directeurs de la politique de rémunération des GIE employeurs d'AG2R LA MONDIALE, laquelle est déclinée, tant dans son contenu que dans ses principes, et par les autres entités assurantielles non couvertes directement par cette politique (VIASANTÉ Mutuelle, La Mondiale Europartner) avec des adaptations le cas échéant.

Outre la durabilité, les principes directeurs comprennent : (i) la cohérence, (ii) la lisibilité et la transparence, (iii) l'équilibre et la mesure, (iv) l'exhaustivité, (v) l'équité et la compétitivité (benchmark).

La politique de rémunération du Groupe AG2R LA MONDIALE s'inscrit dans un objectif global de promotion d'une gestion prudente et efficace des risques et de la conformité, en intégrant les contraintes légales, réglementaires et conventionnelles. Pour les dirigeants, elle vise à reconnaître la mise en œuvre de la stratégie du Groupe sur le long terme dans l'intérêt de ses assurés, de ses sociétaires et de ses salariés. Lorsque le système de rémunération comporte à la fois une composante fixe et une composante variable, ces composantes sont équilibrées de sorte que la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération totale pour éviter que les salariés ne dépendent de manière excessive de la composante variable.

Dans ce cadre, tant la rémunération variable du Directeur général, que celle des membres du CDG, comprennent des objectifs en matière de durabilité. Ces objectifs sont définis sur la base des domaines de responsabilité qui relèvent de leurs prérogatives au titre des fonctions qu'ils exercent et des priorités fixées par le Groupe dans le cadre du plan d'entreprise 23-25. Formulés de manière générique, plusieurs objectifs sont en lien avec ce plan : la satisfaction client, l'engagement des salariés, l'ambition en matière de SI et de digital, ou encore les orientations en matière de distribution qui renforcent l'accessibilité des produits.

Outre ceux-ci, d'autres objectifs en matière de durabilité ont également été fixés selon leur domaine de responsabilité. C'est le cas des questions de conformité, et de l'environnement, avec pour ce dernier des libellés relatifs au déploiement du plan de sobriété énergétique, ainsi que la publication des informations requises au titre de l'article 29 de la Loi Énergie Climat pour l'ensemble des affiliées de SGAM AG2R LA MONDIALE et ses filiales.

1. Informations générales (ESRS2)

En ce qui concernent les objectifs fixés pour le Directeur général, ils sont revus annuellement par le Comité des rémunérations mentionné plus après.

Ces objectifs sont évalués principalement au moyen d'une appréciation qualitative des réalisations constatées ; ils ne font pas l'objet de cibles quantitatives et n'utilisent donc pas comme référence les métriques de résultats en matière de durabilité reprises dans les différentes thématiques et sous-thématiques des ESRS. La part variable, allouée à chacun des objectifs en matière de durabilité, n'est pas définie pour chacun des objectifs pris un à un, mais globalement, sans non plus introduire une pondération entre les objectifs de durabilité et les autres objectifs. Dès lors, bien que des objectifs soient fixés en matière climatique –comme l'avancée du plan de sobriété–, ceux-ci ne sont exprimés, ni au moyen de métriques d'émissions de gaz à effet de serre, ni strictement isolés dans la rémunération variable. Ces dispositions sont revues par le Comité des rémunérations, comité placé au niveau de l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE. Les travaux en cours, engagés dans le prolongement de la préparation de cet état de durabilité, et tendant à isoler la part des critères relatifs aux impacts, risques et opportunités identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité, lui seront présentés.

1.3.5 Déclaration sur la vigilance raisonnable

Éléments essentiels de la vigilance responsable	Paragraphes dans l'État de durabilité
Intégrer la vigilance raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	1.2.3 Questions de durabilité traitées par les organes de gouvernance
Dialoguer avec les parties prenantes affectées à toutes les étapes du processus de vigilance raisonnable	1.3.2 Intérêts et points de vue des parties prenantes
Identifier et évaluer les impacts négatifs	1.4 Cadre méthodologique de l'analyse de double matérialité (IRO)
Agir pour remédier à ces impacts négatifs	1.3.3 Impacts, risques et opportunités matériels, lien avec la stratégie et le modèle économique
Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	1.2.1 Composition et rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance

1.3.6 Gestion des risques et contrôles internes des informations en matière de durabilité

AG2R LA MONDIALE attache de l'importance à publier des informations en matière de durabilité conformes à l'esprit des textes qui encadrent leur divulgation. À ce titre, un processus de gestion des risques liés à l'information en matière de durabilité, avait été développé dans le cadre des publications volontaires de la déclaration de performance extra-financière, auxquelles AG2R LA MONDIALE s'est prêté par le passé.

Ce processus était destiné à remédier au risque principal, lié à la production d'informations erronées ou qui pourraient être contradictoires d'un support de diffusion à l'autre, et dont la traduction réputationnelle pour la marque AG2R LA MONDIALE serait négative. Sur cette base, ce risque a été considéré comme étant le principal risque dans le cadre des exigences de publication d'informations en matière de durabilité résultant de la directive CSRD.

S'inspirant de ce processus, SGAM AG2R LA MONDIALE a mis en place un premier dispositif de gestion des risques et de contrôle interne des informations à publier dans cet état de durabilité. Celui-ci repose sur :

- Une gouvernance dédiée, avec un comité de pilotage composé de membres du CDG, ainsi que du Comité Opérationnel Groupe (COG), en charge des questions de responsabilité sociétale de l'entreprise, d'ESS, des risques, de la finance, et des investissements. Outre ce comité de pilotage, l'état de durabilité a fait l'objet d'une relecture par un comité ad hoc, reprenant les membres du Comité de pilotage ainsi que d'autres membres du CDG, la Direction des ressources humaines d'une part, et la Direction de la communication d'autre part. La collecte et la préparation des informations ont été coordonnées avec l'implication de la Direction de la responsabilité sociétale de l'entreprise et de la Direction comptabilité et reporting ;
- Des contrôles de premier niveau, manuels ou automatiques selon le degré d'intégration des informations dans les systèmes. Des fiches décrivant les indicateurs qualitatifs et quantitatifs avec les exigences de publication, les informations attendues, ainsi que le mode de calcul de celles-ci, ont été mises à disposition des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales afin de recueillir une information homogène et harmonisée. Ces fiches étaient assorties de consignes relatives aux contrôles de premier niveau à effectuer et aux pistes d'audit à conserver. Ces contrôles seront affinés et renforcés pour les prochaines publications dans le cadre du processus d'amélioration continue du dispositif de contrôle interne ;
- Des contrôles de second niveau, principalement de cohérence, sur la base de données historiques lorsqu'elles étaient disponibles, ou d'échantillonnage, réalisés lors de la phase d'agrégation des informations. Ces opérations ont été effectuées par les équipes chargées de coordonner la collecte, essentiellement manuelle, des informations.

La collecte des données et leur consolidation étant essentiellement manuelles, SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas adopté une méthode d'évaluation des risques en vue de les classer par ordre de priorité pour ce premier exercice.

De ce fait, le dispositif de contrôle précisé ci-dessus n'a pas été modifié en fonction de la nature des risques relatifs aux informations en matière de durabilité, celui-ci ayant été déployé uniformément sur toutes les entités contributrices.

La production de cet état de durabilité donnera lieu à un retour d'expérience avec définition, le cas échéant, de plans d'actions destinés à améliorer la donnée collectée. Les conclusions seront présentées au Comité d'audit et des comptes de SGAM AG2R LA MONDIALE.

1.4 Intérêts et points de vue des parties prenantes

Porté par l'ambition inscrite dans la raison d'être statutaire d'AG2R LA MONDIALE, celle de contribuer à renforcer le vivre-ensemble, le dialogue avec les parties prenantes est une dimension essentielle de la manière d'entreprendre de SGAM AG2R LA MONDIALE. La coopération, une singularité de l'ESS, est au cœur du modèle d'affaires de SGAM AG2R LA MONDIALE, ses affiliés et leurs filiales, entretenant des relations multiples avec un écosystème de parties prenantes diverses, et selon une grande variété de mécanismes.

Compte tenu de la culture paritaire et mutualiste des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, de leur empreinte territoriale, de leur proximité avec une variété d'acteurs de la société civile organisée, ou encore de la nature régulée des activités exercées et de la diversité des canaux de distribution, tout comme de la clientèle qu'ils servent, les parties intéressées sont en nombre important et peuvent être catégorisées selon plusieurs typologies, dont la suivante dans le tableau ci-dessous.

Ce dernier présente les différentes catégories de parties prenantes, une illustration des acteurs qui en relèvent, les modalités d'organisation du dialogue entretenu par SGAM AG2R LA MONDIALE, et sa finalité.

Catégories de parties prenantes	Exemples de parties prenantes	Acteurs internes	Modalités du dialogue	Produits ou bénéfices de la coopération
Clients	Particuliers, salariés ou dirigeants d'entreprises, TNS, RSS	Directions métiers	<ul style="list-style-type: none"> - enquêtes de satisfaction - association souscriptrice - recueil des réclamations - suivi des réseaux sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> - amélioration de la satisfaction client - produits et prestations mieux adaptés
Partenaires métiers	Branches professionnelles, banques privées, réseaux prescripteurs y compris les partenaires de l'habitat senior	Directions métiers	<ul style="list-style-type: none"> - réunions et groupes de travail de co-construction 	<ul style="list-style-type: none"> - satisfaction client - développement clientèle
Affiliés, filiales	Administrateurs, Sgaps, et autres composantes de la Sgam	Direction des Instances rattachée au Secrétariat général	<ul style="list-style-type: none"> - réunions des différents CA 	<ul style="list-style-type: none"> - définition et adaptation de la stratégie
Salariés (uniquement de l'entreprise)	GIE AG2R, UES La Mondiale, La Mondiale Europartner, VIASANTÉ Mutuelle, AEGIDE-DOMITYS	DRH dont une direction dévolue au développement social, une mission handicap, une direction de la formation et une équipe en charge de l'image employeur	<ul style="list-style-type: none"> - cadre du dialogue social (réunions paritaires) - représentations dans le CA de certaines entités - constructions d'accords collectifs - baromètre d'engagement - entretiens d'évaluation et professionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - accords collectifs - amélioration de l'image employeur (en interne et externe) - prise en compte de la diversité - maintien ou amélioration de l'employabilité - amélioration de l'engagement
Écosystème de place	Autorités de contrôle et de régulation, Fédérations professionnelles, organismes de place, Fédération Agirc-Arrco	Direction de l'éthique des affaires et la conformité, Direction des activités financières transverses	<ul style="list-style-type: none"> - représentation - dialogue, questionnaires - groupes de travail, travaux de place - recommandations - orientations 	<ul style="list-style-type: none"> - conformité - bonnes pratiques
Acteurs du développement socio-économique	Confédérations syndicales et organisations représentatives des employeurs, organismes consulaires, collectivités territoriales, médias, leaders d'opinion, ONG, structures de l'ESS	Direction des activités institutionnelles, Direction des Fondations et du mécénat	<ul style="list-style-type: none"> - dialogue - représentation territoriale - représentation au sein d'organismes - soutien 	<ul style="list-style-type: none"> - meilleure prise en compte des préoccupations de la société civile - communiquer et positionner l'entreprise - limiter le risque de controverse
Prestataires	Fournisseurs de biens matériels, de services, de prestations intellectuelles, sous-traitants	Direction des achats, Direction RSE	<ul style="list-style-type: none"> - négociation contractuelle 	<ul style="list-style-type: none"> - responsabilisation des achats
Acteurs des marchés financiers	Écosystème financier, entreprises émettrices	Direction des investissements et du financement, Direction finances et risques, Direction des activités financières transverses, Direction RSE	<ul style="list-style-type: none"> - dialogue actionnarial - participation et vote aux AG 	<ul style="list-style-type: none"> - compréhension des enjeux - adaptation des pratiques

Au sein de ces catégories de parties prenantes, SGAM AG2R LA MONDIALE attache une importance toute particulière à ses clients (au nombre de 10 millions environ).

1. Informations générales (ESRS2)

Les échanges avec cet écosystème lui permettent d'être à l'écoute des besoins et attentes, comme des tendances qui se dessinent.

Quelques exemples vont être cités ci-dessous.

Les parties prenantes, les sujets et les interactions ne revêtent pas la même importance stratégique :

- Les administrateurs constituent la partie prenante essentielle, membres des Conseils d'administration des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, leurs composantes et leurs filiales, ils en définissent la stratégie selon un mode paritaire et/ou mutualiste. Dans le premier mode, le Conseil d'administration comprend des membres appartenant à des organisations syndicales d'employeurs et de salariés, et dans le second, sa composition est constituée des clients représentant d'autres clients de l'entité. Un Conseil d'administration, peut être composé selon un mode mixte, c'est le cas du Conseil d'administration de la Sgam, de la Sgaps, alors que celui de La Mondiale est mutualiste. Ces modes de gouvernance permettent, par nature, la prise en compte des intérêts catégoriels au plus haut niveau de l'entreprise. Par ailleurs, ils ont permis de tisser des liens avec certaines activités (la constitution de pôles en témoigne : pôle alimentaire, pôle de l'ESS, pôle des institutions de la coiffure) et de favoriser des liens territoriaux ;
- Autre partie prenante essentielle, le client. Plusieurs des huit objectifs du plan d'entreprise 23-25 lui sont directement ou indirectement dédiés. Outre les canaux de communication évoqués dans le tableau ci-dessus, SGAM AG2R LA MONDIALE et ses affiliés peuvent faire appel aux travaux menés avec les branches professionnelles pour coconstruire des produits et services les mieux adaptés. Ces sujets seront développés dans la partie consacrée à l'ESRS S4.
- Pour les salariés, les échanges directs, ou indirects via leurs représentants, favorisent la prise en compte de certains de leurs souhaits, tels que le développement du télétravail ou la mise en place du droit à la déconnexion. Par ailleurs, les salariés sont invités, tous les ans, à participer à une enquête de satisfaction sur les services informatiques qui sont à leur disposition.
- Un autre sujet de durabilité, important pour l'entreprise, est la construction d'une politique d'investissement responsable. Celle-ci s'effectue par des échanges avec les entreprises émettrices de titres, mais aussi par l'écoute des préoccupations exprimées par les ONG spécialisées, ce dialogue pouvant être public.

1.5 Impacts, risques et opportunités matériels, lien avec la stratégie et le modèle économique

1.5.1 Vue d'ensemble des impacts, risques et opportunités

Cette section a vocation à donner une vue d'ensemble synthétique des impacts, risques et opportunités identifiés comme étant matériels à l'issue de l'agrégation des deux analyses de double matérialité réalisées de manière disjointe, l'une sur le périmètre des assurances de personnes, l'autre sur celui de l'habitat senior.

Afin de donner une vision macro des impacts, risques et opportunités, et d'en faciliter la lecture, SGAM AG2R LA MONDIALE a procédé à des regroupements logiques présentés dans la modélisation ci-après. Cette dernière est suivie d'une liste détaillée, les descriptions complètes des impacts, risques et opportunités et les informations, dont la publication est exigée en vertu de la norme ESRS2-SBM-3 figurant quant à elles en regard des normes thématiques présentées plus après.

Cette analyse a été menée en considérant la chaîne de valeur amont et aval des deux activités précitées. Elle distingue les opérations propres (fonctionnement interne), des produits d'assurances (aval), des investissements en valeurs mobilières (aval) et dans l'immobilier de placement (aval), ainsi que pour l'activité des RSS, la promotion immobilière et développement (amont), l'exploitation des RSS (aval), et la gestion de la commercialisation immobilière (aval).

Au terme de l'agrégation des résultats des deux analyses, les différents impacts, risques et opportunités matériels ont été regroupés selon des clés logiques, afin d'en donner une vision synthétique (cf. illustrations ci-après).

Catégories d'impacts, risques et opportunités

<p>Impact positif</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 Accessibilité des produits d'assurances et des services associés au plus grand nombre 2 Maintien de la vie sociale des seniors (lutte contre l'illectronisme, lien intergénérationnel, droit civique, sécurité) 3 Inclusion des personnes en situation de handicap 4 Inclusion des autres catégories de personnes socioéconomiquement défavorisées 	<p>Opportunité</p> <ol style="list-style-type: none"> 9 Opportunités dans le domaine du bien vieillir liées au vieillissement de la population, aux besoins en solutions d'épargne pour préparer sa retraite et en services d'accompagnement
<p>Impact négatif</p> <ol style="list-style-type: none"> 5 Émissions de gaz à effet de serre (amont, aval, fonctionnement interne) 6 Dégradation des conditions de travail consécutive à des difficultés de recrutement. Exposition de certaines catégories de salariés à des risques psychosociaux 7 Investissements dans des entreprises ou des pays potentiellement controversés sur le plan du respect des droits fondamentaux 8 Divulgaration de données privées. Défaillance dans le traitement des questions de conformité (ex. lutte contre la corruption, protection des lanceurs d'alerte) 	<p>Risque</p> <ol style="list-style-type: none"> 10 Empreinte carbone des investissements ou investissements dans des entreprises ou des pays potentiellement controversés sur le plan du respect des droits fondamentaux 11 Divulgaration de données privées, attaque cyber. défaillance dans le traitement des questions de conformité (ex. lutte contre la corruption, protection des lanceurs d'alerte) 12 Insatisfaction des clients ou risques réglementaires en lien avec ceux-ci dont les origines peuvent être plurielles (ex. offre, services digitaux, continuité d'activité, etc.) 13 Difficultés de recrutement en raison d'un manque de compétitivité de l'offre employeur ou, dans l'habitat senior, des métiers proposés 14 Habitat senior : risque intrinsèque à l'hébergement de personnes âgées (ex. problème sanitaire, abus social ou psychologique) et risque financier lié à la consommation d'énergie

Les impacts, risques et opportunités ont ainsi été regroupés au sein de :

- **4 catégories d'impacts positifs** qui se concentrent sur les normes ESRS S1 et S4, respectivement les effectifs de l'entreprise, et les consommateurs et utilisateurs finaux. Ils sont tous reliés au thème de l'inclusion, que cela soit en facilitant l'accessibilité des produits et services d'assurances (S4), ou en agissant en faveur du maintien du lien social des seniors (S4), ainsi qu'en contribuant par l'emploi à celle des personnes en situation de handicap (S1), et, dans le domaine de l'habitat senior, au développement professionnel d'autres catégories de personnes socio-économiquement défavorisées (S1). Les principales parties prenantes bénéficiaires de ces impacts sont les clients et les salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE ;
- **4 catégories d'impacts négatifs**, parmi lesquels un impact spécifique, et trois autres partageant des thèmes et des sous-thèmes communs aux normes ESRS E1, S1, S4, et G1. Les émissions de gaz à effet de serre prises transversalement pour l'ensemble des activités de SGAM AG2R LA MONDIALE sont évaluées comme étant matérielles du point de vue de l'atténuation du changement climatique (E1). Un autre impact potentiel résulte des conséquences éventuelles de difficultés de recrutement sur les conditions de travail, se manifestant par un déport de charge. Les conditions de travail, plus spécifiquement le thème de la santé au travail, sont également concernées, en raison

de l'exposition de certaines catégories de salariés à des risques psychosociaux (S1). Toujours dans le domaine des effectifs de l'entreprise, un impact négatif potentiel est relatif à la divulgation de données privées ; celui-ci concernant également les utilisateurs et les consommateurs finaux (S4) lorsqu'il s'agit des données privées des clients. Enfin, un impact négatif spécifique a été identifié en lien avec des investissements réalisés dans des entreprises ou des états controversés sur le plan du respect des droits fondamentaux ;

- **5 catégories de risques** ressortent de l'analyse, principalement pour des questions d'image, et pour certains d'entre eux, pour leurs retombées financières, juridiques et réglementaires potentielles. Ces risques sont, selon les cas, reliés aux ESRS E1, S1, S4 et G1 et un d'entre eux est spécifique à l'entité. Un premier risque concerne les investissements réalisés par SGAM AG2R LA MONDIALE, que cela soit au titre de l'empreinte carbone associée aux émetteurs de titres dans lesquels elle investit (ESRS E1), ou en raison des controverses potentielles qui peuvent concerner ces derniers sur la question du respect des droits fondamentaux (spécifique à l'entité). Une seconde catégorie de risques est liée, tout comme la première catégorie, à des impacts négatifs avérés ou potentiels, en matière de protection de la vie privée (ESRS S1 et S4), ou de conduite des affaires (ESRS G1). La troisième catégorie traite des risques d'insatisfaction de la clientèle (ESRS S4), soit en raison d'une inadéquation de l'offre avec ses besoins, d'une discontinuité d'activité consécutive

1. Informations générales (ESRS2)

à une cyberattaque ou de tout autre phénomène potentiellement disruptif, ou encore, un désengagement des salariés dont l'origine prendrait sa source dans la quatrième catégorie de risques identifiés, ceux relatifs à des difficultés de recrutement, lesquels peuvent se traduire par une dégradation du service client, ou une perte de productivité pour l'entreprise. Selon les cas, certains facteurs conduisant à une insatisfaction des clients, peuvent également se traduire par des sanctions réglementaires, ou des risques d'image. Dernière catégorie, spécifique à l'habitat senior, SGAM AG2R LA MONDIALE peut être exposé soit à des risques d'image dans l'hypothèse d'une manifestation de problèmes sanitaires ou de comportements répréhensibles à l'égard d'une population fragilisée (ESRS S4) soit à des difficultés financières en cas d'une hausse prolongée des coûts de l'énergie ;

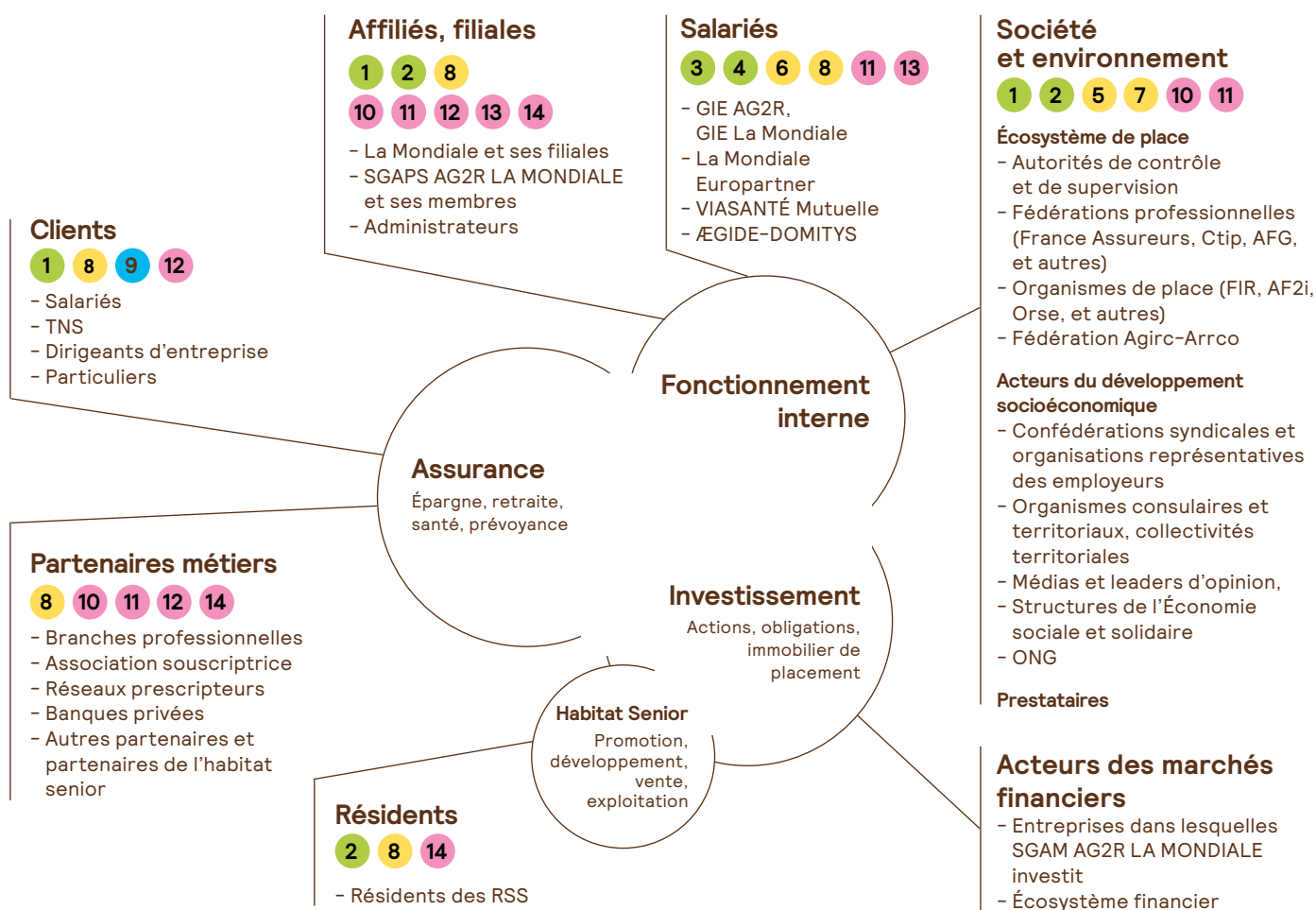
- Une **opportunité** a été identifiée dans le domaine du bien vieillir. Avec le vieillissement de la population, les besoins en solutions financières pour préparer sa retraite vont s'accroître, de même que ceux en solutions d'accompagnement des seniors, deux domaines dans lesquels les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE disposent de positions de premier plan. Cette opportunité à date ne fait pas l'objet de politique dédiée, de définition de plan d'action et cibles dédiées ainsi que d'informations de suivi. Elle fait l'objet de

développement en cours dans le cadre des réflexions conduites sur le prochain plan d'entreprise. Par ailleurs, l'éthique des affaires, le dialogue avec les parties prenantes, entre autres, peuvent être à l'origine d'opportunités qui seront plus amplement analysées lors de l'actualisation de l'analyse de double matérialité prévue pour le prochain état de durabilité.

À noter que les impacts positifs et négatifs, identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité, sont des impacts avérés ou potentiels qui peuvent se manifester dès un horizon de court terme. Selon les cas, ils peuvent être liés aux activités directement exercées par SGAM AG2R LA MONDIALE (ex. l'accessibilité des produits, inclusion des personnes en situation de handicap, divulgation de données privées) ou aux entreprises dans lesquelles elle investit (ex. impact négatif des émissions financées).

Comme précisé dans les paragraphes précédents, SGAM AG2R LA MONDIALE a identifié un risque et un impact négatif spécifique potentiel en matière de respect de droits fondamentaux, dérivant des opérations d'investissements dans des entreprises ou des pays controversés sur ce sujet. Ceux-ci concernent les entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE et prennent leur origine dans l'aval de la chaîne de valeur, car en lien avec les produits et services proposés.

Impacts, risques, opportunités et parties prenantes



Le tableau ci-après présente la liste détaillée des impacts, risques et opportunités matériels pour les activités d'assurances de personnes (ADP) et de RSS.

Id	ESRS	ADP / RSS	Sous-thème ou Sous-sous-thème	Impacts, Risques et Opportunités
5	E1	ADP	Atténuation	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées à l'immobilier d'exploitation, les déplacements des collaborateurs, et les dépenses d'achats
5	E1	ADP	du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux investissements en valeurs mobilières gérés en direct
5	E1	ADP	Atténuation	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux UC dans les contrats d'assurance vie, épargne et retraite
5	E1	ADP	du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux investissements immobiliers
10	E1	ADP	Atténuation	Risque d'image lié à l'empreinte carbone des investissements gérés en direct
10	E1	ADP	du changement climatique	Risque d'image lié à l'empreinte carbone des UC commercialisées dans les contrats d'assurance-vie, épargne et retraite
5	E1	RSS	Atténuation	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées à l'exploitation de RSS
14	E1	RSS	du changement climatique	Risque pesant sur la rentabilité des activités d'exploitation de RSS consécutivement à une hausse prolongée des coûts de l'énergie
6	S1	ADP	Atténuation	Impact négatif sur la santé des collaborateurs lié à un déport de la charge de travail sur les effectifs en poste en raison de difficultés de recrutement et de fidélisation des effectifs
13	S1	ADP	du changement climatique	Risque de difficultés à recruter et à fidéliser dans les métiers en tension se traduisant par une perte de productivité et des surcoûts de recrutement
6	S1	ADP	Atténuation	Impact négatif sur la santé sécurité des collaborateurs lié à la survenance de risques psychosociaux affectant leur santé mentale
13	S1	ADP	du changement climatique	Risque de détérioration de la relation client et de pertes de parts de marché consécutifs à une augmentation de l'absentéisme, l'accidentologie, et une baisse de la motivation des collaborateurs
3	S1	ADP	Atténuation	Impact positif par l'inclusion des personnes en situation de handicap
6	S1	ADP	du changement climatique	Impact négatif sur le respect de la vie privée consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés
10	S1	ADP	Énergie	Risque de dégradation de l'image employeur consécutive à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés entraînant des difficultés à recruter ou à fidéliser les collaborateurs
10	S1	ADP	Conditions de travail + égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Risque d'image, risque financier, risque de sanctions réglementaires consécutifs à la paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés
6	S1	RSS	Conditions de travail + égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Impact négatif sur la santé-sécurité des collaborateurs consécutifs à la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail
13	S1	RSS	Conditions de travail	Risque de départ de collaborateurs et de difficultés de recrutement se traduisant par des pertes de productivité ou une baisse de la qualité des services rendus aux seniors
13	S1	RSS	Santé-sécurité + temps de travail + équilibre vie professionnelle-vie privée	Risque financier lié à un taux d'absentéisme et une perte de productivité des collaborateurs en raison de la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail susceptibles de provoquer un mal-être émotionnel
4	S1	RSS	Emploi et inclusion des personnes en situation de handicap	Impact positif potentiel sur l'employabilité et la montée en compétence des collaborateurs exerçant une activité dans des métiers traditionnellement peu qualifiés
8	S1	RSS	Protection de la vie privée	Impact négatif sur la vie privée des effectifs en cas de fuite de données
11	S1	RSS	Protection de la vie privée	Risque financier (amende, désaffection de la clientèle), risque juridique, risque d'image liés à une fuite de données concernant les effectifs

1. Informations générales (ESRS2)

Id	ESRS	ADP / RSS	Sous-thème ou Sous-sous-thème	Impacts, Risques et Opportunités
1	S4	ADP	Protection de la vie privée	Impact positif sur l'état de santé des personnes en proposant des produits et services accessibles à une large partie de la population
12	S4	ADP	Santé – sécurité	Risque de perte d'attractivité des clients en portefeuille et des prospects en raison de l'inadéquation de l'offre numérique avec les attentes de ceux-ci
12	S4	ADP	Salaires décents + sécurité de l'emploi + formation et développement des compétences + équilibre vie professionnelle-vie privée	Risque financier en raison d'une inadéquation de l'offre avec les attentes des clients et/ou d'une dégradation des résultats de souscription
12	S4	ADP	Santé – sécurité	Risque de sanctions réglementaires et/ou d'actions en justice consécutif à l'impréparation à des scénarios extrêmes et à des mesures destinées à éviter une paralysie du fonctionnement de l'entreprise
8	S4	ADP	Formation et développement des compétences	Impact négatif sur la vie privée des assurés consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés
12	S4	ADP	Protection de la vie privée	Risque financier (perte de parts de marché, difficultés d'accès aux marchés des capitaux), d'image, de sanctions réglementaires et/ou d'action en justice, consécutif à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés
12	S4	ADP	Protection de la vie privée	Risque de pertes de parts de marché, de réputation, consécutif à une dégradation de la relation client
2	S4	RSS	Accès aux produits et services + Non-discrimination	Impact positif sur le bien-être général des seniors particulièrement exposés au risque de désocialisation
14	S4	RSS	Accès aux produits et services + accès à l'information	Risque de réputation consécutif à la survenance de problèmes de sécurité sanitaire dans les résidences pouvant se traduire par des intoxications alimentaires, des légionelloses, ou des contaminations liées à des maladies infectieuses
14	S4	RSS	Accès aux produits et services + santé + sécurité de la personne + protection des enfants	Risque de réputation consécutif à des agissements du personnel des résidences visant à profiter de la vulnérabilité des résidents
8	S4	RSS	Accès aux produits et services + accès à l'information	Impact négatif sur la vie privée des résidents en cas de fuite de données les concernant et de compromission de leur identité numérique
11	S4	RSS	Protection de la vie privée	Risques d'image et financier (amendes, désaffection des résidents) lié à une fuite de données concernant les résidents, avec compromission de leur identité numérique
9	S4	ADP	Protection de la vie privée	Opportunités dans le domaine du bien vieillir liées au vieillissement de la population, aux besoins en solutions d'épargne pour préparer sa retraite et en services d'accompagnement
8	G1	RSS	Pratiques de commercialisation responsable + accès aux produits et services + accès à l'information de qualité + non-discrimination	Impact négatif sur les droits fondamentaux consécutif à des carences en matière de prévention des crimes et délits financiers ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte
11	G1	ADP	Non-discrimination	Risques financier (amendes, perte de parts de marché, difficulté d'accès au marché des capitaux), juridique (sanctions civiles ou pénales), réglementaire (intervention des autorités de contrôle) et d'image consécutifs à des carences dans les dispositifs de prévention et de protection des "crimes et délits financiers" ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte
7	Spécifique à l'entité	RSS	Santé et sécurité	Impact négatif sur les droits fondamentaux consécutif à des investissements dans des entreprises / pays controversés sur ce plan
10	Spécifique à l'entité	ADP	Sécurité de la personne	Risque de réputation consécutif à des investissements réalisés dans des entreprises / pays controversés du fait de leurs pratiques sur le plan des droits fondamentaux

1.5.2 Effets financiers actuels des impacts, risques et opportunités matériels

Les effets des risques de durabilité ne sont pas isolés dans la performance financière. SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas passé de provisions sur les actifs au titre d'un risque en matière de durabilité et l'évaluation des provisions techniques est réalisée en appliquant les meilleures pratiques du marché.

La majeure partie des impacts, risques et opportunités est suivie dans le cadre du dispositif de gestion des risques de SGAM AG2R LA MONDIALE et fait l'objet de politiques dédiées destinées à atténuer les risques bruts. Sur l'horizon de planification stratégique (3 ans), les risques résiduels sont mentionnés à la section facteurs de risques du rapport financier. Ce suivi permet également d'atténuer ou prévenir les impacts négatifs avérés ou potentiels.

Cet état de durabilité étant publié pour la première fois, la liste des impacts, risques et opportunités matériels constitue une première version de référence qui sera actualisée dès le prochain exercice.

1.6 Cadre méthodologique de l'analyse de double matérialité (IRO)

Le présent état de durabilité est publié par anticipation au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE, deux de ses composantes (La Mondiale Société d'Assurance Mutuelle, et VIASANTÉ Mutuelle) étant assujetties à cette obligation alors que pour des raisons de statut juridique pour l'une (les sociétés d'assurance mutuelle n'étaient pas visées par les obligations précédentes), et de seuils pour l'autre (les effectifs de VIASANTÉ Mutuelle étaient en deçà de seuils d'assujettissement en terme d'effectifs), elles n'étaient pas soumises à l'exigence précédente de divulgation d'informations extra-financières.

La méthodologie d'analyse de double matérialité a été élaborée en plusieurs étapes. Débutée courant 2023 sur le périmètre des assurances de personnes et de la retraite complémentaire, au moyen d'entretiens guidés avec une trentaine de parties prenantes internes et externes sur trente enjeux ESG liés aux thèmes de l'ESRS1, la réflexion a par la suite été étendue en 2024 à celui de la promotion, la commercialisation et l'exploitation de RSS.

Lors de cet exercice sur le second semestre de l'année 2024, le cadre méthodologique a été révisé afin de prendre en considération les pratiques du marché, la doctrine établie, et dans la mesure du possible, les lignes directrices sur l'analyse de double matérialité de l'EFRAG publiées en mai 2024. Les trente enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, qui avaient été retenus sur le périmètre assurantiel dans le cadre des consultations organisées avec les parties prenantes, ont alors été déclinés en impacts, risques et opportunités. Ces enjeux avaient été définis sur la base d'une analyse précédente réalisée en 2018, de benchmarks de marché, et de questionnaires des agences de notation extra-financière ; ils ne sont pas publiés dans cet état de durabilité par souci de concision. Ceux-ci avaient été libellés en agrégeant plusieurs sous-thèmes et sous-sous-thèmes de la norme ESRS1, Annexe A, AR 16, sans distinguer chacun des segments de la chaîne de valeur. Cette opération a permis de qualifier plus précisément les impacts, risques et opportunités dont SGAM AG2R LA MONDIALE pouvait respectivement être à l'origine, exposé à, ou se saisir. La désagrégation de

la matérialité d'impact a également été réalisée à cette occasion. Ce cadre a été appliqué aux deux activités de SGAM AG2R LA MONDIALE : les assurances de personnes d'une part, en ce compris les investissements en valeurs mobilières et en immobilier de placement, et d'autre part, les activités liées aux RSS.

Ces deux analyses reposent sur une évaluation qualitative s'appuyant sur des jugements d'experts, et complétée le cas échéant d'informations qualitatives obtenues dans le cadre de la méthodologie initialement retenue sur le périmètre des assurances de personnes et mentionnée ci-dessus. Ces informations sont issues des entretiens réalisés avec la sélection de parties prenantes internes et externes alors réalisée, comprenant notamment des clients représentant chaque segment de clientèle, des organisations non gouvernementales ainsi que des réseaux prescripteurs. Pour certaines des évaluations, il a également été tiré parti d'autres dispositifs d'identification et de gestion des risques au nombre desquels la cartographie des risques majeurs d'AG2R LA MONDIALE, ou encore, dans des cas plus restreints, des études projectives exploratoires.

Plusieurs questions se sont posées lors de la réalisation de ces analyses et de l'agrégation des résultats auxquelles elles aboutissent. À ce titre, SGAM AG2R LA MONDIALE estime que les impacts, risques et opportunités identifiés à l'issue de ces deux analyses constituent une liste transitoire fondée sur l'état des connaissances à date, et donc amenée à évoluer. Les premiers résultats obtenus, notamment dans le domaine des investissements, en utilisant la base de données ENCORE, conduisent à conserver comme matériel l'ESRS E1 relatif au changement climatique, et exclure les autres ESRS thématiques environnementaux.

Ces deux exercices d'analyse ont mis en évidence quelques points, qui demanderont des travaux complémentaires pour affiner les résultats lors des actualisations à venir, en particulier :

- L'exhaustivité de la bibliothèque des impacts, risques et opportunités. La diversité des activités exercées, dont les chaînes de valeur diffèrent substantiellement par nature, conjuguée à la multiplicité des questions de durabilité listées dans l'ESRS1 au paragraphe AR16, auxquelles s'ajoutent celles qui sont spécifiques aux entités couvertes, a conduit à créer une bibliothèque constituée de plus de 400 impacts, risques et opportunités, qu'il sera nécessaire d'enrichir d'impacts positifs et d'opportunités potentiels supplémentaires à l'avenir, l'inventaire actuel étant orienté « impacts négatifs » et « risques » ;
- Le paramétrage et le calibrage des seuils de matérialité, lequel est complexe en raison de la nécessaire adaptation de ceux-ci à la nature des impacts, risques et opportunités évalués, selon qu'ils soient directs, ou indirects ;
- L'indisponibilité des données dans la chaîne de valeur, comme l'illustre l'exemple qui suit, ou leur qualité, peuvent réduire la portée des jugements basés sur la matérialité des impacts, risques et opportunités inclus dans la bibliothèque créée pour cet exercice. À ce titre, un défi important pour les activités d'investissements, consiste à pallier la difficulté à évaluer la matérialité des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance tant que les entreprises émettrices de titres sur les marchés financiers ne se sont pas explicitement prononcées sur ces enjeux dans leur contexte spécifique. Si des approches

1. Informations générales (ESRS2)

sectorielles sont envisageables, dans le sens où elles permettent d'identifier des signaux faibles de matérialité, elles ne permettent pas de mener une analyse suffisante des portefeuilles d'investissements et donc de former à date, des conclusions robustes sur l'importance potentielle des enjeux évalués, et ce plus particulièrement du point de vue de l'impact ;

- La définition des horizons temporels et leur articulation avec la temporalité retenue dans les autres cadres d'analyse des risques que les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ont déployé conformément à la réglementation prudentielle qui leur est applicable, peut également se traduire par des biais lors des évaluations. De même, l'exigence de procéder à des analyses en brut qui ne tiennent pas compte des actions d'atténuation en place, peut ne pas avoir été systématiquement assimilée par les différentes parties prenantes impliquées dans l'exercice d'évaluation.

L'objectif de cette section de l'état de durabilité est de donner un aperçu du processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités en matière de durabilité. Elle procède dans un premier temps une vue d'ensemble des méthodes, des hypothèses et du périmètre retenus, puis décrit plus en détail le cadre d'analyse de la matérialité d'impact et celui de la matérialité financière, pour se conclure sur une présentation de l'analyse des risques climatiques. Cette dernière section permet de renseigner les informations requises au titre des risques et opportunités figurant dans les ESRS thématiques, celles relatives aux impacts étant renseignées dans la section 2.2.

1.6.1 Vue d'ensemble des méthodes et des hypothèses retenues

Ainsi que précédemment souligné, le présent état de durabilité est conçu sur la base de deux analyses de double matérialité menées à partir du second semestre 2023 et finalisées fin 2024. Ces analyses couvrent chacun des segments d'activité mentionnés à la section 1.2.3 de cet état de durabilité, à savoir :

- Pour les entités dont les activités principales consistent à assurer les personnes, les opérations propres, les produits d'assurances et les services associés, les investissements en valeurs mobilières et des immeubles de placement,
- Pour les entités actives dans les RSS, la promotion immobilière et le développement, la commercialisation et l'exploitation de telles résidences.

1.6.1.1 Registre des impacts, risques et opportunités

Pour chacun de ces segments, la Direction RSE d'AG2R LA MONDIALE a élaboré une liste d'impacts, risques et opportunités potentiels propres au secteur des assurances de personnes, et accompagné les Directions RSE, Innovation, Marketing et International d'ÆGIDE-DOMITYS dans la conception d'un tel registre. Rapprochées partiellement, ces deux listes forment une bibliothèque de plus de 400 impacts, risques et opportunités définis au niveau des sous-sous-thèmes, le cas échéant des sous-thèmes, de la norme ESRS 1, Annexe A, AR 16.

Ces 400 impacts, risques et opportunités potentiels ont été formulés sur la base de différentes sources, dont les questionnaires des agences de notation non financière, de benchmarks de marché, des consultations d'experts internes, des dispositifs internes de gestion des risques, de médiation et d'alerte professionnelle, ainsi que les informations recueillies lors des toutes premières phases de l'analyse réalisée sur le périmètre assurantiel.

Ce registre des impacts, risques et opportunités prend en considération les spécificités des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales quant (i) aux produits et services proposés, (ii) la répartition géographique de leurs activités, (iii) les parties prenantes concernées. Ainsi, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales :

- Sont principalement actifs en France hexagonale et dans les territoires ultramarins, avec une présence dans quelques pays européens se caractérisant tous par l'existence de droits sociaux protecteurs ;
- Emploient des personnes dont le niveau de qualification initiale diffère substantiellement selon l'activité principale considérée (assurances de personnes, promotion et exploitation de RSS) ;
- Disposent de chaînes de valeur amont qui diffèrent entre les activités d'assurances de personnes et celles de promotion et d'exploitation de RSS quant à leur complexité, mais demeurent peu complexes par rapport à ce qu'il en est traditionnellement dans l'industrie ;
- Proposent des produits et des services essentiels aux personnes en leur apportant une sécurité financière et une forme de tranquillité d'esprit, que cela soit dans les domaines de l'épargne, la retraite, la santé et la prévoyance, ou de l'hébergement de seniors dont la vulnérabilité liée à l'âge tout comme la sensibilité du sujet sont des caractéristiques à prendre en compte ;
- Investissent à long terme dans l'économie française et européenne à titre principal et dans le cadre d'une stratégie pilotée au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE dans le respect des exigences réglementaires et prudentielles fixées par le régime Solvabilité 2. Outre ce cadre, le pilotage de ces investissements peut faire l'objet d'attentes particulières des parties prenantes (ex. clients, autorités de supervision, organisations non gouvernementales) dans les domaines environnementaux, sociaux comme en matière de gouvernance ;
- Se caractérisent par la prégnance du paritarisme et du mutualisme dans leur modèle d'affaires, leur culture et une gouvernance opérationnelle fondée sur des principes de subsidiarité.

L'élaboration de la bibliothèque des impacts, risques et opportunités, puis l'évaluation de la matérialité de ceux-ci, tiennent compte de ces caractéristiques, complétées, le cas échéant, d'autres aspects pouvant influencer la cotation de ceux-ci.

Ainsi, SGAM AG2R LA MONDIALE a tenu compte de plusieurs questions, lorsque les impacts, risques et opportunités liés à la conduite des affaires ont été identifiés et évalués : des risques et des impacts négatifs matériels dans les domaines des crimes et délits financiers au sens large, y compris les questions de corruption et de versements de pots-de-vin, ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte. L'analyse réalisée prend en considération les facteurs suivants : (i) la localisation géographique des activités (France, Luxembourg, Italie et Suisse), (ii) la nature des activités et des transactions réalisées qui sont essentiellement financières à des fins de placement, mais qui peuvent également concerner (iii) des soutiens financiers ou la conclusion de partenariats avec un tissu d'acteurs non assujettis aux réglementations relatives à la lutte contre la corruption et ne disposant donc pas en conséquence des réflexes appropriés. Parmi les autres caractéristiques considérées dans le cadre du processus d'évaluation, il a été tenu compte de l'existence d'une autorité chargée

administrativement de procéder à des contrôles, des sanctions et des pénalités éventuelles en cas de manquements constatés, ou encore des répercussions en termes de réputation.

1.6.1.2 Cotation et prise en compte des horizons temporels

Les impacts, risques et opportunités ont ensuite fait l'objet d'une cotation en distinguant la matérialité d'impact d'une part, la matérialité financière d'autre part. Ces évaluations s'appuient sur des échelles génériques précisées dans les sections suivantes.

Conformément à la norme ESRS1, ces échelles distinguent l'ampleur de la probabilité pour les risques financiers et les opportunités, le triptyque ampleur, étendue, irrémédiabilité, de la probabilité pour les impacts négatifs, et le diptyque ampleur, étendue, de la probabilité pour les impacts positifs.

Le caractère réel ou potentiel de l'impact, risque ou opportunité, n'est pas explicite dans la formulation de l'évaluation mais est reflété dans la probabilité affectée lors de l'exercice de cotation.

La cotation prend également en considération l'horizon temporel de réalisation des impacts, risques et opportunités en s'alignant sur ceux qui sont mentionnés dans la norme d'application, sans excéder une dizaine d'années –sauf cas particulier et partiellement pour le climat– pour ce qui concerne l'horizon de long terme. D'un point de vue mathématique, il est tenu compte de l'horizon temporel en affectant une pondération plus forte aux événements potentiels identifiés sur des horizons de court (inférieur à un an) et moyen terme (compris entre un à cinq ans) que sur les horizons de long terme (supérieur à cinq ans).

Outre le développement d'échelles génériques, des grilles d'évaluation spécifiques ont été conçues et un jeu d'hypothèses a été posé pour évaluer les impacts, risques et opportunités liés aux investissements en valeurs mobilières :

- Les évaluations des critères relatifs à l'ampleur et à l'étendue de la matérialité d'impact, et de l'ampleur en ce qui concerne la matérialité financière des questions environnementales, ont été réalisées en exploitant la base de données ENCORE afin d'estimer les pressions et les dépendances des activités des entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE sur l'environnement. Le jeu des hypothèses retenues – la mesure de l'étendue notamment – pour qualifier ces critères prend en considération un certain nombre de biais induits par l'approche appliquée pour cartographier les portefeuilles d'investissements. Ces derniers le sont en effet sur la base de leur code industrie en affectant 100 % du chiffre d'affaires des entreprises à cette activité et à chacune des pressions identifiées. Ceci peut conduire à surestimer les pressions sur l'environnement ou les dépendances d'une entreprise aux services rendus par les écosystèmes naturels. Il n'est par ailleurs pas tenu compte des politiques d'atténuation dont ces entreprises auraient pu se doter ;
- Les évaluations relatives à la probabilité de survenance d'un risque de réputation pour des raisons environnementales, sociales ou de gouvernance (à savoir des événements pouvant négativement affecter l'image et la marque AG2R LA MONDIALE en raison d'une stratégie d'investissement qui ne

prendrait pas en considération à leur juste mesure les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance) ont également été effectuées au moyen d'une échelle spécifique. L'hypothèse retenue a consisté à affecter une probabilité plus élevée aux sous-sous-thèmes évalués en fonction de l'intérêt porté par les investisseurs aux sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pour calibrer l'échelle de cotation, des études de marché sur les préférences ESG des consommateurs ont été utilisées.

L'analyse de double matérialité a été supervisée par la Direction RSE d'AG2R LA MONDIALE sur les quatre segments de la chaîne de valeur des activités d'assurances de personnes. Cette direction a également accompagné la Direction RSE, Innovation, Marketing et International des entités spécialisées dans les RSS pour l'ensemble des segments constituant la chaîne de valeur de cette activité. Le processus d'élaboration a impliqué, en diverses phases, des experts internes, qui ont contribué à l'exercice d'évaluation. Ces experts appartiennent aux fonctions risques ou investissements, en ce qui concerne l'analyse des activités assurantielles – trente enjeux ESG ont ainsi été évalués ; l'évaluation globale ayant ensuite été désagrégée au niveau des impacts, risques et opportunités – et aux fonctions techniques, ressources humaines, qualité, commerciales et exploitation pour les activités d'habitat senior.

Les résultats de ces deux analyses ont été présentés au Comité de pilotage du projet CSRD dont la composition comprend deux membres du CDG et deux membres du COG, ainsi qu'au Comité d'audit et des comptes de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Le processus d'analyse de double matérialité mis en œuvre pour établir ce premier état de durabilité est en cours d'intégration dans le processus global de gestion des risques de SGAM AG2R LA MONDIALE, notamment dans la dimension dite de matérialité financière. Ainsi que décrit en différents chapitres relatifs à l'analyse de double matérialité, cette dernière s'est appuyée sur plusieurs dispositifs existant en matière de gestion des risques, au nombre desquels, le suivi des risques opérationnels, la cartographie des risques majeurs, et le rapport sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS). Les impacts y sont indirectement traités, lorsque ceux-ci sont à l'origine de l'un des risques considérés dans ces différents dispositifs. Des travaux destinés à intégrer plus explicitement les impacts et les risques en matière de durabilité, ainsi qu'à faire converger les processus seront conduits dans les exercices à venir et menés conjointement par les fonctions RSE et les fonctions risques de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Le processus d'analyse de double matérialité ayant dû être développé rapidement au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE, celui-ci n'est pas intégré dans le processus global de gestion de l'entreprise au-delà des impacts, risques et opportunités liés au plan d'entreprise 23-25. Ces aspects seront affinés dans les prochains exercices dans le cadre du processus d'amélioration continue.

L'évaluation des impacts, risques et opportunités repose sur la base de jugements d'experts. Elle est qualitative pour l'essentiel, en se basant sur un certain nombre de sources documentaires et historiques destinées à conforter ces évaluations :

- Des rapports scientifiques pour les questions environnementales : le sixième rapport du GIEC pour

1. Informations générales (ESRS2)

- les questions climatiques, et le rapport de l'IPBES pour celles relatives à la perte de biodiversité ;
- Des données internes et externes relatives aux investissements : cartographie des investissements gérés en direct par secteur d'activité, qualité du portefeuille immobilier de placement, base de données ENCORE pour les dépendances et les pressions sur l'environnement, étude des préférences ESG des consommateurs-investisseurs pour évaluer le risque de réputation lié à la stratégie d'investissements, ainsi que pour le climat, des modélisations réalisées dans le cadre des stress-tests ACPR et du calcul d'une Value at Risk climatique ;
 - Des sources internes (registre des accidents du travail et des maladies professionnelles, cas d'alerte professionnelle, base de données des risques opérationnels, cartographie des risques majeurs, cartographie des risques ESG dans les achats) et externes (revue professionnelle, veille RSE, veille RH, diverses enquêtes sur les risques émergents) pour évaluer les impacts, risques et opportunités liés aux opérations propres.

S'agissant du premier exercice de reporting, il n'y a pas de période antérieure. Dans le cadre de son processus d'amélioration, SGAM AG2R LA MONDIALE envisage de procéder à une actualisation de son analyse de double matérialité afin de tenir compte des enseignements tirés de ce premier exercice. Quelques voies d'amélioration se dégagent en effet, parmi lesquelles l'enrichissement de la bibliothèque des impacts, risques et opportunités, notamment en ce qui concerne les impacts positifs et les opportunités, l'extension de la matérialité d'impact aux questions de sécurité et d'intégrité financière, une réflexion sur les techniques d'agrégation aux bornes du périmètre de combinaison, et une association plus importante des parties prenantes internes et externes au processus.

SGAM AG2R LA MONDIALE envisage de passer en revue l'analyse et le processus sous-jacent en vue de l'élaboration de son prochain état de durabilité.

1.6.2 Cadre d'analyse de la matérialité d'impact

1.6.2.1 Vue d'ensemble de la procédure

L'identification, l'évaluation, le classement par ordre de priorité et la surveillance des impacts négatifs et positifs liés aux activités de SGAM AG2R LA MONDIALE s'appuie, à titre principal, sur l'analyse de double matérialité dont la bibliothèque des impacts a été conçue sur la base des sous-thèmes et de leurs sous-ensembles listés à la norme ESRS1, Annexe A, AR 16, de différentes sources de marché, et de plusieurs dispositifs internes existants qui participent d'une procédure de diligence raisonnable, notamment :

- Plusieurs mécanismes de gestion des risques tels que des cartographies des risques opérationnels, des risques majeurs, ou encore des risques ESG dans les achats, d'atteintes à la probité, certains thèmes étant identifiés à la fois en tant qu'impact et risque, le second résultant de la survenance du premier ;
- Des processus de médiation, d'identification et de remontée des préoccupations, parmi lesquels la procédure d'alerte professionnelle, les procédures d'information-consultation de chaque Comité Social et Économique (CSE), les incidents remontés par les représentants de proximité du personnel, la procédure de signalement des cas de harcèlement, celles relatives au traitement des réclamations, etc. Ces

- dispositifs permettent d'identifier un certain nombre d'impacts négatifs réels ou potentiels, de même que les documents d'évaluation des risques professionnels, et les registres d'accidents du travail et des maladies professionnelles,
- Une consultation d'une trentaine de parties prenantes sur une trentaine d'enjeux ESG au sein desquels les sous-thèmes de l'ESRS1 Annexe 1 – AR 16 avaient été agrégés. Cette consultation a permis de recueillir des informations sur les impacts réels et potentiels des entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE. Elle s'est adressée tant à des parties prenantes internes disposant d'une expertise sur les enjeux identifiés, et qu'à des externes, comprenant des clients, des réseaux prescripteurs, ainsi que des associations environnementalistes spécialisées ou non dans la finance durable. Ces informations ont été utilisées pour construire la bibliothèque des impacts des activités assurantielles. Le registre des impacts relatifs aux activités de promotion, commercialisation et d'exploitation de RSS a quant à lui fait l'objet d'une consultation de parties prenantes internes exclusivement, le calendrier n'ayant pas permis de procéder à des consultations plus larges.

Ces différentes sources ont permis d'identifier plusieurs impacts potentiels ou avérés, qui ont été formalisés avant de faire l'objet d'une cotation à l'aide de la grille précisée dans la section correspondante de cet état de durabilité.

L'identification des impacts s'est concentrée sur les aspects relatifs aux questions environnementales d'une part et à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des personnes d'autre part, y compris les atteintes potentielles aux droits de l'Homme. Les dimensions financières de la sécurité et de l'intégrité financière, pour lesquelles les produits d'épargne et retraite, qui ont intrinsèquement des impacts positifs, n'ont pas été considérés lors de cette première analyse de double matérialité. Ils le seront lors des actualisations à venir, en fonction des pratiques de marché qui se dégageront en l'absence de norme sectorielle.

Lors de la construction de la bibliothèque des risques et de l'évaluation des impacts, bien que les sept segments d'activités aient tous été analysés avec attention, deux d'entre eux l'ont été examinés plus particulièrement en raison de leur exposition à un risque accru d'impacts négatifs réels ou potentiels : (i) les investissements en valeurs mobilières gérés en direct, (ii) les produits d'assurances via les options d'investissements qui y sont associées. Ces segments ont notamment fait l'objet de développements méthodologiques spécifiques comme souligné supra en ce qui concerne les pressions et les dépendances environnementales ainsi que les risques de réputation.

Les impacts ont été passés en revue sur l'ensemble de la chaîne de valeur, des activités propres des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et de leurs filiales, à leurs relations d'affaires, avant de faire l'objet d'une cotation reposant, dans la majeure partie des cas, sur des jugements d'experts.

Dans le cas des questions liées au changement climatique, ces évaluations d'experts se sont notamment appuyées sur les évaluations des émissions de gaz à effet de serre liées aux différentes activités sur les scopes 1 et 2 ainsi que sur les principaux postes du scope 3 qui y sont liés et qui représentent l'essentiel des émissions

attribuées aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. Parmi ces sources d'émissions, les portefeuilles d'investissements, selon les encours retenus, représentent plus de 98 % du total des émissions comptabilisées. L'évaluation des impacts réels et potentiels a été réalisée au niveau de chacune des activités et de manière transversale, en considérant le budget carbone résiduel mondial compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris et l'inertie des émissions dans l'atmosphère. Celle-ci a conduit à la matérialité de l'ensemble des postes et des segments d'activités considérés, certains demeurant toutefois plus matériels que d'autres.

Au-delà des modalités d'implication des parties prenantes décrites plus haut dans cette section, la bibliothèque des impacts, leur formulation, de même que l'évaluation finale,

n'ont pas fait l'objet formellement d'une consultation large des parties prenantes, en raison des délais très courts accordés pour réaliser un tel exercice, dont la complexité tient au caractère mixte des activités exercées par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. SGAM AG2R LA MONDIALE envisage d'impliquer davantage de parties prenantes internes et externes dans le processus d'élaboration de la prochaine analyse de double matérialité.

1.6.2.2 Grille d'évaluation des impacts négatifs et positifs

L'évaluation de la matérialité de chaque impact repose sur des critères d'ampleur, d'étendue, d'irréversibilité, de probabilité et d'horizon de temps. Les échelles utilisées sont décrites ci-dessous.

Ampleur	Environnemental	Social
1	Très faible : Impacts négligeables sur l'environnement ne nécessitant pas des mesures de remédiation	Effets négligeables sur la sécurité, santé et intégrité des personnes
2	Faible : Impacts présents mais limités sur l'environnement nécessitant des mesures de remédiation	Effets présents mais limités sur la sécurité, santé et intégrité des personnes
3	Important : Conséquences importantes sur l'environnement	Conséquences importantes sur la sécurité, santé et intégrité des personnes
4	Élevé : Conséquences sévères sur l'environnement	Conséquences sévères sur la sécurité, santé et intégrité des personnes, ou conséquences graves sur les droits de l'homme

Étendue	Environnemental	Social
1	Très faible : Impact environnemental sur une étendue très limitée	Un nombre très limité de personnes affectées
2	Faible : Impact environnemental sur une étendue limitée	Conséquences sur un nombre limité de personnes
3	Important : Impact environnemental sur une étendue importante	Conséquences sur un nombre important de personnes
4	Élevé : Impact environnemental sur une étendue considérable	Conséquences sur un nombre considérable de personnes

Irréversibilité	Environnemental	Social
1	Remédiable : Rétablissement rapide des conditions pré-impact pour l'environnement	Rétablissement rapide des conditions pré-impact pour les populations
2	Potentiellement remédiable : Capacité du milieu de retrouver ses conditions avant les dommages environnementaux	Capacité de retrouver des conditions similaires après mise en œuvre des mesures de remédiation pour les populations
3	Difficilement remédiable : Capacité limitée du milieu de retrouver ses conditions avant les dommages environnementaux	Capacité limitée de retrouver des conditions similaires malgré mise en œuvre des mesures de remédiation pour les populations
4	Élevé : Impossible de retrouver les conditions d'origine pour l'environnement, naturellement ou au moyen d'actions de remédiation	Impossible de revenir à des conditions équivalentes à celles d'origine pour les populations

1. Informations générales (ESRS2)

Probabilité	Environnemental	Social
1	Il est presque impossible d’imaginer que le scénario se concrétise	
2	Il n’est pas impossible, mais il serait surprenant que le scénario se concrétise	
3	Il y a de bonnes chances que ce scénario se concrétise, sans être toutefois certain.	
4	Il est à peu près certain que ce scénario se concrétisera au moins une fois / attendu.	

Facteur de multiplication	L’horizon de temps est pris en compte dans la cotation des impacts, risques et opportunités. Une exposition plus lointaine permet de se préparer aux IROs, la cotation reste la même. Inversement, un horizon à court terme fera augmenter la cotation de l’IRO car le Groupe n’aura pas le temps de s’y préparer.
X1	Horizon à long terme : 5 ans
X1	Horizon à moyen terme : de 1 à 5 ans
X1,1	Horizon à court terme : <1an

La formule utilisée pour coter les impacts positifs est la suivante :

Impacts positif = $\frac{(\text{Ampleur} + \text{Étendue})}{2}$ – Horizon de temps

Les formules utilisées pour coter les impacts négatifs potentiels et réels sont les suivantes :

Impact potentiel = $\frac{(\text{Ampleur} + \text{Étendue} + \text{Probabilité} + \text{Irrémediabilité})}{4}$ – Horizon de temps

Impact réel = $\frac{(\text{Ampleur} + \text{Étendue} + \text{Irrémediabilité})}{3}$ – Horizon de temps

Afin d’évaluer la matérialité de certains des impacts et risques de l’activité Investissement du Groupe, des échelles spécifiques ont été mises en place. Celles-ci sont succinctement décrites dans la section 1.6.1.2 de cet état de durabilité.

1.6.3 Cadre d’analyse de la matérialité financière

1.6.3.1 Vue d’ensemble

L’identification des risques et opportunités qui ont ou pourraient avoir des incidences financières importantes pour SGAM AG2R LA MONDIALE s’appuie sur un ensemble de dispositifs, à savoir des études de marché, les dispositifs existants de gestion des risques, les mécanismes de médiation et d’escalade des préoccupations, la consultation d’une trentaine de parties prenantes sur une trentaine d’enjeux ESG, et la liste des sous-thèmes de l’ESRS 1 – Annexe A – AR16. Les risques et les opportunités identifiés ont par la suite fait l’objet d’une formalisation et d’une évaluation sur la base d’avis d’experts, en utilisant l’échelle de cotation précisée dans la section correspondante de cet état de durabilité.

Outre l’utilisation de ces grilles d’évaluation, certains segments ont fait l’objet d’analyses particulières, comme c’est le cas des investissements pour lesquels l’évaluation des différentes dépendances aux questions environnementales a pu tirer parti, malgré les limites précisées précédemment, de l’utilisation de la base Encore.

De même, ainsi que décrit à la section 1.6.4 (risques et opportunités liés au changement climatique) de cet état de durabilité, certaines évaluations ont bénéficié des enseignements tirés de méthodes plus sophistiquées d’analyse des risques.

Pour identifier et évaluer ses risques et opportunités, SGAM AG2R LA MONDIALE a tenu compte de la manière dont ceux-ci pouvaient découler des impacts négatifs et positifs liés à ses propres activités, et à sa chaîne de valeur amont et aval. Pour chacun des impacts identifiés, l’exercice a consisté à s’interroger sur l’existence de risques, dont il pouvait résulter, ceux-ci pouvant être de différentes natures. Outre les risques financiers (ex. pertes de parts de marché, difficultés de financement, diminution de la rentabilité), les risques de sanctions réglementaires et/ou juridiques, y compris les risques de condamnations civiles et pénales, ainsi que les risques d’atteinte à la réputation et à la marque AG2R LA MONDIALE ont été jugés.

Une approche similaire a été retenue pour les dépendances des activités de SGAM AG2R LA MONDIALE. Lorsque des dépendances ont été identifiées, elles ont été converties en risques, afin de les évaluer en s’interrogeant sur la manière dont elles pouvaient avoir un impact sur les plans financier, réglementaire et juridique, ainsi qu’en matière de réputation.

Au terme de l’analyse ainsi conduite, plusieurs risques découlant d’impacts négatifs ou de dépendances ont été identifiés, et une opportunité qui sera développée dans les prochaines éditions de l’état de durabilité. En lien avec les questions financières en matière de sécurité et d’intégrité des personnes, le vieillissement démographique, couplé aux contraintes budgétaires nationales, offre des opportunités de développement plus avant explorées dans le cadre des réflexions sur le prochain plan d’entreprise.

1.6.3.2 Grille d'évaluation des risques

L'évaluation de chaque risque repose sur des critères d'ampleur, de probabilité et d'horizon temporel. Les échelles sont décrites ci-dessous.

Probabilité d'un effet financier résultant de l'exposition aux enjeux

1	Il est presque impossible d'imaginer que le scénario se concrétise
2	Il n'est pas impossible, mais il serait surprenant que le scénario se concrétise
3	Il y a de bonnes chances que ce scénario se concrétise, sans être toutefois certain.
4	Il est à peu près certain que ce scénario se concrétisera au moins une fois / attendu.

Ampleur d'un effet financier résultant de l'exposition aux enjeux

1	Opérations : pas d'impact ni d'arrêt des opérations ou effets financiers de < 1M€ ; Juridique : pas d'impact juridique ou incidents pouvant être résolus d'un commun accord/aucun impact positif ou sanctions de < 1M€ ; Réputation : pas ou peu d'impact sur la réputation ; Relations internes : Aucun ou très peu de signes de réactions négatives des collaborateurs, actuellement ou à l'avenir
2	Opérations : arrêt des opérations pendant quelques heures ou quelques jours sans impact majeur / relance des opérations pendant une courte période sur une ligne stratégique ou effets financiers de < 10M€ ; Juridique : responsabilité civile de l'entreprise impliquée / pas d'impact positif ou sanctions de < 10M€ ; Réputation : dégradation de l'image / relance dans les médias locaux, limitée dans le temps sans perte / relance de la confiance dans la valeur du Groupe ; Relations internes : Réactions négatives qui peuvent survenir (peu de perte de confiance, peu d'impact sur la productivité ou la qualité du travail à court terme seulement, peu d'impact sur le turnover), ou probable à l'avenir
3	Opérations : arrêt à long terme des opérations, obligation d'arrêter une ligne de produits non stratégique mais à fort impact/ opportunité de lancer une ligne de produits non stratégique ou de sécuriser les opérations sur des lignes stratégiques ou effets financiers de < 50M€ ; Juridique : responsabilité pénale individuelle d'un dirigeant ou du service juridique/aucun impact positif ou sanctions de < 50M€ ; Réputation : retombées négatives ou positives dans les médias nationaux, perte de confiance significative mais limitée/renforcement de la confiance dans le temps ; Relations internes : Réactions négatives avérées (perte de confiance à durée limitée, baisse de productivité ou de qualité du travail à court terme seulement, hausse des départs) , ou probable à l'avenir
4	Opérations : arrêt complet des opérations, obligation d'arrêter une ligne de produits stratégique et à long terme/ opportunité de lancer une ligne de produits stratégique dans laquelle l'entreprise a un avantage stratégique ou effets financiers de > 50M€ ; Juridique : responsabilité pénale des mandataires sociaux/aucun impact positif ou sanctions de > 50M€ ; Réputation : couverture médiatique importante et multiple dans les médias nationaux et internationaux. Perte de confiance durable/renforcement à long terme de la confiance dans la valeur du Groupe reconnu comme modèle ; Relations internes : Fortes réactions négatives avérées (perte de confiance durable, baisse de productivité ou de qualité du travail qui s'étend à moyen ou long terme, vagues de départs) ou très probable à l'avenir

Probabilité d'un effet financier résultant de l'exposition aux enjeux

1	Il est presque impossible d'imaginer que le scénario se concrétise
2	Il n'est pas impossible, mais il serait surprenant que le scénario se concrétise
3	Il y a de bonnes chances que ce scénario se concrétise, sans être toutefois certain.
4	Il est à peu près certain que ce scénario se concrétisera au moins une fois / attendu.

L'évaluation de chaque opportunité repose sur des critères d'ampleur, de probabilité et d'horizon temporel. Les échelles sont décrites ci-dessous.

Ampleur* d'opportunités financières résultant du traitement des enjeux environnementaux et sociaux

1	Mineur : Opportunité financière faible sur le secteur d'activité de l'organisme concerné
2	Modéré : Opportunité financière modeste sur le secteur d'activité de l'organisme concerné
3	Majeur : Opportunité financière importante sur le secteur d'activité de l'organisme concerné
4	Critique : Opportunité financière majeure sur le secteur d'activité de l'organisme concerné

* ampleur à considérer en unité monétaire

Facteur de multi-plication	L'horizon de temps est pris en compte dans la cotation des impacts, risques et opportunités. Une exposition plus lointaine permet de se préparer aux IROs, la cotation reste la même. Inversement, un horizon à court terme fera augmenter la cotation de l'IRO car le Groupe n'aura pas le temps de s'y préparer.
X1	Horizon à long terme : 5 ans
X1	Horizon à moyen terme : de 1 à 5 ans
X1,1	Horizon à court terme : < 1an

La formule utilisée pour la cotation des risques et opportunités est la suivante :

$$\text{Risques et opportunités} = \frac{(\text{Ampleur} + \text{Probabilité})}{2} - \text{Horizon de temps}$$

1. Informations générales (ESRS2)

Afin d'évaluer la matérialité de certains des risques et opportunités de l'activité Investissement, des échelles spécifiques ont été mises en place, comme souligné dans la section 1.6.1.2 de cet état de durabilité, en ce qui concerne les portefeuilles d'investissements.

Les Impacts, risques et opportunités ont été considérés matériels, lorsque leur cotation est supérieure ou égale à 3.

SGAM AG2R LA MONDIALE aborde la majeure partie des risques en matière de durabilité identifiés avec la même priorité que les autres types de risques. Elle procède à des tests de résistance de son activité dans certaines conditions d'exercice sur le périmètre assurantiel dans le cadre de son rapport sur l'évaluation interne des risques, et de la solvabilité (EIRS). Ces tests peuvent couvrir directement l'un des risques identifiés (ex. conséquences financières d'un risque cyber) ou indirectement (ex. incidences financières d'un risque d'image qui peuvent être appliquées aux risques de durabilité matériels). Ces exercices de simulation ne sont que partiellement alignés sur les horizons temporels standardisés de la norme ESRS1. Les enseignements, qui en sont tirés, sont intégrés au processus d'identification et d'évaluation des risques en matière de durabilité qui reposent sur des jugements d'experts. L'intégration des risques en matière de durabilité est plus avancée dans ces activités que dans celles relatives à la promotion immobilière, la commercialisation et l'exploitation de RSS ; la constitution d'équipes dédiées dans le domaine de la gestion des risques et dans celui de la RSE étant récente.

1.6.4 Risques et opportunités liés au changement climatique

Cette section de l'état de durabilité se concentre sur le processus d'identification des risques et des opportunités liés au changement climatique. Elle décrit le cadre d'analyse utilisé pour évaluer l'influence des risques physiques sur la matérialité financière (1.6.4.1), puis toujours sous ce même prisme, des risques de transition (1.6.4.2.) ainsi que les opportunités éventuelles.

1.6.4.1 Processus d'identification des risques physiques

L'identification et l'évaluation des risques physiques sont principalement qualitatives et fondées sur des avis d'experts, en mobilisant toutefois les premiers enseignements tirés de l'analyse de résilience décrite à la section 2.2.2 de cet état de durabilité, ainsi que d'autres éléments utiles à la compréhension des risques physiques aigus et chroniques et la manière, dont ils pourraient affecter les actifs et les activités des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. L'analyse de double matérialité a porté sur l'ensemble des activités, en s'interrogeant sur leur exposition à différents risques physiques tant à court qu'à moyen et long terme sans que l'horizon n'excède une dizaine d'années, à l'exception des activités d'assurances et d'investissements pour lesquelles des enseignements sur des horizons temporels plus longs ont pu être considérés comme décrit dans cette même section du présent état de durabilité. Ont notamment été explicitement ou implicitement considérés, l'incidence de l'augmentation de la fréquence et de la sévérité des vagues de chaleur sur la mortalité, la morbidité des personnes, les dépenses de santé et les arrêts de travail, les conséquences de la montée des eaux sur l'exploitation de RSS, et sans procéder toutefois à une analyse systématique de l'ensemble des éléments mentionnés dans la classification des aléas

climatiques, les répercussions possibles d'événements extrêmes (inondations, tempêtes) sur le portefeuille d'investissements, ou encore sur la continuité d'activité des établissements exploités au titre des opérations en propre. Bien que l'échelle d'évaluation des risques utilisée dans le cadre de l'analyse de double matérialité distingue les horizons temporels en les alignant sur ceux définis dans la norme, tout en affectant une pondération à ceux-ci, ils n'ont pas été explicitement définis en fonction de la durée de vie prévue des actifs, des horizons de planification stratégique et des plans d'allocation des fonds propres de SGAM AG2R LA MONDIALE.

S'agissant des sites tertiaires occupés au titre des opérations en propre, ainsi que des RSS exploitées, l'évaluation a consisté en une analyse macro reposant sur une vue d'ensemble des aléas auxquels peuvent être exposés les établissements concernés ; sans procéder toutefois à une cartographie détaillée croisant les coordonnées géospatiales de ces implantations avec les projections des aléas climatiques associés à différents scénarios climatiques, et les hypothèses en termes de probabilité, d'ampleur et de durée de ces aléas. L'évaluation est toutefois réalisée sur la base d'un scénario climatique à émissions élevées, ce qui sous-tend la prise en compte d'aléas climatiques dont la fréquence et l'intensité sont plus élevées que les observations statistiques passées et susceptibles de créer un risque brut pour les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. Compte-tenu des actifs exposés (immeubles de bureaux, RSS), principalement situés en France hexagonale, à l'exclusion des établissements situés dans les territoires ultramarins, l'évaluation s'est appliquée à cerner qualitativement quelles pouvaient être les conséquences d'une augmentation en fréquence et en intensité des vagues de chaleur, de vagues submersives, d'inondations, ou encore celles liées au retrait du trait de côte en raison de la montée des eaux, le cas échéant en combinant ces périls potentiels.

Les opérations d'assurances et d'investissements font également l'objet d'une évaluation qualitative des risques physiques auxquels elles sont exposées, enrichie des éléments d'appréciation tirés de deux exercices réalisés par SGAM AG2R LA MONDIALE a réalisé et dont les principaux enseignements et les limites sous-jacentes sont décrits à la section 2.2.2 de cet état de durabilité :

- Dans le cadre de l'un de ces deux exercices, les stress-tests de l'ACPR, les simulations sur le passif et l'actif bilantiel reposent sur la trajectoire RCP 4.5 du GIEC qui permet de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C dans un scénario ordonné et désordonné. La trajectoire RCP 8.5 du GIEC, un scénario climatique à émissions élevées mentionné par la norme et qui correspondrait à une hypothèse de hausse des températures comprise entre 1,4°C et 2,6°C en 2050, n'a pas été retenu par l'autorité de supervision dans la mesure où ainsi qu'elle le souligne dans la restitution de place de cet exercice : « le RCP 8.5 est sujet à controverses quant à son caractère atteignable, notamment en raison des hypothèses relatives à l'évolution de l'utilisation des énergies fossiles sur lesquelles il s'appuie. Sa pertinence en tant que scénario « business as usual » est ainsi sujette à caution ». Pour cet exercice, les passifs d'assurances ont été choqués à l'aide de dérivées nationales moyennes des taux de mortalité, de morbidité, des arrêts de travail et des dépenses de santé, sans tenir compte de la répartition géographique des populations assurées en France et de

données géospatiales, et les actifs via des ajustements des variables macroéconomiques et financières ;

- Dans le cadre de l'autre exercice, la Climate Var MSCI envisage un scénario à 3°C qui suppose des émissions élevées, ainsi qu'un scénario à 2°C et un scénario à 1,5°C dans des variantes ordonnée et désordonnée. La Climate Var MSCI des risques physiques correspond aux effets financiers tant des risques climatiques chroniques qu'aigus susceptibles d'affecter sur le plan opérationnel les entreprises dans lesquelles SGAM AG2R LA MONDIALE investit. Le modèle de MSCI prend en compte les huit phénomènes météorologiques suivants : cyclones tropicaux, inondations côtières, vagues de chaleur extrêmes, vagues de froid extrêmes, pluies diluviennes, chutes de neige extrêmes, vents extrêmes, inondations fluviales. MSCI utilise un historique de 39 années de données météorologiques pour établir un scénario de base et calculer pour chaque entreprise un coût probable associé à la survenance de ces risques physiques. L'évaluation des risques physiques liés au changement climatique sur le périmètre relatif aux activités assurantielles et aux investissements, dans la limite des enseignements tirés de ces exercices, fait donc partiellement usage des scénarios climatiques sans reposer sur des données géospatiales.

1.6.4.2 Processus d'identification des risques de transition

Tout comme pour l'identification des impacts et des risques physiques, l'analyse de matérialité des opportunités et des risques de transition liés au climat a été conduite sur le périmètre des opérations en propre des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, ainsi que sur leurs chaînes de valeur respectives. L'évaluation est également qualitative, pour l'essentiel basée sur des avis d'experts, enrichie pour les activités assurantielles et d'investissements des enseignements tirés des deux exercices APCR et Climate Var MSCI relatés dans la section précédente. Les horizons temporels considérés sont identiques à ceux mentionnés dans l'analyse d'impact et celle des risques physiques. Ils reprennent les spécifications de la norme ESRS2 sans excéder une dizaine d'années pour l'horizon de long terme. Des horizons plus longs ont toutefois pu être considérés qualitativement pour les activités assurantielles et d'investissements sur la base des deux exercices mentionnés supra (ACPR, Climate Var MSCI).

Parmi les événements liés à la transition classiquement admis et la liste non exhaustive de ceux-ci incluse dans la norme E1, plusieurs risques ont été incorporés à la bibliothèque des risques et des opportunités liés au climat et leur analyse réalisée sur les horizons temporels précités. Les risques et les opportunités, tels que l'incidence d'une tarification accrue des émissions de gaz à effet de serre sur les entreprises dans lesquels il est procédé à des investissements, ou encore sur les matériaux de construction en ce qui concerne les activités de promotion immobilière et développement, ainsi que sur le coût de l'énergie sur l'ensemble des activités, de même que les conséquences sur l'offre de produits d'épargne, retraite et d'assurances-vie d'une modification éventuelle des préférences exprimées par les assurés-investisseurs en matière de durabilité, tout comme les risques de réputation associés à des politiques produits et/ou d'exploitation ne tenant pas compte de la contrainte carbone, ont été identifiés comme des axes plus particulièrement pertinents à évaluer en tenant

compte dans la mesure du possible de la probabilité, de l'ampleur et de la durée perçues de ces événements.

L'identification des événements liés à la transition climatique, ainsi que leur évaluation, ne sont pas explicitement étayées au moyen d'une analyse de scénarios climatiques, de même que les états financiers qui ne font pas l'objet d'hypothèses critiques explicites en matière de climat. L'identification des opportunités et des risques de transition pertinents, et leur évaluation, sont toutefois réalisées en prenant en compte, et sous les horizons temporels précités, un scénario compatible avec la cible haute de l'Accord de Paris, soit 2°C sans dépassement ou temporairement avec. Dans le cadre des opportunités et des risques de transition relatifs aux activités d'investissement, les enseignements tirés du calcul de la Climate Var MSCI, lequel comprend une évaluation partielle des pertes de valeur des portefeuilles d'investissements liées aux risques dits « politiques » ainsi que les gains éventuels associés aux « progrès technologiques » dans un scénario compatible avec un réchauffement planétaire limité à 1,5°C ont ainsi pu être mobilisés. Les risques de transition sont également capturés par l'exercice de place organisé par l'ACPR dans le cadre de la trajectoire RCP. 4.5 dans un scénario ordonné ou non. Les risques sont simulés au moyen de chocs différenciés sur les spreads souverain et corporate, la courbe des taux, les actions. Les titres émis par les entreprises relevant du secteur pétro-gazier y sont plus significativement choqués que ceux des autres secteurs d'activités. Ces différents scénarios reposent sur des hypothèses d'évolution des politiques, sur les tendances macroéconomiques, l'utilisation de l'énergie et le mix énergétique, ou encore des hypothèses technologiques.

La compatibilité des actifs et des activités économiques des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, avec une transition vers une économie neutre pour le climat est nécessairement corrélée au rythme de décarbonation de l'économie en général ; l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre, dont ils sont indirectement à l'origine, provenant des portefeuilles d'investissements qui peuvent être difficilement exclusivement orientés vers des activités économiques compatibles avec l'Accord de Paris. D'autres activités peuvent également exiger des efforts importants pour s'assurer d'une telle compatibilité, parmi lesquelles l'immobilier de placement d'une part, et les opérations de promotion immobilière et développement d'autre part. Les actifs sous-jacents – RSS, immeubles de bureaux, commerces – ont une durée de vie longue, les choix de conception et de matériaux influencent donc les émissions sur des décennies dans leur phase d'exploitation.

1.6.5 Publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise

Les informations sur les points de donnée publiés ainsi que leur emplacement dans l'état de durabilité sont déclinées dans la section 5.2.

1. Informations générales (ESRS2)

1.7 Base générale pour la préparation de la déclaration de durabilité (BP)

La présente déclaration de durabilité est établie à titre volontaire sur le périmètre combiné de SGAM AG2R LA MONDIALE (« la Sgam »). À l'exception des activités viticoles en raison de la taille relativement modeste des exploitations et par voie de conséquence, des impacts, risques et opportunités potentiels, et d'entités dont la contribution aux impacts, risques et opportunités identifiés est non significative, à savoir la MIAG et des entités de courtage (STAM EC / EUROVIE / ADEP / UCR), elle couvre toutes les activités combinées dans les états financiers de SGAM AG2R LA MONDIALE, en ce incluses celles exercées par La Mondiale SAM et ses filiales ainsi que VIASANTÉ Mutuelle, deux ensembles assujettis à la publication d'informations en matière de durabilité dès l'exercice 2024. En conséquence, ces dernières peuvent être dispensées d'une déclaration sur base individuelle ou consolidée. La liste des sociétés incluses dans le périmètre de combinaison est présentée dans la section 2 de l'annexe aux comptes combinés (périmètre de combinaison), du chapitre 7 du présent rapport financier.

La déclaration inclut les informations, concernant la chaîne de valeur en amont et en aval en leur premier rang, identifiées comme matérielles lors de l'évaluation des incidences, des risques et des opportunités dans le cadre de l'analyse de double matérialité.

Cette déclaration n'a fait l'objet d'aucune omission d'information particulière permise au titre du savoir-faire ou aux résultats d'innovations, ni utilisation de l'exemption de publication d'informations portant sur des évolutions imminentes ou des affaires en cours de négociation.

1.7.1 Horizons temporels

L'analyse de double matérialité, sur laquelle repose cette déclaration, a été conduite en prenant en compte les horizons temporels de moyen et de long terme définis dans l'ESRS1 ; la pertinence de ces horizons (court terme, inférieur à un an, moyen terme, inférieur à 5 ans, long terme, supérieur à 5 ans) n'ayant pas été questionnée pour ce premier exercice d'évaluation des incidences, des risques et des opportunités.

1.7.2 Estimations concernant la chaîne de valeur

Les métriques publiées, pour lesquelles des données relatives à la chaîne de valeur sont incluses, concernent pour l'essentiel les émissions de gaz à effet de serre du scope 3, induites par les achats de biens et services d'une part, et les investissements d'autre part, ainsi que la température implicite de ces derniers ; sont également concernées les consommations d'énergie et les effectifs non-salariés. Ces données font l'objet d'incertitudes inhérentes à la longueur de la période concernée et l'existence d'un historique des estimations réalisées et à la qualité des données récupérées auprès des fournisseurs. Afin de réduire les incertitudes liées aux estimations, SGAM AG2R LA MONDIALE étudiera la possibilité d'arrêter les données au 31 décembre pour un certain nombre d'indicateurs. Par ailleurs, les échanges avec les fournisseurs de données pour réduire les approximations seront poursuivis dans le cadre de la démarche d'amélioration continue.

1.7.3 Sources d'incertitude associées aux estimations et aux résultats

Outre les émissions de gaz à effet de serre de la chaîne de valeur (cf. supra), la publication par anticipation de cette déclaration a conduit à estimer plusieurs données.

Certaines d'entre elles peuvent faire l'objet d'un degré d'incertitude plus élevé :

- Consommations d'énergie

En règle générale les données présentées ont été arrêtées au 30 septembre de l'année et estimées pour les 3 mois restants à des exceptions près dans le cadre de l'immobilier de placement et de l'exploitation de RSS. Dans le cas des exceptions, des estimations ont été réalisées sur des périodes plus longues, et, pour quelques-unes, sur l'année entière (ex. les consommations d'énergie des locataires des immeubles de placement).

- Émissions de GES

Les données quantitatives relatives aux investissements ont été arrêtées au 30 septembre de l'année et n'ont pas fait l'objet d'une projection. Pour ce concerne les données relatives aux émissions de gaz à effet de serre financées, de l'indice de température implicite, seuls les investissements gérés en direct par SGAM AG2R LA MONDIALE sont comptabilisés, soit 68 % des investissements ; les UC des partenaires n'étant pas incluses dans ces calculs. Les données relatives aux UC n'ont pas pu être collectées pour ce premier exercice. SGAM AG2R LA MONDIALE s'engage à améliorer le processus en 2025. Par ailleurs, l'incertitude liée aux consommations d'énergie se retrouve dans le calcul des émissions de gaz à effet de serre des scopes 1 et 2.

- Effectifs de l'entreprise et non-salariés

De la même manière que pour les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, les données quantitatives relatives aux effectifs de l'entreprise sont généralement arrêtées au 30 septembre de l'année, à l'exception du suivi des effectifs non-salariés (prestataires sur site, personnel intérimaire) de l'activité d'habitat senior pour laquelle la donnée a été totalement estimée sur 2024.

1.7.4 Changement dans la préparation ou la présentation des informations en matière de durabilité

Le contenu de cette déclaration diffère sur plusieurs plans de la dernière déclaration de performance extra-financière publiée au titre de l'exercice 2022 à titre volontaire. Élaborée à partir de la directive européenne CSRD, et des normes d'application ESRS qui en découlent, la présente déclaration couvre un périmètre différent (adjonction des activités d'ÆGIDE-DOMITYS, de VIASANTÉ Mutuelle et de La Mondiale Europartner, et exclusion de l'institution de retraite complémentaire). Elle repose par ailleurs sur les résultats d'une première analyse de double matérialité, dont la sophistication peut conduire en certaines occasions toutefois limitées à des résultats divergents au regard de l'analyse précédemment conduite.

La comparaison des données de la présente déclaration avec les informations antérieurement publiées n'est donc pas pertinente et la production de données ajustées trop complexe dans le cadre de ce premier exercice.

1.7.5 Informations issues d'autres actes ou d'autres déclarations en matière d'information sur la durabilité

Au-delà des informations relatives au règlement Taxonomie, SGAM AG2R LA MONDIALE fait figurer dans cet état de durabilité un certain nombre d'informations des réglementations SFDR et article 29 de la Loi énergie-climat, qui sont publiés dans d'autres rapports de SGAM AG2R LA MONDIALE à titre volontaire. Les données et les processus d'information en matière de durabilité ne font pas l'objet d'une vérification autre que celle à laquelle il est procédé dans le cadre de cet état de durabilité.

1.7.6 Incorporation d'informations par référence

Les informations requises au titre des exigences introduites par la CSRD, dont l'incorporation est faite par référence, figurent dans la table de correspondance ci-après avec le renvoi vers d'autres sections du rapport financier précisé.

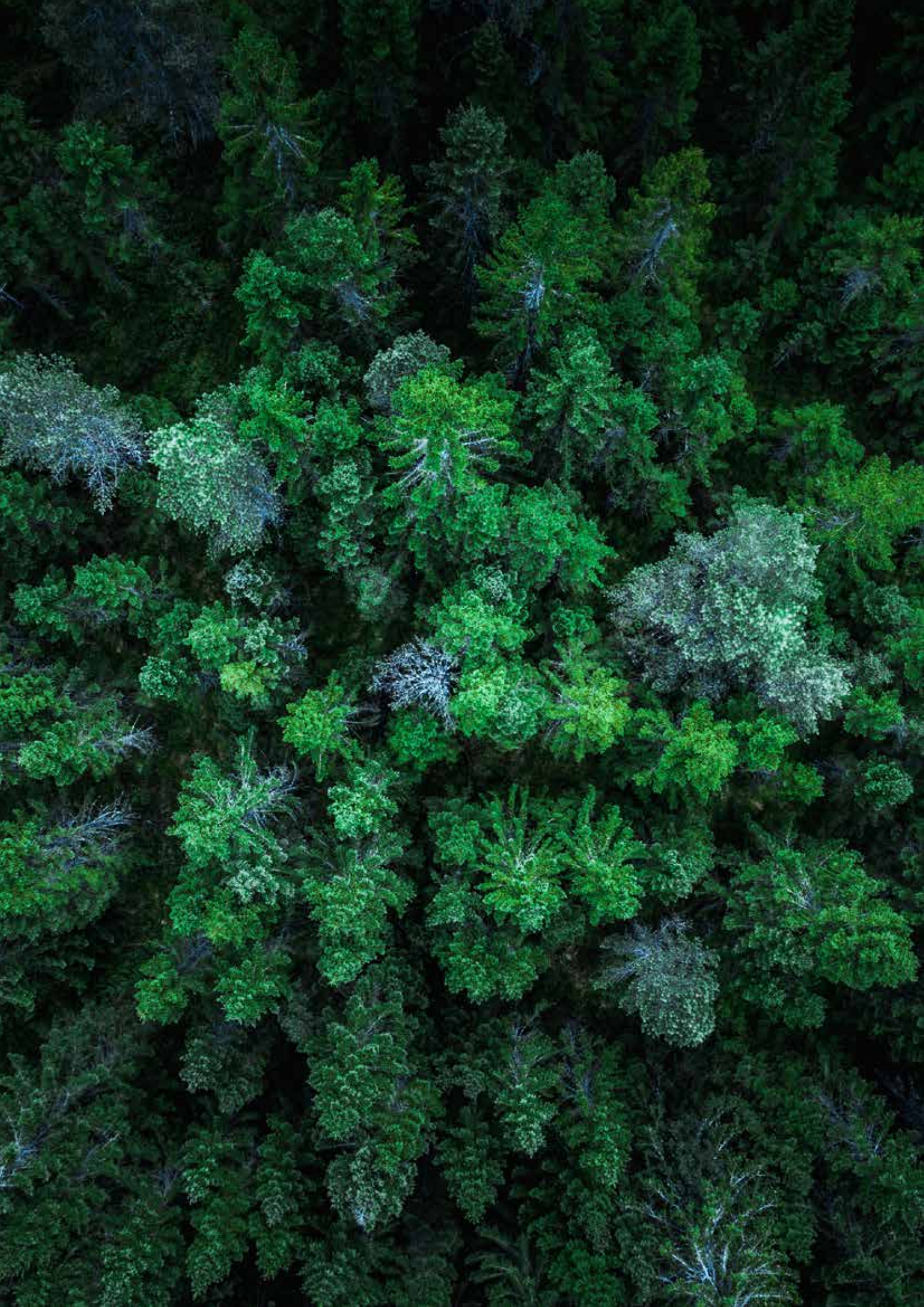
Table de correspondance des informations incorporées par référence

DR	ESRS et paragraphe	Section du rapport financier	Intitulé de la section du rapport financier
Entités membres du périmètre de combinaison de SGAM AG2R LA MONDIALE	ESRS2 / BP-1 / 5bii	Section 2.1 Chapitre 7	Composition du périmètre de combinaison
Missions des comités spécialisés	ESRS2 / GOV-2 / 26c	Section 4.1 Chapitre 4	Présentation de son fonctionnement
Mécanismes d'incitation	ESRS 2 / GOV 3	Section 4.2 Chapitre 4	Organes d'administration et de contrôle
Ventilation du chiffre d'affaires par grands secteurs	ESRS2 / SBM-1 / 40b	Section 7 Chapitre 7	Analyse sectorielle

1.7.7 Consultation des CSE

En application des articles L 2312-17 et L 2312-25 du code du travail, modifiés par l'Ordonnance 2023-1142 qui a transposé la Directive 2022/2464 : chaque Comité social et économique doit avoir à sa disposition, dans le cadre de la consultation annuelle sur la situation économique et financière de l'entreprise, l'ensemble des documents obligatoirement transmis à l'assemblée générale dont, le cas échéant, le rapport de certification des informations en matière de durabilité.

La date d'achèvement du présent rapport de durabilité n'a pas permis sa transmission aux deux CSE, celui d'AG2R et celui de La Mondiale, dans le cadre de la consultation annuelle. Toutefois, une fois achevé il a fait l'objet d'une présentation devant chaque CSE avant la réception du rapport de certification par les Commissaires aux Comptes, ce dernier rapport sera tenu à leur disposition après son intégration dans le rapport financier de SGAM AG2R LA MONDIALE.



2. Informations environnementales

2.1	Taxonomie	130
2.1.1	Contexte	130
2.1.2	Évaluation et méthodologie	130
2.1.3	Indicateurs de performance des activités d'assurances et d'investissements	131
2.1.4	Indicateurs de performance des activités des RSS	142
2.2	Changement climatique (E1)	148
2.2.1	Plan de transition pour l'atténuation au changement climatique	149
2.2.2	Analyse de la résilience du modèle d'affaires aux risques liés au changement climatique	150
2.2.3	Politiques de gestion impacts, risques et opportunités matériels	152
2.2.4	Actions engagées pour gérer les impacts, et les risques climatiques matériels	153
2.2.5	Consommations d'énergie de SGAM AG2R LA MONDIALE	155
2.2.6	Émissions brutes de gaz à effet de serre de SGAM AG2R LA MONDIALE (scopes 1,2 et 3)	157
2.2.7	Cibles de réduction	158

2. Informations environnementales

2.1 Taxonomie

2.1.1 Contexte

2.1.1.1 Cadre et exigences de la taxonomie européenne

Le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen visant à favoriser les investissements durables établit un système de classification entre les activités économiques considérées durables des autres activités économiques. La taxonomie classe les activités selon six objectifs environnementaux : Atténuation du changement climatique, Adaptation au changement climatique, Utilisation durable et protection des ressources marines, Transition vers une économie circulaire, Prévention et réduction de la pollution, et Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes. Une activité est considérée comme alignée,¹ si elle contribue substantiellement à un objectif, respecte le principe Do No Significant Harm (DNSH) et ne nuit pas aux autres objectifs. Certaines activités sont facilitatrices (Enabling), car elles permettent la transition d'autres secteurs.

SGAM AG2R LA MONDIALE est un acteur paritaire et mutualiste soumis au règlement de la Taxonomie Européenne. En 2023, toutes les compagnies d'assurance soumises à la DPEF, obligation à laquelle n'était pas assujettie SGAM AG2R LA MONDIALE devaient publier des Indicateurs Clés de Performance (ICP) sur les activités de souscription et d'investissement puis, à partir de 2024, sur les activités alignées à la taxonomie¹.

Dans le cadre de cette première publication des informations prévues par le règlement de la Taxonomie Européenne, SGAM AG2R LA MONDIALE a procédé à une analyse de l'éligibilité et de l'alignement de ses activités, à l'exclusion :

- de la majeure partie des encours d'investissements en UC qui ne sont pas gérés en direct par les équipes de SGAM AG2R LA MONDIALE représentant 26 % de la valeur de marché du portefeuille. L'acquisition des données utiles à ce calcul nécessite de transcrire les UC sélectionnées par les distributeurs-partenaires telles que les banques privées, les family office. Ces informations ne sont pas disponibles pour l'établissement des premiers ratios requis par le règlement précité. SGAM AG2R LA MONDIALE étudiera la possibilité d'acquérir les données nécessaires à ces calculs dans le cadre des états de durabilité qui seront publiés ultérieurement ;
- d'une poche modeste des actifs immobiliers (environ 210 millions d'euros) pour lesquels les informations n'ont pas pu être collectées dans les délais d'établissement de ce premier état de durabilité, et des ratios stipulés par ledit règlement. Ces données seront incluses dès la publication du prochain état de durabilité.

2.1.1.2 Base comptable

Hormis les exclusions mentionnées ci-dessus, SGAM AG2R LA MONDIALE a produit les indicateurs taxonomiques sur le périmètre de ses états financiers consolidés.

2.1.2 Évaluation et méthodologie

2.1.2.1 Souscription

L'indicateur clé de performance « souscription » concerne « l'assurance non-vie couvrant des dangers liés aux risques climatiques » tels que définis à l'annexe 2 du règlement Taxonomie – règlement (UE) 2020/852. Les lignes d'activités mentionnées dans les actes délégués du règlement Taxonomie sont relatives aux 8 lignes d'activité non-vie au sens de la Directive Solvabilité 2, à savoir :

- a. Assurance de frais médicaux ;
- b. Assurance de protection du revenu ;
- c. Assurance d'indemnisation des travailleurs ;
- d. Assurance de responsabilité civile automobile ;
- e. Autre assurance des véhicules à moteur ;
- f. Assurance maritime, aérienne et transport ;
- g. Assurance incendie et autres dommages aux biens ;
- h. Assurance assistance.

Ainsi, cet ICP « souscription » n'est pas applicable aux activités économiques de SGAM AG2R LA MONDIALE (Épargne, Retraite, Santé et Prévoyance). La part des primes émises brutes en assurance non-vie éligible à la taxonomie est donc de 0 % en 2024.

2.1.2.2 Investissements financiers

Les investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE se répartissent entre un **portefeuille d'investissements financiers de 112 274 millions d'euros** dont un **portefeuille d'immobilier de placement de 5 448 millions d'euros**. Les données utilisées afin de déterminer l'éligibilité et l'alignement du portefeuille d'investissements sont fournies par Moody's. La « part des encours éligibles à la taxonomie » du portefeuille représente le poids de l'encours investi dans les entreprises, pondéré par la quote-part de leur chiffre d'affaires ou des CapEx relevant de la taxonomie. L'éligibilité et l'alignement et du portefeuille d'investissements sont résumées dans le tableau ci-dessous. De plus, à travers son portefeuille, le Groupe finance des activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile, la part des activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile est disponible dans les tableaux correspondants.

2.1.2.3 Immobilier de placement

L'ensemble de l'activité d'immobilier de placement est éligible aux activités d'atténuation au changement climatique. En ce qui concerne l'analyse de l'alignement, des travaux complémentaires seront menés en 2025 pour étudier dans quelle mesure les actifs immobiliers répondent aux critères techniques définis dans le règlement Taxonomie.

En l'absence d'une telle analyse, il n'est pas possible de valider le DNSH adaptation, et par voie de conséquence le degré d'alignement avec l'objectif d'atténuation des actifs immobiliers. Dans l'attente des travaux précités à conduire, l'immobilier de placement n'est donc pas aligné selon les critères de la taxonomie.

Cependant, qu'il s'agisse de sa composante « bureaux » ou de sa poche « logements », l'étude des critères techniques de l'objectif atténuation montre pour l'année 2023 que :

- 7 % des surfaces du patrimoine de bureaux est classé DPE A ou TOP 15 ; et 26 % est classé DPE C ou TOP 30.
- Pour les logements, 85 % des lots sont classés DPE B ou C ou D.

Ces éléments permettent de se faire une idée de la part éligible qui pourrait être potentiellement alignée si les actifs concernés remplissaient les critères du DNSH.

2.1.2.4 Indicateurs clés de performance des investissements

Le ratio d'éligibilité relatif aux activités d'investissement est de 15,6 % (selon CapEx) et 14,2 % (sur la base du CA).

1. CL2021R2178FR0020010.0001.3bi_cp 1.1 (europa.eu)

2.1.2.5 Activité de promotion immobilière et d'exploitation de résidences services seniors

Cette année, ÆGIDE-DOMITYS n'est pas soumis à cet exercice de reporting à titre individuel. Cependant, dans le but de produire un rapport consolidé à l'échelle de SGAM AG2R LA MONDIALE, ÆGIDE-DOMITYS a néanmoins réalisé cette analyse.

En 2025, les entreprises non-financières, devaient publier les ratios d'éligibilité et d'alignement pour les 6 objectifs environnementaux. La collecte des données 2024 relatives à la Taxonomie est la première réalisée par ÆGIDE-DOMITYS. Celle-ci étant une entité non financière, elle reporte son éligibilité suivant les indicateurs taxonomiques des entreprises non financières (CA, CapEx et OpEx).

ÆGIDE-DOMITYS s'est concentrée, pour 2024, sur l'éligibilité à la Taxonomie. L'ensemble des critères techniques permettant de calculer l'alignement n'a pas pu être collecté pour cet exercice. ÆGIDE-DOMITYS se concentrera sur l'alignement dès l'exercice 2025. ÆGIDE-DOMITYS exerce trois types d'activités immobilières : la promotion immobilière

et développement, l'exploitation immobilière et la gestion de la commercialisation immobilière. L'activité de promotion immobilière et développement comporte le processus de construction de RSS. Cette activité correspond au secteur d'activité « Immobilier » éligible à la Taxonomie. Pour cette activité, le taux d'éligibilité est de 100 %. Les activités d'exploitation immobilière et de gestion de la commercialisation immobilière comportent le processus de vente des RSS aux investisseurs individuels et le processus d'entretien et de services au sein de celles-ci. Ces deux activités ne sont pas éligibles à la Taxonomie.

SGAM AG2R LA MONDIALE a focalisé cette année ces analyses sur l'objectif jugé prioritaire, à savoir l'atténuation du changement climatique, et mènera pour l'année prochaine les analyses en lien avec les objectifs auxquels elle pourrait contribuer : adaptation au changement climatique et économie circulaire. Les informations sur l'éligibilité de l'activité de promotion immobilière et développement sont disponibles dans le tableau ci-dessous.

	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines	Transition vers une économie circulaire	Prévention et Réduction de la Pollution	Protection et Restauration de la Biodiversité et des Écosystèmes	Total
Éligibilité							
CapEx	69 259, 00 €	0	0	0	0	0	69 259, 00 €
CA	85 147 645, 20 €	0	0	0	0	0	85 147 645, 20 €
OpEx	0	0	0	0	0	0	0

2.1.3 Indicateurs de performance des activités d'assurances et d'investissements

Ratios taxonomiques pour l'activité d'assurance de SGAM AG2R LA MONDIALE

Activités économiques (1)	Contribution substantielle à l'adaptation au changement climatique			DNSH (Absence de préjudice important)					Garanties minimales (10)
	Montant absolu des primes, année t (2)	Part des primes, année t (3)	Part des primes, année t-1 (4)	Atténuation du changement climatique (5)	Res-sources aquatiques et marines (6)	Économie circulaire (7)	Pollution (8)	Biodiversité et écosystèmes (9)	
	Devise	%	%	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	
A.1. Activités de souscription en assurance et réassurance non-vies alignées sur la taxinomie (durables sur le plan environnemental)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A.1.1. Dont réassurés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A.1.2. Dont provenant d'activités de réassurance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A.1.2.1. Dont réassurés (rétrocession)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A.2 Activités de souscription d'assurance et de réassurance non-vie éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (activités non alignées sur la taxinomie)	0	0	0						
B. Activités de souscription d'assurance et de réassurance non-vie non éligibles de la taxinomie	0	0	0						
Total (A.1 + A.2 + B)	0	0	0						

2. Informations environnementales

2.1.3.1 Tableaux taxonomiques pour l'activité d'investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE

	%	€
Valeur moyenne pondérée de tous les investissements qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées avec la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP, avec les pondérations suivantes pour les investissements dans des entreprises :		
Sur la base du chiffre d'affaires	2,90 %	2 754 847 734,86 €
Sur la base des dépenses d'investissement	4,25 %	4 037 107 666,48 €
Pourcentage d'actifs couverts par l'ICP par rapport au total des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance (total des actifs sous gestion) à l'exclusion des investissements dans des entités souveraines	84,69 %	95 083 446 766,22 €
Autres informations complémentaires : ventilation du dénominateur de l'ICP	%	€
Pourcentage de produits dérivés par rapport au total des actifs couverts par l'ICP	-0,22 %	-206 011 503,37 €
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		
Pour les entreprises non financières	7,89 %	7 499 993 740,72 €
Pour les entreprises financières	0,06 %	56 573 400,41 €
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières de pays tiers non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		
Pour les entreprises non financières	12,34 %	11 731 518 330,47 €
Pour les entreprises financières	0,05 %	43 206 234,75 €
Part des expositions sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		
Pour les entreprises non financières	31,68 %	30 121 386 821,83 €
Pour les entreprises financières	0,61 %	578 848 951,36 €
Part des expositions sur d'autres contreparties et actifs par rapport au total des actifs couverts par l'ICP	47,60 %	45 257 930 790,05 €
Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur , qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxonomie	0,00 %	0,00 €
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques non éligibles à la taxonomie par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP*	85,81 %	81 590 621 580,65 €
Valeur de tous les investissements qui financent des activités économiques éligibles à la taxonomie, mais non alignées avec la taxonomie, par rapport à la valeur totale des actifs couverts par l'ICP*	11,29 %	10 737 977 450,71 €

*Les données d'éligibilité et d'alignement sont calculées sur la base du chiffre d'affaires.

Autres informations complémentaires : ventilation du numérateur de l'ICP	%	€
Part des expositions alignées avec la taxonomie sur des entreprises financières et non financières soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE , par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		
Pour les entreprises non financières		
Sur la base du chiffre d'affaires	2,89 %	2 746 395 542,37 €
Sur la base des dépenses d'investissement	4,23 %	4 025 641 056,56 €
Pour les entreprises financières		
Sur la base du chiffre d'affaires	0,01 %	8 452 192,49 €
Sur la base des dépenses d'investissement	0,01 %	11 466 609,92 €

Autres informations complémentaires : ventilation du numérateur de l'ICP	%	€
Part des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, autres que ceux détenus dans le cadre de contrats d'assurance vie dans lesquels le risque d'investissement est supporté par le preneur , qui sont destinés à financer ou sont associés à des activités économiques alignées sur la taxinomie		
Sur la base du chiffre d'affaires	0,00 %	0,00 €
Sur la base des dépenses d'investissement	0,00 %	0,00 €
Part des expositions alignées avec la taxinomie sur d'autres contreparties et actifs, par rapport au total des actifs couverts par l'ICP		
Sur la base du chiffre d'affaires	0,00 %	0,00 €
Sur la base des dépenses d'investissement	0,00 %	0,00 €

*Les données d'éligibilité et d'alignement sont calculées sur la base du chiffre d'affaires.

Ventilation du numérateur de l'ICP par objectif environnemental reportée sur le total ICP applicable	
Activités alignées avec la taxinomie sous réserve d'une évaluation positive de l'absence de préjudice important (DNSH) et du respect des garanties sociales :	%
(1) Atténuation du changement climatique	
Sur la base du chiffre d'affaires :	2,61 %
Activités transitoires :	0,16 %
Activités habilitantes :	1,64 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	3,93 %
Activités transitoires :	0,20 %
Activités habilitantes :	2,05 %
(2) Adaptation au changement climatique	
Sur la base du chiffre d'affaires :	0,00 %
Activités habilitantes :	0,00 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	0,00 %
Activités habilitantes :	0,00 %
(3) Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines	
Sur la base du chiffre d'affaires :	0,01 %
Activités habilitantes :	0,00 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	0,01 %
Activités habilitantes :	0,00 %
(4) Transition vers une économie circulaire	
Sur la base du chiffre d'affaires :	0,02 %
Activités habilitantes :	0,01 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	0,01 %
Activités habilitantes :	0,00 %
(5) Prévention et réduction de la pollution	
Sur la base du chiffre d'affaires :	0,01 %
Activités habilitantes :	0,00 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	0,02 %
Activités habilitantes :	0,00 %
(6) Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes	
Sur la base du chiffre d'affaires :	0,00 %
Activités habilitantes :	0,00 %
Sur la base des dépenses d'investissement :	0,00 %
Activités habilitantes :	0,00 %
Informations complémentaires	
Pourcentage des fonds UC non transparisées :	30 %
dont couverts car liés à une institution financière couverte :	4 %

2. Informations environnementales

2.1.3.2 Exposition à l'énergie nucléaire et au gaz fossile basée sur le chiffre d'affaires

Modèle 1 : Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

Activités liées à l'énergie nucléaire		
1	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible.	OUI
2	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs mises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	OUI
3	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	OUI

Activités liées au gaz fossile		
4	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI
5	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI
6	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur/du froid à partir de combustibles fossiles gazeux.	OUI

Modèle 2 – Activités économiques alignées sur la taxinomie (dénominateur) sur la base du chiffre d'affaires

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	64 591 €	0,00 %	64 591 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	2 911 694 €	0,00 %	2 911 694 €	0,00 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	98 238 257 €	0,10 %	98 238 257 €	0,10 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0,00 %	0 €	0,00 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	1 020 865 €	0,00 %	1 020 865 €	0,00 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	1 041 707 €	0,00 %	1 041 707 €	0,00 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visée aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	2 380 309 410 €	2,50 %	2 379 192 943 €	2,50 %	1 116 467 €	0,00 %
8	Total ICP applicable	95 083 446 766 €	100 %				

Modèle 3 – Activités économiques alignées sur la taxinomie (numérateur) sur la base du chiffre d'affaires

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	64 591 €	0,00 %	64 591 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	2 911 694 €	0,11 %	2 911 694 €	0,11 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	98 238 257 €	3,57 %	98 238 257 €	3,57 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	0 €	0,00 %	0 €	0,00 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	1 020 865 €	0,04 %	1 020 865 €	0,04 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	1 041 707 €	0,04 %	1 041 707 €	0,04 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	2 380 309 410 €	86,40 %	2 379 192 943 €	86,36 %	1 116 467 €	0,04 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur de l'ICP applicable	2 754 847 735 €	100 %				

2. Informations environnementales

Modèle 4 – Activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci sur la base du chiffre d'affaires

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	8 779 €	0,00 %	8 779 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	87 368 €	0,00 %	87 368 €	0,00 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	557 733 €	0,00 %	557 733 €	0,00 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	32 547 254 €	0,03 %	32 547 254 €	0,03 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	6 781 806 €	0,01 %	6 781 806 €	0,01 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	509 988 €	0,00 %	509 988 €	0,00 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	8 559 507 202 €	9,00 %	8 450 666 983 €	8,89 %	108 840 220 €	0,11 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, au dénominateur de l'ICP applicable	8 600 000 130 €	9,04 %	8 491 159 911 €	8,93 %	108 840 220 €	0,11 %

Modèle 5 – Activités économiques non éligibles à la taxinomie sur la base du chiffre d'affaires

Ligne	Activités économiques	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	81 590 621 581 €	85,81 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur de l'ICP applicable	81 590 621 581 €	85,81 %

2.1.3.3 Exposition à l'énergie nucléaire et au gaz fossile basée sur le CapEx

Modèle 2 – Activités économiques alignées sur la taxinomie (dénominateur) sur la base du CapEx

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	43 061 €	0,00 %	43 061 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	17 482 059 €	0,02 %	17 482 059 €	0,02 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	82 905 601 €	0,09 %	82 905 601 €	0,09 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	1 544 824 €	0,00 %	1 544 824 €	0,00 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	5 535 960 €	0,01 %	5 535 960 €	0,01 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	404 000 €	0,00 %	404 000 €	0,00 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	2 375 671 020 €	2,50 %	2 374 554 553 €	2,50 %	1 116 467 €	0,00 %
8	Total ICP applicable	95 083 446 766 €	100 %				

2. Informations environnementales

Modèle 3 – Activités économiques alignées sur la taxinomie (numérateur) sur la base du CapEx

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	43 061 €	0,00 %	43 061 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	17 482 059 €	0,43 %	17 482 059 €	0,43 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	82 905 601 €	2,05 %	82 905 601 €	2,05 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	1 544 824 €	0,04 %	1 544 824 €	0,04 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	5 535 960 €	0,14 %	5 535 960 €	0,14 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 021/2139 au numérateur de l'ICP applicable	404 000 €	0,01 %	404 000 €	0,01 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur de l'ICP applicable	2 375 671 020 €	58,85 %	2 374 554 553 €	58,82 %	1 116 467 €	0,03 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur de l'ICP applicable	4 037 107 666 €	100 %				

Modèle 4 – Activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci sur la base du CapEx

Ligne	Activités économiques	Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	3 091 €	0,00 %	3 091 €	0,00 %	0 €	0,00 %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	8 040 €	0,00 %	8 040 €	0,00 %	0 €	0,00 %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	488 134 €	0,00 %	488 134 €	0,00 %	0 €	0,00 %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	25 148 886 €	0,03 %	25 148 886 €	0,03 %	0 €	0,00 %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	1 321 568 €	0,00 %	1 321 568 €	0,00 %	0 €	0,00 %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur de l'ICP applicable	152 €	0,00 %	152 €	0,00 %	0 €	0,00 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	10 472 382 759 €	11,01 %	10 081 674 410 €	10,60 %	390 708 349 €	0,41 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, au dénominateur de l'ICP applicable	10 499 352 629 €	11,04 %	10 108 644 280 €	10,63 %	390 708 349 €	0,41 %

2. Informations environnementales

Modèle 5 – Activités économiques non éligibles à la taxinomie sur la base du CapEx

Ligne	Activités économiques	Montant	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur de l'ICP applicable	0 €	0 %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur de l'ICP applicable	80 283 310 432 €	84,43 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur de l'ICP applicable	80 283 310 432 €	84,43 %



2. Informations environnementales

2.1.4 Indicateurs de performance des activités des RSS

Ratios taxonomiques ÆGIDE–DOMITYS (Chiffre d'affaires, CapEx, OpEx)

Exercice N	Année			Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ('critères DNSH')									
Activités économiques (1)	Code (a) (2)	Chiffre d'affaires (3)	Part du chiffre d'affaires, année N (4)	Atténu-ation du change-ment climatique (5)	Adapta-tion au change-ment climatique (6)	Eau (7)	Pollution (8)	Économie circulaire (9)	Biodiversi-té (10)	Atténuation du changement climatique (11)	Adaptation au changement climatique (12)	Eau (13)	Pollution (14)	Économie circulaire (15)	Biodiversité (16)	Garanties minimales (17)	Part du chiffre d'affaires alignée sur la taxinomie (A. 1.) ou éligibles (A. 2.) à la taxinomie , année N-1 (18)	Catégorie activité habilitante (19)	Catégorie activité transitoire (20)
Texte		Devise	%	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	%	H	T

A. Activités éligibles à la taxonomie

A. 1. Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	0	0,00 %	NON	NON	NON	NON	NON	NON										
A. 1. Chiffre d'affaires des activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont habilitantes		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont transitoires		0	0,00 %	0,00 %															

A. 2 Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (g)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	85 147 645,20	14,64 %	EL	N/EL	N/EL	N/EL	EL	N/EL										
Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (A. 2)		85 147 645,20	14,64 %	14,64 %				0,00 %											
A. Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxinomie (A. 1 + A. 2)		85 147 645,20	14,64 %																

B. Activités non éligibles à la taxinomie

Chiffre d'affaires des activités non éligibles à la taxinomie	496 629 734,80	85,36 %
Total	581 777 380,00	100,00 %

2. Informations environnementales

2. Informations environnementales

Exercice N	Année			Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ('critères DNSH')									
Activités économiques (1)	Code (a) (2)	CapEx (3)	Part des CapEx, année N (4)	Atténu-ation du change-ment climatique (5)	Adapta-tion au change-ment climatique (6)	Eau (7)	Pollution (8)	Économie circulaire (9)	Biodiversi-té (10)	Atténuation du changement climatique (11)	Adaptation au changement climatique (12)	Eau (13)	Pollution (14)	Économie circulaire (15)	Biodiversité (16)	Garanties minimales (17)	Part des CapEx alignées sur la taxinomie (A . 1 .) ou éligibles (A . 2 .) à la taxinomie , année N-1 (18)	Catégorie activité habilitante (19)	Catégorie activité transitoire (20)
Texte		Devise	%	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©										
										OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	%	H	T

A. Activités éligibles à la taxonomie

A . 1 . Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	0	0,00 %	NON	NON	NON	NON	NON	NON										
A . 1 . CapEx des activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont habilitantes		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont transitoires		0	0,00 %	0,00 %															

A . 2 Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (g)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	69 259,00	100,00 %	N/EL	EL	N/EL	N/EL	EL	N/EL										
CapEx des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (A . 2)		69 259,00	100,00 %	100,00 %				0,00 %											
A . CapEx des activités éligibles à la taxinomie (A . 1 + A . 2)		69 259,00	100,00 %																

B. Activités non éligibles à la taxinomie

CapEx des activités non éligibles à la taxinomie	0,00	0,00 %
Total	69 259,00	100,00 %

2. Informations environnementales

2. Informations environnementales

Exercice N	Année			Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important ('critères DNSH')									
Activités économiques (1)	Code (a) (2)	OpEx (3)	Part des OpEx, année N (4)	Atténuation du changement climatique (5)	Adaptation au changement climatique (6)	Eau (7)	Pollution (8)	Économie circulaire (9)	Biodiversité (10)	Atténuation du changement climatique (11)	Adaptation au changement climatique (12)	Eau (13)	Pollution (14)	Économie circulaire (15)	Biodiversité (16)	Garanties minimales (17)	Part des OpEx alignées sur la taxinomie (A . 1 .) ou éligibles (A . 2 .) à la taxinomie , année N-1 (18)	Catégorie activité habilitante (19)	Catégorie activité transitoire (20)
Texte		Devise	%	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI ; NON ; N/EL (b) ©	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	OUI/NON	%	H	T

A. Activités éligibles à la taxinomie

A . 1 . Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	0	0,00 %	NON	NON	NON	NON	NON	NON										
OpEx des activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la taxinomie) (A . 1)		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont habilitantes		0	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
Dont transitoires		0	0,00 %	0,00 %															

A . 2 . Activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (g)

Promotion immobilière et développement	CCA 7.1, CCA 7.2, CA 7.7, CE 3.1	0,00	0,00 %	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL	N/EL										
OpEx des activités éligibles à la taxinomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxinomie) (A . 2)		0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %										
A . OpEx des activités éligibles à la taxinomie (A . 1 + A . 2)		0,00	0,00 %																

B. Activités non éligibles à la taxinomie

OpEx des activités non éligibles à la taxinomie	669 979 288,95	100,00 %
Total	669 979 288,95	100,00 %

2. Informations environnementales

2. Informations environnementales

2.2 Changement climatique (E1)

Cette section de l'état de durabilité comprend les informations exigées par la norme ESRS E1 ainsi que celles relatives aux impacts, risques et opportunités prévues au titre de la norme ESRS2 en ces points de données E1-SBM 1 à 7. Ces informations sont publiées au moyen du tableau ci-après, des narratifs qui le suivent et du contenu de la section 1.2.1 du présent document.

SGAM AG2R LA MONDIALE a identifié cinq impacts et trois risques qui peuvent être reliés à l'un des sous-thèmes de la norme ESRS E1 :

- Les risques identifiés sont potentiels et exclusivement liés à la transition. Deux d'entre eux sont liés aux impacts négatifs identifiés dont il peut résulter un risque d'image pour les affiliés d'AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, qui résulterait de l'absence éventuelle d'une politique ou d'actions tendant à agir sur les émissions associées aux portefeuilles d'investissements gérés en direct, ainsi que sur les solutions d'épargne proposées à la clientèle. Le troisième risque potentiel est de nature financière et spécifique aux activités d'exploitation de RSS, en lien avec le sous-thème de l'énergie. Dans des scénarios d'augmentation tendancielle des coûts de l'énergie, avec un maintien à un niveau élevé et dans la durée, la rentabilité du parc des RSS pourrait se dégrader faute de pouvoir répercuter cette inflation, DOMITYS étant engagé sur les loyers versés aux investisseurs. Les premiers travaux réalisés dans le cadre de l'analyse de double matérialité ont écarté la matérialité des risques physiques. Pour autant, compte tenu des incertitudes qui entourent les résultats (cf. section 1.7.1.3), ces risques sont placés sous surveillance et feront l'objet d'analyses plus détaillées dans les actualisations prochaines de l'analyse de double matérialité ;
- Des impacts négatifs sur le climat ont été identifiés sur tous les segments d'activité de la chaîne de valeur des assurances de personnes, à savoir, les opérations propres, c'est-à-dire le fonctionnement interne, en ce compris les dépenses d'achats des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, et l'aval de cette

chaîne constituée des produits d'épargne-retraite notamment, ainsi que des investissements en valeurs mobilières et dans l'immobilier de placement ;

- Ce type d'impact est également identifié dans le domaine des RSS. L'aval de l'activité, c'est-à-dire l'exploitation du parc de résidences, a également été évalué comme étant matériel du point de vue des impacts négatifs. Les impacts du segment d'activité relatif à la promotion immobilière et au développement de nouvelles résidences, lequel constitue l'amont de la chaîne de valeur, ont été estimés comme non matériels en raison du ralentissement programmé des nouvelles constructions à court et moyen terme ; le parc de résidences étant amené à évoluer au seul rythme des livraisons déjà prévues et dont les chantiers sont lancés dans leur majorité.

Ces impacts négatifs – si l'on s'en tient aux principales sources d'émissions, les émissions indirectes induites par les portefeuilles d'investissements – sont pour l'essentiel liées au modèle d'affaires. En concevant des solutions d'assurance épargne-retraite, et en investissant directement dans des titres financiers émis par les entreprises, les collectivités et les États, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales investissent dans l'économie, dont le niveau de décarbonation est encore faible. Afin de réduire ces impacts, ainsi que les risques de transition qui peuvent y être associés, parmi lesquels le risque d'image a été identifié comme étant matériel, SGAM AG2R LA MONDIALE a mis en place une politique climat dont l'objectif est de réduire les pressions climatiques liées à la stratégie d'investissement. De la même manière, les émissions de gaz à effet de serre des activités d'exploitation de RSS sont liées au modèle économique qui repose en partie sur la fourniture de services, dont l'énergie nécessaire à leur production est à l'origine de gaz à effet de serre. Des mesures d'atténuation sont également mises en œuvre.

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Documents de référence
Activités assurantielles				
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées à l'immobilier d'exploitation, les déplacements des collaborateurs, et les dépenses d'achats	Plan de sobriété énergétique
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux investissements en valeurs mobilières gérés en direct	Politique climat
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux UC dans les contrats d'assurance vie, épargne et retraite	
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées aux investissements réalisés dans de l'immobilier de placement	Politique climat Plan de sobriété énergétique
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Risque d'image lié à l'empreinte carbone des investissements gérés en direct	Politique climat
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Risque d'image lié à l'empreinte carbone des UC commercialisées dans les contrats d'assurance-vie, épargne et retraite	

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Documents de référence
Activités liées aux résidences services seniors				
Empreinte carbone des activités	Atténuation du changement climatique	Atténuation du changement climatique	Impact négatif sur le climat des émissions de gaz à effet de serre liées à l'exploitation de RSS	
Empreinte carbone des activités	Énergie	Énergie	Risque pesant sur la rentabilité des activités d'exploitation de RSS consécutivement à une hausse prolongée des coûts de l'énergie	

2.2.1 Plan de transition pour l'atténuation au changement climatique

Conscient des liens indissociables entre la santé, le bien vieillir, et l'état de l'environnement, AG2R LA MONDIALE s'engage depuis plusieurs années dans la lutte contre les dérèglements climatiques. La première version de la politique climat qui s'applique aux investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE gérés en directs par les équipes d'AG2R LA MONDIALE, remonte à 2020 ; les premières mesure des émissions de gaz à effet de serre associées aux opérations propres sur un périmètre différent de SGAM AG2R LA MONDIALE, à 2008.

Selon les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, les actions destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à accroître la performance énergétique des activités diffèrent quant à leur antériorité et l'horizon temporel dans lequel elles s'inscrivent, leur pilotage, leur périmètre de déploiement ou encore leur degré de formalisation. À ce titre non limitatif, les politiques et les plans décrits dans les chapitres qui suivent ne peuvent être qualifiés comme correspondant à un plan de transition au sens des prescriptions fixées par la norme E1 et des lignes directrices non contraignantes élaborées par l'EFRAG.

À l'origine de l'essentiel du bilan consolidé des émissions de gaz à effet de serre présenté dans cet état de durabilité, la stratégie d'investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE est régie par les principes fixés par la charte d'investissement responsable adoptée par l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE dès 2016, de même qu'ultérieurement la politique climat, les exclusions et les cibles fixées par cette dernière. Ces dernières sont exprimées au moyen d'une mesure de la température implicite, en degré Celsius et non en tonne équivalent CO₂. Elle est fonction de l'allocation d'actifs et de la composition des portefeuilles d'investissements gérés en direct. Les cibles ont été définies à l'horizon 2025 et 2030, ce qui ne permet pas de conclure à leur compatibilité avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C conformément à l'Accord de Paris. Les autres sources d'émissions de gaz à effet de serre sont liées, par ordre d'importance, aux postes concernant les activités de promotion immobilière et de développement, suivies de celles consistant à exploiter des RSS, et enfin les opérations propres. Ces activités ne font pas l'objet d'objectifs chiffrés mais sont couvertes par des plans d'actions destinés à améliorer la mesure et à contenir, et le cas échéant réduire, les volumes de gaz à effet de serre dont elles sont à l'origine.

Les leviers de décarbonation pour atteindre les objectifs intermédiaires de la politique climat, à fin 2025, puis à fin 2030, sont énoncés dans cette dernière : l'engagement d'une part, l'exclusion d'autre part. Outre ces deux modalités, un troisième volet concerne la promotion des

investissements dans une économie bas-carbone. La politique climat prévoit un engagement régulier avec les entreprises impliquées dans des secteurs à fort impact climatique, ainsi qu'une démarche programmatique d'exclusions selon un calendrier défini de telle sorte que les entreprises concernées aient la capacité de développer leurs propres plans de transition en connaissance des échéances annoncées. Ces deux volets sont précisés dans la politique climat. Les attentes à l'égard des entreprises impliquées dans le secteur pétrole et gaz sont explicitées dans le cadre de la démarche d'engagement. Elles comprennent, notamment, la cessation des activités d'exploration pétrolière et gazière et du développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers, l'adoption d'un plan de fermeture des actifs utilisés dans l'exploitation du charbon et des hydrocarbures non conventionnels, une réorientation des activités préférable à la cession des sites. Il est également indiqué l'exigence de soumission par ces acteurs à leurs actionnaires (i) d'un plan climat dont l'assise doit reposer sur un scénario scientifique de référence, (ii) d'informations sur l'évolution du mix énergétique par activité et les dépenses d'investissements en capital programmés, (iii) ainsi que la mise en place sur l'ensemble des activités d'objectifs de court, moyen et long terme, ambitieux et transparents de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1, 2 et 3. Le volet « exclusion » se concentre sur l'arrêt programmé du financement des activités liées au charbon thermique, incluant les énergéticiens utilisateurs, et aux hydrocarbures non conventionnels. À compter de 2027, dans les cas où la démarche d'engagement se sera révélée infructueuse, il concernera les acteurs qui développeraient encore à cette date de nouveaux champs d'hydrocarbures conventionnels comme le gaz ou le pétrole.

Les investissements et les financements, visant à soutenir la mise en œuvre de la politique climat, consistent en la mobilisation de moyens humains et l'achat de données, permettant d'évaluer les caractéristiques des entreprises à la lumière des critères techniques utilisés pour définir les exclusions et la démarche d'engagement susmentionnées. La référence aux indicateurs clés de performance, liés aux CapEx alignés sur la taxonomie et aux plans CapEx que l'entreprise publie conformément au règlement délégué (UE) 2021/2178, n'est pas pertinente dans le cas des sociétés poursuivant des activités financières.

En l'absence de définition et de méthodologie de calcul de place pour les activités d'assurance et d'investissement visées par la politique climat, les exigences d'informations relatives au titre des émissions verrouillées sont non applicables.

2. Informations environnementales

Par ailleurs, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, couverts par la politique climat d'AG2R LA MONDIALE, n'ont pas d'activités citées dans les règlements délégués relatifs à la Taxonomie. En effet, pour le secteur de l'assurance, la seule activité mentionnée est la souscription de risques climatiques en assurance non-vie. L'information relative à un objectif éventuel d'alignement de ces dernières activités sur les critères établis dans le règlement délégué (UE) 2021/2139 n'est donc pas pertinente sur ce périmètre.

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales couvertes par la politique climat peuvent être amenés à investir dans certaines conditions dans des entreprises ayant des activités économiques dans le charbon, le pétrole et le gaz. L'exigence de données relatives aux CapEx significatifs investies au cours investis de la période de référence en rapport avec des activités économiques liées au charbon, au pétrole et au gaz, n'est donc pas applicable.

SGAM AG2R LA MONDIALE n'émet pas de titres sur les marchés réglementés ; l'information relative à une exclusion éventuelle des indices de référence « Accord de Paris » n'est, en regard, pas pertinente.

Le périmètre de la politique climat concerne les activités d'investissements exercées par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales dans le cadre des produits d'assurances et d'épargne qu'ils conçoivent, distribuent et gèrent. Cette politique peut se traduire, dans certaines conditions, par des performances financières moins élevées à court et moyen terme, tout en étant alignée avec la stratégie des différentes entités concernées, la question se révélant moins pertinente sur le plan de la planification financière au sens où la norme l'entend.

Comme souligné en introduction de cette section de l'état de durabilité, la politique climat couvre plus de 98 % des émissions de gaz à effet de serre calculées pour cet exercice. Elle ne correspond pas à un plan de transition au sens de la norme qui en définit les principales caractéristiques d'un tel plan, et SGAM AG2R LA MONDIALE n'envisage pas, tant sur ce périmètre que sur un périmètre plus élargi ou moindre, d'élaborer un tel plan à court terme.

2.2.2 Analyse de la résilience du modèle d'affaires aux risques liés au changement climatique

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales peuvent être exposés à divers degrés aux risques liés au changement climatique. Au terme de l'analyse de double matérialité, le risque de transition s'est révélé matériel dans l'aval de la chaîne de valeur, soit en raison des questions de réputation qui peuvent se poser au niveau des activités d'assurance épargne-retraite et d'investissement, soit du fait des conséquences d'une augmentation durable des coûts de l'énergie sur le segment de l'exploitation de RSS.

2.2.2.1 Principaux processus mobilisés pour l'analyse de résilience et périmètre

La résilience de la stratégie et du modèle économique a été évaluée dans le cadre de l'analyse de double matérialité, en considérant la chaîne amont et aval des activités exercées par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. Outre les évaluations qualitatives d'experts, cette analyse considère les résultats d'autres processus d'identification et

d'évaluation des risques liés, au changement climatique, déployés à titre exploratoire sur des périmètres plus restreints mais permettant une modélisation préliminaire des effets financiers du changement climatique et une première monétisation de ceux-ci. Ces deux processus sont sommairement décrits ci-après. Des informations plus détaillées sur les tests réalisés, les hypothèses, les horizons temporels concernés, et les enseignements dont il peut en être retiré à ce stade, dans la description de l'analyse de résilience qui suit :

- Les investissements en valeur mobilière, gérés en direct à l'actif bilantiel de SGAM AG2R LA MONDIALE, font ainsi l'objet d'une évaluation annuelle des risques physiques et de transition liés au changement climatique. Ces travaux sont conduits dans le cadre des exigences de publication instaurées par l'article 29 de la Loi Énergie-Climat. Ils reposent sur le modèle de VaR (Value at Risk) climatique développé par MSCI, lequel permet une quantification d'une partie des risques et des opportunités liés à la transition et aux risques physiques. Le périmètre couvert par cet exercice concerne celui de SGAM AG2R LA MONDIALE pour les investissements gérés en direct. La dernière évaluation disponible à la date de réalisation de cet état de durabilité concerne les travaux réalisés en 2024 sur les données 2023. Ils ont porté sur un actif représentatif des encours gérés par SGAM AG2R LA MONDIALE ;
- En outre, afin de parfaire sa connaissance des risques liés au changement climatique, SGAM AG2R LA MONDIALE a participé au second exercice de place organisé par l'Autorité de contrôle prudentiel et réglementaire (ACPR). Outre la simulation de chocs à l'actif bilantiel, lesquels sont précisés plus après, sur trois entités représentatives de SGAM AG2R LA MONDIALE (La Mondiale, La Mondiale Retraite supplémentaire, et AG2R Prévoyance), l'exercice comportait des hypothèses relatives au passif sous la forme de dérives de frais de santé, des arrêts de travail et d'autres facteurs pouvant influencer les résultats de la prévoyance. La sélection de ces entités se justifie par la part qu'elles représentent dans les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE, notamment en santé-prévoyance, des lignes de souscription pour lesquelles l'exercice présente un intérêt sous l'angle de la compréhension des effets des risques physiques sur les équilibres techniques. Par ailleurs, ces entités représentent une part significative des encours ci-dessus mentionnés, et génèrent un volume d'affaires significatif en épargne-retraite.

D'autres processus ont été mobilisés pour alimenter l'analyse de double matérialité, au nombre desquels l'analyse des risques physiques, auxquels les investissements en valeur immobilière des entités assurantielles pouvaient être exposés.

2.2.2.2 Scénarios retenus pour l'analyse de résilience et principales hypothèses

L'analyse de double matérialité a été conduite en considérant des horizons temporels de court, moyen, long terme, sans se projeter au-delà de 10 ans et sans intégrer explicitement des scénarios climatiques dans l'exercice d'évaluation. Elle tient toutefois compte des enseignements tirés des deux autres processus précités, lesquels permettent une approche plus projective de la résilience des activités d'assurance et d'investissement à des horizons temporels plus éloignés : à 2100 dans le cas de la VaR, et 2050 dans celui de l'exercice de place de l'ACPR, et en utilisant différents scénarios climatiques. Les paragraphes suivants présentent ces deux exercices et les hypothèses sous-jacentes.

Dans les deux cas, les hypothèses principales concernant les conséquences que la transition vers une économie bas carbone et résiliente peut avoir sur les tendances macro-économiques, la consommation d'énergie et le déploiement des technologies, sont celles retenues dans le cadre des scénarios économiques développées par le Network for Greening the Financial System (NGFS). Ces hypothèses –en fonction des scénarios utilisés– sont détaillées sur le site de cette institution.

La VaR climatique, une mesure des risques à l'actif du bilan

Les performances financières des investissements en valeurs mobilières des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, dont les actifs sont gérés en direct, ont ainsi été évaluées à l'aide du modèle VaR développé par MSCI en fonction de cinq scénarios climatiques définis par le NGFS. Ces derniers fournissent une base commune pour les projections climatiques et économiques, qui permet d'explorer différentes trajectoires de transition pour atteindre les objectifs climatiques, en montrant les implications économiques, technologiques et financières des niveaux d'engagement qui y sont associés. Cinq des six scénarios développés par le NGFS ont été retenus pour effectuer ces simulations en 2023 : deux scénarios à 1,5°C et deux scénarios à 2°C, selon que la transition vers une économie compatible avec ces cibles soit ordonnée ou non, et un scénario à 3°C qui tient compte pour ce dernier des contributions nationales déterminées sur lesquelles les États s'engagent dans le cadre de l'Accord de Paris et de son suivi.

L'exercice climatique de l'ACPR, un cadre couvrant tant l'actif que le passif du bilan

Autre processus mentionné supra qui tient compte des scénarios climatiques, l'exercice de place organisé par l'ACPR fin 2022, début 2023, repose également sur le cadre méthodologique développé par le NGFS. Il se concentre sur deux scénarios pour les projections de long terme à l'horizon 2050, ceux d'une transition ordonnée et sa variante désordonnée à 2°C. Pour chacun de ces deux scénarios, l'ACPR a fourni un jeu de variables économiques (spread souverain et corporate, courbe des taux choc actions, etc.) ainsi que sur l'évolution des frais de santé et des tables de mortalité à appliquer au bilan des entités sélectionnées pour participer à l'exercice. Dans les deux cas, la mesure de l'impact du risque physique aigu au passif est effectuée sur la base de la trajectoire RCP 4.5. Le bilan et l'activité, sont dynamiques par construction, c'est-à-dire, qu'il est tenu compte de la possibilité de les adapter pour limiter les effets du changement climatique sur les actifs en portefeuille ainsi que sur les opérations de souscription au passif.

Outre les scénarios de long terme, les assureurs participants ont été invités à simuler un scénario dit de « court terme » ; la notion utilisée dans ce cadre différant de celui posé par la CSRD. Ce scénario est qualifié de « court terme » par opposition au scénario de long terme en ce sens où il repose sur un bilan statique et une séquence d'événements sur trois ans, et ne correspond donc pas à la notion utilisée par la CSRD. Les effets s'y conjuguent et s'amplifient, avec une succession de chocs physiques (dérives des taux de mortalité, des indemnités journalières, et des dépenses de santé à la suite de sécheresses deux années consécutives, suivies d'une inondation provoquant la rupture d'un barrage hydraulique), à laquelle s'ajoutent un ajustement brutal des marchés et des pertes de valeurs des actifs financiers en réponse à la prise de conscience par les acteurs économiques de la nécessité d'enclencher des politiques contraignantes de lutte contre le changement climatique. La probabilité que ces hypothèses se vérifient sous un horizon de court, moyen et long terme au sens des définitions retenues dans le cadre de cet état de durabilité est faible mais l'exercice présente l'intérêt de stresser le bilan, en le soumettant à de fortes contraintes, les actions de management n'étant pas possible par construction dans le cadre d'un bilan statique.

2.2.2.3 Principaux enseignements tirés des tests de résilience réalisés

Ces différents exercices, exploratoires par nature en raison des incertitudes associées aux horizons temporels considérés, ainsi que les limites inhérentes aux techniques et aux modèles utilisés, permettent de disposer, si ce n'est d'une première lecture de la résilience des activités principales de SGAM AG2R LA MONDIALE, d'indications sur leur sensibilité aux différents types de risques traditionnellement associés au changement climatique (risques physiques chroniques et aigus, risques de transition). Pour les deux processus utilisant des scénarios climatiques et des projections sur des horizons temporels à très long terme, il est tenu compte des exclusions séquencées prévues par la politique climat décrite à la section 2.2.3 de cet état de durabilité :

- Les évaluations des risques physiques, que cela soit dans le modèle VaR sur la performance financière des investissements gérés en direct, ou sur le bilan prudentiel dans le cadre de l'exercice de place de l'ACPR, aboutissent à des résultats dont l'analyse invite à la prudence quant à l'interprétation qui peut en être faite, certaines organisations comme Carbon Tracker ayant exprimé des préoccupations sur les scénarios climatiques développés, notamment ceux du NGFS, en raison de la sous-estimation des dommages potentiels liés au climat du fait d'une prise en compte lacunaire des points de basculement climatiques. D'autres limitations inhérentes aux modèles utilisés peuvent être évoquées comme le traitement, dans le cadre du modèle VaR, des titres obligataires dont la maturité est antérieure à 2100 et pour lesquels les événements climatiques extrêmes et les perturbations environnementales majeures, susceptibles d'affecter significativement la valeur des titres de dette émis par les émetteurs, sont attendus après leur échéance ;
- Les scénarios d'une transition désordonnée aboutissent à des résultats plus dégradés que ceux d'une transition ordonnée. Le scénario 1,5°C désordonné produit ainsi

2. Informations environnementales

un résultat plus négatif que sa variante ordonnée ; celui à 2°C, des pertes plus importantes dans sa version désordonnée que si la transition se faisait de manière ordonnée. Un constat similaire peut être tiré des scénarios de long terme de l'exercice de place organisé par l'ACPR. Comme le souligne cette autorité dans la restitution des principaux résultats de l'exercice climatique sur le secteur de l'assurance, « les divergences de risques de transition entre les deux variantes se résument principalement dans les variations des prix du carbone ».

Outre les incertitudes entourant l'évaluation des risques physiques et la sous-estimation des répercussions financières en l'absence d'une prise en considération des points de bascule climatique, les modélisations ci-dessus mentionnées sont sujettes à d'autres limites liées à l'incertitude des paramètres de modélisation, la qualité des données, ou encore les simplifications apportées pour projeter les différents éléments bilantiels sur de tels horizons.

Sous réserve des limitations méthodologiques énoncées précédemment, l'exercice de place mentionné ci-dessus peut être considéré comme une démarche préliminaire d'analyse de SGAM AG2R LA MONDIALE de sa capacité à adapter sa stratégie et son modèle économique au changement climatique à court, moyen et long terme dans le cadre uniquement de scénarios de transition 2°C ordonnée et désordonnée. L'activité des entités affiliées de SGAM AG2R LA MONDIALE impliquées dans l'exercice et leurs fonds propres prudentiels, bien qu'en contraction pour ces derniers, se maintiennent à un niveau proche du scénario de référence, point de comparaison avec les deux scénarios 2°C. Dans les deux cas, le niveau des fonds propres prudentiels bénéficie des variations au passif, en raison de l'augmentation des taux d'actualisation qui diminue la valeur des engagements futurs. Cette variation compense en partie les mouvements constatés à l'actif qui sont liés à la baisse de la valeur de marché des investissements. Il est par ailleurs tenu compte pour ces derniers des exclusions séquentielles prévues par la politique climat décrite plus en détail à la section 3.2.4.1 du présent état de durabilité, c'est-à-dire de la proportion réduite et décroissante dans le temps des investissements dans des activités sectorielles fortement sensibles aux hypothèses de chocs obligataires et actions.

Tirant parti des travaux ci-dessus décrits, SGAM AG2R LA MONDIALE a intégré, dans son processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS), un scénario climatique qui s'inspire du scénario de « court terme » de l'ACPR. Les effets sur la prévoyance-santé et les chocs macroéconomiques et financiers du scénario de transition 2°C y sont accentués. Ces premiers travaux réalisés en 2024 seront approfondis dans le cadre des exercices ultérieurs, afin de placer ces risques sous surveillance et d'être en mesure d'adapter la stratégie en conséquence.

2.2.3 Politiques de gestion impacts, risques et opportunités matériels

La gestion des impacts et des risques, qui ressortent de l'analyse de double matérialité, est formalisée à divers degrés et selon des procédés adaptés aux activités concernées des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et de leurs filiales. Les principaux thèmes, couverts par ces documents normatifs, relèvent des questions d'atténuation du changement climatique, de transition,

de sobriété et d'efficacité énergétique, ainsi que d'une plus grande utilisation d'énergies renouvelables ; illustration de la volonté de SGAM AG2R LA MONDIALE de contribuer activement à la lutte contre les dérèglements climatiques :

- La politique climat traite des questions d'atténuation du changement climatique, de transition et d'efficacité énergétique en ce qui concerne les portefeuilles d'investissements gérés en direct pour l'intégralité des entreprises ayant des activités d'assurance et d'investissement de SGAM AG2R LA MONDIALE ainsi qu'en matière d'immobilier de placement, à l'exclusion de VIASANTÉ Mutuelle pour cette classe d'actifs qui est directement gérée par cette dernière. Dans le contexte de cet état de durabilité, cette politique se rattache aux impacts climatiques indirects des investissements gérés en direct, qui ont été identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité ainsi qu'aux risques d'image potentiels qui y sont associés. Sa mise en œuvre est placée sous la responsabilité de la Direction Investissements et Financements pour les valeurs mobilières, et la Direction de l'Immobilier de Placement pour la classe d'actifs éponyme. Le CDG ainsi que le Comité des investissements de SGAM AG2R LA MONDIALE sont régulièrement tenus informés de sa mise en œuvre par les équipes desdites directions. Depuis son introduction dans la stratégie d'investissement en 2020, la politique climat a connu plusieurs évolutions, fruits d'un dialogue régulier avec différentes parties prenantes (ONG, autorités de supervision, directions internes). Cette politique est disponible sur le site internet d'AG2R LA MONDIALE, et les équipes concernées par son déploiement sont informées des actualisations dont elle peut être l'objet. La politique climat fait explicitement référence au cadre des objectifs du développement durable, et au Pacte mondial des Nations unies ;
- Des impacts climatiques et des risques d'image consécutifs ont également été identifiés comme matériels, en ce qui concerne les UC incluses dans les contrats d'assurance-vie et de retraite commercialisés par les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, et proposés par les réseaux partenaires. Pour cette part des encours inscrits au bilan de SGAM AG2R LA MONDIALE au même titre que les investissements gérés en direct, les affiliés concernés et leurs filiales n'ont pas développé une politique spécifique, la responsabilité de la sélection des fonds étant du ressort desdits partenaires, mais ils ont mené de premiers échanges fin 2023 et courant 2024 afin de leur présenter la politique climat et s'enquérir des dispositions éventuelles appliquées par leur propre organisation ;
- Le plan de sobriété énergétique d'AG2R LA MONDIALE couvre l'ensemble des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, dont les établissements sont situés en France hexagonale et dans les territoires ultramarins. Il concourt à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, via le déploiement de mesures relatives à la sobriété et l'efficacité énergétique dans les domaines de l'immobilier d'exploitation, l'immobilier de placement, et l'exploitation de RSS, tout en intégrant d'autres thématiques environnementales dans le cadre du groupe de travail préfigurant un système de management environnemental. Ce plan a été présenté au CDG d'AG2R LA MONDIALE ainsi qu'aux instances de

gouvernance et aux CSE d'AG2R et de La Mondiale à l'automne 2022 ; il tient compte des recommandations formulées à cette même époque par le Gouvernement. Ce plan est placé sous la responsabilité de la Délégation Générale à l'ESS, la RSE et l'Animation des Territoires qui fait partie du CDG, lequel est régulièrement informé des performances obtenues en regard des objectifs fixés, de même que l'ensemble des salariés des GIE AG2R et GIE La Mondiale Groupe dans le cadre de communications internes ;

- Le segment d'activité relatif à l'exploitation de RSS fait l'objet quant à lui d'une charte environnementale qui traite de la sobriété et de l'efficacité énergétique. Cette charte concerne pour l'essentiel le fonctionnement interne des résidences et les services qui y sont proposés.

2.2.4 Actions engagées pour gérer les impacts, et les risques climatiques matériels

Cette section de l'état de durabilité a vocation à décrire les actions engagées et planifiées au titre des dispositifs précités. Elle aborde dans un premier temps le contenu de la politique climat, et dans un second temps, les dispositions prises dans le cadre du plan de sobriété énergétique.

2.2.4.1 Actions engagées et planifiées au titre de la politique climat d'AG2R LA MONDIALE

La politique climat d'AG2R LA MONDIALE, en sa qualité d'investisseur institutionnel, se concentre tout particulièrement sur la manière dont les investissements en valeurs mobilières gérés en directs (ceux dans des organismes de placements collectifs gérés par la société de gestion d'actifs d'AG2R LA MONDIALE et dans de l'immobilier de placement) peuvent contribuer à l'atténuation du changement climatique. Elle s'appuie dans ce cadre, sur plusieurs leviers de décarbonation, déjà actionnés ou programmés à des échéances rapprochées, et reposant sur :

- Une démarche programmatique d'exclusions ;
- Une politique d'engagement ;
- La promotion d'investissements dans une économie bas-carbone.

La stratégie d'investissement de SGAM AG2R LA MONDIALE est régie par plusieurs dispositions normatives adoptées par l'Association Sommitale AG2R LA MONDIALE. La politique climat, qui est l'une d'entre elles, a fait l'objet d'une présentation et d'une discussion au Comité des investissements du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Une démarche programmatique d'exclusions

Prenant acte du consensus scientifique, AG2R LA MONDIALE se concentre sur les secteurs les plus émissifs et, en conséquence, a graduellement étendu la portée de sa politique climat, en incluant dans les exclusions prévues plusieurs types d'énergies fossiles. Au titre de cette politique, les investissements dans les entreprises actives dans les énergies fossiles conventionnelles et non-conventionnelles font l'objet d'un calendrier d'exclusions séquentielles, dont le rythme de déploiement diffère selon les types d'énergies concernées. Ces exclusions concernent les portefeuilles d'investissements gérés en direct ; elles ne s'appliquent pas aux UC qui sont comptabilisées dans les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE, notamment celles sélectionnées par les distributeurs de solutions d'épargne qui peuvent avoir des politiques différentes en la matière.

En application de ces exclusions, AG2R LA MONDIALE s'interdit d'investir dans les entreprises :

- Dont plus de 15 % de la production d'électricité est réalisée à partir du charbon ou qui dispose d'une capacité installée de plus de 10GW, ou dont plus de 15 % du chiffre d'affaires est issu du charbon (activités d'extraction, de transport, d'ingénierie...) ou si sa production annuelle de charbon est supérieure à 10 millions de tonnes. Les seuils d'exclusion en termes de production et de chiffre d'affaires ont été abaissés de 5 points en 2024 ; ils le seront à nouveau en 2026 dans des proportions équivalentes, puis en 2028, pour atteindre 0 % en 2030 ;
- Qui ont un projet de développement de mines, de centrales ou d'infrastructures de charbon thermique ;
- Dont plus de 22,5 % de la production d'hydrocarbures est d'origine non conventionnelle (sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste, pétrole extra lourd, gaz de houille, forage en eaux profondes supérieur à 1500 mètres de profondeur, exploitation en Arctique selon la définition de l'Arctic Monitoring and Assessment Programme), ce seuil ayant été abaissé de 2,5 points en 2024 ; il le sera de nouveau en 2025 de 2,5 points, puis à partir de 2026 de 3,5 points, pour atteindre 0 % en 2030 ;
- Qui, à partir de 2027, ne s'engageraient pas à ne plus développer de nouvelles capacités pétro-gazières, suivant en cela les conclusions de l'Agence Internationale de l'Énergie, dont l'un des rapports rappelle que l'ouverture de nouveaux champs pétroliers et gaziers est incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris.

Lorsque ces seuils sont dépassés par les entreprises impliquées dans les secteurs d'activité visés par la politique climat, les titres de celles-ci sont interdits à l'achat, et les encours détenus sont cédés dans le cas des actions, et conservés jusqu'à leur maturité dans celui des obligations.

Une politique d'engagement actionnarial

Outre le volet exclusions, la politique climat dispose d'un volet relatif à l'engagement. Ce dernier passe par le dialogue et l'exercice des droits de vote lors des assemblées générales des entreprises dans lesquelles les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales investissent. Le taux de participation d'AG2R LA MONDIALE aux assemblées générales tenues en 2024 s'est ainsi élevé à 94 % sur le périmètre des actions détenus par AG2R LA MONDIALE qui comprend outre SGAM AG2R LA MONDIALE, les institutions de retraite complémentaire AG2R Agirc-Arrco et CGRR Agirc-Arrco.

La politique climat attend des émetteurs de titres, dans les secteurs les plus émissifs, qu'ils soumettent annuellement au vote des actionnaires, un plan climat comprenant des éléments permettant d'en apprécier la pertinence, au nombre desquels :

- Le scénario scientifique de référence utilisé par l'entreprise pour fixer ses objectifs ;
- L'évolution du mix énergétique, ventilé par type d'activité, à court, moyen et long terme, avec notamment les dépenses d'investissement en capital en dissociant celles consacrées aux énergies fossiles de celles dédiées aux énergies renouvelables ;
- La définition d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court, moyen et long terme sur l'ensemble des activités et des scopes d'émissions. Des attentes sont formulées sur la pratique des opérations

2. Informations environnementales

- de torchage auxquelles il est demandé de mettre fin d'ici 2030 au plus tard, sur la réduction de l'usage des événements, ainsi que dans le domaine des campagnes de détection et de réparation des fuites ;
- La contribution des émissions négatives à l'atteinte des objectifs que l'entreprise s'est fixée.

Lors des Assemblées générales tenues en 2024, tous secteurs confondus, douze résolutions environnementales ont concerné des « Say on Climate », dont trois ont été inscrites à l'ordre du jour à la demande des actionnaires. AG2R LA MONDIALE a voté « contre » deux de ces douze résolutions. Le vote d'opposition a été retenu lorsque les plans proposés n'étaient pas exhaustifs ; cela a concerné une entreprise du secteur pétro-gazier, et une autre impliquée dans la gestion aéroportuaire.

La promotion des investissements dans une économie bas-carbone

La promotion des investissements dans une économie bas-carbone constitue le troisième volet de la politique climat. Elle concerne les investissements dans les émissions d'obligations vertes, des investissements en actions cotées et non cotées, ainsi que les investissements dans l'immobilier de placement. Cette classe d'actifs est traitée dans la section 2.2.4.2 : « actions engagées au titre du plan de sobriété énergétique et des autres dispositifs ».

Les trois volets de la politique climat constituent les principaux leviers de décarbonation des investissements en valeurs mobilières gérés en direct et dans l'immobilier de placement. Ils concourent à l'objectif de réduction de la température implicite des portefeuilles d'investissements pour lesquels la politique climat fixe un objectif de 2,5°C à l'horizon 2030 avec une étape intermédiaire à 2,6°C en 2025. Elle est en diminution en 2024, sans qu'il soit possible pour des raisons méthodologiques d'exprimer cette réduction en émissions de gaz à effet de serre ; ce constat s'appliquant aux réductions attendues de la mise en œuvre de la politique climat à l'horizon temporel des engagements qu'elle comprend. Il n'est pas prévu de changer de métriques de suivi à court terme mais des travaux seront engagés pour étudier dans quelle mesure des cibles pourraient être définies sur la base de données d'émissions de gaz à effet de serre en valeur absolue, tout en conservant à l'esprit que les pratiques de place tendent davantage à considérer des indices de température en raison des vertus pédagogiques qui leur sont associées, ou des métriques d'intensité, ce qui est plus pertinent dans le cadre d'investissements sur des marchés financiers. Il convient de rappeler que les exigences introduites par la CSRD ont été rédigées en ayant à l'esprit les activités développées par les entreprises industrielles.

La mise en œuvre des plans d'actions mentionnés ci-dessus ne nécessite pas de dépenses d'investissement importantes, et les dépenses opérationnelles sont pour l'essentiel constituées, d'achats de données, et de moyens humains dédiés à leur analyse et à l'exercice de la démarche d'engagement. Il n'y a donc pas au sens de la norme de ressources financières actuelles et futures allouées au plan d'actions, autres que les dépenses de fonctionnement courantes, ni de dépendance avec leur disponibilité et leur allocation. En conséquence, la réconciliation des valeurs monétaires des CapEx et OpEx significatifs nécessaires à la mise en œuvre des dites

actions avec les postes ou les notes pertinents figurant dans les états financiers de SGAM AG2R LA MONDIALE, avec les indicateurs clés de performance liés aux CapEx alignés sur la taxinomie et les plans CapEx visés au règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission, est inopérante.

2.2.4.2 Actions engagées au titre du plan de sobriété énergétique et des autres dispositifs

Outre les actions engagées au titre de la politique climat sur les portefeuilles d'investissements, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, exclusion faite de La Mondiale Europartner en raison de la territorialité du plan de sobriété énergétique, se sont rassemblés autour d'une démarche commune pour contribuer à l'effort national, auquel les entreprises ont été invitées à contribuer dans le cadre du plan de sobriété national pris dans le sillage du conflit russo-ukrainien.

Le plan de sobriété énergétique d'AG2R LA MONDIALE fixe une cible de réduction des consommations d'énergie à l'horizon 2025, tant pour l'immobilier d'exploitation, que pour l'immobilier de placement. Il contribue donc directement à réduire les postes d'émissions de gaz à effet de serre liés à l'énergie.

Ce plan est constitué de deux axes, l'un destiné à atteindre l'objectif précité à l'horizon 2025, l'autre à inscrire la démarche dans la durée, via la mise en place de groupes de travail dédiés :

- Le premier axe du plan de sobriété énergétique consiste à optimiser les surfaces d'exploitation avec le déploiement du Flex Office dans plusieurs sites, afin de libérer des espaces, modifier les consignes de température en hiver et en été, et accompagner ces mesures par des campagnes de sensibilisation aux écogestes, des fresques du climat, mais aussi une formation sélective à l'audit de la norme ISO 50001 (gestion de l'énergie). À l'exception de cette dernière, ces mesures sont reconduites annuellement depuis la mise en place du plan de sobriété énergétique en 2022. L'accompagnement des mesures de sobriété est une dimension importante de ce volet, les questions relatives à la sobriété nécessitant un dialogue nourri pour faciliter l'adhésion à celle-ci. Dans cet esprit, les GIE AG2R et GIE La Mondiale Groupe ont formé une équipe interne d'animateurs, constituée de trois personnes en 2023, qui a atteint le nombre de 16 en 2024. Depuis le lancement de cette opération, 475 personnes ont participé à une fresque du climat, y compris les effectifs de la retraite complémentaire, non inclus dans cet état de durabilité ;
- Le deuxième axe a pour objectif de préparer l'après 2025. Plusieurs chantiers ont été lancés sur un périmètre étendu incluant selon les cas, les GIE AG2R et GIE La Mondiale Groupe, VIASANTÉ Mutuelle et les activités liées à l'habitat senior. Outre la constitution d'un groupe de travail sur la sobriété dans les achats, qui a procédé à l'analyse des dépenses d'achats afin d'identifier les familles les plus énergivores et initié une réflexion sur des critères de sélection des équipements concernés, deux autres groupes de travail ont été créés, l'un dédié aux déplacements, l'autre au numérique responsable. Par ailleurs, les équipes des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ont constitué un groupe de travail « système de management environnemental », qui est composé de dix chantiers au sein desquels, elles mettent en commun

leur expérience dans le domaine de la gestion des impacts environnementaux. Parmi les actions engagées dans le cadre de ces six chantiers sur la période 2023-2024, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ont cartographié l'ensemble du patrimoine immobilier, en ce inclus les RSS exploitées, procédé à des audits énergétiques sur une partie du parc, défini une stratégie de déploiement de bornes électriques sur plusieurs des sites qu'ils occupent, et élaboré des chartes sur l'entretien des espaces verts ou encore les travaux de maintenance.

Les principaux leviers de décarbonation compris dans le plan de sobriété concernent donc les consommations d'énergie, les dépenses d'achats, et les déplacements (domicile-travail et professionnels). Ces derniers constituent, historiquement et sur un périmètre différent, la troisième source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre, mais loin derrière les investissements et les dépenses d'achats et n'ont donc pas été considérés du point de vue de l'obligation de publication bien qu'ils fassent l'objet d'actions de décarbonation. En outre, la mesure des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements est actualisée sur la base d'une enquête adressée aux salariés tous les quatre ans, le prochain sondage étant programmé au troisième trimestre de l'année 2025. Ces trois leviers concourent à la démarche bas-carbone associée au fonctionnement dans laquelle SGAM AG2R LA MONDIALE s'engage sans se fixer toutefois, à date, un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui soit quantitatif et pourvu d'un horizon temporel de réalisation.

La mise en œuvre des plans d'actions mentionnés ci-dessus ne nécessite pas, à ce stade des mesures engagées et des réflexions en cours, des dépenses d'investissement importantes. Il n'y a donc pas, au sens de la norme, de ressources financières actuelles et futures allouées au plan d'actions, autres que les dépenses de fonctionnement courantes, ni de dépendance avec leur disponibilité et leur allocation. En conséquence, la réconciliation des valeurs monétaires des CapEx et des OpEx significatives nécessaires à la mise en œuvre desdites actions avec les postes ou les notes pertinents figurant dans les états financiers de SGAM AG2R LA MONDIALE, aux indicateurs clés de performance liés aux CapEx alignés sur la taxinomie et aux plans CapEx visés au règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission, est inopérante

2.2.5 Consommations d'énergie de SGAM AG2R LA MONDIALE

Les consommations d'énergie de SGAM AG2R LA MONDIALE sont liées aux immeubles de bureaux occupés par ses salariés et prestataires sur site, aux locaux de services et parties communes des RSS, et aux actifs détenus dans le cadre des investissements en valeurs immobilières, à l'exclusion des actifs d'immobilier de placement de VIASANTÉ Mutuelle. Ces derniers seront intégrés au prochain cycle de reporting.

Les activités d'habitat senior exercées par ÆGIDE-DOMITYS sont en raison du code NACE associé, classées dans les secteurs à fort impact climatique (section L activités immobilières). Des informations spécifiques à cette activité sont publiées à ce titre dans la section 2.2.5.2 plus après.

En règle générale, les données présentées dans les deux sections ci-après ont été arrêtées au 30 septembre

de l'année et estimées pour les 3 mois restants à des exceptions près dans le cadre de l'immobilier de placement et de l'exploitation de RSS. Dans le cas des exceptions, des estimations ont été réalisées sur des périodes plus longues, et dans certains cas, sur l'année entière (ex. les consommations d'énergie des locataires des immeubles de placement).

Principal poste de consommations énergétiques, l'immobilier de placement fait l'objet d'un suivi par un prestataire externe qui collecte les consommations de chaque bien immobilier et en mesure la performance. Ces informations sont stockées dans une base de données, qui permet de disposer d'un historique des consommations des bâtiments détenus. Les consommations des locataires sont incluses dans ce suivi et dans les données publiées plus après.

Le suivi des consommations d'énergie des locaux de services et des parties communes des RSS est assuré via une solution Deepki. Les données des résidences y sont centralisées, et exploitées pour estimer les consommations d'énergie en reprenant celles de l'année précédente pour la période résiduelle sans y appliquer un correctif climatique. Lorsque des données sur l'année précédente ne sont pas disponibles, ce qui est le cas des nouvelles résidences, l'estimation est réalisée sur la base de la consommation moyenne des résidences de la région d'implantation.

Les ventilations du mix énergétique sont effectuées selon des clefs différentes. Les consommations d'énergie de l'immobilier de placement et des RSS ont été respectivement ventilées en utilisant comme référence le bilan électrique 2023 de RTE, et l'European Residual Mix 2023 publié par l'AIB (Association of Issuing Bodies).

2. Informations environnementales

2.2.5.1 Données relatives aux opérations en propre

Consommation d'énergie et mix énergétique			
2024	Assurances de personnes	RSS	Total
Consommation totale d'énergie produite à partir de sources fossiles (en MWh)	16 438,00	16 565,87	33 003,87
Part des sources fossiles dans la consommation totale d'énergie (en %)	16,25 %	27,89 %	20,56 %
Consommation totale d'énergie produite à partir de sources nucléaires (en MWh)	30 468,47	37 959,68	68 428,15
Part de la consommation provenant de sources nucléaires dans la consommation totale d'énergie (en %)	30,12 %	63,91 %	42,62 %
Consommation de combustible provenant de sources renouvelables (en MWh)	0,00	0,00	0,00
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables (en MWh)	54 234,36	4 467,90	58 702,26
Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite (en MWh)	2,90	405,00	407,90
Consommation totale d'énergie produite à partir de sources renouvelables (en MWh)	54 237,26	4 872,90	59 110,16
Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie (en %)	53,62 %	8,20 %	36,82 %
Consommation totale d'énergie liée aux opérations propres (en MWh)	101 143,74	59 398,45	160 542,18

2.2.5.2 Données relatives aux activités classées dans un secteur à forte intensité énergétique

SGAM AG2R LA MONDIALE développe une activité classée dans les secteurs à fort impact climatique via son métier de promoteur et de développeur des RSS exercé par ÆGIDE-DOMITYS.

Les données publiées ci-après concernent les consommations d'énergie du parc des RSS pour les besoins en énergie des parties communes et des locaux de services des résidences exploités par DOMITYS sur le territoire français. Elles ne comprennent pas les consommations des résidents, la collecte de ces informations auprès d'une clientèle de 18 000 seniors se révélant complexe dans les délais d'établissement de cet état de durabilité.

Consommation d'énergie et mix énergétique (en MWh)		
2024	RSS	Total
Consommation de combustible provenant du charbon et des produits à base de charbon	0,00	0,00
Consommation de combustible provenant du pétrole brut et de produits pétroliers	0,00	0,00
Consommation de combustible provenant du gaz naturel	10 677,48	10 677,48
Consommation de combustible provenant d'autres sources fossiles	0,00	0,00
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles	5 888,39	5 888,39
Consommation totale d'énergie fossile	16 565,87	16 565,87

Production énergie (en MWh)			
2024	Sources non renouvelables	Sources renouvelables	Total
Assurances de personnes	0	2,9	2,9
RSS	0	405,0	405,0
Total	0	407,9	407,9

2024	Consommation totale d'énergie par produit net associée aux activités réalisées dans les secteurs à fort impact climatique (en MWh/K€)
RSS	0,1

2024	Produit net des activités exercées dans les secteurs à fort impact climatique (en k€)
Dont DOMITYS	592 800
TOTAL	592 800

Le ratio relatif à la consommation d'énergie par produit net associée aux activités à fort impact climatique est calculé sur la base du produit net estimé au 31 décembre 2024, qui diffère légèrement du produit net effectivement constaté au 31 décembre 2024. Le tableau ci-après, tiré de l'ESRS E1 – AR 38, reprend les données utilisées et précise le produit net constaté au 31 décembre 2024 tel qu'il figure dans les états financiers.

Chiffre d'affaires net provenant d'activités dans des secteurs à fort impact climatique utilisé pour calculer l'intensité énergétique	592 800 K€
Chiffre d'affaires net (autre)	11 834 427 K€
Chiffre d'affaires net total (états financiers)	12 831 571 K€

2.2.6 Émissions brutes de gaz à effet de serre de SGAM AG2R LA MONDIALE (scopes 1,2 et 3)

SGAM AG2R LA MONDIALE procède tous les quatre ans à la mesure de l'ensemble des postes d'émissions inclus dans le bilan carbone®, une méthodologie développée par l'ADEME, et régulièrement actualisée par l'Association Bilan Carbone (ABC). Ce cadre méthodologique couvre l'ensemble des postes prévus listés par la norme ESRS E1 – AR 48.

Pour les besoins de cette publication, SGAM AG2R LA MONDIALE s'est concentrée, outre les scopes 1 et 2, sur les principaux postes d'émissions du scope 3 : les émissions financées par les portefeuilles d'investissements, de loin la principale source (catégorie 15), et les dépenses d'achats de biens et services (catégorie 1). Ainsi que précisé dans la note méthodologique, les postes d'émissions qui suivent concernent les immobilisations (catégorie 2), et les déplacements domicile-travail ainsi que professionnels (catégories 6 et 7). Les autres postes (catégories 3 à 5 et 8 à 14) offrent des leviers minimes de réduction en regard de leur poids dans les émissions mesurées de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Parmi les autres sources importantes d'émissions, les opérations de promotion et de développement des RSS ne sont pas comptabilisées. Une méthodologie de calcul a été développée, mais non déployée, compte tenu du ralentissement programmé de cette activité. La situation sera réexaminée en fonction de l'évolution des plans de développement.

Les émissions liées aux déplacements sont mesurées à l'aide d'une enquête réalisée auprès de l'ensemble des salariés d'AG2R LA MONDIALE et des prestataires sur site. Son actualisation est prévue dans le courant du dernier

trimestre 2025, et la donnée sera publiée dans l'état de durabilité relatif à l'exercice fiscal 2025.

Les émissions calculées dans le cadre de cet état de durabilité sont les suivantes :

- Les émissions du scope 1 comprennent les sources fixes de combustion (tels que le gaz ou le fioul domestique), les sources mobiles de combustion (flotte de véhicules) et les fuites de fluides frigorigènes des établissements d'exploitation des activités d'assurances de personnes, des bureaux administratifs des activités d'habitat senior, ainsi que des parties communes et des locaux de services des RSS sur le territoire français ;
- Les émissions du scope 2 sont constituées de la combustion de carburants pour produire de l'électricité, de la vapeur, du chauffage et de la climatisation achetés et consommés dans les bâtiments de bureaux occupés par les salariés et les prestataires de SGAM AG2R LA MONDIALE ainsi que les parties communes et les locaux de services des RSS. Elles sont présentées selon la méthode location-based et la méthode market-based ;
- Les émissions du scope 3 se concentrent sur les dépenses d'achats des deux activités (assurances de personnes, habitat senior), seconde principale source d'émissions au sein de ce scope, après les émissions financées par les portefeuilles d'investissements.

Les méthodes de calcul, les limitations et le périmètre couvert sont précisés à la section 5.1.2 de cet état de durabilité. Les émissions de gaz à effet de serre ne font pas l'objet d'une validation par un organisme externe autre que la vérification à laquelle il est procédé dans le cadre de cet état de durabilité.

Les émissions de scope 2 market-based sont inférieures aux émissions calculées selon la méthode location-based ; la fourniture en électricité des établissements d'exploitation des activités d'assurances de personnes, bénéficie de garanties d'origine certifiée. SGAM AG2R LA MONDIALE n'achète pas d'instruments contractuels non groupés.

SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas mis en place un mécanisme de tarification interne du carbone.

2. Informations environnementales

2024	(en TCO ₂ eq.)		
	Assurances de personnes	RSS	Total
Émissions de GES du scope 1			
Émissions brutes de GES du scope 1	1 735,0	4 024,0	5 759,0
Pourcentage d'émissions de GES du scope 1 résultant des systèmes d'échange d'émissions réglementés (en %)	0 %	0 %	0 %
Émissions de GES du scope 2			
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur la localisation	1 016,0	2 544,4	3 560,4
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur le marché	709,6	2 544,4	3 254,0
Émissions significatives de GES du scope 3			
Émissions totales brutes indirectes de GES (scope 3)			
1. Biens et services achetés	50 756,0	42 551,0	93 307,0
15. Investissements	8 450 488,9		8 450 488,9
Émissions totales de GES			
Émissions totales de GES fondées sur la localisation	8 503 995,9	49 119,4	8 553 115,3
Émissions totales de GES fondées sur le marché	8 503 689,5	49 119,4	8 552 808,9

NB : SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas d'émissions de Scope 1 biogéniques provenant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse. Les données relatives aux émissions biogéniques du Scope 3, à savoir, celles des entreprises dans lesquelles elle investit ne sont pas disponibles à la date de publication de cet état de durabilité

Le chiffre d'affaires annuel net de SGAM AG2R LA MONDIALE, incluant une projection pour le dernier trimestre, se compose de deux éléments principaux : les primes d'assurance et les revenus générés par les autres activités. Ces dernières sont principalement constituées des revenus issus des activités d'habitat senior, classées dans les secteurs à fort impact climatique, et de la société de gestion d'actifs.

2024	Produit net et produit net des activités exercées dans les secteurs à fort impact climatique (en K€)
Assurances de personnes	11 720 825
Autres activités	706 402
dont DOMITYS ⁽¹⁾	592 800
Total	12 427 227

(1) Secteur à fort impact climatique

L'intensité des émissions de gaz à effet de serre est présentée dans le tableau ci-après. Elle est exprimée en TCO₂ par million d'euros de revenu net.

2024	Intensité des émissions de GES (en TCO ₂ /M€)
SGAM AG2R LA MONDIALE	688

L'intensité des émissions de gaz à effet de serre, présentée ci-dessus, est calculée sur la base du produit net estimé au 31 décembre 2024, qui diffère légèrement du produit net effectivement constaté dans les états financiers (12 831 571 K€ contre un estimé de 12 427 227 K€). Rapporté au produit net constaté au 31 décembre, le ratio des émissions de GES rapportées au produit net serait donc légèrement plus faible.

2.2.7 Cibles de réduction

En regard des politiques et plans d'actions décrits dans les sections précédentes, SGAM AG2R LA MONDIALE s'est fixé les objectifs suivants :

- Une réduction de la température implicite des portefeuilles d'investissements gérés en direct. À 2,7°C en 2021, point de référence, elle atteint 2,61°C en 2024 pour un objectif intermédiaire fixé à 2,6°C en 2025 et à 2,5°C en 2030. Cet objectif est pris dans le cadre de la politique climat mentionnée supra dont l'objet est de réduire tant les impacts négatifs que les risques qui peuvent en découler. Cette cible, aux deux horizons concernés, tient compte des exclusions programmées qui sont fondées sur le consensus scientifique, et du potentiel anticipé de décarbonation de l'économie. Des parties prenantes ont été impliquées dans la définition des exclusions et des autres exigences de la politique climat, mais elles ne se sont pas prononcées sur les cibles précisées dans ce paragraphe. Depuis que ces cibles ont été fixées, il n'y a pas eu de changement dans celles-ci, ni dans les métriques utilisées ;
- Une diminution des consommations énergétiques des immeubles d'exploitation des entités assurantielles dans le cadre du plan de sobriété énergétique, lequel fixe une cible à fin 2025, en prenant comme année de référence l'année 2021. Ces objectifs ne concernent pas les activités de RSS. La cible fixée est de -12 % sur un périmètre qui comprend également les institutions de retraite complémentaire AG2R Agirc-Arrco et CGRR Agirc-Arrco. Alors que cet engagement ne concernait pas l'immobilier d'exploitation de Viasanté à l'origine, il a été décidé de l'étendre à ce périmètre en 2023. L'immobilier de placement fait quant à lui l'objet d'une cible de réduction de -10 % à l'horizon 2025. Elle est exprimée en intensité contrairement à l'immobilier d'exploitation dont l'objectif est fixé en valeur absolue.

3. Informations sociales

3.1	Effectifs de l'entreprise (S1)	160
3.1.1	Informations générales sur les effectifs travaillant dans l'entreprise	163
3.1.2	Attraction et fidélisation des salariés	166
3.1.3	Protection des données personnelles	172
3.1.4	Santé et la sécurité des salariés	173
3.2	Consommateurs et utilisateurs finaux (S4)	175
3.2.1	Périmètre assurantiel	175
3.2.2	Périmètre des RSS	185

3. Informations sociales

Les parties prenantes fondamentales pour une activité tertiaire orientée vers des produits et services destinés aux personnes, sont la clientèle (ESRS S4) et les salariés (ESRS S1).

Même si de plus en plus d'outils et d'applications accompagnent les salariés et apportent des fonctionnalités complémentaires à leurs actions dans leur relation avec le client, les liens entre le client et le salarié restent primordiaux. Le recours à l'intelligence artificielle apportera également des fonctionnalités supplémentaires aux salariés tout en maintenant prioritaire le lien client/salarié. Ces liens de confiance avec les clients sont créés par les salariés, en apport de conseils, en capacité d'écoute etc. Les salariés étant tous, de façon plus ou moins directe (ex : directe pour les commerciaux, indirecte pour les fonctions support) au service du client, il a paru intéressant de les réunir dans un seul chapitre.

Pour SGAM AG2R LA MONDIALE, sur le périmètre assurantiel, l'éventail des produits et services est large, il englobe la santé, la prévoyance, la retraite et l'épargne ; sur le périmètre d'ÆGIDE-DOMITYS, il s'agit de biens immobiliers et de services non médicaux proposés à des seniors dans des résidences dédiées.

SGAM AG2R LA MONDIALE ne connaît pas de dépendance vis-à-vis d'investisseurs, de fournisseurs, et n'est pas directement exposée au contexte géopolitique ; elle reste toutefois sensible à l'environnement économique et social national. Ces considérations ont orienté le choix des sujets retenus par les personnes interviewées dans le cadre de l'établissement des deux analyses de double matérialité qui ont permis l'identification des IRO. Ces derniers seront présentés dans les sections consacrées à chaque sujet.

3.1 Effectifs de l'entreprise (S1)

Dans cette rubrique, les IRO reconnus matériels sur les périmètres assurantiel et d'ÆGIDE-DOMITYS s'inscrivent dans les rubriques correspondant aux enjeux sociaux tels qu'ils sont détaillés dans l'ESRS 1 du règlement délégué à savoir : les conditions de travail, l'égalité de traitement et des chances, ainsi que d'autres droits liés au travail concernant surtout les droits humains. Ces enjeux sont déclinés à leur tour en sous-sous-thèmes. Ceux qui suivent ont été retenus par SGAM AG2R LA MONDIALE car un ou plusieurs IRO leur correspondent :

- Santé-sécurité (A) ;
- Salaires décents (B) ;
- Sécurité de l'emploi (C) ;
- Temps de travail (D) ;
- Formation et développement des compétences (E) ;
- Équilibre vie professionnelle-vie privée (F) ;
- Égalité de genre et égalité de rémunération pour un travail égal (G) ;
- Emploi et inclusion des personnes en situation de handicap (H) ;
- Mesures de lutte contre la violence et le harcèlement sur le lieu de travail (I) ;
- Protection de la vie privée (J) ;
- Dialogue social (K) ;
- Liberté d'association (L) ;
- Négociation collective (M) ;
- Diversité (N).

Une correspondance est établie entre les IRO décrits ci-dessous et les thématiques précitées, via la lettre qui accompagne chacune. La liste des IRO identifiés sur le périmètre assurantiel est la suivante :

- (1) **un impact négatif** sur la santé des salariés lié à un déport de la charge de travail sur les effectifs en poste en raison de difficultés de recrutement et de fidélisation des ressources humaines (A) (D) (E) (F) (G) (H) (I) ;
- (2) **un risque** de difficultés à recruter et à fidéliser dans les métiers en tension se traduisant par une perte de productivité et des surcoûts de recrutement (B) (C) (D) (E) (F) (G) (H) (I) (K) (L) (M) (N) ;
- (3) **un impact négatif** sur la santé-sécurité des salariés lié à la survenance de risques psychosociaux affectant leur santé mentale (A) (D) (F) ;
- (4) **un risque** de détérioration de la relation client et donc de pertes de parts de marché consécutives à une augmentation de l'absentéisme, de l'accidentologie, et à une baisse du niveau d'engagement des salariés (A) (D) (F) ;
- (5) **un impact positif** par l'inclusion de personnes en situation de handicap (H) ;
- (6) **un impact négatif** sur le respect de la vie privée consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés (J) ;
- (7) **un risque** de dégradation de l'image employeur consécutive à une paralysie des systèmes d'information ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés entraînant des difficultés à recruter ou à fidéliser les salariés (J) ;
- (8) **un risque** d'image consécutif à la paralysie des systèmes d'information ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés (J) ;
- (9) **un risque** de sanctions réglementaires et/ou d'actions en justice consécutives à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés (J) ;
- (10) **un risque** financier (pertes de parts de marché, difficultés d'accès aux marchés de capitaux, etc.) consécutif à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés (J).

Sur ce périmètre les IRO s'appliquent aux « opérations propres » de la chaîne de valeur.

La liste des IRO du périmètre ÆGIDE-DOMITYS s'applique à une chaîne de valeur comportant trois éléments : la promotion et le développement, la commercialisation, et l'exploitation. La liste des IRO identifiés sur ce périmètre est la suivante :

- (11) **un impact négatif** sur la santé-sécurité des salariés consécutifs à la manifestation de risques psychosociaux et de risques induits d'accidents du travail (A) ;
- (12) **un risque** de départ de salariés et de difficultés de recrutement se traduisant par des pertes de productivité ou une baisse de la qualité des services rendus aux seniors (B) (C) (E) (F) ;
- (13) **un risque** financier lié à un taux d'absentéisme et une perte de productivité des salariés en raison de la survenance de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail (A) ;
- (14) **un impact positif** potentiel sur l'employabilité et la montée en compétence des salariés exerçant une activité dans des métiers traditionnellement peu qualifiés (E) ;
- (15) **un impact négatif** sur la vie privée des salariés en cas de fuite de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés (J) ;
- (16) **un risque** financier (amende, désaffectation de la clientèle) lié à une fuite de données concernant les salariés (J) ;

- (17) **un risque** juridique/réglementaire (condamnation) lié à une fuite de données (J) ;
- (18) **un risque** d'image (presse, réseaux sociaux, etc.) lié à une fuite de données (J).

Les préoccupations soulevées par les IRO ont un horizon temporel à court terme et nécessitent de plus, une vigilance dans le temps (il est difficile d'envisager une diminution du risque cyber dans les années à venir. À l'inverse, la tension pour recruter sur certains métiers pourrait diminuer, ou se présenter pour d'autres métiers non concernés par cette situation actuellement.

Les IRO énumérés peuvent être utilement rassemblés en trois grands thèmes :

- L'attraction et la fidélisation des salariés ;
- La santé et la sécurité des salariés ;
- La protection de la vie privée des salariés.

La réglementation exige de l'entreprise qu'elle indique les ressources allouées à la gestion des incidences négatives. Au sein des différentes entités de SGAM AG2R LA MONDIALE, la gestion des impacts traités dans ce chapitre est prise en charge par la Direction des ressources humaines et répartie entre plusieurs directions ou départements dédiés. À titre

d'exemple, pour le domaine assurantiel : la Direction du développement social a dans son périmètre les relations sociales, la QVCT, la diversité et l'inclusion, le handicap, les risques professionnels, la Direction du développement personnel a dans son périmètre la formation, la prospective métiers, l'ingénierie pédagogique, et une autre direction a en charge les rémunérations et les avantages sociaux. Toutefois, les ressources de nature financière correspondant au fonctionnement de ces directions et aux actions mises en œuvre n'ont pas été calculées.

L'attraction et la fidélisation des salariés est un sujet qui n'apparaît pas expressément dans la norme, à la différence des thèmes « Santé et sécurité » et « Protection de la vie privée », mais il peut lui être relié plusieurs sous-sous-thèmes liés aux conditions de travail et à l'égalité de traitement et des chances. La répartition des IRO sera la suivante :

- Attraction et fidélisation des salariés : (2) (4) (5) (12) (14) ;
- Santé et sécurité : (1) (3) (11) (13) ;
- Protection de la vie privée (6) (7) (8) (9) (10) (15) (16) (17) (18).

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	IRO	Documents de référence
Périmètre assurantiel				
Santé et sécurité	Conditions de travail + égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Santé-sécurité + temps de travail + formation et développement des compétences + équilibre vie professionnelle -vie privée + égalité de genre et de rémunération + emploi et inclusion de personnes handicapées + mesure de lutte contre la violence et le harcèlement	(1) impact négatif sur la santé des collaborateurs lié à un déport de la charge de travail sur les effectifs en poste en raison de difficultés de recrutement et de fidélisation des effectifs	Accords collectifs QVCT, télétravail, égalité professionnelle, handicap. Note d'orientations générales sur le développement des compétences.
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Conditions de travail + égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Salaires décents + sécurité de l'emploi + temps de travail + équilibre vie professionnelle-vie privée + formation et développement des compétences + égalité de genre et de rémunération + emploi et inclusion des personnes handicapées + mesures de lutte contre la violence et le harcèlement + dialogue social + liberté d'association + négociation collective + diversité	(2) risque de difficultés à recruter et à fidéliser dans les métiers en tension se traduisant par une perte de productivité et des surcoûts de recrutement	Dialogue social (NAO). Accords collectifs sur l'égalité professionnelle, sur l'intéressement, sur le temps de travail et la rémunération, sur le handicap, sur la QVCT, sur la GAPEC, sur la représentation du personnel. Démarche découlant de la note d'orientations générales pour le développement des compétences.
Santé et sécurité	Conditions de travail	Santé-sécurité + temps de travail + équilibre vie professionnelle-vie privée	(3) impact négatif sur la santé sécurité des collaborateurs lié à la survenance de risques psychosociaux affectant leur santé mentale	Accords collectifs QVCT, télétravail, durée du travail et rémunération. Démarche découlant de la note d'orientations générales sur le développement des compétences.

3. Informations sociales

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	IRO	Documents de référence
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Conditions de travail	Santé-sécurité + temps de travail + équilibre vie professionnelle-vie privée	(4) risque de détérioration de la relation client et de pertes de parts de marché consécutifs à une augmentation de l'absentéisme, l'accidentologie, et une baisse de la motivation des collaborateurs	Accords collectifs QVCT, télétravail, durée du travail et rémunération. Démarche découlant de la note d'orientations générales sur le développement des compétences
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Inclusion des personnes handicapées	(5) impact positif par l'inclusion de personnes en situation de handicap	Accords collectifs handicap
Protection de la vie privée	Autres droits liés au travail	Protection de la vie privée	(6) impact négatif sur le respect de la vie privée consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés	Application RGPD et Charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication
Protection de la vie privée	Autres droits liés au travail	Protection de la vie privée	(7) risque de dégradation de l'image employeur consécutive à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés entraînant des difficultés à recruter ou à fidéliser les collaborateurs	Charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Autres droits liés au travail	Protection de la vie privée	(8) risque d'image, (9) risque financier, (10) risque de sanctions réglementaires consécutifs à la paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés	Charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication
ÆGIDE-DOMITYS				
Santé et sécurité	Conditions de travail	Santé-sécurité	(11) impact négatif sur la santé-sécurité des collaborateurs consécutifs à la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail	Mise en œuvre dans chaque résidence de la Déclaration Unique d'Evaluation des Risques qui est actualisée chaque année
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Conditions de travail + Égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Salaires décents + sécurité de l'emploi + formation et développement des compétences + équilibre vie professionnelle-vie privée	(12) risque de départ de collaborateurs et de difficultés de recrutement se traduisant par des pertes de productivité ou une baisse de la qualité des services rendus aux seniors	Accords collectifs QVCT, handicap. Application des revalorisations salariales des minimum conventionnels. + Dialogue Social (NAO). Politique favorisant les promotions internes. Existence d'une structure ad'hoc « DOMITYS campus »
Santé et sécurité	Conditions de travail	Santé-sécurité	(13) risque financier lié à un taux d'absentéisme et une perte de productivité des collaborateurs en raison de la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail susceptibles de provoquer un mal-être émotionnel	Mise en œuvre dans chaque résidence de la Déclaration Unique d'Evaluation des Risques qui est actualisée chaque année
Attraction et fidélisation des collaborateurs	Égalité de traitement et égalité des chances pour tous	Formation et développement des compétences	(14) impact positif potentiel sur l'employabilité et la montée en compétence des collaborateurs exerçant une activité dans des métiers traditionnellement peu qualifiés	Mise en place d'une politique favorisant la promotion

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	IRO	Documents de référence
Protection de la vie privée	Autres droits liés au travail	Protection de la vie privée	(15) impact négatif sur la vie privée des effectifs en cas de fuite de données	<ul style="list-style-type: none"> - Charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - Note d'information sur le traitement des données à caractère personnel - Bonnes pratiques cybersécurité (extranet)
Protection de la vie privée	Autres droits liés au travail	Protection de la vie privée	(16) risque financier (amende, désaffectation de la clientèle), (17) risque juridique, (18) risque d'image liés à une fuite de données concernant les effectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - Note d'information sur le traitement des données à caractère personnel - Bonnes pratiques cybersécurité (extranet)

Les impacts positifs et négatifs, identifiés par les parties prenantes lors de l'élaboration de l'analyse de double matérialité et exposés ci-dessus, ne résultent pas directement du modèle économique de la Sgam ni de sa stratégie.

La détermination de ces mêmes impacts est beaucoup trop récente pour permettre une mesure pertinente de leur contribution à l'adaptation du modèle économique et de la stratégie de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Il est prématuré de mettre en relation les risques découlant des impacts identifiés avec le modèle économique et la stratégie de l'entreprise.

Pour être traités de façon pertinente, ces trois points exigent un suivi dans le temps des impacts et risques, ainsi que la mise au point d'une méthodologie permettant l'attribution d'une causalité.

Avant de présenter les trois sujets précités, seront exposés dans une première partie des informations générales conformément aux exigences de publication requises par la réglementation.

Remarque : concernant les indicateurs quantitatifs présentés dans cette partie, ils donnent une valeur au 31 décembre 2024. Les valeurs réelles étant connues au 30 septembre ou au 31 octobre 2024, l'estimation réalisée par le fournisseur de la donnée a donc porté sur les 2 ou 3 mois manquants. Les données obtenues ont été validées en interne.

3.1.1 Informations générales sur les effectifs travaillant dans l'entreprise

Des informations contextuelles peuvent être apportées par entité sur certains sujets et par comparaison à l'exercice 2023 :

Pour le périmètre assurantiel, les informations qui suivent ont été recueillies sur le périmètre des deux GIE qui représentent 86,7 % du périmètre assurantiel et 89 % du périmètre assurantiel soumis à une même réglementation (française). Les constats sont les suivants :

- Une légère augmentation de l'effectif global (stable sur le GIE AG2R, en augmentation de 3,3 % sur le GIE La Mondiale Groupe) ;
- Une diminution du recours aux contrats à durée déterminée (forte sur le GIE AG2R) ;

- Une forte augmentation de la population des alternants en lien avec l'objectif fixé pour les deux GIE (cf. Infra 6 % de l'effectif à la fin de l'exercice 2025) ;
- Une évolution de la pyramide des âges avec une augmentation de la part des moins de 30 ans (notamment due à l'arrivée d'alternants), et une légère diminution de la tranche des 50 ans et plus.

Pour le périmètre des Résidence Services Seniors, les constats sont ceux-ci :

- L'effectif global augmente régulièrement en lien avec la livraison de nouvelles résidences. À leur ouverture ce sont 5 à 10 emplois supplémentaires, pour atteindre à plein régime une vingtaine d'emplois directs.
- Le recrutement annuel de CDI avoisine les 1500, celui des CDD 10000.

Cela s'explique par un taux de départ pour les CDI et par le recours à des contrats saisonniers ou de remplacement de personnes absentes (ex : en arrêt maladie).

3.1.1.1 Périmètre

Des informations contextuelles peuvent être apportées par entité sur certains thèmes. Les métiers, le cadre de leur pratique et les spécificités des clientèles conduisent à traiter séparément le périmètre assurantiel et le périmètre des RSS.

Le périmètre pris ici en considération regroupe plusieurs entités dont les salariés sont exposés aux risques et impacts identifiés par les parties prenantes lors de l'établissement des deux analyses de matérialité :

- UES La Mondiale qui rassemble le GIE La Mondiale Groupe, Editprint, et AMPHITÉA ;
- GIE AG2R ;
- La Mondiale Europartner ;
- La Mondiale Executive, qui réunit la majorité des membres du CDG et du Comex ;
- VIASANTÉ Mutuelle ;
- AEGIDE-DOMITYS.

3. Informations sociales

3.1.1.2 Gouvernance des sujets RH
SGAM AG2R LA MONDIALE réunit les activités concurrentielles du Groupe AG2R LA MONDIALE. La coordination des sujets RH de SGAM AG2R LA MONDIALE est assurée par la Directrice des RH Groupe, et tient compte des particularités géographiques, historiques, ou liées à l'activité des diverses composantes de SGAM AG2R LA MONDIALE, La Mondiale Europartner (les orientations stratégiques RH de SGAM AG2R LA MONDIALE sont déclinées ou adaptées localement dans le respect des réglementations du pays concerné, en l'espèce le Luxembourg), VIASANTÉ Mutuelle et ÆGIDE-DOMITYS qui possèdent chacune une Direction des Ressources Humaines. Au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE, les sujets sont répartis entre des directions dédiées, Formation, Développement social etc...

3.1.1.3 Définition des effectifs
Les effectifs salariés pris en compte sont ceux qui sont exposés aux IRO classés matériels et applicables aux activités propres à l'entreprise. Leurs statuts diffèrent, ils bénéficient de CDI, de CDD, travaillent à temps plein ou à temps partiel, ou sont alternants.

Pour mémoire, les travailleurs de la chaîne de valeur ne sont pas pris en compte dans ces définitions.

Les impacts négatifs matériels susceptibles de concerner les effectifs salariés sont de nature ponctuelle et ne toucheraient qu'une petite partie d'entre eux (ex : impact sur la santé, fuite de données personnelles).

Les chiffres sont communiqués en effectifs, tant pour les salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE que pour les salariés des entreprises extérieures faisant partie de la chaîne de valeur.

Les données présentées ci-après peuvent être rapprochées des informations publiées dans la section 6.8 du chapitre 7 du rapport financier, qui comprennent à la fois l'Institution de retraite complémentaire et SGAM AG2R LA MONDIALE, soit 13 916 salariés, dont 11 136 pour cette dernière.

En tenant compte des hétérogénéités rencontrées en matière de systèmes d'informations et méthodes de collecte entre les différentes entités de SGAM AG2R LA MONDIALE, une méthode simplifiée d'estimation a été privilégiée pour le premier exercice de l'état de durabilité. Celle-ci aura vocation à évoluer par la suite dès lors qu'il y aura une conciliation entre sources de données.

3.1.1.4 Caractéristiques des effectifs
3.1.1.4.1 Effectifs internes

Nombre de salariés (en effectifs)					
2024	Total	Hommes	Femmes	Autres	Non déclarés
Assurances de personnes	6 579	2 599	3 980	0	0
RSS	4 557	967	3 590	0	0
Total	11 136	3 566	7 570	0	0

Assurances de personnes 2024	Nombre de salariés (en effectifs)				
	Total	Hommes	Femmes	Autres	Non déclarés
Nombre de salariés permanents	6 092	2 399	3 693	0	0
Nombre de salariés temporaires	155	36	119	0	0
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	332	164	168	0	0
Nombre de salariés total	6 579	2 599	3 980	0	0

RSS 2024	Nombre de salariés (en effectifs)				
	Total	Hommes	Femmes	Autres	Non déclarés
Nombre de salariés permanents	4 212	898	3 314	0	0
Nombre de salariés temporaires	345	69	276	0	0
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti	0	0	0	0	0
Nombre de salariés total	4 557	967	3 590	0	0

Répartition des salariés en nombre par tranche d'âge				
2024	Total	Moins de 30 ans	30-50 ans	Plus de 50 ans
Assurances de personnes	6 579	779	3 591	2 209
RSS	4 557	1 079	2 371	1 107
Total	11 136	1 858	5 962	3 316

2024	Nombre total de salariés qui ont quitté l'entreprise au cours de la période de référence
Assurances de personnes	840
RSS	1 886
Total	2 726

2024	Taux de rotation des salariés au cours de la période de référence
Assurances de personnes	13 %
RSS	42 %
Total	25 %

3.1.1.4.2 Salariés des entreprises extérieures

Sont concernés par cette catégorie les intérimaires ainsi que les travailleurs externes salariés d'entreprises hors Sgam. Ils exercent leurs activités dans les différents locaux de l'entreprise ou à distance, dans des fonctions variées telles que l'accueil, la maintenance technique ou des expertises spécifiques. Dans une grande proportion il s'agit de consultants qui fournissent des prestations intellectuelles.

Ils sont identifiés nominativement et recensés dans l'outil de gestion des accès. L'indicateur communiqué correspond au nombre de badges d'accès valides à la fin de l'année 2024. Pour ÆGIDE-DOMITYS l'effectif a été estimé pour toute la durée de l'année.

2024	Effectifs prestataires / intérimaires
Assurances de personnes	2 380
RSS	700
Total	3 080

3.1.1.5 Répartition géographique des effectifs

SGAM AG2R LA MONDIALE est implantée en France métropolitaine, dans les DROM-COM, ainsi qu'au Luxembourg, en Italie et en Suisse. Toutefois, en application des seuils définis par le point, au moins 50 salariés représentant au moins 10 % du nombre total de salariés, l'effectif des deux derniers pays (6 personnes) n'a pas été pris en compte.

Nombre de salariés dans les pays comptant 50 salariés ou plus représentant au moins 10 % du nombre total de salariés			
2024	Total	France	Luxembourg
Assurances de personnes	6 579	6 417	162
RSS	4 557	4 557	0
Total	11 136	10 974	162

3.1.1.6 Réglementations et engagements applicables

Les implantations de SGAM AG2R LA MONDIALE la soumettent aux conventions de l'OIT signées par la France, le Luxembourg et l'Italie (en fonction de la localisation des sites), aux différents droits nationaux et au droit de l'Union européenne, lesquels offrent à ses salariés un cadre juridique protecteur. Ces informations, ainsi que l'ensemble des accords collectifs, lesquels sont négociés par leurs représentants, leur sont accessibles sur le site intranet du Groupe.

Outre cela, SGAM AG2R LA MONDIALE fait partie d'un groupe de protection sociale qui a adhéré au Pacte mondial des Nations Unies qui accorde une attention particulière au respect des droits de l'Homme et du droit du travail. Enfin les métiers de SGAM AG2R LA MONDIALE bénéficient de conventions collectives qui complètent ces différents règlements.

Ces particularités mettent les salariés des différentes entités qui composent SGAM AG2R LA MONDIALE à l'abri d'atteintes aux droits humains tels que la traite des êtres humains, le travail forcé ou le travail des enfants. Des engagements en matière de respect des droits humains ont été formalisés au niveau du Groupe dans le code de conduite des affaires en 2023, lequel édicte une tolérance zéro pour toute violation de ces droits de la part des salariés, co-contractants et partenaires directs. Les contrats passés avec des partenaires doivent contenir une clause relative au respect des droits de l'Homme dont il faut s'assurer de l'application, et toute entrée en relation avec un nouveau partenaire comprend une recherche sur d'éventuelles controverses liées aux droits de l'Homme. Le code de conduite des affaires est accessible à tous les salariés sur le site intranet. Des moyens sont mis à leur disposition et mentionnés dans le code afin qu'ils puissent se manifester en tant que témoin ou victime (la DRH, le dispositif d'alerte ou la boîte mail générique de la Direction RSE, direction référente sur le sujet des droits de l'Homme). Les mesures de remédiation dépendent de la nature du problème.

3.1.1.7 Stratégie

L'objectif est d'équilibrer les besoins de l'entreprise et les contraintes de son environnement avec les attentes et la protection des salariés. Cet équilibre concerne plusieurs sujets RH, notamment la gestion des salariés dont le recrutement, la formation, le cadre de travail, la prise en compte de préoccupations sociétales (la santé, la protection de la vie privée, l'égalité F/H, la lutte contre le harcèlement, l'inclusion...), et il se construit avec la participation de tous, collectivement et individuellement.

- Le plan d'entreprise 2023-2025, baptisé Nouvelle donne, a fixé huit objectifs dont l'un d'entre eux visant à « Embarquer tous les salariés », relève de la Direction des ressources humaines.

Ce plan, élaboré au cours de l'année 2022, s'applique à SGAM AG2R LA MONDIALE, structure assujettie à la réglementation sur la durabilité, mais concerne également les entités qui n'en font pas partie telle qu'AG2R Agirc-Arrco (entité qui a en charge le métier de la Retraite complémentaire).

La stratégie posée par ce plan a été construite avec la participation de plusieurs catégories de parties prenantes internes. Des salariés ont notamment pu s'exprimer sur les méthodes de travail dans une perspective d'amélioration de l'organisation. Une présentation du plan, réalisée sur les principaux sites, a par ailleurs permis d'identifier d'éventuels irritants et d'y remédier.

Outre cette méthode, les différentes entités regroupant les effectifs (ex : un GIE) nourrissent le dialogue social instauré avec la DRH correspondante via les instances représentatives du personnel et les organisations syndicales représentatives. Ces dernières participent à la négociation des accords collectifs et font part des préoccupations des salariés.

3. Informations sociales

- Dans une période de transformation des métiers, des méthodes de management et de travail (ex : mise en place du télétravail), d’une intensification de la concurrence, d’élévation des exigences des clients, SGAM AG2R LA MONDIALE déploie depuis plusieurs années la notion d’engagement réciproque : le collaborateur participe, l’employeur accompagne.
- Il est aussi donné aux salariés la possibilité de s’exprimer via un baromètre, dit baromètre d’engagement, qui est proposé tous les 24 mois dans sa version intégrale et de façon intermédiaire au cours de cette période de 24 mois, via des enquêtes flash dans une version simplifiée. Il s’agit d’un dispositif de mesure qui recueille les appréciations des salariés de façon anonyme et confidentielle. Les salariés répondent à un questionnaire qui leur est envoyé par un prestataire externe spécialisé dans la réalisation et la gestion des baromètres d’engagement.

Les quatre types d’actions mentionnés au paragraphe précédent témoignent de la vitalité des échanges et de la prise en compte des intérêts de la partie prenante salariée dans la vie de l’entreprise.

3.1.2 Attraction et fidélisation des salariés

3.1.2.1 Impacts, risques et opportunités

- Les IRO associés à cette thématique sur le périmètre assurantiel :
- (2) **un risque** de difficultés à recruter et à fidéliser dans les métiers en tension se traduisant par une perte de productivité et des surcoûts de recrutement ;
 - (4) **un risque** lié au recrutement de détérioration de la relation client et de pertes de parts de marché consécutifs à une augmentation de l’accidentologie, et un niveau d’engagement des salariés en baisse ;
 - (5) **un impact positif** par l’inclusion des personnes en situation de handicap.

- Les IRO associés à cette thématique sur le périmètre RSS :
- (12) **un risque** de départ de salariés et de difficultés de recrutement se traduisant par des pertes de productivité ou une baisse de la qualité des services rendus aux clients ;
 - (14) **un impact positif** potentiel sur l’employabilité et la montée en compétence des salariés exerçant une activité dans des métiers traditionnellement peu qualifiés.

L’entreprise n’a pas fixé de cibles sur les IRO identifiés sur les deux périmètres, à l’exception du taux d’alternants qui concerne principalement l’IRO (2).

Les parties prenantes ont identifié le risque d’une difficulté à recruter dans certaines catégories de postes, ce qui conduirait à une diminution des ressources et à une augmentation de la charge de travail des membres des équipes concernées, avec un possible effet sur la qualité des prestations, la dégradation des relations des

salariés avec les parties prenantes, avec de possibles conséquences financières importantes. Les effets pourraient être une mauvaise qualité du conseil, du service, une moindre capacité à innover et à assimiler les changements. Ces effets créeraient de l’insatisfaction chez les clients et les fournisseurs, pourraient avoir des répercussions sur le chiffre d’affaires et nuiraient à la réputation et à l’image de l’entreprise.

Concrètement les conséquences pourraient se manifester sous plusieurs formes : un fort turn-over, une augmentation de la prise de risque, un manque d’adhésion ou d’engagement, des cas de burn-out, des problèmes de santé (notamment mentale), une surcharge de travail, de l’absentéisme (cf. accord QVCT qui présente le processus de définition et de suivi des objectifs), une mauvaise image des salariés à l’extérieur. L’attractivité concerne deux situations, le remplacement de salariés, et la création de postes par développement d’activités existantes ou nouvelles, ou encore par le déploiement de nouveaux outils et de nouvelles méthodes de travail. La fidélisation, qui concerne tant les nouvelles recrues que les salariés en place, suppose la mise en place d’un cadre de travail, le respect de conditions de travail et de valeurs correspondant aux attentes des salariés, quel que soit leur statut.

Toutes les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE sont exposées à ce risque, avec des particularités selon les métiers. C’est notamment le cas de la filiale ÆGIDE-DOMITYS dont certaines activités de la chaîne de valeur (exploitation) exposent plus les salariés à des risques physiques, et pour la population des commerciaux de l’entité La Mondiale Groupe, qui connaît un turn-over beaucoup plus important que celle du personnel administratif.

Les non-salariés sont principalement des personnes intervenant sur les sites de SGAM AG2R LA MONDIALE qui sont salariées d’autres entreprises. Leur temps de présence est extrêmement variable, de la permanence à un jour par mois. SGAM AG2R LA MONDIALE ne dispose pas d’informations particulières à leur sujet.

3.1.2.2 Gestion des impacts et des risques

La présentation qui suit englobe les politiques adoptées et les remèdes apportés aux risques auxquels les effectifs de SGAM AG2R LA MONDIALE sont exposés.

Par ailleurs, les thèmes de l’attractivité et de la fidélisation ne seront pas séparés car la sensibilité des personnes appartenant à l’une des catégories (candidats ou salariés) à une politique mise en place par l’entreprise, est une donnée difficile à mesurer.

L’entreprise communique ses différentes politiques auprès de ses salariés via son intranet, tant pour les informations permanentes (ex : conventions collectives) que pour les actions ponctuelles (ex : campagne de sensibilisation pour la lutte contre la discrimination).

S1-17_01 S1-17_02 S1-17_03 S1-17_05	Nombre total d’incidents de discrimination, y compris le harcèlement, signalés au cours de la période de référence	Nombre de plaintes déposées par l’intermédiaire de canaux permettant aux effectifs de l’entreprise de faire part de leurs préoccupations	Montant total des amendes, des pénalités et de l’indemnisation des dommages résultant des incidents et plaintes mentionnés ci-dessus
Assurances de personnes	2	0	0
RSS	2	0	0
Total	4	0	0

Pour mémoire, les politiques dont bénéficient les salariés s'inscrivent dans le droit européen, dans les droits des pays membres de l'espace économique européen qui hébergent des sites et activités de SGAM AG2R LA MONDIALE, et dans les dispositions des conventions de l'OIT signées par les pays concernés. SGAM AG2R LA MONDIALE applique l'ensemble de ces textes qui fondent les droits humains et le droit du travail. À cela s'ajoutent les engagements pris par SGAM AG2R LA MONDIALE via le Groupe auquel elle appartient et qui en est signataire.

En 2024, si aucun incident grave en matière de droits de l'homme n'a été recensé, ni aucune amende, pénalités, ou indemnisation, il a été dénombré quatre cas de harcèlement et de discrimination qui n'ont toutefois pas donné lieu à des amendes, sanctions ou indemnisations. L'entreprise n'a eu aucune mesure de remédiation à prendre pour réparer les impacts sur les droits de l'Homme.

S1-17_10	Nombre d'incidents graves en matière de droits de l'homme affectant les effectifs de l'entreprise au cours de la période de référence	Montant total des amendes, sanctions et indemnisations résultant des cas décrits au point a) ci-dessus	Montant total des amendes, des pénalités et de l'indemnisation des dommages résultant des incidents et plaintes mentionnés ci-dessus
Assurances de personnes	0	0	0
RSS	0	0	0
Total	0	0	0

Deux catégories de dispositifs participent à la réduction des risques en faisant bénéficier les salariés de conditions incitatives, l'une accordant des avantages indépendamment de SGAM AG2R LA MONDIALE, l'autre rassemblant des actions mises en place par SGAM AG2R LA MONDIALE.

3.1.2.2.1 Socle avantageux

Ce socle, d'origine législatif ou sectoriel, ne différencie pas SGAM AG2R LA MONDIALE, sauf par l'ampleur et le contenu du dialogue social qui dépend du modèle de l'entité (paritaire et mutualiste), et de ses pratiques historiques. Il encadre les relations sociales et les seuils de rémunérations, en fixant pour ces dernières un salaire horaire minimal (SMIC) que l'on peut assimiler au salaire décent évoqué dans le règlement délégué. Par définition, aucune rémunération ne peut lui être inférieure. C'est le minimum appliqué chez ÆGIDE-DOMITYS, les conventions collectives applicables aux salariés des deux GIE prévoient quant à elles des rémunérations supérieures au minimum légal, et les salariés de La Mondiale Europartner bénéficient du salaire social minimum en vigueur au Luxembourg, et de la grille de rémunération de la convention collective luxembourgeoise des assurances. Enfin, pour VIASANTÉ Mutuelle la branche Mutualité prévoit également un minimum conventionnel supérieur au SMIC. Par ailleurs, des négociations annuelles obligatoires (NAO) donnent un cadre qui permet à l'employeur et aux représentants des salariés d'évoquer plusieurs questions dont les salaires, pour les salariés des entités sur le territoire français.

Parmi les éléments constitutifs de ce socle, il y a le dialogue social, les conventions collectives et la protection sociale, tous trois offrant aux salariés différents avantages, et limitant les pratiques qui pourraient leur occasionner des conséquences négatives.

Les conventions collectives

Les activités de SGAM AG2R LA MONDIALE font dépendre ses salariés de plusieurs conventions collectives : la convention collective de l'Assurance, celle de la Retraite complémentaire (qui couvre le personnel de l'activité santé et prévoyance), celle de la Mutualité (pour le personnel de VIASANTÉ Mutuelle), celle des Hôtels Cafés Restaurant pour l'activité Exploitation d'ÆGIDE-DOMITYS, la Convention Syntec pour le siège ÆGIDE-DOMITYS et celle de commercialisation / conseil en patrimoine pour DOMITYS Invest. L'effectif de La Mondiale Europartner, société luxembourgeoise, relève de la convention collective des assurances du Luxembourg.

Ces conventions sont des accords écrits, spécifiques à un secteur d'activité, négociés et signés entre les organisations syndicales représentatives et des représentants d'employeurs, et qui s'imposent aux entités de SGAM AG2R LA MONDIALE. Elles traitent notamment, d'une façon souvent plus avantageuse pour le salarié que le code du travail, des conditions de travail, des droits et obligations des salariés et employeurs, des salaires et des congés payés. Elles peuvent également considérer des sujets que le code du travail n'aborde pas. Ce sont des documents susceptibles d'évoluer.

2024	Pourcentage des salariés couverts par des conventions collectives
Assurance de personnes	100 %
RSS	100 %

3. Informations sociales

2024	Couverture des conventions collectives	Dialogue social	Montant total des amendes, des pénalités et de l'indemnisation des dommages résultant des incidents et plaintes mentionnés ci-dessus
Taux de couverture	Salariés – EEE (pour pays avec > 50 salariés représentant > 10 % total de salariés)	Salariés – Non-EEE (estimation pour régions avec > 50 salariés représentant > 10 % total de salariés)	Représentation de l'espace de travail (seulement EEE)
0 – 19 %			
20 – 39 %			
40 – 59 %			
60 – 79 %			
80 – 100 %	France	–	France ; Luxembourg

La protection sociale

Tous les salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE bénéficient d'un régime prévoyance et santé. Les événements énumérés par le règlement (maladie, chômage, accidents du travail et handicap, congé parental/familial et départ à la retraite) sont pris en charge de diverses façons, en ce qui concerne notamment les organismes gestionnaires (ex : la santé et la retraite sont gérées par un régime général et un régime complémentaire).

2024	Pourcentage des effectifs couverts par son système de gestion de la santé et de la sécurité fondé sur des exigences légales et/ou des normes ou lignes directrices reconnues
Assurance de personnes	100 %
RSS	100 %
Total	100 %

2024	Pourcentage de salariés ayant droit à des congés familiaux
Assurance de personnes	100 %
RSS	100 %
Total	100 %

Pourcentage de salariés ainsi concernés ayant pris un tel congé			
2024	Total	Hommes	Femmes
Assurances de personnes	5 %	3 %	6 %
RSS	14 %	7 %	16 %
Total	14 %	3 %	10 %

Le dialogue social

Au niveau de l'entreprise, ce dialogue, légalement instauré, est pratiqué directement entre les DRH et les instances représentatives du personnel.

En France depuis 2017, ce rôle est dévolu au CSE qui est composé de membres élus par les salariés, le plus souvent syndiqués, et d'un représentant de l'employeur donc de SGAM AG2R LA MONDIALE. Le champ de ses compétences est le suivant : il est consulté au moins trois fois dans l'année sur les orientations stratégiques de l'entreprise, sa situation économique et financière, sa politique sociale, ainsi que sur les conditions de travail et de l'emploi (selon l'article L 2312-17 du code du travail).

Il y a autant de CSE dans SGAM AG2R LA MONDIALE que de structures employeurs domiciliées en France et dont l'effectif est supérieur ou égal à 11 personnes.

2024	Couverture des conventions collectives		Dialogue social
Taux de couverture	Salariés – EEE (pour pays avec > 50 salariés représentant > 10 % total de salariés)	Salariés – Non-EEE (estimation pour régions avec > 50 salariés représentant > 10 % total de salariés)	Représentation de l'espace de travail (seulement EEE)
0 – 19 %			
20 – 39 %			
40 – 59 %			
60 – 79 %			
80 – 100 %	France	-	France ; Luxembourg

Il existe également une Commission Santé Sécurité et Conditions de travail (CSSCT) qui est une émanation du CSE.

Ces deux instances de représentation du personnel, la générale et la spécialisée, traitent de l'ensemble des impacts mentionnés ci-dessus et ceci pour l'ensemble des salariés relevant de leur périmètre. Dans le cadre de la représentation des salariés et des actions collectives ou individuelles menées à leur profit, les membres de ces organes comme les salariés bénéficient d'une protection légale.

Pour La Mondiale Europartner, le dialogue social est régi par le cadre réglementaire luxembourgeois qui prévoit la mise en place d'une délégation du personnel.

La fréquence des interactions connaît trois régimes pour les entités en France :

- des réunions dites récurrentes, celles qui relèvent de l'article L 2312-17 du code du travail ;
- des réunions de négociation, dites paritaires, au cours desquelles s'élaborent les accords collectifs, nouveaux ou en renouvellement, signés pour trois ans. Si la dynamique du dialogue social peut être exprimée en nombre d'accords et de réunions, elle dépasse ces considérations quantitatives qui reflètent bien souvent le calendrier des échéances desdits accords. L'entreprise ne réalise pas de mesure sur l'efficacité du dialogue social.
- ponctuellement pour exprimer les demandes ou revendications individuelles ou collectives des salariés.

Pour les 2 GIE, la représentation de l'employeur est assurée par la Directrice en charge des ressources humaines, membre du CDG, ou par le Directeur du développement social. La Direction de ce dernier a également pour mission de suivre la réalisation des objectifs contenus dans les accords, ce qui est notamment le cas des accords collectifs relatifs à la politique handicap via la mission dévolue à ce sujet.

Pour VIASANTÉ Mutuelle, la représentation de l'employeur est également assurée par sa direction en charge des ressources humaines.

Il n'y a pas d'accord collectif spécifiquement consacré aux droits de l'Homme, ni d'accord conclu en vue de la représentation par un comité d'entreprise européen. Toutefois le code de conduite des affaires énonce les engagements pris par l'entreprise dans ce domaine.

Si tous les thèmes, favorables à son personnel, n'ont pas été mis en place par SGAM AG2R LA MONDIALE puisque résultant le plus souvent d'une réglementation, leur présentation aux candidats lors des recrutements, et

des communications internes régulières à l'attention des salariés (ex : mise à jour du bulletin social individuel) rappellent les dispositifs et participent à la réduction du risque.

3.1.2.2.2 Spécificités offertes

Dans sa recherche de nouveaux salariés, SGAM AG2R LA MONDIALE s'appuie sur plusieurs atouts et méthodes.

Il s'agit de démarches, de dispositifs, d'accords collectifs et d'engagements, mais pas de politiques au sens strict.

La réglementation demande aux entreprises de communiquer pour la norme ESRS S1 leurs objectifs et les suivis pour chaque IRO. Pour cette norme SGAM AG2R LA MONDIALE s'est fixé un seul objectif qui concerne le pourcentage d'alternants sur le périmètre assurantiel.

3.1.2.2.2.1 Prospective

L'idée est d'accompagner les salariés dans le processus d'adaptation de leurs compétences aux exigences des métiers. Le bénéfice est double, SGAM AG2R LA MONDIALE accroît ses compétences pour ses clients et se comporte en employeur responsable en améliorant l'employabilité de ses salariés.

Sur le plan opérationnel :

- une équipe est dédiée à ce sujet ;
- un observatoire des métiers a été mis en place, son objet étant d'identifier les tendances d'évolutions prévisionnelles des emplois et des compétences, et de réfléchir aux impacts correspondants pour les métiers de chaque direction. En 2024, il s'est réuni à sept reprises et les résultats des travaux sont disponibles sur le site intranet ;
- une typologie des métiers a été établie. Les métiers sont répartis en cinq catégories : émergents, en tension, sensibles, stables, en évolution.

Les métiers en tension concernent plus particulièrement les candidats que les actuels salariés, car ils correspondent à des activités récentes liées au monde numérique (ex : scrum master, data scientist...), ou très techniques (ex : les métiers de l'actuariat), pour lesquelles l'absence de formation et d'expérience rend difficile une mobilité interne. L'employeur doit également tenir compte de la perception du monde du travail, notamment par les nouvelles générations, particulièrement en termes d'inclusion, d'égalité, d'organisation et de management.

Concernant l'actuariat, un travail du Comme1Comex a suggéré en 2024 d'élargir le recrutement à des candidats non actuaires mais dotés d'un profil mathématique. Comme1Comex est une instance mise en place en 2022, qui rassemble des salariés(ées) de moins de 40 ans à potentiel.

3. Informations sociales

3.1.2.2.2.2 Image employeur

L'image employeur véhicule l'identité et les valeurs de SGAM AG2R LA MONDIALE à l'extérieur, auprès des candidats potentiels.

Pour les attirer, SGAM AG2R LA MONDIALE travaille sa réputation et met en avant ses réalisations, notamment en ayant fait des sujets de conformité un des huit objectifs de son plan d'entreprise.

L'image est également un des éléments du sentiment de fierté et d'appartenance des salariés en place.

Les engagements de SGAM AG2R LA MONDIALE et les possibilités pour les collaborateurs de s'engager, participent également à la construction de l'image employeur, dont deux exemples peuvent être cités :

- Les deux Fondations d'entreprise que sont, la Fondation pour l'autonomie et la solidarité, la Fondation pour la vitalité artistique, qui offrent la possibilité aux salariés d'en devenir des correspondants régionaux. Fin décembre 2024, la première disposait d'un réseau de 83 correspondants, et 20 pour la seconde ;
- Le Tour solidaire, initiative de la Fondation pour l'autonomie et la solidarité, qui a remporté le prix Argus de l'engagement des collaborateurs, et qui a vu pendant 12 jours 1922 collaborateurs du Groupe parcourir, en marchant, courant et pédalant, 139 533 Km, ces efforts ont permis de verser 170 000 € à 10 associations partenaires de cette Fondation.

3.1.2.2.2.3 Recrutement

La direction en charge du recrutement s'est adaptée aux nouvelles techniques en diversifiant ses canaux de sourcing, en faisant appel aux jobs-boards, aux CVthèques, et en expérimentant la méthode de recrutement par simulation (MRS). SGAM AG2R LA MONDIALE pratique également depuis 2023 le recrutement par cooptation rémunérée. Par ailleurs, SGAM AG2R LA MONDIALE a décidé d'augmenter les recrutements d'alternants, cette tendance facilitant le passage d'un contrat d'alternance à un CDI, phénomène qui se développe depuis 2022. Le nombre d'alternants embauchés en CDI a ainsi augmenté de 50 % sur le GIE AG2R, et de 16,3 % sur le GIE LA MONDIALE entre 2023 et 2024.

3.1.2.2.2.4 Cadre de travail

Le cadre de travail est un espace adepte des tendances contemporaines, dont l'open-space et le Flex-office. Par ailleurs, à titre d'exemple, les accords collectifs de mai 2024 relatifs à la qualité de vie et aux conditions de travail signés au niveau de l'UES La Mondiale et du GIE AG2R, ont évoqué l'amélioration des conditions de travail en traitant du droit à la déconnexion, du respect des temps de repos et des durées maximales de travail, des déplacements professionnels, et du télétravail (les salariés éligibles peuvent bénéficier de deux jours télétravaillés par semaine avec un assouplissement des conditions d'accès, notamment par la diminution de l'ancienneté requise, et l'accompagnement de parents en situation de parentalité ou des aidants). VIASANTÉ Mutuelle dispose également d'accords collectifs sur ces thématiques.

3.1.2.2.2.5 Aide aux aidants

La direction et les organisations syndicales représentatives ont constaté une augmentation du nombre de salariés en situation d'aidance. Pour mémoire, l'aidant est selon la loi de 2015, « toute personne qui vient en aide, de manière régulière et fréquente, à titre non

professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou activités de la vie quotidienne d'une personne en perte d'autonomie ».

C'est un sujet de long terme, la difficulté pour l'employeur étant de combiner les exigences de l'entreprise avec la tendance inéluctable au vieillissement de la population. Dans une moindre mesure, l'effectif étant plus faible, les dispositions concernent également les enfants ou collatéraux des salariés, quand ceux-ci sont en situation de handicap.

SGAM AG2R LA MONDIALE a mis en place un espace digital dédié à ses salariés aidants, rendu possible un aménagement du télétravail (praticable depuis le domicile de la personne aidée), et accordé une allocation aux parents ayant un enfant en situation de handicap. C'est un dispositif qui, via des ajustements, favorise le maintien dans l'emploi des salariés et ainsi les fidélise.

3.1.2.2.2.6 Inclusion

C'est un des sujets constitutifs de la raison d'être du Groupe, membre fondateur du Collectif des entreprises pour une économie plus inclusive, de SGAM AG2R LA MONDIALE qui est le bras assurantiel de ce dernier, et que l'on retrouve dans les valeurs du bien-vivre ensemble prônées par ces structures.

L'inclusion concerne plusieurs thèmes, qui visent à assurer une égalité de traitement à tous les salariés et à améliorer la situation de certaines catégories identifiées comme plus vulnérables. La catégorie des personnes en situation de handicap a été jugée la plus vulnérable et leur inclusion a fait l'objet de mesures particulières produisant un impact positif.

La situation de handicap

La politique, mise en place par les accords collectifs, trouve son inspiration dans les valeurs sociales du Groupe. Ces accords portent sur l'inclusion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

La gouvernance du sujet relève de la Direction des ressources humaines, qui en a confié le pilotage à une mission handicap qui s'appuie sur des référents, agissant comme des relais locaux.

La démarche est la suivante :

- Inciter les personnes concernées à faire reconnaître leur situation de travailleur en situation de handicap, celle-ci leur permettant de bénéficier de plusieurs dispositifs, matériels (aménagement du poste de travail) ou organisationnels (aménagement d'horaires), de faciliter le suivi de formation etc.
- Sensibiliser, en interne les managers, les équipes de recrutement, et assurer la promotion de l'accord et du sujet notamment par la diffusion d'une plaquette qui lui est consacrée, « Le handicap, tous concernés, agissons au quotidien » ; en externe par l'accueil de stagiaires ;
- Mener des campagnes actives de recrutement, par des partenariats avec des structures et associations spécialisées ; le recours à une pluralité de sources de recrutement (forums de recrutements dédiés, relations avec les écoles, universités, utilisation des réseaux sociaux...) ; un plan d'embauche établi par UES y compris pour les jeunes en alternance.
- Maintenir dans l'emploi, par l'accessibilité et l'aménagement des postes de travail, une possibilité d'aide au transport, un accès facilité au temps partiel ;

Cette démarche est accompagnée de moyens :

- Pour son pilotage avec la mission handicap et des référents au nombre de 26 comme relais locaux, qui lui sont fonctionnellement rattachés ; ces derniers sont les interlocuteurs privilégiés des personnes en situation de handicap ;
- Un budget dont le montant est fixé pour chaque année de la durée de l'accord ;
- Un suivi annuel effectué par une commission spécifique.

L'accord a une durée de 3 ans, il prévoit le lancement, au cours du dernier semestre de sa durée de validité, d'une réflexion sur la future négociation collective

Les autres thèmes de l'inclusion sont :

- L'emploi des jeunes via l'alternance. L'entreprise a été récompensée en 2024 par le trophée d'or à la 11^e édition des Victoires du Capital Humain pour son challenge « Mon alternance assure », Un objectif de 6 % d'alternants a été fixé pour l'année 2025. Cet objectif trouve son origine dans les priorités que s'est fixées le Collectif des entreprises pour une économie plus inclusive, lors de sa création en 2018. En effet, parmi les trois priorités figurait l'action pour l'emploi des jeunes et l'apprentissage, avec pour objectif un taux d'alternants de 6 % en 2025 pour les 2 GIE employeurs AG2R LA MONDIALE, quand le taux légal est à 4 %. Le Groupe qui est membre du collectif a fait sien cet objectif. Par ailleurs, un effort est fait en direction des jeunes en provenance des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et des zones de revitalisation rurale (ZRR). Au 31 décembre 2024, il y avait 391 alternants dans SGAM AG2R LA MONDIALE.
- L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, avec notamment le lancement d'une campagne de sensibilisation pour lutter contre les discriminations (deux campagnes de 12 affiches « Dites non au sexisme ordinaire », avec l'existence d'un accord collectif et une intégration du sujet dans le code de conduite des affaires ;
- Les accessoires de la rémunération qui permettent avec les mécanismes d'intéressement, d'abondement et de retraite supplémentaire, d'améliorer le sort des catégories de salariés qui disposent de bas revenus.

L'entreprise interagit avec les catégories citées via les organisations représentatives du personnel.

2024	Ecart de rémunération femmes/ hommes	Ratio d'équité salariale médian
SGAM AG2R LA MONDIALE	- 4,5 %	56,5

Le calcul de l'écart de rémunération n'a pas pu être réalisé selon les ESRS, des ajustements seront apportés en vue de publier cette information selon le format dans le prochain état de durabilité.

L'indicateur présenté a été calculé selon la méthode appliquée à la composante correspondante prise en compte dans l'index « Pénicaud ».

Il est calculé en équivalent temps plein, à postes équivalents et en tenant compte des tranches d'âges.

Ce résultat peut être comparé aux chiffres publiés par l'Insee, portant sur le secteur privé et l'année 2023. Ils devraient être, selon la tendance observée, légèrement supérieurs aux chiffres nationaux attendus pour l'année 2024 :

- écart des salaires perçus dans l'année : -22,2 %
- écart en équivalent temps plein : -14,2 %
- écart en équivalent temps plein et à emploi comparable : -3,8 %

Il est évidemment constaté que les écarts de salaires sont plus réduits pour les classes d'âges arrivées récemment sur le marché du travail.

L'encadrement supérieur comprend les membres du Comité managérial de Direction (COMADIR) ainsi que les dirigeants de SGAM AG2R LA MONDIALE, membres du CDG et du Comex.

2024	Répartition par sexe au niveau de l'encadrement supérieur	
	En nombre	En pourcentage
Hommes	93	67 %
Femmes	46	33 %

2024	Pourcentage des salariés qui sont des personnes en situation de handicap
Assurances de personnes	8 %
Résidences Service Senior	7 %
Total	8 %

Le taux d'emploi direct est calculé en application de la réglementation française (loi 2018-771) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Pour information il y a en France, pour les entreprises de plus de 20 salariés, une obligation d'employer des personnes en situation de handicap à hauteur d'au moins 6 % de l'effectif. En cas de non-respect l'entreprise devra verser une contribution financière à l'Agefiph, contribution dont le montant dépendra de l'écart entre son taux et le taux légal.

Le Luxembourg n'ayant pas mis en place la même obligation, l'effectif de La Mondiale Europartner n'est pas pris en compte pour ce sujet.

Les salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE disposent pour transmettre leurs préoccupations de canaux spécifiques : le baromètre d'engagement pour les sujets collectifs (Le baromètre d'engagement est anonyme et le traitement des réponses est effectué par une entreprise extérieure dans un cadre de confidentialité totale), et pour des sujets individuels, les salariés peuvent faire appel aux délégués syndicaux, et à des référents spécialisés (Les lanceurs d'alerte, quant à eux, disposent d'une plateforme dédiée, Ethicorp, externe à l'entreprise et gérée par un cabinet d'avocats). L'entreprise a mis en place ces différents mécanismes (à destination interne ou externe) afin que soient traités les sujets délicats avec efficacité et discrétion. Les personnes qui ont recours à la procédure de lanceur d'alerte ou aux représentants syndicaux sont légalement protégés, y compris ces derniers.

Toutes ces procédures sont à la disposition des salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE sur le site intranet du Groupe, qu'elles soient permanentes (ex : procédure de lanceur d'alerte) ou ponctuelle (ex : baromètre d'engagement).

Le renouvellement de l'adhésion en juillet 2024, pour trois ans, à la Charte d'engagement de l'autre Cercle

3. Informations sociales

témoigne de l'intérêt porté par l'entreprise sur ce sujet, l'entreprise ayant ainsi réaffirmé ses engagements contre les discriminations liées à l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou sentimentale, et l'importance d'assurer un environnement de travail inclusif pour les personnes LGBT+. La signature de la Charte emporte quatre engagements principaux pour lesquels l'entreprise se fixe des actions :

- Créer un environnement inclusif, par des actions de sensibilisation auprès des salariés, par des communications en interne et en externe, par des actions de formation (notamment des équipes RH pour accompagner les personnes dans leur parcours de transition) ;
- Veiller à une égalité de droit et de traitement quelle que soit l'orientation de genre, sexuelle ou sentimentale, cela notamment en analysant les pratiques RH et en les faisant évoluer si nécessaire afin d'obtenir une réelle égalité de traitement ;
- Soutenir les salarié(e)s victimes de propos ou actes discriminatoires, en communiquant sur le dispositif de remontées des signalements et la tolérance zéro sur les comportements LGBT-phobes ;
- Mesurer les avancées et partager les bonnes pratiques, par des campagnes de communication régulières rendant compte des actions menées.

Le Groupe a également signé en 2024 l'initiative #StOpE qui lutte contre le sexisme ordinaire en entreprise. Cette initiative, portée et animée par l'Association française des managers de la diversité, est applicable aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, qui peuvent à titre individuel y adhérer, ce que fera ÆGIDE-DOMITYS en février 2025.

La Mondiale Europartner a adhéré au Luxembourg à la charte de la diversité, à Woman in Finance et dispose d'une politique anti-discrimination et anti-harcèlement.

3.1.2.2.2.7 Formation et évaluation

Les IRO associés sont :

- Sur le périmètre assurantiel : **Risque** de difficultés à recruter et à fidéliser les salariés
- Sur le périmètre d'ÆGIDE-DOMITYS : **Impact positif** sur l'employabilité et la montée en compétence des personnes exerçant des métiers exigeant peu de qualification

La formation et l'évaluation sont deux actions qui participent au développement des compétences des salariés et au maintien ou à l'amélioration de leur employabilité, et par là-même à la diversification de leur parcours professionnel et à l'adaptation de leurs compétences de façon continue.

En effet, la formation permet au salarié de mieux faire face aux exigences des clients, à l'irruption de nouvelles technologies dans son métier, et de prendre compte une réglementation complexe et de plus en plus volumineuse.

Chez ÆGIDE-DOMITYS, l'impact positif se manifeste dans l'étape « Exploitation » de la chaîne de valeur, c'est-à-dire dans les métiers exercés dans les résidences qui hébergent les seniors et leur proposent des services. A titre d'exemple, 62 % des postes de responsables de restauration sont issus de la promotion interne, et 85 % pour les responsables ménage.

L'évaluation, pratiquée annuellement par SGAM AG2R LA MONDIALE, permet au salarié de mesurer ses réalisations professionnelles de l'année par rapport à ce qui est attendu de lui ou à des objectifs précis. Elle peut être complétée d'un entretien professionnel au cours duquel le collaborateur peut exprimer ses souhaits professionnels d'évolution, de mobilité ou de formation. Les salariés peuvent, s'ils le souhaitent, solliciter à tout moment un entretien avec leur manager ou des représentants RH. Les deux peuvent aider à la préparation d'une mobilité professionnelle interne.

2024	Pourcentage de salariés ayant participé à des évaluations régulières de leurs performances et du développement de leur carrière					
	Entretiens de performance			Entretiens professionnels		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Assurances de personnes	88,5 %	88,4 %	88,5 %	87,5 %	87,3 %	88,5 %
RSS	81,9 %	80,1 %	82,4 %	80,9 %	79,2 %	81,4 %
Total	85,8 %	86,2 %	85,6 %	84,8 %	85,1 %	85,2 %

2024	Nombre moyen d'heures de formation par salarié		
	Total	Hommes	Femmes
Assurances de personnes	30,72	34,90	27,33
RSS	11,84	13,32	11,44
Total	23,06	29,06	19,86

3.1.3 Protection des données personnelles

Les IRO associés sur le périmètre assurantiel sont :

- (6) **un impact négatif** sur le respect de la vie privée consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés ;
- (7) **un risque** de dégradation de l'image employeur consécutive à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés entraînant des difficultés à recruter ou à fidéliser les salariés ;
- (8) **un risque** d'image consécutif à la paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une

- cyberattaque et/ou des comportements inadaptés ;
- (9) **un risque** de sanctions réglementaires et/ou d'actions en justice consécutives à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés ;
 - (10) **un risque** financier (pertes de parts de marché, difficultés d'accès aux marchés de capitaux, etc.) consécutif à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou des comportements inadaptés.

Les IRO associés sur le périmètre d'ÆGIDE-DOMITYS sont :

- (15) **un impact négatif** sur la vie privée des salariés en cas de fuite de données ;
- (16) **un risque** financier (amende, désaffectation de la clientèle) lié à une fuite de données concernant les salariés ;
- (17) **un risque** juridique/réglementaire (condamnation) lié à une fuite de données ;
- (18) **un risque** d'image (presse, réseaux sociaux, etc.) lié à une fuite de données.

L'entreprise, pour les deux périmètres, n'a pas fixé de cibles sur les IRO identifiés.

L'ensemble des salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE bénéficie de la protection de leurs données personnelles en application du RGPD, règlement européen dédié à ce sujet. L'employeur détient des informations sensibles sur chaque collaborateur, notamment l'état civil, la situation familiale, l'évolution de cette dernière, l'état de santé, les ressources financières. Les DRH des différentes entités veillent à son application (notamment dans les traitements et les délégations), accompagnés par leurs DPO respectifs. La protection s'effectue dans deux directions, la protection des systèmes d'information, lesquels hébergent les données et les traitent, et la protection des données proprement dite.

Ce point sera traité plus en détail dans le chapitre S4 consacré aux clients.

3.1.4 Santé et la sécurité des salariés

Les IRO associés sur le périmètre assurantiel sont :

- (1) **un impact négatif** sur la santé des salariés lié à un déport de la charge de travail sur les salariés en poste en raison de difficultés de recrutement et de fidélisation des salariés ;
- (3) **un impact négatif** sur la santé sécurité des salariés lié à la survenance de risques psychosociaux affectant leur santé mentale.

L'entreprise ne s'est pas fixée d'objectifs sur ces IRO.

Les IRO associés au périmètre d'ÆGIDE-DOMITYS sont :

- (11) **un impact négatif** sur la santé-sécurité des salariés consécutifs à la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail ;
- (13) **un risque** financier lié à un taux d'absentéisme et une perte de productivité des salariés en raison de la manifestation de risques psycho-sociaux et de risques induits d'accidents du travail susceptibles de provoquer un mal-être émotionnel.

L'entreprise ne s'est pas fixée de cibles sur ces IRO.

SGAM AG2R LA MONDIALE rassemble des activités d'assurance dans les domaines de la santé, de la prévoyance, de l'épargne, ainsi qu'une activité immobilière

(englobant la promotion, la commercialisation et l'exploitation), via ÆGIDE-DOMITYS qui est une filiale de La Mondiale.

Pour le périmètre assurantiel, il s'agit d'activités tertiaires qui n'exposent pas ses salariés à des risques physiques importants, générateurs d'accidents du travail, dans l'exercice de leurs fonctions.

Ce thème est un sujet important pour SGAM AG2R LA MONDIALE, par son modèle paritaire et mutualiste et par ses métiers liés à la santé. Cela est bien illustré, même si l'exemple dépasse le périmètre des salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE, par le déploiement du programme de prévention « Branchez-vous santé » destiné aux salariés des entreprises relevant des Branches professionnelles clientes de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Pour ÆGIDE-DOMITYS, l'effectif de l'activité exploitation (liée aux services proposés sur les résidences), est quant à lui exposé à des risques physiques, qui se traduit dans les chiffres par une sinistralité supérieure à celle de l'activité assurantielle. Proche des métiers de l'hôtellerie et de la restauration, ces activités se caractérisent par une accidentologie plus élevée que celle constatée dans le secteur de l'assurance. Les salariés dans ce secteur d'activité sont plus particulièrement exposés à des risques de chute, ceux liés aux manutentions manuelles ainsi qu'à divers risques mécaniques. Avec un peu moins de 28 accidents du travail constatés pour 1 000 salariés, ÆGIDE-DOMITYS présente un taux d'accidentologie dans la moyenne de ce qui est constaté dans ce secteur.

2024	Nombre d'accidents du travail		
	Total	Salariés	Non-salariés
Assurance de personnes	28	28	0
RSS	220	220	0
Total	248	248	0

2024	Taux d'accidents du travail		
	Total	Salariés	Non-salariés
Assurance de personnes	1,91	1,91	0,00
RSS	27,79	27,79	0,00
Total	10,74	10,74	0,00

2024	Nombre de décès dus à des accidents et maladies professionnels		
	Total	Salariés	Non-salariés
Assurance de personnes	0	0	0
RSS	0	0	0
Total	0	0	0

2024	Nombre de cas de maladies professionnelles comptabilisables		
	Total	Salariés	Non-salariés
Assurance de personnes	1	1	0
RSS	16	16	0
Total	17	17	0

3. Informations sociales

2024	Nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail et de décès dus à des accidents du travail, à des problèmes de santé liés au travail et à des décès dus à des problèmes de santé.		
	Total	Salariés	Non-salariés
Assurance de personnes	767	767	0
RSS	23 646	23 646	0
Total	24 413	24 413	0

Le thème de la santé et de la sécurité des salariés a été identifié comme générateur de risques financiers importants pour SGAM AG2R LA MONDIALE. En effet, une des conséquences d’une recrudescence de problèmes de santé dans l’entreprise serait l’augmentation de l’absentéisme et le report de la charge de travail sur les présents, les deux phénomènes pouvant entraîner une détérioration de la qualité du service rendu au client avec comme corollaire une dégradation de l’image, du taux de recommandation et une possible perte de parts de marché entraînant des répercussions sur le niveau de la collecte. À cela pourrait s’ajouter d’éventuelles condamnations pécuniaires au profit de salariés ou clients.

Le risque et les impacts sur la santé des salariés identifiés sur les deux périmètres ont pour origine les risques psychosociaux (RPS). À cela s’ajoute le sujet des troubles musculosquelettiques, ou risques de postures, qui n’ont pas été identifiés comme IRO mais peuvent être une cause importante d’absentéisme, et dont la prise en compte permet de limiter les effets négatifs.

Indépendamment de ces considérations, SGAM AG2R LA MONDIALE dispose sur le périmètre assurantiel d’un service chargé de la sécurité des personnes et des biens, et d’une équipe de deux personnes dédiées à la sécurité et santé chez ÆGIDE-DOMITYS.

Au préalable, le cadre légal sera succinctement présenté. Celui-ci évoque les dispositifs/outils mis (obligatoirement) en place pour prévenir les risques professionnels.

3.1.4.1 Cadre légal

Conformément à ses obligations, SGAM AG2R LA MONDIALE a mis en place deux outils, le document unique d’évaluation des risques professionnels (DUERP), et le programme annuel de prévention des risques professionnels et d’amélioration des conditions de travail (PAPRI Pact). Il s’agit de documents obligatoires pour les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE domiciliées en France, consultables notamment par les salariés et anciens salariés, ainsi que par leurs représentants. Chaque site possède ces deux documents adaptés à ses éventuelles particularités et qui font l’objet d’une révision annuelle sous la responsabilité du chef d’établissement. Ils participent tous les deux à la prévention des accidents du travail.

Le DUERP et le PAPRI Pact sont complémentaires, le premier identifiant les risques professionnels auxquels peut être exposé le personnel (salariés ou non de l’entreprise) de chaque site, le second proposant des plans d’action pour réduire le plus possible l’exposition aux différents risques.

Les risques psychosociaux traités ci-dessous sont repris dans ces deux dispositifs.

Le Groupe est allé au-delà de ce cadre contraint en se dotant d’un outil dédié à l’élaboration du DUERP et du PAPRI Pact, qui tient compte des spécificités locales. SGAM AG2R LA MONDIALE, membre du Groupe, bénéficie du déploiement de cet outil sur le périmètre des 2 GIE.

3.1.4.2 Politiques de gestion des impacts et des risques

Les politiques adoptées sont essentiellement axées sur la prévention. Il faut entendre ici par « politique » une démarche formalisée par un accord collectif. SGAM AG2R LA MONDIALE n’a pas fixé d’objectif sur les IRO présentés.

3.1.4.2.1 Risques psychosociaux

Ces risques appartiennent à la catégorie des risques les plus importants pour SGAM AG2R LA MONDIALE. Ils portent sur la santé mentale, physique, sociale, et peuvent découler des conditions d’emploi et des facteurs organisationnels de l’entreprise (pratiques managériales, modifications des conditions ou du cadre de travail, changements consécutifs à des rapprochements d’entreprises, harcèlement, exposition à une clientèle difficile, changement de technologie). Les atteintes à l’intégrité physique et/ou à la santé mentale des salariés, peuvent survenir quels que soient leur statut et leur niveau hiérarchique et, à la différence des maladies professionnelles, peuvent se rencontrer dans tous les secteurs d’activité.

Leurs causes sont multiples, et il peut également s’agir d’une combinaison de difficultés personnelles et professionnelles. Il est à noter que le développement du télétravail s’il contribue à améliorer l’équilibre vie professionnelle / vie personnelle, peut être de nature à être source de risque psycho-social dans la mesure où le salarié travaille à distance de l’entreprise. Ce risque est cependant limité pour SGAM AG2R LA MONDIALE dans la mesure où le télétravail est pratiqué dans la limite de 2 jours maximum par semaine. Les salariés sont ainsi tenus de travailler sur site 3 jours par semaine.

La démarche mise en place :

- **S’appuie sur un réseau d’acteurs**
 - Des assistants sociaux présents dans toutes les régions d’implantation de SGAM AG2R LA MONDIALE ;
 - Des partenaires RH métiers ;
- **Permet d’accéder à un service d’accompagnement psychologique via une permanence téléphonique accessible 7j/7 et 24h/24 et garantissant la confidentialité.** La permanence est assurée par des psychologues cliniciens de l’Institut d’accompagnement psychologique et de ressources (IAPR) ;
- **Informe et forme**
 - L’ensemble des salariés sur des sujets tels que la gestion du stress ou bien travailler ensemble. Il est prévu de déployer des formations obligatoires à but préventif ;
 - Les managers opérationnels et les managers de proximité, débutants ou non, au moyen de modules spécifiques ;

- Des salariés volontaires qui ont reçu une formation de secouriste mental ;
- **A créé un dispositif unique et simplifié de déclaration des réclamations liées au harcèlement sexuel et agissements sexistes** (ce sujet est également traité dans le cadre du chapitre sur l'inclusion).
Les salariés qui souhaiteraient signaler une situation de risque disposent d'une boîte mail générique, qui assure la confidentialité de leur démarche. La victime ou un lanceur d'alerte peut également saisir la plateforme Ethicorp (accessible par leurs salariés et l'effectif non salarié pour les 2 GIE, VIASANTÉ Mutuelle, La Mondiale Europartner et à compter de 2025 ÆGIDE-DOMITYS) en toute garantie de confidentialité.
Une campagne de sensibilisation et de communication a été déployée sur les principaux sites en matière de lutte contre le sexisme ordinaire en entreprise au cours des années 2023 et 2024 afin de rappeler aux collaborateurs les phrases et comportements à bannir au travail. En novembre 2024, un module de formation « Prévenir et lutter contre le sexisme ordinaire en entreprise » a été déployé auprès de 1 200 managers. Ce dispositif sera étendu en 2025 à l'ensemble des collaborateurs. Il vise à une meilleure compréhension du sujet, à un partage des bonnes pratiques, afin de créer un environnement de travail toujours plus respectueux et inclusif.
- **A mis en place pour les signalements de harcèlement moral, un système d'instruction spécifique.** Le collaborateur s'estimant l'objet d'un harcèlement moral peut saisir un représentant de la Direction du développement social, ou son partenaire RH métier. VIASANTÉ Mutuelle dispose d'un processus de saisie de la Direction du Développement social, de référents harcèlement et d'une plateforme mise à disposition par la mutualité.
- **Comprend une capacité à secourir en cours de déploiement sur 2025, grâce à l'accompagnement de secouristes en santé mentale.** Le rôle de ces salariés bénévoles consiste à apporter les premiers secours dans une situation aiguë, dans l'attente de l'arrivée d'une aide professionnelle.
La Mondiale Europartner a fait former et certifier via la médecine du travail une communauté de secouristes en santé mentale, ces employés pourront, par leur sensibilité accrue, mieux détecter et orienter les personnes en souffrance.

Dans tous les cas les représentants du personnel peuvent également recueillir les signalements et alerter les interlocuteurs compétents.
ÆGIDE-DOMITYS a également mis en place des mesures d'accompagnement et de prévention des RPS en lien avec des événements indésirables qui peuvent survenir en résidence (décès, suicide, maltraitance, comportement violent, intoxication alimentaire collective), et qui peuvent engendrer un mal-être émotionnel chez la catégorie de salariés qui travaille au quotidien auprès des résidents (partie « Exploitation » de la chaîne de valeur).
Des procédures de remontée d'informations, de soutien psychologique et de gestion de crise sont alors actionnées. Enfin, sur toutes les résidences, un fois par an, un groupe animé par un professionnel externe partage les bonnes pratiques.

3.1.4.2.2 Risques de postures

Ces risques regroupent deux grandes situations :

- La répétition de postures, situation inhérente aux activités sédentaires dont font partie les activités tertiaires ;
- La prise de postures inappropriées pour le corps humain sur le court terme, ce cas de figure peut concerner les commerciaux itinérants.

Des actions de prévention sont menées via des actions de sensibilisation et des recommandations sur l'ergonomie du poste de travail. L'idée est de faire du collaborateur l'acteur principal des mises en œuvre des solutions en le rendant informé et attentif aux réglages à réaliser sur son poste de travail, d'autant que le télétravail et l'organisation de son lieu de travail en Flex-office se développent.

ÆGIDE-DOMITYS a mis en place dans son parcours d'intégration une formation « Gestes et postures » pour les salariés travaillant en résidence.

3.2 Consommateurs et utilisateurs finaux (S4)

En considération de différences importantes en matière de clientèle, de réglementation, de produits et services, le choix a été fait de séparer activité assurantielle et activité RSS (ÆGIDE-DOMITYS).

Sauf mention contraire dans ce chapitre, les politiques et les actions correspondantes ne sont pas accompagnées de cible cette année. Par ailleurs, pour ce premier état de durabilité, SGAM AG2R LA MONDIALE s'est attachée à rendre compte fidèlement de la mise en œuvre des politiques et des actions sans toutefois être en mesure de procéder à une publication des moyens et ressources qui leur sont alloués (CapEx, OpEx, effectifs).

3.2.1 Périmètre assurantiel

Les parties prenantes, dont les avis ont permis de construire l'analyse de double matérialité du périmètre assurantiel selon le processus décrit dans la partie de ce document consacrée à l'ESRS 1, ont identifié six enjeux, cinq risques, deux incidences, et une opportunité au sens de la réglementation (c'est-à-dire un événement en matière sociale, environnementale ou de gouvernance qui pourrait avoir, s'il survenait, un effet positif important sur le modèle économique ou la stratégie de l'entreprise, sa capacité à atteindre ses objectifs, ses cibles, et à créer de la valeur). Cette opportunité fera l'objet d'une description et d'un développement à partir du prochain exercice.

3. Informations sociales

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Documents de référence
Accessibilité des produits et services au plus grand nombre + digitalisation	Inclusion sociale des clients	Accès aux produits et services + Non-discrimination	Impact positif sur l'état de santé des personnes en proposant des produits et services accessibles à une large partie de la population (1)	<ul style="list-style-type: none"> - programme Branchez-vous santé - partenariat MAIF - participation à l'activité d'Entrepreneur de la Cité - accessibilité du portail internet - programme de plateformes
Digitalisation + accessibilité des produits et services au plus grand nombre	Inclusion sociale des clients + incidences liées aux informations	Accès aux produits et services + accès à l'information	Risque de perte d'attractivité des clients en portefeuille et des prospects en raison de l'inadéquation de l'offre numérique avec les attentes de ceux-ci (2)	<ul style="list-style-type: none"> - programme de plateformes
Satisfaction des clients + accessibilité des produits et services au plus grand nombre + évolution démographique	Sécurité des clients + Inclusion sociale des clients	Accès aux produits et services + santé + sécurité de la personne	Risque financier (perte de parts de marché, résultat) en raison d'une inadéquation de l'offre avec les attentes des clients et/ou d'une dégradation des résultats de souscription (3)	<ul style="list-style-type: none"> - plan d'entreprise - démarche de co-construction de produits et services - démarche de prévention - politique de gestion des réclamations
Continuité d'activité + Protection des systèmes d'information + Accessibilité des produits et services	Inclusion sociale des clients + Incidences liées aux informations	Accès aux produits et services + accès à l'information	Risque de sanctions réglementaires et/ou d'actions en justice consécutif à l'impréparation à des scénarios extrêmes (ex : rupture prolongée d'énergie, confinement lié à une pandémie), et à des mesures destinées à éviter une paralysie du fonctionnement de l'entreprise (4)	<ul style="list-style-type: none"> - plan de continuité d'activité - plan de continuité des services informatiques - charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication
Protection des systèmes d'information	Incidences liées aux informations sur les clients	Protection de la vie privée	Impact négatif sur la vie privée des assurés consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés (5)	<ul style="list-style-type: none"> - charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - application RGPD - plan de continuité des services informatiques
Protection des systèmes d'information	Incidences liées aux informations sur les clients	Protection de la vie privée	Risque financier (perte de parts de marché, difficultés d'accès aux marchés des capitaux), d'image, de sanctions réglementaires et/ou d'action en justice, consécutif à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés (6)	<ul style="list-style-type: none"> - charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - application RGPD - plan de continuité des services informatiques
Satisfaction des clients	Inclusion sociale des clients + Incidences liées aux informations	Pratiques de commercialisation responsable + accès aux produits et services + accès à l'information de qualité + non-discrimination	Risque de pertes de parts de marché, de réputation, consécutif à une dégradation de la relation client (7)	<ul style="list-style-type: none"> - protection de la clientèle - guides et codes internes - programme de plateformes
Vieillesse de la population	Thème spécifique à l'entité	Sous-thème spécifique à l'entité	Opportunités dans le domaine du bien vieillir liées au vieillissement de la population, aux besoins en solutions d'épargne pour préparer sa retraite et en services d'accompagnement	

Les impacts positifs, identifiés par les parties prenantes lors de l'élaboration de l'analyse de double matérialité et exposés ci-dessus, sont en lien avec la stratégie de SGAM AG2R LA MONDIALE, alors que les impacts négatifs seraient en lien avec le modèle économique qui exige la détention de données personnelles des clients. L'identification de ces mêmes impacts est trop récente pour permettre une mesure pertinente de leur contribution à l'adaptation du modèle économique et de la stratégie de SGAM AG2R LA MONDIALE, toutefois ils ont contribué (de façon anticipée, cf. plan d'entreprise 23-25) à la définition de la stratégie.

Il existe un lien entre les risques découlant des impacts identifiés et le modèle économique de l'entreprise : le cas des impacts négatifs sur le sujet de la protection des données et des risques correspondants. Ce lien est dû à une exigence des métiers et à la digitalisation de leurs pratiques. Pour être traités de façon pertinente, ces trois points exigent un suivi dans le temps des impacts et risques, la détermination d'indicateurs, ainsi que la mise au point d'une méthodologie permettant l'attribution d'une causalité.

L'analyse de double matérialité a mis en avant les impacts et risques qui s'inscrivent dans les grands thèmes suivants :

- La satisfaction client ;
- L'accessibilité des produits et des services ; au plus grand nombre ;
- La continuité des activités face aux disruptions économiques, sociétales et sociales ;
- La protection des SI et la protection des données ;
- La digitalisation de l'offre et des services ;
- La résilience du modèle d'affaires aux variations démographiques.

Les étapes de la chaîne de valeur prises en compte dans ce chapitre sont : la conception, la production, la distribution et la gestion des produits et services, ainsi que la relation client. Les clients des entités affiliées à SGAM AG2R LA MONDIALE appartiennent à plusieurs catégories, selon les métiers exercés par lesdites entités. Ce sont des personnes physiques (particuliers, professionnels) ou morales (entreprises). Ils sont épargnants, clients en complémentaire santé ou encore en prévoyance. Ils acquièrent auprès de SGAM AG2R LA MONDIALE des produits assurantiels et peuvent selon les cas bénéficier de services.

Au cœur des préoccupations de SGAM AG2R LA MONDIALE, le client :

- Se voit attribuer une place essentielle dans le plan d'entreprise 23-25 puisque deux de ses huit objectifs le concernent directement, à savoir sa satisfaction, et la réinvention de la distribution qui doit devenir omnicanale et transverse ;
- Voit un risque lui être dédié dans la cartographie des risques majeurs, « le risque client », en cas de maîtrise insuffisante de la relation et du fait d'activités externalisées ;
- Est présent à toutes les étapes de la chaîne de valeur de l'entreprise.

Les produits et services délivrés par SGAM AG2R LA MONDIALE à ses clients ont une nature immatérielle, il s'agit de produits et services qui apportent une prestation aux clients par la prise en charge de frais de santé, de versement de rente ou de revenu. Ils ne présentent pas pour ceux-ci une quelconque nocivité.

Les risques et impacts négatifs vont correspondre à la non-satisfaction des besoins et attentes des clients.

Il faut signaler que SGAM AG2R LA MONDIALE entretient, par la nature de ses produits, des relations de long terme avec ses clients. L'activité Epargne en est un bon exemple, l'objectif de l'entreprise étant que ses clients puissent compter sur elle tout au long de leur vie.

La gouvernance de l'enjeu relève de nombreuses directions, chacune ayant en charge un ou plusieurs thèmes particuliers. Ainsi, interviennent sans que la liste soit exhaustive : la Direction commerciale, la Direction du marketing, la Direction de la relation client, les centres de relation client, la Direction des risques opérationnels, la Direction de la protection des données et de l'information, la Direction de la sécurité des SI.

Entrée en vigueur dans le Groupe en 2018, la raison d'être mentionnée à la section 1.1.1 s'adresse aux clients et aux prospects. Les points développés dans les sections suivantes s'inscrivent dans l'ambition qui y est énoncée.

3.2.1.1 Satisfaction client

D'une manière générale, la satisfaction client entraîne avec elle tous les sujets traités dans cette section ; toutefois seront seulement repris ici, les IRO directement liés aux clients, car touchant à l'offre ou à la relation.

- IRO 3 : **Risque financier** (perte de parts de marché, résultat) en raison d'une inadéquation de l'offre avec les attentes des clients et/ou d'une dégradation des résultats de souscription ;
- IRO 7 : **Risque de pertes de parts de marché, de réputation, consécutif à une dégradation de la relation client.**

L'horizon temporel de ces IRO a deux caractéristiques, son actualité et sa permanence.

Le client doit être satisfait, sur toute la durée de la relation. L'analyse de double matérialité n'a pas mis en évidence d'incidence négative importante, mais deux risques qui répondaient positivement aux critères de la matérialité financière en l'exposant à des pertes de parts de marché et à un risque de réputation en cas de dégradation de sa relation client.

Tous les sujets qui suivent participent à l'amélioration de la satisfaction du client, comme l'accessibilité et la digitalisation.

Comment SGAM AG2R LA MONDIALE fait-elle face à ce risque ?

Les motifs d'insatisfaction d'un client peuvent être nombreux, comme par exemple, des délais d'attente ou de réponse trop longs, le manque de performance d'un produit, un conseil défaillant, une interruption d'activité, des controverses nombreuses ou graves. Dans des métiers très concurrentiels, il faut conquérir de nouveaux clients, fidéliser les clients en portefeuille, et redonner confiance aux clients irrités. Tous les clients exigent de la proximité, quel que soit le canal ou le mode (présentiel ou distanciel), des produits et services adaptés à leurs besoins, une gestion et un suivi sans faille, des outils numériques performants. Les nouveaux clients sont plus sensibles à la bonne image de l'entreprise, quant au client irrité, il voudra qu'une solution satisfaisante et équitable soit trouvée rapidement.

Il est à noter que les actions menées décrites ci-dessous ne sont pas assorties de cibles.

3. Informations sociales

3.2.1.1.1 Par son respect du cadre réglementaire

Outre ce qui sera énoncé dans ce paragraphe, le client bénéficie de la protection du droit européen, notamment la convention européenne des droits de l'Homme, que les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE appliquent. Aucun cas de non-respect n'a été enregistré en 2024.

Le respect et la confiance sont indispensables à une relation commerciale de long terme, dans laquelle un professionnel est en face d'un non-sachant, et qui génère des mouvements de fonds. Ils participent à la construction et au maintien d'une image positive, et exigent de la constance.

Ce respect et cette confiance s'appliquent aux informations communiquées (ex : réglementation PRIIP's), aux conseils apportés, aux caractéristiques du produit proposé et aux pratiques de distribution.

La Direction de la conformité et de l'éthique des affaires au niveau Groupe, dont la directrice est la fonction clé de la vérification de la conformité, a en charge ce sujet inscrit dans la politique conformité (dernière version publiée en novembre 2023), et supervise son déploiement sur les différentes entités, notamment avec son homologue responsable du périmètre VIASANTÉ Mutuelle. Cette direction a plusieurs missions dont celles d'assister les différents métiers dans la mise en place de dispositifs et d'analyser avant tout déploiement la conformité d'un nouveau produit ou service ou la modification substantielle d'un produit existant. Elle a mis en œuvre un référentiel éthique, le code de conduite des affaires. Celui-ci est annexé au règlement intérieur, il fait notamment référence à la réglementation sur la protection de la clientèle (délivrer une information loyale au client et au prospect, fournir un conseil de qualité tenant compte de situations telles que le grand âge, la vulnérabilité), et traite de sujets détaillés dans des documents spécifiques, tels que :

- La politique anti-corruption ;
- La politique de gestion des conflits d'intérêts, rappelant un des principes posés par la Directive sur la distribution d'assurance (DDA) : « afin de préserver les intérêts du client un distributeur ne peut mettre en place un système (ex : la rémunération) qui inciterait son personnel à faire souscrire un produit particulier ».

Ces documents fixent l'étendue de leur application à l'ensemble des entités en précisant quand nécessaire que des compléments seront ajoutés pour certaines entités spécifiques. Ils sont accessibles sur le site intranet du Groupe et en format papier dans les circulations de chaque site.

3.2.1.1.2 Par sa présence territoriale

Avec une implantation de 141 sites, dont 57 pour VIASANTÉ Mutuelle, les entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE maintiennent leur présence historique en territoire métropolitain et ultramarin.

Cette présence leur permet d'offrir à leurs clients une proximité physique qui peut s'avérer bénéfique pour des populations isolées ou peu à l'aise avec le monde digital.

3.2.1.1.3 Par l'omnicanalité

Il s'agit pour l'entreprise de s'adapter à l'évolution des technologies adoptées par ses clients et à celles pressenties qui le seront par la génération à venir (notamment l'IA), sans oublier les clients qui demeurent classiques dans leurs pratiques de contact.

Le client doit pouvoir choisir en permanence le moment

et le mode d'entrée en contact. Ce contact doit être suivi d'un parcours simple et fluide.

Le chantier « plateforme », lancé en 2022, et qui s'étalera sur six années, fait partie des actions d'amélioration de la satisfaction client.

3.2.1.1.4 Par des actions spécifiques

Figurant parmi les sujets majeurs du plan d'entreprise 23-25, ainsi qu'il a été dit précédemment, la satisfaction du client a conduit à la mise en œuvre d'un plan : « Satisf'action ». Son principe est simple, chaque

collaborateur a un rôle à jouer dans la satisfaction du client, qu'il exerce une fonction de front ou de back-office, une fonction support, et quelle que soit la branche métier à laquelle il appartient. Il s'agit de renforcer la « culture client », basée sur la connaissance du client à travers plusieurs actions : engager et acculturer ; améliorer ; mesurer.

- Organiser

Quatre directions mènent l'exécution du plan, trois directions métiers et une direction transverse qui étudie et met en place des outils appropriés :

- La Direction santé prévoyance et des accords de branches ;
- La Direction épargne et retraite patrimoniale ;
- La Direction de la distribution omnicanale et de la relation client ;
- La Direction des SI et du digital.

Des responsables « Satisf'action » ont été désignés, ils sont chargés de repérer les irritants et de déceler les attentes afin d'en faciliter le traitement.

- Engager et sensibiliser les salariés

Parmi les chantiers en cours, la démarche Lean vise l'amélioration des performances de l'entreprise par une méthode de gestion et d'organisation du travail qui conduit à une symétrie des attentions génératrice de gains durables pour le client, pour le collaborateur dont le travail sera simplifié, mais aussi pour l'entreprise tant sur le plan financier que réputationnel, du fait de l'amélioration de la productivité et de la fidélisation de ses clients. Font partie des actions proposées, la simplification des processus, le développement des softskills, le déploiement de succès locaux à grande échelle, et plus généralement la diffusion des bonnes pratiques.

Par ailleurs, la Direction de l'épargne et de la retraite patrimoniale a testé la méthode Hoschin, laquelle a pour but de concentrer un ensemble de ressources à la réalisation d'objectifs jugés prioritaires.

- Améliorer la relation

Par la prise en compte des sujets sensibles

Les thèmes auxquels les clients sont les plus sensibles sont :

- Les délais de traitement de leurs demandes ;
- La qualité de la gestion ;
- La richesse des services en ligne et de l'espace client ;
- L'interaction avec leurs interlocuteurs et leur disponibilité, par exemple : le plan d'action de VIASANTÉ Mutuelle prévoit au moins une interaction annuelle avec ses clients ;
- La transparence
- La qualité de l'information donnée.

Avec évidemment des spécificités selon le métier et le domaine. Ainsi en matière de prestation santé les thèmes récurrents sont :

- Le délai des remboursements ;
- Le montant des remboursements ;
- L'adéquation des garanties aux besoins.

Par les outils

Le changement et/ou le déploiement s'effectue rapidement.

- Le CRM
- Le xRM dans les centres de relation clients, pour les particuliers en octobre en octobre 2024 et en novembre pour les entreprises ;
- Un callbot qui complète l'offre conversationnelle, déployé pour les TPE il les oriente vers la cellule commerciale adaptée ;
- Le serveur vocal interactif (SVI) en fonction sur le marché santé/prévoyance des particuliers, il les oriente vers des services existants et leur offre la possibilité de poursuivre leur démarche via une interface digitale ;
- La mise en place fin 2023 avec un partenaire -MySofie- de l'application « côté santé » ;
- Le déploiement fin 2024 d'un espace partenaires destiné aux experts-comptables, qui comptent parmi les grands prescripteurs de l'activité assurantielle, afin d'améliorer la gestion quotidienne des contrats ;
- La plateforme MyLMEP B to B to C, en fonction depuis 2023 coconstruite par un panel d'employés issus de plusieurs directions puis testée par des partenaires et des clients.

Par le partage des préoccupations des clients

Au mois de décembre 2024 a eu lieu la Satisf'Action Week, semaine qui a rassemblé plusieurs événements consacrés aux clients :

- Une session d'appels clients par dix équipes composées de deux dirigeants, d'experts de la gestion et de salariés de centre de relation clients. Pendant 1h30 chaque équipe a contacté des clients, promoteurs comme détracteurs pour recueillir leurs avis ;
- L'organisation sur huit sites d'ateliers « Fresque du client ».

- Mesurer

Un dispositif est à l'œuvre pour mesurer le niveau de satisfaction des clients, « Ecoute client », qui est piloté par l'équipe « Voix du client ».

La satisfaction des clients, prescripteurs et souscripteurs, est évaluée via des baromètres relationnels, des enquêtes post-événements (par des mesures à chaud ou à froid réalisées par exemple après une souscription ou une réclamation), et des retours sur les parcours digitaux (sur la facilité d'accès, l'ergonomie, les options proposées par les espaces clients). Les résultats permettent d'identifier les irritants et les points forts, afin que les équipes concernées les prennent en compte.

Les indicateurs utilisés sont au nombre de trois :

- Le Customer Satisfaction Score (CSAT), qui est la note de satisfaction globale, elle s'échelonne de 1 à 10 et correspond à la moyenne des notes attribuées par les répondants ;
- Le Customer Effort Score (CES), il exprime l'intensité de l'effort fourni par le client pour obtenir la prestation attendue. La note varie de 1 (meilleur résultat possible) à 10 ;
- Le Net Promoter Score (NPS), il représente le niveau global de recommandation par les clients. Pour chacun d'eux il correspond à une recommandation auprès

de leur entourage personnel ou professionnel, allant de 1 à 10. Le résultat global est la différence entre le pourcentage des promoteurs (notes 9 et 10) et celui des détracteurs (notes ≤ 6), il peut varier en théorie de -100 à +100.

Ce dernier est l'indicateur privilégié par SGAM AG2R LA MONDIALE. Début 2024, des ateliers dédiés à l'intégration du NPS dans le travail quotidien des équipes ont réuni les managers de direction. Le principe étant d'amener toutes les équipes à se considérer contributrice de la satisfaction client, et de leur permettre de s'assurer du résultat de l'effort collectif.

3.2.1.1.5 Par une nouvelle politique de gestion des réclamations

- Entités concernées

Toutes les entités sont assujetties à une politique ou à une démarche, mais leurs contenus varient car les contraintes réglementaires auxquelles elles sont soumises diffèrent selon les pays. Ainsi :

- Les entités assurantielles françaises suivent la recommandation de leur autorité de tutelle qu'est l'ACPR (recommandation du 19/05/2022) ;
- La Mondiale Europartner, filiale luxembourgeoise, n'est pas soumise aux recommandations de l'ACPR.

Toutefois le choix a été fait de lui appliquer la même politique.

- Objectifs

Cette politique est accompagnée d'un guide des bonnes pratiques de détection et de gestion des réclamations destiné à tous les salariés en relation avec les clients, qui vise à :

- Organiser un traitement des réclamations conforme, efficace et harmonisé au sein de toutes les entités assurantielles ;
- Accroître la satisfaction des réclamants.

Depuis la date d'entrée en application de la recommandation de l'ACPR (1^{er} janvier 2023) l'étape de la conciliation a été supprimée.

- Contrats concernés

À ce jour, la politique s'applique aux contrats conclus en direct. Son application sera étendue en 2025 aux contrats intermédiés (à savoir commercialisés par un intermédiaire, par exemple une banque) et aux contrats sous gestion déléguée.

- Définition de l'objet

La définition retenue est la suivante : « La réclamation se définit comme l'expression d'une insatisfaction par un client (particuliers ou professionnels), un ancien client, un ou plusieurs bénéficiaires, une personne ayant été sollicitée par le professionnel en vue de la fourniture d'un contrat ou service, y compris leurs mandataires ou leurs ayants droit.

En l'absence de tout mécontentement exprimé, une demande de service ou de prestation, d'information, d'explication, de conseil ou d'avis, n'est pas une réclamation ».

S'inspirant de la recommandation de l'ACPR le guide prend soin de préciser les différents éléments de la définition, les catégories de clients, les sujets concernés, afin d'aider les salariés à identifier une réclamation et à bien orienter la demande du client, sachant que l'assureur doit répondre dans les deux mois suivant sa réception.

3. Informations sociales

La réponse à un réclamant n'a pas vocation à être généralisée car elle revêt une dimension « sur-mesure ». Le délai de réponse fixé par l'autorité de contrôle impose un suivi systématique, par ailleurs, le dossier clos fait l'objet d'une historisation, conformément à la procédure interne en vigueur, ainsi que d'une enquête de satisfaction.

Le réclamant dispose de plusieurs canaux pour transmettre sa requête : courrier, téléphone, mail, réseaux sociaux, espace client, entretien en présentiel, et la rubrique « réclamation » du site institutionnel.

- Le pilotage

Le pilotage opérationnel est assuré par l'Entité de Coordination et de Pilotage des Réclamations (ECPR). Il est placé sous la responsabilité de la Direction de la relation client.

Chaque entité nomme un « référent réclamations » chargé de veiller à la mise en œuvre de la politique sur son périmètre.

Un comité Réclamations se réunit une fois par trimestre : il comprend notamment, outre les référents, les représentants des directions en lien direct avec les clients et de celles qui travaillent étroitement avec ces dernières telles que la Direction des systèmes d'information et du digital, la Direction conformité et éthique des affaires (et particulièrement son département protection de la clientèle) et la Direction marketing et innovation.

- Reporting

Un reporting consolidé est présenté aux membres du CDG, et certains de ses éléments sont repris dans le dispositif de pilotage intégré.

3.2.1.1.6 Par la co-construction de produits et services

Deux dispositifs seront évoqués, qui chacun participe au renforcement de la satisfaction client. L'un vise à construire pour répondre aux situations nouvelles et l'autre à améliorer l'existant pour fidéliser.

- Avec AMPHITÉA

L'association souscriptrice AMPHITÉA est une association d'assurés détenant des produits et/ou services en santé, prévoyance, épargne et/ou retraite. C'est un tiers de confiance qui négocie les meilleures conditions de souscription auprès des entités de SGAM AG2R LA MONDIALE dans le cadre de leurs activités assurantielles.

C'est une association indépendante des entités de SGAM AG2R LA MONDIALE, dont le directeur général est indépendant et qui dispose de son propre budget. Sur les 17 membres qui composent son conseil d'administration, 12 sont des assurés. Elle bénéficie d'une forte présence sur les territoires, au plus près de la répartition géographique des clients.

Elle échange avec ces derniers au travers de quatre comités :

- Le comité produits et services

Il a en charge d'étudier la pertinence de l'offre, son adéquation avec les attentes des adhérents, et peut :

- Proposer des améliorations concernant les offres et leurs tarifs ;
- Présenter aux représentants de l'assureur les suggestions, avis et critiques recueillis après examen de nouveaux produits et services ;
- Réfléchir sur les besoins de ses adhérents.

- Le comité « parcours client »

Le parcours client comprend l'intégralité des étapes d'un contrat, de la souscription à la liquidation. Ce comité est donc un canal de remontée des demandes clients, et notamment de leurs observations sur la souscription en ligne des contrats. Il suit également des indicateurs liés à la gestion de la relation client.

- Le comité communication

Ce comité mène deux types d'actions :

- Une sensibilisation des adhérents à l'évolution du contexte économique, social et fiscal ;
- Des informations ciblées sur l'évolution des sujets liés à la protection sociale et patrimoniale.

Sont également dédiés aux adhérents un magazine, une lettre d'information et une émission web TV (AMPHITÉA écho).

- Le comité Outre-mer

Ce comité permet la prise en compte des spécificités de ces territoires dans lesquels les entités assurantielles de SGAM AG2R LA MONDIALE sont fortement implantées.

L'association organise également des réunions régionales avec les managers du réseau commercial, ainsi que deux rencontres nationales annuelles, qui sont autant de rencontres avec des dirigeants ou des représentants des différentes entités de SGAM AG2R LA MONDIALE.

- Avec les branches professionnelles

Le pilotage

Les actions sont pilotées par une direction dédiée, la Direction des accords de branches (DAB), partenaire historique de près de 110 branches professionnelles rassemblant près de 350 000 entreprises et protégeant environ 4 millions de personnes.

Pour rappel une branche professionnelle est un regroupement d'entreprises appartenant au même secteur d'activité et régies par des dispositions communes.

La DAB est l'interlocutrice des branches (via les négociateurs de branches) pour mettre en place et piloter les accords de protection sociale conclus, intégrant produits et services, les suivre, puis les adapter en fonction des nouveaux besoins des salariés.

Culture branches

Ce dispositif qui a vu le jour en 2016, est un laboratoire d'idées qui propose des temps d'échange et de réflexion collective au travers d'événements, en lien avec l'actualité et qui sont intéressants pour les entreprises et pour leurs salariés bénéficiaires de la protection. Ainsi, en 2024 trois sujets ont été retenus : le sens au travail, la prévention en santé mentale, et l'impact des jeux paralympiques sur l'inclusion au travail.

Les pôles

Trois pôles ont été constitués, chacun couvrant un secteur d'activités : le pôle alimentaire, qui regroupe les secteurs de la grande distribution, de l'industrie alimentaire, du commerce et de l'artisanat, et les activités de restauration, cafés, hôtellerie ; le pôle coiffure et le pôle ESS.

Un de leurs objectifs communs est d'ajuster au mieux les produits et services proposés aux entreprises clientes quelle que soit leur taille. Ainsi, le pôle alimentaire s'intéresse particulièrement depuis plusieurs années,

à l'illettrisme, à la question du logement, aux troubles musculosquelettiques, et accompagne les entreprises sur ces sujets.

Un chantier de prévention des risques

La prévention bénéficie du programme « Branchez-vous Santé », lancé en 2019. Une démarche destinée aux jeunes, « Branche-toi à ta Santé » en a découlé.

3.2.1.2 Accessibilité des produits et services au plus grand nombre

L'IRO associé est l'IRO 1 : **Impact positif** sur l'état de santé des personnes en proposant des produits et services accessibles à une large partie de la population. L'horizon temporel de cet impact est le court terme.

Comprenant plusieurs acteurs de l'ESS, dont des mutuelles, SGAM AG2R LA MONDIALE s'emploie à combiner solidarité, responsabilité et performance. Pour les parties prenantes consultées, cet enjeu offre un impact positif aux clients, même s'il n'est pas structuré par une politique stricto sensu.

Cette thématique couvre trois sujets, les produits et services, le plus grand nombre et l'accessibilité. Les produits et services correspondent à l'offre, elle est plus ou moins importante (par les gammes), ressentie plus ou moins indispensable par les clients selon les sujets (les produits et services concernant l'activité santé seront prioritaires).

Par le plus grand nombre, il faut comprendre que personne ne devrait être laissé en dehors du système de protection.

L'accessibilité concerne les moyens de contact, les moyens techniques (les outils) et les conditions tarifaires. Si la matérialité financière de l'accessibilité n'est pas apparue suffisamment importante aux yeux des parties prenantes, il convient toutefois de la citer car de son ampleur peut dépendre un seuil de rentabilité.

Il faut également rappeler que l'accessibilité bénéficie de plusieurs voies d'amélioration :

- Par un élargissement de la gamme des produits et services, à volume de clientèle constant ;
- Par une conquête de clientèle à produits et services identiques. Cette possibilité dépend de l'état d'équipement de la population cible, ainsi le marché de la santé collective est saturé, ce qui rend difficile la conquête de parts de marché, alors que celui de la santé individuelle est en croissance ;
- Par la mise au point de produits et services spécifiques destinés à une population jusque-là écartée de la prestation. La mise en œuvre de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) de 2013 sur la complémentaire santé en entreprise à compter de 2016, a imposé les contrats collectifs qui profitent à l'ensemble des salariés sans distinction d'ancienneté, avec possibilité d'extension au conjoint et aux enfants. Depuis 2015 ces contrats doivent respecter les obligations d'un contrat responsable.

3.2.1.2.1 Élargissement des centres d'intérêt

Il s'agit ici surtout de services qui complètent et enrichissent les produits, un exemple sera donné en assurance collective (le programme « Branchez-vous santé », avec sa variante « Branche-toi à ta santé » destinée aux jeunes, pour les branches professionnelles adhérentes), et quelques-uns en assurance individuelle, issu de la palette de services proposée par VIASANTÉ Mutuelle.

3.2.1.2.1.1 Actions auprès des Branches

Le programme « Branchez-vous santé » propose et prend en charge des garanties et des services de prévention supplémentaires tels que :

- Un accompagnement pour lutter contre les récidives après le traitement d'un cancer, basé sur des interventions non médicamenteuses ;
- L'utilisation de « Visible patient », technique d'imagerie médicale en 3D qui permet de visualiser les organes concernés avant une opération ;
- Un bilan de santé afin d'identifier les facteurs de risques et de réduire la possibilité de développer une maladie chronique ;
- Un parcours de santé bucco-dentaire au long de la vie professionnelle grâce à un suivi régulier chez un dentiste, limitant ainsi les risques de problèmes parodontaux tardifs et importants.

Pour les jeunes, le dispositif est adapté aux besoins et aux risques auxquels ils sont exposés, la démarche étant centrée sur l'activité physique, le sommeil, l'alimentation, les addictions, et l'hygiène bucco-dentaire.

Toutes ces possibilités s'adressent à un vaste public que constitue celui des branches professionnelles.

De son côté, VIASANTÉ Mutuelle :

- Met à la disposition de ses adhérents un service de Télésanté, accessible 24h/24, qui permet aux personnes âgées ou malades de demeurer chez elle dans une atmosphère sécurisée ;
- Fournit à ses adhérents, l'accès à la plateforme de téléconsultation Médecin Direct, service notamment dédié à une population éloignée de centres urbains ;
- Offre la possibilité de séjours temporaires dans les résidences DOMITYS afin de faciliter la récupération post-opératoire des personnes âgées.

3.2.1.2.2 Élargissement de la gamme des produits

Annoncé au printemps 2023, le partenariat avec la MAIF a instauré une distribution croisée des produits. Il a vocation, pour les clients assurance de SGAM AG2R LA MONDIALE, à leur donner accès aux produits d'une assurance dommages. Ce développement leur permettra de disposer d'une offre complète de produits. Sa mise en place est progressive, avec d'abord l'assurance automobile, moto et corporelle, suivie de l'assurance habitat et de l'assurance propriétaire bailleur non occupant, puis l'assurance vélo (y compris à assistance électrique).

Ce partenariat entre deux acteurs majeurs du secteur s'inscrit, selon une volonté commune, dans une perspective de long terme.

3.2.1.2.3 Participation à une démarche inclusive

Cette démarche peut être illustrée par deux exemples :

- Les outils

Le portail est partagé entre les entités affiliées à SGAM AG2R LA MONDIALE, il concerne donc toutes les activités assurantielles. Il fait l'objet d'amélioration continue en matière d'accessibilité.

Début 2024, des audits d'accessibilité ont été réalisés sur le site institutionnel et sur l'espace client, en application du Règlement Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) qui définit une méthodologie garantissant l'inclusion numérique des personnes en situation de handicap. Après mise en œuvre de corrections, le taux de conformité du site institutionnel

3. Informations sociales

est passé à 65,4 %, ce qui lui confère le statut de « partiellement conforme ». Une offre de services digitaux, lancée début 2025, consacrée à l'épargne patrimoniale, affichera un taux de 85,7 %. La mise en conformité de l'espace digital client fait partie du grand chantier « Plateformisation » développé au niveau Groupe.

Par ailleurs, un référent accessibilité a été désigné pour accompagner les équipes dans la prise en compte de bonnes pratiques d'accessibilité dans les nouveaux projets ou les évolutions de l'existant.

- La Fondation Entrepreneur de la Cité (EDLC)

Créée en 2007, cette Fondation compte une entité de SGAM AG2R LA MONDIALE parmi ses membres fondateurs. À ce titre SGAM AG2R LA MONDIALE est membre du Conseil d'administration via le collège des fondateurs qui en est une des trois composantes. Actuellement Viasanté participe à l'activité d'EDLC en prenant en charge le secteur de la complémentaire santé.

La Fondation a pour objet de contribuer à ne laisser personne hors du champ de la protection sociale, à l'instar des personnes fragiles ou vulnérables, pour des motifs économiques, sociaux, culturels ou de santé. EDLC intervient notamment auprès des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires de minima sociaux, ou encore de personnes en situation de handicap, qui créent leur entreprise.

L'entrepreneur et l'activité ayant besoin d'être protégés, ils peuvent trouver auprès d'EDLC des produits d'assurance spécifiques à des tarifs solidaires. Les produits proposés couvrent la RC professionnelle, la responsabilité décennale, la protection juridique, la prévoyance et la santé.

3.2.1.3 Continuité des activités face aux disruptions économiques, sociétales et sociales

L'IRO associé est l'IRO 4, à savoir le risque de sanctions réglementaires et d'actions en justice consécutifs à l'impréparation à des scénarios extrêmes (ex. rupture prolongée d'énergie, confinement lié à une pandémie), et à des mesures destinées à éviter une paralysie du fonctionnement de l'entreprise.

L'horizon temporel de ces IRO est le moyen terme.

La nature des prestations délivrées aux clients (telles que remboursements de frais de santé, indemnités journalières, opérations d'épargne, ...) rend impérative la continuité des activités de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Le risque d'interruption d'activité fait partie des risques majeurs. Quelle que soit la cause ou la probabilité de sa survenance, l'entreprise doit être en mesure d'assurer à ses clients et bénéficiaires de prestations, la poursuite de ses activités.

Il convient de s'être préparé par la mise en place d'un dispositif de gestion de crise.

Les parties prenantes ont perçu dans ce sujet un risque financier, qui englobe un risque judiciaire par les préjudices qu'il peut occasionner, et indirectement un risque de réputation.

La gouvernance du sujet relève de la Direction des risques opérationnels qui l'a confié à un département en charge de concevoir le plan de continuité d'activité (PCA), l'adapter quand nécessaire, le piloter et l'animer avec l'appui de correspondants désignés au sein des directions à activités critiques.

3.2.1.3.1 Événements déclencheurs du plan de continuité

Ils sont nombreux et la liste est évolutive, comme le classement lié à l'importance de leurs conséquences. Les événements à prendre en considération sont notamment une crise sanitaire, une crise énergétique, l'arrêt d'activité d'un prestataire critique, un événement climatique (les territoires ultramarins y sont notamment exposés), de graves troubles sociaux.

3.2.1.3.2 Conséquences

Les différents événements peuvent conduire à une indisponibilité de locaux (à la suite d'un problème climatique ; énergétique, suivi de restriction de consommation voire de coupures de courant) ou du personnel (cas d'une pandémie), à un dysfonctionnement d'équipements techniques (défaillance d'un datacenter, cyberattaque).

3.2.1.3.3 Démarche

Le plan assure la continuité dans cinq domaines auxquels sont attachés un ou plusieurs plans spécifiques :

- Les systèmes d'information (avec un plan de sauvegarde et un plan de secours) ;
- Les sites (avec un plan de reprise utilisateurs) ;
- Les métiers (un plan de continuité par métier) ;
- Les ressources humaines (un plan de mesures sanitaires) ;
- Les prestataires.

Le PCA privilégie les activités prioritaires comme le paiement des prestations, la gestion de la trésorerie, des placements, et les encaissements des cotisations. Un système d'alerte a été mis en place afin d'avertir les salariés d'un problème grave. Le système est testé tous les ans. A compter de 2024, il concerne toutes les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Des exercices de préparation à différents scénarios de crise sont effectués chaque année.

VIASANTÉ Mutuelle a mis en place un dispositif de gestion de crise et un PCA qui reprennent les principes décrits ci-dessus complétés d'éléments tenant compte de l'organisation spécifique de la mutuelle. Le plan, animé et piloté par VIASANTÉ Mutuelle, fait l'objet d'une révision annuelle. Embarquant 141 activités, il prévoit deux niveaux de solutions de secours. Par ailleurs, des activités prioritaires ont été identifiées (paiements des prestations, encaissements des cotisations, gestion de la trésorerie et des placements, réponses aux clients...) et des tests sont régulièrement effectués (tests de repli, tests mettant en jeu les systèmes d'information).

3.2.1.4 Protection des systèmes d'information et des données

Les IRO associés sont :

- IRO 5 : **Impact négatif** sur la vie privée des assurés consécutif à une fuite de données liée à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés ;
- IRO 6 : **Risque financier** (perte de parts de marché, difficultés d'accès aux marchés des capitaux), d'image, de sanctions réglementaires et/ou d'action en justice, consécutif à une paralysie des systèmes d'informations ou de fuites de données liées à une cyberattaque et/ou à des comportements inadaptés.

L'horizon temporel de ces IRO est le court terme

Les deux sujets sont intimement liés car les données sont désormais stockées dans des systèmes d'information, et un incident affectant ces derniers (ex : cyberattaque)

pourrait mettre en péril les données (par destruction, chiffrement, diffusion etc.).

Les parties prenantes ont reconnu à ce sujet une double matérialité, une matérialité d'impact (avec un impact négatif qui demeure potentiel à ce jour) à cause des possibles conséquences sur la vie privée des clients et une matérialité financière par les risques judiciaires, de sanction et de réputation encourus. Aussi, SGAM AG2R LA MONDIALE met tout en œuvre pour sécuriser les informations de ses clients (cf. infra) tout au long de la vie du contrat en s'appuyant sur son dispositif de cybersécurité.

Les activités de SGAM AG2R LA MONDIALE l'amènent à détenir des informations très sensibles sur ses clients, données d'état civil, familiales, professionnelles, financières, et données de santé, toutes pouvant être transférées chez un sous-traitant. En revanche, toutes les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE ne détiennent pas la même nature ni le même niveau d'information sur leurs clients. Dans le cadre de projets ou d'études, dont le but sera de mieux connaître les clients afin de leur proposer des produits et services mieux adaptés à leur situation, elles peuvent faire l'objet de traitements. Ces différentes opérations exposent leur intégrité et la confidentialité, leur préservation s'appuie donc sur la robustesse des systèmes d'information et sur la mise en œuvre d'une culture de la vigilance.

La protection de la vie privée est un sujet en lien avec les droits humains qui est assuré par le respect des différentes réglementations dont le RGPD.

3.2.1.4.1 Double gouvernance

Le sujet est pris en charge par la Direction des systèmes d'information et par la Direction de l'information et des données personnelles. La première, qui bénéficie de ressources humaines internes et externes (en tout environ 70 personnes), est rattachée au Secrétariat général, la seconde (composée de 8 personnes), à la Direction des risques opérationnels et qualité.

3.2.1.4.2 Démarche cybersécurité

La cybersécurité a été définie par l'ACPR comme « la préservation de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des informations et/ou des systèmes d'information par l'intermédiaire d'un système de sécurité ».

Ce risque peut revêtir plusieurs aspects, tels qu'une cyberattaque, une défaillance technique, un incident, une erreur humaine, etc. Selon le scénario, le plan de continuité pourrait être activé.

Le risque cyber arrive en première position dans la liste des dix risques majeurs les plus importants auxquels sont exposées les activités du Groupe et de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Dans le cadre de sa préparation à l'entrée en vigueur en janvier 2025 du Digital Operational Resilience Act (DORA), un plan de sécurité comportant cinq axes a été développé sur la période 2023-2025, il vise à :

- Identifier les risques ;
- Protéger les ressources informatiques, notamment par des actions de sensibilisation auprès des salariés, y compris au moyen de campagnes de tests de phishing, dont le but est d'accroître la vigilance en interne. Outre le développement de sa vigilance le collaborateur doit

aussi avoir le réflexe d'alerter au moindre soupçon ou problème.

Au cours de l'année 2024 ont été réalisées :
5 campagnes (1 générale, 4 ciblées) chez VIASANTÉ Mutuelle, et 34 campagnes dans les autres entités du périmètre ;

- Détecter les événements indésirables, grâce au concours d'une équipe spécialisée ;
- Faire face aux menaces ;
- Récupérer des attaques.

Le niveau d'expertise du Groupe dans le domaine de la cybersécurité lui permet d'être cyber assuré.

3.2.1.4.3 Démarche de protection des données

La Direction en charge de la protection des données comprend le DPO, une équipe de cinq personnes, et bénéficie de l'appui d'une vingtaine de correspondants risques opérationnels. Elle œuvre à deux niveaux :

- Elle prend les mesures nécessaires consécutives à une fuite de données due, par exemple à une cyberattaque ou à une transmission accidentelle. Le RGPD décrit les opérations à suivre en cas d'incident grave. Le DPO peut être amené à avertir la CNIL et les clients, et il a l'obligation de tenir un registre de violation des données.
- Elle organise la protection en continu des données stockées par les entités de SGAM AG2R LA MONDIALE (même si certaines disposent également d'un DPO) conformément aux dispositions du RGPD. En interne, le DPO :
 - Conseille les directions sur leurs demandes, par exemple : sur un traitement envisagé, sur les clauses d'un contrat de sous-traitance, sur un risque de transmission de données hors de l'UE etc.
 - Vérifie annuellement les pratiques des différentes directions ;
 - Assure des formations auprès des équipes afin de rappeler les définitions et de sensibiliser aux procédures à suivre.

Vis-à-vis de l'externe, le DPO a pour mission de traiter les demandes de toute personne (excepté les personnes morales) dont des données personnelles, énumérées par le RGPD, font l'objet de traitement. Le canal pour le contacter est libre (boîte générique, courrier, mail...), les adresses étant mentionnées sur le site internet du Groupe et sur les documents commerciaux.

Les droits les plus revendiqués sont le droit à rectification, le droit à l'opposition, et surtout le droit à l'effacement. Le droit d'accès l'est peu et les droits à la limitation de traitement et à la portabilité des données n'ont pas été exercés.

La réglementation oblige à un traitement des demandes dans un délai d'un mois. En 2024 le délai moyen de traitement fut de 10 jours.

3.2.1.5 Digitalisation de l'offre et des services

Les IRO associés sont :

- IRO 1 : **Impact positif** sur l'état de santé des personnes en proposant des produits et services accessibles à une large partie de la population ;
- IRO 2 : **Risque** de perte d'attractivité des clients en portefeuille et des prospects en raison de l'inadéquation de l'offre numérique avec les attentes de ceux-ci.

L'horizon temporel de ces IRO est le court terme. Liés à

3. Informations sociales

l'évolution technologique, ces IRO demandent à être suivis en continu.

À côté de la pertinence des produits et services proposés à la clientèle il est devenu nécessaire de les proposer via plusieurs canaux avec une attention particulière à accorder au canal digital.

Ainsi il n'est pas étonnant de retrouver ce thème parmi les plus importants retenus par les parties prenantes interrogées, elles lui ont reconnu une matérialité financière. Le risque de perte financière découlerait du manque d'attractivité que présenteraient pour des clients en portefeuille ou des prospects, les produits et services, en cas d'inadéquation ou de faiblesse de l'offre numérique.

C'est une des composantes d'un risque classé majeur sans toutefois appartenir à la catégorie des plus importants.

Par ailleurs, un des huit objectifs du plan d'entreprise 2023-2025 a posé le principe d'un changement profond en matière de systèmes d'information et de digital.

3.2.1.5.1 La gouvernance

Le sujet est dans le périmètre de la Direction des systèmes d'information et du digital (DSID), directement représentée au CDG, niveau de direction le plus élevé.

3.2.1.5.2 Plan

Un programme de plateformes, doté d'un budget de 600 M€, a été lancé en 2023 et va s'étaler sur deux plans d'entreprise, il s'achèvera donc avec l'année 2028. Il prévoit la mise en œuvre de cinq plateformes autonomes, industrialisées et centrées sur le client, pour lesquelles toutes les catégories du périmètre assurantiel seront concernées. Dans les principales lignes il vise à améliorer l'efficacité opérationnelle, automatiser les actes de gestion, développer les services digitaux (faire plus simple, avec plus de services et plus de personnalisation), disposer d'une vision 360° des clients, mutualiser les outils, simplifier les process, contribuer à la sécurité et à la sobriété numérique, à l'inclusion, tout en restant un système ouvert aux technologies à venir. Le programme embarque VIASANTÉ Mutuelle. Pour les métiers assurantiels, il va nécessiter une rénovation des processus d'avant-vente, de vente, d'après-vente, de marketing, de relation client et de gestion. Cette transformation va mobiliser des salariés de la DSID mais aussi, au fil du temps, des salariés des métiers concernés. Les nouveaux outils ont pour tâche de simplifier le travail des salariés, de faciliter les démarches du client qui, même s'il faut tenir compte d'un effet générationnel, doit être plus autonome grâce à une simplicité d'utilisation, rapide et intuitive de ces outils.

Ils doivent aussi s'insérer dans les partenariats, à l'exemple de ce qui a été réalisé au profit des clients communs à la MAIF et à SGAM AG2R LA MONDIALE. Aux produits et services s'est ajoutée la relation client qui s'est transformée en relation digitale client. Ce projet participe à la mise en place d'une distribution omnicanale et transverse, qui est un des huit objectifs du plan d'entreprise « Nouvelle donne ».

3.2.1.6 Résilience du modèle d'affaires aux variations démographiques

L'IRO associé est l'**IRO 3 : Risque financier** (perte de parts de marché, résultat) en raison d'une inadéquation de l'offre avec les attentes des clients et/ou d'une dégradation des résultats de souscription.

La non-résilience est susceptible de générer des difficultés financières consécutives à des pertes de marchés en raison de produits et services inadaptés aux besoins des différentes catégories de population. Cela apparaîtrait dans le volume des souscriptions. Il est à noter qu'aucune incidence négative ou positive, n'ont été identifiées par les parties prenantes. Toutefois une opportunité, déjà évoquée, a été identifiée. L'inertie des phénomènes démographiques confère à ce risque un horizon temporel supérieur à cinq ans. Aucune politique stricto sensu n'a été définie, en revanche de nombreuses actions sont menées.

Bien que les parties prenantes aient fait allusion à plusieurs phénomènes démographiques, il est possible de les réunir en un seul qui est le vieillissement de la population (lequel combine une diminution du nombre de naissances avec un allongement de la durée de vie).

3.2.1.6.1 Effets du vieillissement de la population sur les activités

Ils concernent essentiellement deux métiers, la santé et la prévoyance qui connaîtraient une hausse de leur sinistralité pouvant affecter leurs résultats financiers sur le long terme.

Les pays qui connaissent un allongement de la durée de vie sont notamment amenés afin de préserver l'équilibre financier des régimes de retraite à augmenter le montant des cotisations ou la durée de la période active, c'est-à-dire à repousser l'âge du départ à la retraite. C'est le plus souvent la seconde solution qui est appliquée.

Dans les décennies à venir le nombre de retraités va considérablement augmenter et leur part relative également, de même que le nombre de personnes dépendantes.

La combinaison des phénomènes produit une population globale et une population active qui vieillissent toutes les deux.

Les effets attendus et dont certains commencent à émerger sont :

- Une augmentation des problèmes de santé pour la fraction âgée de la population globale ;
- Une augmentation des maladies chroniques qui devront être traitées plus longtemps ;
- Une augmentation du nombre de personnes en situation de dépendance (partielle ou totale) ;
- Une augmentation des problèmes de santé de la fraction âgée de la population active (avec une forte variation selon les secteurs d'activité), exposée à l'usure professionnelle et à l'apparition des maladies liées à l'âge. Ce phénomène s'accompagne d'une augmentation du taux d'absentéisme.

Ces différents phénomènes, qui pourraient provoquer une augmentation des coûts ne seront peut-être pas compensés par les autres tranches d'âge car, la plus jeune souscrit moins et connaît une volatilité élevée, tandis que la tranche médiane est plus exposée aux maladies chroniques que celles qui l'ont précédée.

3.2.1.6.2 Moyens d'action

Une entreprise n'a aucun moyen d'action sur les causes, il s'agit de tendances de fond observées dans tous les pays ayant atteint un niveau de développement élevé. En revanche elle dispose de moyens de prévention et d'adaptation, et SGAM AG2R LA MONDIALE a mis en place dans le cadre de ses activités assurantielles des dispositifs dédiés, proposés notamment aux entreprises des branches professionnelles.

3.2.1.6.3 Prévention

Des actions peuvent être menées :

- Au près des aidants actifs ;
- Au près des salariés des branches professionnelles (cf supra la démarche « Branchez-vous santé » afin de sensibiliser les salariés aux sujets de santé). Le sujet est piloté par la Direction des accords de branches via une équipe de trois personnes. Cette dernière travaille notamment à la mise en place de dispositifs spécifiques dans le cadre de partenariats. Par exemple, pour prévenir les troubles veineux (dus à la chaleur de locaux et à la station debout prolongée) en boulangerie artisanale, ou encore pour le maintien d'une bonne santé visuelle chez les salariés du pôle alimentaire ;
- Pour réduire l'absentéisme via la « Démarche présence ». Il s'agit ici de considérer l'absentéisme dû à des problèmes de santé chez les salariés, taux qui augmente avec l'âge.
- Via l'organisation d'ateliers de prévention afin de limiter les risques liés au mode de vie, ces ateliers peuvent évoquer les maladies cardiovasculaires, le sommeil, l'alimentation, les gestes qui sauvent.

3.2.1.6.4 Adaptation

Cette action se fait :

- Par une modulation des prestations et des tarifs, avec des produits ciblant une clientèle âgée et des tarifs tenant compte d'un pouvoir d'achat à faible évolution ;
- Par le lancement ou l'acquisition d'activités nouvelles. L'acquisition d'ÆGIDE-DOMITYS par La Mondiale correspond à ce dernier scénario.

La vocation de cette filiale est de proposer à la population de seniors autonomes des logements adaptés dans des résidences de services non médicalisées.

3.2.2 Périmètre des RSS

La stratégie et le modèle d'affaires d'ÆGIDE-DOMITYS ont été décrits dans ce document. Il sera brièvement rappelé ici qu'ils s'appliquent à des activités de promotion, de commercialisation et d'exploitation, lesquelles composent sa chaîne de valeur primaire.

ÆGIDE-DOMITYS a deux catégories de clients :

- Les investisseurs, personnes physiques ou personnes morales ;
- Les résidents, propriétaires ou non-propriétaires du bien qu'ils occupent.

Les produits commercialisés sont des biens immobiliers et des services (ex : accueil, animations, restauration, piscine).

ÆGIDE-DOMITYS accueille, dans les résidences qu'il gère, une catégorie de la population dont l'âge l'expose à la vulnérabilité ; la moyenne d'âge se situant aux alentours de 84 ans. Il convient donc de lui assurer sécurité, confort, de prévenir la perte d'autonomie et de préserver son niveau de socialisation.

Les enjeux et IRO retenus par l'analyse de double matérialité et présentés dans le tableau ci-dessous, traduisent ces préoccupations.

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Documents de référence
Satisfaction des clients	Inclusion sociale des consommateurs	Non-discrimination	Impact positif sur le bien-être général des seniors particulièrement exposés au risque de désocialisation (8)	- engagements
Satisfaction des clients	Sécurité des consommateurs	Santé et sécurité	Risque de réputation consécutif à la survenance de problèmes de sécurité sanitaire dans les résidences pouvant se traduire par des intoxications alimentaires, des légionelloses, ou des contaminations liées à des maladies infectieuses (9)	- démarche de prévention - démarche de gestion de crise
Satisfaction des clients	Sécurité des consommateurs	Sécurité de la personne	Risque de réputation consécutif à des agissements du personnel des résidences visant à profiter de la vulnérabilité des résidents (10)	- démarche de prévention (charte, formation du personnel)
Protection des systèmes d'information et protection des données	Incidences liées aux informations	Protection de la vie privée	Impact négatif sur la vie privée des résidents en cas de fuite de données les concernant et de compromission de leur identité numérique (11)	- charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - politique RGPD
Protection des systèmes d'information et protection des données	Informations liées aux informations	Protection de la vie privée	Risques d'image et financier (amendes, désaffection des résidents) lié à une fuite de données concernant les résidents, avec compromission de leur identité numérique (12)	- charte d'utilisation des systèmes d'information et de communication - politique RGPD
Vieillesse de la population	Thème spécifique à l'entité	Sous-thème spécifique à l'entité	Opportunités dans le domaine du bien vieillir liées au vieillissement de la population, aux besoins en solutions d'épargne pour préparer sa retraite et en services d'accompagnement	

3. Informations sociales

3.2.2.1 Satisfaction client

Les IRO associés sont :

- IRO 8 : **Impact positif** sur le bien-être général des seniors particulièrement exposés au risque de désocialisation ;
- IRO 9 : **Risque** de réputation consécutif à la survenance de problèmes de sécurité sanitaire dans les résidences pouvant se traduire par des intoxications alimentaires, des légionelloses, ou des contaminations liées à des maladies infectieuses ;
- IRO 10 : **Risque** de réputation consécutif à des agissements du personnel des résidences visant à profiter de la vulnérabilité des résidents.

Les deux risques de nature réputationnelle identifiés par l'analyse de double matérialité correspondent à des événements indésirables susceptibles de se produire dans les résidences, sont des risques permanents mais dont les effets sont géographiquement circonscrits et limités dans le temps.

3.2.2.1.1 Risque de survenance de problème d'hygiène à l'origine d'intoxications alimentaires, de légionelloses ou de contaminations par maladies infectieuses (IRO 9)

Il s'agit d'événements indésirables (EI) pouvant affecter la santé des résidents et qui pourraient entraîner la dégradation de l'image de l'entreprise ainsi qu'un manque à gagner financier du fait d'une désaffection des investisseurs et surtout des candidats seniors.

- La démarche

Il n'y a pas de politique stricto sensu, toutefois il existe un ensemble d'actions constitutif d'une démarche. Les événements indésirables, qui n'ont pas tous le même niveau de gravité, ont été identifiés et catégorisés. Certains d'entre eux peuvent concerner également le personnel des résidences notamment en cas de survenance d'une épidémie. Il faut rappeler que les résidences offrent des services et activités aux résidents et donc des moments de vie collective susceptibles de favoriser la propagation d'agents infectieux.

Les situations prises en compte sont celles qui pourraient exposer plusieurs résidents à un risque, quel que soit le nombre de personnes touchées. Ces événements sont notamment, les maladies infectieuses, les épidémies, les intoxications, la légionellose (production d'eau chaude, eau de piscine), les toxi-infections alimentaires collectives. Des mécanismes de gestion ont été mis en place.

- Les actions

Les mécanismes de gestion mis en place visent à prévenir les causes des EI, les signaler ou à en atténuer les effets quand cela est possible.

Ils sont décrits ou mentionnés dans différents documents :

- Un mémento de gestion de crise ;
- Un plan élaboré au début de l'épidémie du coronavirus qui pourrait servir de référence (suivi de l'état de santé des résidents, procédure de désinfection renforcée, nouvelle gestion des activités...) ;
- Un plan élaboré dans les mêmes circonstances par l'entreprise chargée de la prestation restauration (élargissement de l'amplitude horaire, distanciation des convives, stock de secours...) ;
- La réalisation de pré-audits (effectués un an après l'ouverture d'une résidence), d'audits internes (réalisés par le service qualité), et d'audits externes

(exemple : par AFNOR certification, selon un référentiel Engagement de service RSS. Le référentiel fait l'objet de révision, la 1^{re} version datait de 2010 avec une certification en 2012, la 2^e de 2015 avec une certification en 2016, la prochaine révision sera terminée courant 2025) ;

- La procédure de lancement d'alerte (cf. ESRS G1).

Sur le plan du formalisme les événements, font l'objet :

- Font l'objet d'une saisie sur un logiciel de l'entreprise et d'un signalement au conseil départemental.
- Un plan de continuité d'activité est en projet, il devrait aboutir en 2025.

Le traitement des réclamations

ÆGIDE-DOMITYS, entité rassemblant les activités (immobilières et services) liées aux résidences seniors, n'est pas du fait de son objet soumise aux recommandations de l'ACPR, et suit donc une démarche qui lui est propre.

La définition appliquée est la suivante : « Une réclamation est l'expression ou la manifestation d'une insatisfaction, d'un mécontentement ou d'une déception qu'un client, à prendre au sens large (consommateur, prospect, réseau, riverain...) attribue à un organisme, une entreprise, et dont il demande le traitement et la non-récidive. »

Etant donné la nature du sujet, la réclamation ne joue un rôle pertinent qu'au stade de la prévention.

Le réclamant peut utiliser différents canaux : téléphone, mail, courrier, digital (réseaux sociaux), et s'adresser à différents destinataires (l'équipe de la résidence, la Direction régionale, le service qualité, la relation client, la Direction générale). Les réclamations peuvent porter notamment sur les animations, la prestation restauration, l'entretien des locaux, la restitution des cautions après le départ des résidents etc.

- Cibles et mesures

Les réclamations font l'objet d'une analyse et font partie du bilan qualité annuel.

- Une cible a été fixée, pour les réclamations qui porte sur la restitution de la caution aux départs des résidents, afin de les réduire de 50 % ;
- Les mesures se font par des enquêtes de satisfaction annuelles réalisées par un organisme indépendant. La dernière a été réalisée de décembre 2023 à janvier 2024, et a concerné 152 résidences en France et 11 058 résidents permanents.

ÆGIDE-DOMITYS utilise également le Net Promoter Score, calculé par région puis consolidé, ainsi qu'un indice de qualité de vie. Parmi les critères, en lien avec le sujet et, exprimant la qualité de vie pour les résidents, on considère la propreté de la résidence, le nettoyage du linge, l'entretien et le ménage du logement.

3.2.2.1.2 Risque de réputation consécutif à d'éventuels agissements des employés des résidences visant à profiter de la vulnérabilité des résidents (IRO 10)

Il s'agit d'événements indésirables correspondant à des situations de maltraitance, physique, psychologique, morale, mais aussi financière. La maltraitance peut être exercée par le personnel des résidences, d'autres résidents, des relations ou la famille des résidents. C'est le premier scénario qui est retenu ici.

Les conséquences potentielles sont diverses avec un niveau de gravité variable selon la sensibilité de la

victime, la durée et l'intensité des actes. Elles peuvent notamment comprendre la dégradation de l'état de santé, la peur, l'isolement, l'atteinte aux ressources financières des résidents et de leurs éventuels ayants droit. L'âge moyen des résidents (84 ans) les expose davantage à ce risque, avec pour conséquence potentielle, outre une perte de confiance des victimes et de leur entourage, la dégradation de l'image de l'entreprise pouvant se traduire par un manque à gagner dû à la désaffection des investisseurs et des prospects.

ÆGIDE-DOMITYS applique :

- Une charte de la personne accueillie qui reprend les principes éthiques de l'entreprise que doit connaître ou mettre en œuvre le personnel des résidences dont, le respect dû aux résidents, et le mode opératoire de signalement des actes de maltraitance ;
- Une politique de prévention de la maltraitance au niveau des résidences.

Les actions engagées sont les suivantes :

- Formation des salariés ;
- Aide à la reconnaissance d'une situation de maltraitance ;
- Réunions d'échanges sur les pratiques professionnelles ;
- Rappel de la procédure de signalement.

À ce jour, il n'y a pas de cible fixée.

3.2.2.1.3 Maintien d'une vie sociale

Ce point est crucial pour une population qui est retirée de la vie active et souvent éloignée du reste de sa famille, dont les plus proches et dynamiques, les enfants, disposent de peu de temps libre.

- Les impacts, risques et opportunités

L'impact identifié ici est un **impact positif** qui permet aux résidents par des activités internes ou externes à leur résidence d'accueil d'entretenir une vie sociale (IRO 8). Très majoritairement (à plus de 70 %) les résidents sont en effet des personnes seules.

- La démarche

C'est au travers d'engagements (vérifiés par l'AFNOR) qui sont déclinés en proposition de services, à usage individuel ou collectif, qu'ÆGIDE-DOMITYS permet à ses résidents d'éviter ou de rompre un processus d'isolement.

Il n'est pas inutile ici de rappeler que l'entreprise gère (à des niveaux différents, des services jusqu'à l'immeuble et ses services) 182 résidences hébergeant 19 611 personnes pour 17 297 logements occupés, répartis sur tout le territoire français de manière équilibrée dans huit régions. Ce maillage territorial favorise l'accessibilité des services offerts par les résidences à la population âgée de villes petites et moyennes.

- Les actions

Elles consistent à préserver les capacités des résidents, à maintenir les interactions (à l'intérieur comme à l'extérieur de la résidence), et à repérer l'apparition de fragilités.

Ainsi, ÆGIDE-DOMITYS :

- Propose des activités sur site qui participent à la préservation de l'autonomie de la personne, état facilitant l'implication des personnes dans le cadre social. Elles sont adaptées aux résidents et favorisent leur bien-être, comprennent notamment : des activités

physiques, de la relaxation, des activités artistiques, intellectuelles, culturelles ;

- Favorise le maintien des liens familiaux ;
- Fait participer les résidents à des commissions (ex : animation) ;
- Fait participer les résidents à l'évaluation des prestataires ;
- Lutte contre l'illectronisme qui touche la population d'âge avancé ;
- Favorise le maintien de la vie citoyenne (notamment par un accompagnement des résidents au bureau de vote) ;
- S'emploie à augmenter les possibilités d'échanges en proposant certains services à la population voisine (restauration, coiffure, piscine) ;
- Aide à l'instauration de relations intergénérationnelles via la démarche « Génération partage », qui propose à des étudiants un logement gratuit en échange d'heures de présence aux côtés de résidents. À ce jour, cinquante résidences ont mis en œuvre cette démarche pionnière ;
- S'applique à identifier les signaux de décrochage des résidents (moindre participation aux activités, sorties devenant rares etc.).

- Les cibles et mesures

Cet impact positif n'a pas donné lieu à une fixation de cibles.

3.2.2.2 Protection des systèmes d'information et protection des données

3.2.2.2.1 Impacts, risques et opportunités

Deux risques et un impact négatif ont été identifiés :

- IRO 12 : **Risque** financier lié à une fuite de données concernant les résidents, avec compromission de leur identité numérique et un risque d'image lié à la même cause, se traduisant en termes financiers ; les risques seront traités ensemble ;
- IRO 11 : **Impact négatif** sur la vie privée des résidents en cas de fuite de données les concernant et de compromission de leur identité numérique.

3.2.2.2.2 Démarche et les actions

- Dans le domaine de la cybersécurité

En matière de cybersécurité la démarche d'ÆGIDE-DOMITYS est totalement intégrée dans celle du Groupe, ce qui lui permet de bénéficier de l'expertise de ce dernier. La gouvernance est assurée par la Direction de la sécurité des systèmes d'information au niveau Groupe, à laquelle est rattachée la personne en charge de la sécurité des SI d'ÆGIDE-DOMITYS, et les dispositifs sont élaborés et mis en œuvre également au niveau Groupe.

Opérationnellement il repose sur un système robuste et de fréquentes actions de sensibilisation, en présentiel ou via des modules en e-learning, à destination du personnel ou des résidents. Ainsi les résidents d'Ile de France ont été conviés en 2024 à une sensibilisation en présence de la Gendarmerie nationale. Enfin, trois campagnes de phishing ont été organisées en 2024.

- Dans la protection des données

Si ÆGIDE-DOMITYS a son propre DPO, la protection des données est un sujet défini au niveau du Groupe avec prise en compte des particularités des différentes entités.

Le code de conduite d'ÆGIDE-DOMITYS pose dans son article 3 « Loyauté et respect envers la clientèle » que la protection des données est un des éléments

3. Informations sociales

constitutifs de la confiance accordée par les clients ;
et dans son article 8 « Respect de la réglementation
RGPD », que les salariés doivent respecter l'ensemble
des procédures mises en place pour se conformer audit
règlement.

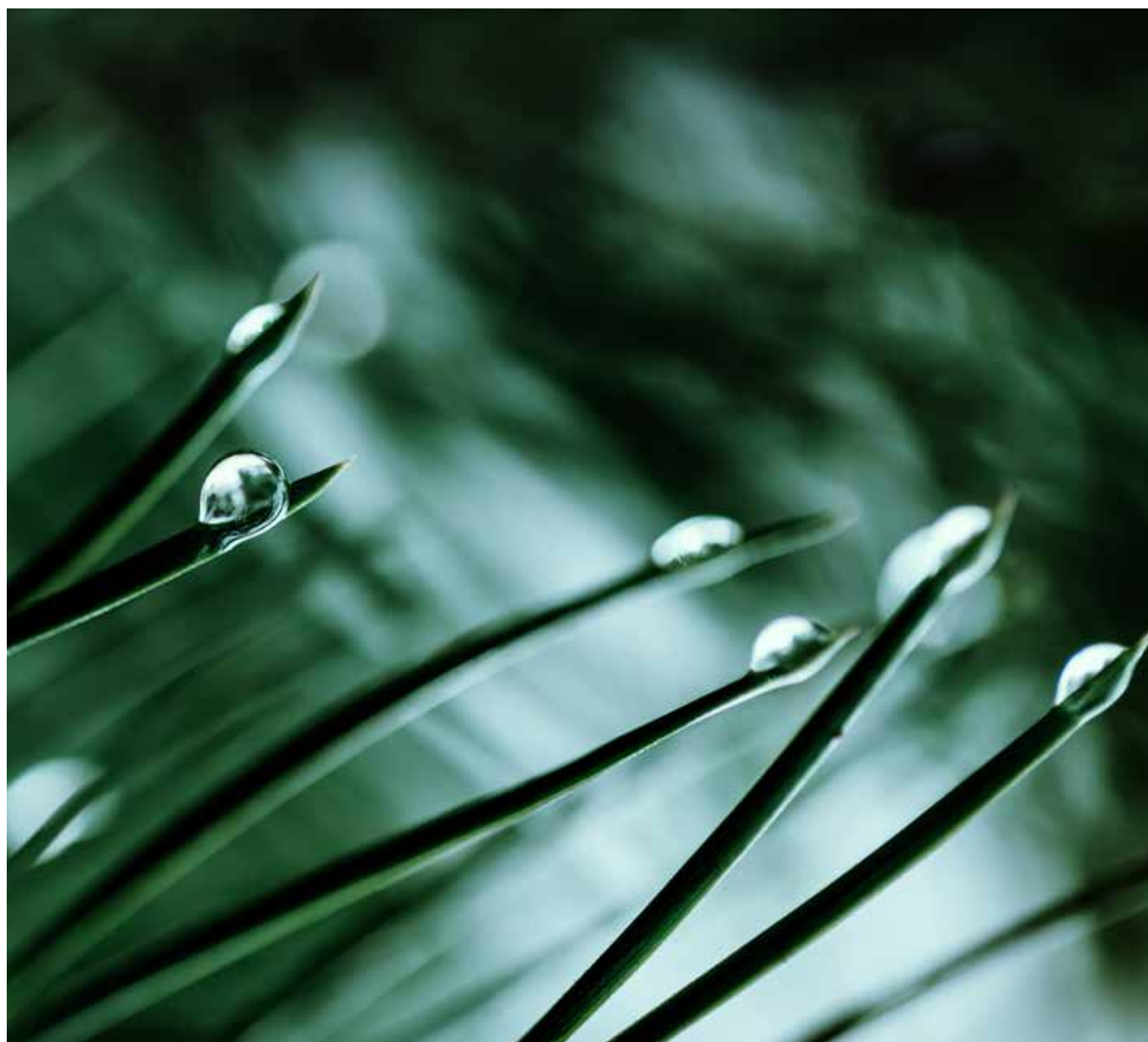
Les informations recueillies auprès des deux catégories
de clients, les investisseurs et les résidents, diffèrent.

Le site internet de l'entreprise les énonce en précisant
la durée de conservation pour chacune.

Il est à noter que l'entreprise ne détient pas de données
concernant la santé des résidents.

3.2.2.2.3 Cibles et mesures

Il n'y a pas de cibles attachées à ces IRO.



4. Informations en matière de gouvernance

4.1	Conduite des affaires (G1)	190
4.1.1	Culture d'entreprise et description des politiques en matière de conduite des affaires	190
4.1.2	Actions engagées	194
4.1.3	Métriques et cibles	194
4.2	Investissements responsables (Entity-Specific)	195
4.2.1	Rappel des impacts, risques et opportunités identifiés	195
4.2.2	Politique d'investissement responsable	195
4.2.3	Actions engagées dans le domaine des investissements responsables	196
4.2.4	Métrique et cible	196

4. Informations en matière de gouvernance

4.1 Conduite des affaires (G1)

4.1.1 Culture d'entreprise et description des politiques en matière de conduite des affaires

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Documents de référence
Activités liées aux assurances de personnes				
Conformité avec les lois et les réglementations	Protection des lanceurs d'alerte Corruption et versement de pots de vin	Protection des lanceurs d'alerte Prévention et détection, y compris les formations	Impact négatif sur les droits de l'homme consécutif à des carences en matière de prévention des crimes et délits financiers ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte	Code de conduite Politique en matière de lutte contre la corruption Dispositif LCB-FT Politique de signalement et de traitement des alertes
Conformité avec les lois et les réglementations	Protection des lanceurs d'alerte Corruption et versement de pots de vin	Protection des lanceurs d'alerte Prévention et détection, y compris les formations	Risques financier (amendes, perte de parts de marché, difficulté d'accès au marché des capitaux), juridique (sanctions civiles ou pénales), réglementaire (intervention des autorités de contrôle) et d'image consécutifs à des carences dans les dispositifs de prévention et de protection des "crimes et délits financiers" ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte	Code de conduite Politique en matière de lutte contre la corruption Dispositif LCB-FT Politique de signalement et de traitement des alertes
Activités liées aux résidences services seniors				
Conformité avec les lois et les réglementations	Protection des lanceurs d'alerte Corruption et versement de pots de vin	Protection des lanceurs d'alerte Prévention et détection, y compris les formations	Impact négatif sur les droits de l'homme consécutif à des carences en matière de prévention des crimes et délits financiers ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte	Code de conduite Politique en matière de lutte contre la corruption Politique de signalement et de traitement des alertes
Conformité avec les lois et les réglementations	Protection des lanceurs d'alerte Corruption et versement de pots de vin	Protection des lanceurs d'alerte Prévention et détection, y compris les formations	Risques financier (amendes, perte de parts de marché, difficulté de financement), juridique (sanctions civiles ou pénales), réglementaire (intervention des autorités de contrôle) et d'image consécutifs à des carences dans les dispositifs de prévention et de protection des "crimes et délits financiers" ainsi qu'en matière de protection des lanceurs d'alerte	Code de conduite Politique en matière de lutte contre la corruption Politique de signalement et de traitement des alertes

Tiers de confiance dans ses métiers relatifs à l'épargne et la retraite, assureur prévoyance et santé, spécialiste du bien vieillir et en contact avec un écosystème riche en parties prenantes diverses et variées, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales attachent de l'importance au « capital confiance » associé aux questions d'éthique des affaires et de conformité avec les lois et réglementations. L'inclusion d'un volet spécifique aux enjeux de conformité dans le plan d'entreprise 23-25 d'AG2R LA MONDIALE, en est une illustration.

La promotion d'une culture éthique des affaires s'appuie sur un cadre de gouvernance robuste qui implique le Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE via les travaux notamment de son comité spécialisé, le Comité des risques, de la conformité et de l'actuariat, la Direction générale, via le Comité probité plus spécifiquement, et une fonction dédiée aux questions d'éthique des affaires et de conformité en relation avec d'autres directions de contrôle et les directions opérationnelles.

Ce cadre comprend également un jeu de documents normatifs, dont le Code de conduite des affaires, clef de voûte du dispositif. Le Code de conduite AG2R LA MONDIALE s'applique directement ou dans des

déclinaisons aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, à l'exclusion de celles qui sont actives dans le domaine des RSS, celles-ci disposant d'un code de conduite préexistant à leur intégration dans le périmètre de SGAM AG2R LA MONDIALE. Par souci de concision, les descriptions ci-après porteront sur le Code de conduite des affaires d'AG2R LA MONDIALE, complétées le cas échéant d'informations identifiant les différences matérielles.

Le Code de conduite des affaires, ses déclinaisons, s'appliquent aux salariés permanents et occasionnels des entités couvertes, quel que soit leur niveau de responsabilité, ainsi qu'à différentes parties prenantes avec lesquelles ils entretiennent des relations d'affaires ; ils fixent les valeurs et les principes qui doivent guider la conduite des affaires et fait référence à plusieurs standards ou initiatives internationales comme le Pacte mondial des Nations unies, ainsi que le cadre de l'agenda 2030 des objectifs de développement durable. Porté au plus haut niveau de la Direction générale comme l'illustre son préambule, sa mise en œuvre est assurée par tous les salariés avec l'accompagnement de la fonction clef de vérification de la conformité. Sa mise à jour s'appuie sur la consultation de plusieurs directions d'AG2R LA MONDIALE

(ex. Direction des ressources humaines, Direction de la responsabilité sociétale de l'entreprise) qui officient en qualité de parties prenantes internes sur les sujets du Code de conduite pour lesquels elles sont mandatées.

Le Code de conduite AG2R LA MONDIALE s'appuie sur 5 principes fondamentaux et 8 principes complémentaires, et aborde plusieurs thématiques promues dans le cadre de la culture d'entreprise et de l'éthique des affaires, à savoir :

- La lutte contre la corruption ;
- La gestion des conflits d'intérêts ;
- La lutte contre la fraude ;
- Les règles en faveur de la concurrence loyale ;
- Les règles en matière de protection de la clientèle ;
- Les règles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Les règles en matière de protection des données à caractère personnel et de respect de la vie privée ;
- La protection de l'environnement ;
- La préservation de la santé et de la sécurité au travail ;
- La diversité et la lutte contre les discriminations ;
- Le respect des droits de l'homme ;
- Les dispositifs de signalement, en ce compris la protection des lanceurs d'alertes.

Le Code de conduite d'ÆGIDE-DOMITYS partage de nombreux thèmes en commun avec celui décrit ci-dessus, sans que n'y soient formalisés certains d'entre eux, comme la protection de l'environnement. Les thèmes non explicitement couverts par la version actuelle du Code de conduite d'ÆGIDE-DOMITYS y seront intégrés ultérieurement dans le cadre de la démarche d'harmonisation des processus relatifs aux questions de conformité entre les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales.

Tous les impacts et risques relatifs à la conduite des affaires identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité sont couverts par le code de conduite. Des politiques écrites et des procédures formalisées applicables par les entités qui y sont assujetties le complètent le cas échéant. C'est notamment le cas de la politique de lutte contre la corruption, de celle en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que celle relative aux signalements et au traitement des alertes, sur lesquelles la présente section de l'état de durabilité revient par la suite.

Afin de faciliter la connaissance et l'appropriation par le plus grand nombre du Code de conduite des affaires, plusieurs dispositions sont prises dans les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. L'énumération des mesures suivantes concernant à titre principal les affiliés directement couverts par Code de conduite des affaires AG2R LA MONDIALE, le déploiement dans les entités qui s'appuient sur leur propre version ou une déclinaison du code pouvant emprunter des pratiques différentes :

- Il est conçu de telle sorte qu'il soit opérationnel pour ses lecteurs. Il est accompagné de mises en situation illustrant concrètement les comportements éthiques à adopter ;
- Il est communiqué à l'ensemble des salariés des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE qui y sont directement assujetties et est remis à chaque nouvel arrivant ;
- Il est également accessible dans une version simplifiée sur le site internet AG2R LA MONDIALE dans une section

dédiée, et dans sa version complète, sur l'intranet du Groupe ;

- Il comprend la liste des contacts référents en cas d'interrogations sur l'interprétation ou leur application, ainsi qu'un recensement des autres documents à consulter ;
- Il est annexé au règlement intérieur des affiliés couverts par celui-ci et son manquement peut donner lieu, s'agissant des salariés concernés, à des sanctions disciplinaires en lien avec les dispositions prévues par ledit règlement ;
- Il est annexé au contrat cadre de plusieurs fournisseurs et d'autres parties prenantes, et son manquement se traduit par des mesures qui peuvent conduire à la terminaison de la relation d'affaires, le cas échéant, dans la mesure où les actes le justifieraient, d'ester en justice ;
- Il est complété par des procédures visant à identifier, signaler et examiner les préoccupations relatives aux comportements illicites ou contraires au code de conduite des affaires, notamment via la politique mentionnée plus haut, relative aux signalements au traitement des alertes. Cette dernière encourage les salariés à signaler des pratiques ou des actions dont il peut être considéré qu'elles constituent effectivement ou potentiellement une violation de la loi ou un manquement aux dispositions du code de conduite des affaires. Cette politique, prise en application de la loi Waseman de 2022 transposant la directive (UE) 2019/1937 sur la protection des lanceurs d'alertes, prévoit notamment un principe d'absence de représailles contre les lanceurs d'alertes de bonne foi ainsi que pour les facilitateurs, tout en mettant à disposition une plateforme de recueil des signalements, sous certaines conditions également ouverte à d'autres parties prenantes, permettant leur traitement rapidement, indépendamment et objectivement. La réception et le traitement des alertes sont entièrement gérés par des avocats, professionnels réglementés indépendants, soumis à des obligations déontologiques et disciplinaires strictes, notamment en matière de confidentialité et de secret professionnel. Ce dispositif est spécifique aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales dont les effectifs sont employés par les GIE AG2R, La Mondiale, et La Mondiale Executive. D'autres mécanismes d'identification de préoccupations relatives à des comportements illicites ou contraires au Code de conduite des affaires sont mis en œuvre lorsque le thème s'y prête (des contrôles comptables par exemple, ou encore des réseaux de correspondants thématiques) ;
- Plusieurs des thématiques couvertes par le Code de conduite font l'objet de formations dédiées (ex. protection des données), générales pour tous les salariés, et à l'aide de modules plus avancés pour certaines populations dont le rôle est plus central dans la diffusion d'une culture par l'exemplarité de l'éthique des affaires, et/ou plus exposées que d'autres à un thème donné comme cela est le cas dans le cadre de la lutte contre la corruption, la gestion des conflits d'intérêts ou encore la lutte contre le blanchiment ;
- Les fonctions les plus exposées au risque de corruption, doivent ainsi obligatoirement suivre plusieurs modules de formation dans le courant de l'année en complément du module général qui concerne l'ensemble des salariés des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE dont les GIE AG2R, La Mondiale, et La Mondiale Executive emploient les effectifs. Ces fonctions qui, au sein de l'entreprise,

4. Informations en matière de gouvernance

sont les plus exposées au risque de corruption et de versement de pots-de-vin, sont définies comme celles qui impliquent des relations directes avec des fournisseurs, des partenaires commerciaux ou des clients, ou qui ont un accès privilégié aux ressources financières de l'entreprise.

4.1.1.1 Politiques en matière de lutte contre la corruption, les pots-de-vin, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Assujettis à la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « Sapin 2 », ou à des réglementations similaires (ex : Luxembourg), les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales déploient des dispositifs de lutte contre la corruption intégrant un ensemble de mécanismes destinés à empêcher et détecter la corruption et les pots-de-vin, ainsi que pour mener des enquêtes et pour réagir aux allégations ou aux cas de corruption/versements de pots-de-vin, en ce compris des programmes différenciés de formations.

La gestion des risques et des impacts liés à la corruption s'appuie sur la politique anticorruption d'AG2R LA MONDIALE, dont la vocation est de s'appliquer à l'ensemble des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et de leurs filiales, le cas échéant après adaptation. Elle constitue –comme souligné supra– une composante du référentiel éthique de la conduite des affaires d'AG2R LA MONDIALE et est une dimension essentielle du référentiel anticorruption d'AG2R LA MONDIALE.

Alignée avec les standards internationaux et les recommandations de la Convention des Nations Unies contre la corruption, cette politique fixe un principe de tolérance zéro à l'égard des actes de corruption et de trafic d'influence, informe les salariés et les autres parties prenantes qui en sont destinataires, des comportements prohibés et les risques associés aux actes de corruption et de pot-de-vin, ainsi que des référents à contacter en cas de doute ou de questions sur ce thème. Elle s'accompagne de formations obligatoires spécifiques pour les fonctions les plus exposées à ces risques au sein des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, et intègre un dispositif de contrôle et de sanctions en cas de non-respect de la politique. Elle est complétée par un ensemble d'autres politiques et procédures reprises par la suite de cet état de durabilité.

La politique anticorruption d'AG2R LA MONDIALE traite de plusieurs questions, parmi lesquelles : les cadeaux et les marques d'hospitalité, les paiements de facilitation, les conflits d'intérêts, les opérations de parrainage et de mécénat, les relations avec les partenaires commerciaux, les prospects et les clients, la représentation d'intérêt, la tenue des livres et des registres, et les voies de signalement des situations contraires à la politique.

Outre la politique anticorruption, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales déploient un ensemble d'autres politiques, procédures et programmes destinés à détecter et empêcher la corruption et les pots-de-vin. Le programme présenté ci-après concerne plus spécifiquement les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE dont les GIE AG2R, La Mondiale, et La Mondiale Executive emploient les effectifs :

- Un processus d'identification des situations à risque au moyen d'une cartographie des risques de corruption et de pots-de-vin qui permet de concevoir et développer des mesures de prévention ciblées ;

- Une politique et des procédures d'évaluation des tiers afin de s'assurer de l'intégrité des tiers avec lesquels les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales nouent des relations d'affaires ;
- Une procédure relative aux cadeaux et divertissements, ainsi qu'à la gestion des conflits d'intérêts ;
- Un dispositif de contrôle permanent dans une logique d'amélioration continue, incluant des contrôles comptables ;
- Des actions de formation aux questions de lutte contre la corruption et de sensibilisation aux comportements à adopter dans les situations du quotidien professionnel. Des formations dédiées à la lutte contre la corruption sont organisées à l'attention de l'ensemble des salariés des GIE AG2R, La Mondiale et La Mondiale Executive, complétées par des modules avancés pour les effectifs identifiés comme relevant des fonctions exposées à un risque de corruption. Des informations complémentaires sur les formations dispensées sont fournies dans les sections relatives aux actions engagées, aux métriques et aux cibles utilisées pour gérer les impacts et les risques identifiés relativement à la corruption dans le cadre de l'analyse de double matérialité ;
- Une politique en matière de recueils des signalements et traitement des alertes qui permet aux salariés et parties intéressées de recourir à différents canaux de signalement, anonymes ou non, et fixe des règles d'instruction garantissant l'impartialité de leur traitement. Ces aspects sont plus amplement décrits dans la section relative à la politique de protection des lanceurs d'alerte, ce sous-thème étant également l'un des impacts, risques et opportunités identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité ;
- Une information régulière des instances dirigeantes et du Comité des risques, de la conformité et de l'actuariat du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE via le rapport d'activité de la fonction conformité qui lui est remis ; celle-ci pouvant être complétée par une information spécifique dans l'hypothèse où les résultats de l'analyse d'un signalement concerneraient l'instance dirigeante.

Actualisée en septembre 2023, après information du Comité Probité, la Politique anticorruption a été présentée au CDG, avant de faire l'objet d'une consultation au CSE d'AG2R ainsi que celui de La Mondiale, puis d'une information au Comité des risques, de la conformité et de l'actuariat du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE.

De la même manière que le Code de conduite précité, la politique anticorruption est communiquée à l'ensemble des parties prenantes concernées, internes et externes, en utilisant une variété de supports et de canaux :

- Annexée au règlement intérieur, ainsi que les politiques qui l'accompagnent, la politique anticorruption est communiquée aux salariés de SGAM AG2R LA MONDIALE lors de ses actualisations et remise à chaque nouveau collaborateur lors de son intégration. Son accessibilité est facilitée par divers moyens de communication, comme des dépliants, des bulletins d'information, un espace dédié sur le site internet des salariés des GIE AG2R, La Mondiale, et La Mondiale Executive des relais sur les réseaux sociaux internes, des rencontres face-à-face ou encore via les représentants du personnel. Tout comme pour le Code de conduite, il y est rappelé les sanctions auxquelles tout contrevenant serait exposé ;
- Transmise à plusieurs des parties prenantes des

affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales (assureurs, délégataires, prestataires, intermédiaires, fournisseurs...), la politique anticorruption leur est également accessible à partir du site internet AG2R LA MONDIALE. En parallèle, sont inclus dans les contrats et conventions avec ces dernières, des clauses spécifiques relatives à la prévention de la corruption précisant les attentes de SGAM AG2R LA MONDIALE en la matière. Enfin, il leur est rappelé le droit de réserve de mettre fin à toute relation contractuelle dès lors qu'une partie prenante contrevient à ses engagements en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence.

Plusieurs des dispositions ci-dessus mentionnées sont également déployées dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de manière proportionnée à l'exposition des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales exerçant des activités d'assurances. Ces derniers se sont dotés d'un dispositif interne afin de prévenir et détecter les opérations de blanchiment, au moyen de procédures lui permettant de mieux connaître leurs clients et de suivre les opérations conclues avec ces derniers. En outre, ces entités procèdent à la déclaration de tout soupçon de telles opérations auprès de TRACFIN.

4.1.1.2 Protection des lanceurs d'alertes : politique de signalement et de traitement des alertes

La protection des lanceurs d'alertes figure – au même titre que la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme – parmi les impacts négatifs et les risques identifiés lors de l'analyse de double matérialité.

La présentation des politiques de signalement et de traitement des alertes des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales complète les exigences de publication fixées dans la norme relative à la conduite des affaires, notamment en ce qui concerne les aspects relatifs aux mesures prises pour protéger d'éventuelles représailles les membres de leur personnel, aux procédures mises en place permettant d'enquêter de manière rapide, indépendante et objective, ainsi que la séparation entre les enquêteurs et la chaîne de gestion concernée par le signalement.

La politique de signalement et de traitement d'AG2R LA MONDIALE concerne les affiliés SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales dont les effectifs sont employés par l'un des GIE employeurs (AG2R, La Mondiale, La Mondiale Executive). ÆGIDE-DOMITYS dispose d'une politique qui lui est propre et dont le processus de recueil et de traitement des signalements est décrit dans son Code de conduite. Par souci de concision, la présentation ci-après concerne la politique de signalement et de traitement d'AG2R LA MONDIALE, complétée le cas échéant d'informations sur les différences matérielles entre les deux dispositifs.

La politique de signalement et de traitement des alertes délimite et contextualise le cadre général et réglementaire, y précise la qualité de lanceur d'alerte et de facilitateur, puis décrit les trois canaux de signalement à disposition des salariés (interne au moyen d'une plateforme de recueil et de traitement sécurisée, externe vers une autorité compétente, divulgation publique), tout en revenant sur les garanties d'intégrité et de confidentialité dont bénéficie le lanceur d'alerte, ainsi que le dispositif de recueil et de traitement des signalements.

Elle est complétée par deux chapitres, l'un concerne la protection des données et l'autre les formations, le suivi et le dispositif de contrôle interne. Plusieurs de ces aspects sont également couverts par le dispositif d'ÆGIDE-DOMITYS sans recouvrir la totalité des points précités.

Le lanceur d'alerte y est défini comme étant une personne physique qui signale ou divulgue sans contrepartie financière directe et de bonne foi : un crime ou un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'engagements internationaux ratifiés ou approuvés par la France, ou d'actes unilatéraux pris sur le fondement de tels engagements, ainsi que d'une violation du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement. S'y ajoute un manquement au Code de conduite des affaires précité et plus largement au corpus de l'éthique des affaires d'AG2R LA MONDIALE. Ces aspects sont également couverts par le dispositif en place pour les activités de promotion et développement, de commercialisation et d'exploitation de RSS.

La politique de signalement et de traitement des alertes d'AG2R LA MONDIALE interdit strictement toute sanction disciplinaire, modification abusive des conditions de travail ou résiliation de contrat, ainsi que toute atteinte à la réputation du lanceur d'alerte, y compris via des canaux publics ou numériques. Dans un souci de protection du lanceur d'alerte, elle rappelle également que les mesures de représailles identifiées comme telles sont nulles et peuvent être sanctionnées par des amendes ou des actions en justice, conformément à l'article 225-1 du Code pénal, ainsi que le cadre dans lequel le lanceur d'alerte bénéficie d'un régime de responsabilité protecteur. Par ailleurs, les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales couvertes par cette politique s'engagent à garantir la confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte, des personnes visées et des informations communiquées. Des mentions similaires figurent dans la procédure mise en place par ÆGIDE-DOMITYS. Enfin, à des fins de protection et d'accessibilité, les salariés – outre le recours aux canaux internes traditionnels – ainsi que plusieurs des parties prenantes des entités de SGAM AG2R LA MONDIALE couvertes par cette politique, ont également accès à la plateforme Ethicorp, un dispositif externalisé de recueil des signalements et de leur traitement (non déployé sur le périmètre d'ÆGIDE-DOMITYS) dont le dispositif permet au lanceur d'alerte de transmettre un signalement au référent Compliance.

La politique de signalement et de traitement des alertes, outre la mise à disposition de la plateforme précitée, comprend une description détaillée de la procédure de traitement de la préoccupation que la partie prenante déclarante souhaite porter connaissance aux affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales couvertes par ladite politique. Elle précise les délais dans lesquels les cas signalés seront traités, la durée maximale pour statuer sur les suites à donner ayant été fixée à 3 mois à compter de la date de l'accusé de réception transmis au lanceur d'alerte. La politique offre également des garanties quant à la séparation entre les enquêteurs et le comité d'enquête, d'une part, et la chaîne de gestion concernée par le signalement, d'autre part. La procédure d'instruction implique le Comité probité, dont la composition est indiquée dans la politique. Si l'une des personnes membres du Comité probité se trouve en conflit d'intérêts avec le cas qui est soumis au

4. Informations en matière de gouvernance

comité, celui-ci se réunit alors en assemblée restreinte. Les points ci-dessus mentionnés (délai de traitement, indépendance des enquêteurs par rapport à la chaîne de gestion concernée) ne figurent pas dans la procédure publiée par ÆGIDE-DOMITYS mais n'en demeurent pas moins suivis dans les principes qui les gouvernent.

Tout comme pour les Codes de conduite précités, ainsi que la politique de lutte contre la corruption, la politique de signalement et de traitement des alertes d'AG2R LA MONDIALE a été présentée au CDG, après information du Comité probité, puis au Comité Social et Économique, après revue de conformité par le responsable de la protection des données, puis transmise pour information au Comité des risques, de la conformité et de l'actuariat du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE. La gouvernance du processus de validation du dispositif d'ÆGIDE-DOMITYS lui est spécifique.

Ces politiques – au même titre que les politiques précitées – sont mises à disposition des publics intéressés au moyen de plusieurs canaux, dont le règlement intérieur des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales pour les effectifs qu'ils emploient.

4.1.2 Actions engagées

La formation est une composante importante des dispositifs anticorruption des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales. Elle est obligatoire dans plusieurs des entités et peut faire l'objet de modules avancés pour les fonctions exposées à ce type de risque. Le programme de formation des GIE AG2R et La Mondiale ainsi que de La Mondiale Europartner est ainsi composé d'un module général obligatoire, qui permet de familiariser le plus grand nombre de salariés avec les risques liés à la corruption, et les comportements à adopter. Les fonctions qui, au sein de ces entités, sont les plus exposées au risque de corruption et de versement de pots-de-vin, doivent suivre un module spécifique intégrant notamment des mises en situation adaptées à leur profil de risque, et pour certaines de ces fonctions, un module relatif aux liens et conflits d'intérêts. Par ailleurs, les personnes habilitées à traiter des signalements ont reçu une formation en 2024 sur plusieurs aspects relevant des missions qui leur sont confiées dans ce cadre.

À l'échelle des affiliés SGAM AG2R LA MONDIALE et de leurs filiales dans lesquelles des fonctions à risque ont été identifiées, le pourcentage desdites fonctions couvertes par une formation est précisé dans le tableau ci-après. Il présente également le pourcentage de la population totale formée.

G1-3_07	Pourcentage de fonctions à risques couvertes par les programmes de formation	Pourcentage de fonctions à risques formées
Assurance de personnes (*)	100 %	93 %
RSS	ND	ND
Total	-	-

(*) Hors VIASANTÉ Mutuelle et La Mondiale Europartner en 2024

Outre les salariés des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales, les administrateurs ont également été sensibilisés et formés une nouvelle fois en 2024 à un ensemble de questions ayant trait à l'éthique, la déontologie et la lutte anti-corruption, dans le cadre du programme de formation permanente mentionné à la section 1.2.2.1 de cet état de durabilité.

Compte tenu de la nature des actions engagées, ou du poids relatif des dépenses qui y sont associées, SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas alloué de CapEx ou d'OpEx spécifiques à celles-ci.

4.1.3 Métriques et cibles

Les affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE et leurs filiales ne font pas l'objet de condamnations ni d'amendes enregistrés dans les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption, de même qu'en ce qui concerne celle relative au blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Ils n'ont pas eu à prendre de mesures pour remédier au non-respect des procédures et des normes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption. Ils ne se sont pas fixés non plus de cibles dans ce domaine sur cette métrique, et n'ont pas identifié à date une métrique pertinente en ce qui concerne la protection des lanceurs d'alerte.

2024	Nombre de condamnations pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption	Montant des amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption
Assurance de personnes	0	0
RSS	0	0
Total	0	0

4.2 Investissements responsables (Entity-Specific)

4.2.1 Rappel des impacts, risques et opportunités identifiés

Enjeux ESG	Sous-thèmes	Sous-sous-thèmes	Impacts, Risques et Opportunités	Document de référence
Activités liées aux assurances de personnes				
Spécifique à l'entité	Spécifique à l'entité	Spécifique à l'entité	Impact négatif sur les droits fondamentaux consécutif à des investissements dans des entreprises / pays controversés sur ce plan	Charte d'investissement responsable
Spécifique à l'entité	Spécifique à l'entité	Spécifique à l'entité	Risque de réputation consécutif à des investissements réalisés dans des entreprises / pays controversés du fait de leurs pratiques sur le plan des droits fondamentaux	Charte d'investissement responsable

Dans le cadre de l'analyse de double matérialité, SGAM AG2R LA MONDIALE a identifié un impact négatif et un risque de réputation qui en découle sur l'aval de la chaîne de valeur, à savoir les investissements gérés en direct qui seraient réalisés dans des entreprises ou des états dont les pratiques en matière des droits fondamentaux seraient controversés. En l'absence de mesure de prévention, et bien que la probabilité soit faible compte tenu de l'univers européenisé des investissements réalisés, et de la proportion importante des entreprises signataires du Pacte mondial dans ses portefeuilles d'investissements, SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas tenu compte de la probabilité dans l'analyse de cet impact négatif, ce qui a conduit à le rendre matériel. Cet impact avéré ou potentiel, de même que sa traduction en risque de réputation, peut survenir sur des horizons tant de court que moyen et long terme.

4.2.2 Politique d'investissement responsable

La politique d'investissement de SGAM AG2R LA MONDIALE s'inscrit dans le cadre des principes et objectifs d'investissement responsable adoptés par l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE en 2016. Cette « charte » précise en son introduction qu'« à l'instar de la Charte du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR), souhaitant contribuer directement et indirectement à la préservation des droits de l'Homme, de l'environnement et du climat, à la promotion d'un modèle de développement démocratique, durable et solidaire », AG2R LA MONDIALE entend développer une démarche d'investissement responsable « au service de l'économie réelle et des Objectifs du Développement Durable ». Pour atteindre cet objectif, sept principes y sont formulés, lesquels doivent être pris en compte et adaptés en fonction des portefeuilles concernés et de leur univers d'investissement :

- Principe n°1 : la recherche de cohérence, notamment avec les engagements pris par AG2R LA MONDIALE, en ce compris SGAM AG2R LA MONDIALE, à l'égard de ses clients et de ceux pris au titre de sa responsabilité sociétale d'entreprise, ou à défaut, les principes du Pacte mondial et les objectifs de développement durable (ODD) ;
- Principe n°2 : une approche globale de la performance et de la sécurité financière structurée autour d'une démarche partagée et déclinée en critères mesurables et pondérés qui fait l'objet de revues régulières. En outre, si la sécurité financière et la recherche de rentabilité constituent des objectifs impératifs de

l'activité d'investissement, elles s'effectuent en prenant en compte simultanément des aspects économiques, financiers, sociaux et environnementaux ;

- Principe n°3 : une nécessaire adaptation aux différents univers d'investissement afin de tenir compte d'une multiplicité de stratégies d'allocations d'actifs qui recouvrent elle-même un large spectre de classes d'actifs, de secteurs, de types d'émetteurs et d'émetteurs privés ou publics. La généralisation d'une démarche d'investissement responsable à tous les univers d'investissement nécessite une méthode et des moyens adaptés ;
- Principe n°4 : une démarche de progrès et d'amélioration continue au moyen d'une relation constante avec les clients, directement ou indirectement, et une participation active aux travaux de place ;
- Principe n°5 : un devoir de veille et de dialogue qui, selon les situations, peut conduire à placer un émetteur sous surveillance ;
- Principe n°6 : une obligation de rendre compte dont SGAM AG2R LA MONDIALE s'acquitte auprès de ses instances, en assemblée, ou par l'intermédiaire de rapports prévus par la réglementation ou publiés à titre volontaire ;
- Principe n°7 : un engagement à promouvoir l'investissement responsable en soutenant des initiatives dans le domaine de la finance responsable.

Ces principes et objectifs d'investissement responsable précisent les objectifs sociétaux de la politique d'investissement. Le volet social rappelle l'attention portée par AG2R LA MONDIALE au comportement des entités dans lesquelles elle investit en matière de droit du travail, d'égalité entre les femmes et les hommes et en matière de respect des droits humains.

Portés par la Direction des investissements et du financement qui rapporte à la Direction investissements, finances, et risques dont le titulaire de la fonction est membre du CDG d'AG2R LA MONDIALE, les principes et objectifs d'investissement responsable sont mis à disposition des parties intéressées, internes et externes, sur le site internet d'AG2R LA MONDIALE. La définition des principes et objectifs a fait l'objet d'un dialogue indirect avec les parties prenantes, en s'inspirant de la charte du FIR, un organisme de place spécialisé dans les questions

4. Informations en matière de gouvernance

de finance responsable et durable qui entretient des relations avec une multiplicité de parties prenantes.

Ces principes et objectifs s'appliquent aux portefeuilles d'investissements gérés en direct ; ils ne concernent donc pas les UC sélectionnées par les partenaires-distributeurs dont les encours sont comptabilisés dans les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE.

4.2.3 Actions engagées dans le domaine des investissements responsables

La mise en œuvre opérationnelle des principes et objectifs d'investissement responsable repose sur une évaluation ESG des émetteurs de titres sur les marchés financiers en adaptant la grille d'analyse au secteur d'activité dans lequel ils opèrent. Ces analyses étaient actualisées tous les 18 mois jusqu'à fin 2024, et le seront désormais tous les 12 mois à compter de 2025.

L'analyse ESG des émetteurs appartenant aux univers d'investissements obligataires et actions des portefeuilles placés sous la responsabilité de la Direction des Investissements et du Financement d'AG2R LA MONDIALE et de sa société de gestion d'actifs s'appuie tant sur des informations publiques disponibles que des données communiquées par les agences d'analyse extra-financière auxquelles AG2R LA MONDIALE est abonnée. Elle prend en compte également les travaux d'organismes de place. Ces données sont traitées en les resituant dans le contexte de l'émetteur (secteur d'activité par exemple), par un outil propriétaire, EthisScreeninG, et restituées sous la forme d'une note ESG. Cette note est par ailleurs susceptible d'être réexaminée par application d'un « malus » à la suite d'une controverse relayée par un média, une ONG, un syndicat... et relative à l'émetteur lui-même, son secteur d'activité ou son écosystème.

Ces informations sont intégrées de manière discrétionnaire par les équipes de gestion et elles sont prises en compte pour les émetteurs sous surveillance (notés BBB et BBB-) en enrichissant l'analyse crédit d'un avis relatif aux enjeux ESG propres à l'émetteur, en particulier sur les controverses dont il fait l'objet, en ce incluses les controverses relatives à des manquements au respect droits fondamentaux.

Outre ces évaluations annuelles et le suivi régulier des controverses, les actions engagées par SGAM AG2R LA MONDIALE empruntent également la voie du dialogue avec les émetteurs. Le thème des droits fondamentaux n'a pas fait l'objet d'une démarche d'engagement auprès des émetteurs en 2024.

Ces actions ne font pas l'objet de CapEx et d'OpEx en particulier.

4.2.4 Métrique et cible

Compte tenu de ce qui précède, notamment de l'eupéanisation majoritaire des émetteurs en portefeuille, ainsi que de la proportion importante de signataires du Pacte mondial dans ses portefeuilles d'investissements, SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas défini une métrique spécifique à date, ni de cibles en regard pour suivre l'efficacité de sa politique.

5. Annexes

5.1	Note méthodologique sur le reporting de données quantitatives	198
5.1.1	Préambule	198
5.1.2	Indicateurs environnementaux	198
5.1.3	Indicateurs sociaux	200
5.1.4	Indicateurs de gouvernance	201
5.2	Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise (IRO-2)	202
5.3	Lexique	235

5. Annexes

5.1 Note méthodologique sur le reporting de données quantitatives

5.1.1 Préambule

Les données concernent l'exercice 2024, c'est-à-dire la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, à l'exception de quelques données pour lesquelles des précisions seront apportées.

Les données quantitatives ont fait l'objet du traitement suivant :

- définition ;
- détermination du périmètre ;
- calcul de la valeur ;
- vérification ;
- consolidation ;
- validation ;
- documentation et conservation.

Une fiche a été établie pour chaque point de donnée.

5.1.1.1 Précisions et limites méthodologiques

Le calendrier d'élaboration de la CSRD et l'obligation d'une parfaite concordance entre la période de l'exercice financier et celle retenue pour le calcul des données, a conduit les responsables du projet à opter pour la production d'une donnée réelle sur une partie de l'année (entre 6 et 10 mois), complétée par une estimation pour la période des mois manquants.

Les entités n'utilisent pas toutes les mêmes outils et ne pratiquent pas les mêmes méthodes de collecte ou de calcul (selon les indicateurs). Afin d'assurer une cohérence au niveau du résultat consolidé, il a été décidé de fixer une méthode unique de définition, de calcul et d'estimation.

5.1.1.2 Consolidation et contrôle interne

Les données sont recueillies au niveau de chaque entité et font l'objet d'une vérification par les contributeurs de chacune d'entre elles.

Dans un deuxième temps, un contrôle de cohérence est effectué au niveau de chaque entité par le responsable du domaine d'activité dont relève la donnée. Ce contrôle de cohérence comprend notamment une comparaison avec les données des exercices précédents (quand celles-ci sont disponibles) ; les écarts jugés significatifs font l'objet d'une analyse.

Les données sont ensuite consolidées au niveau de la Sgam par la Direction de la RSE.

Présentation

Les données sont présentées par entité, ou selon la distinction entre périmètre assurantiel et activité des RSS (qui correspond à ÆGIDE-DOMITYS).

5.1.2 Indicateurs environnementaux

Émissions de gaz à effet de serre (E1-6)

Dans le cadre de la publication de cet état de durabilité, SGAM AG2R LA MONDIALE s'est concentrée sur les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre liées aux activités exercées par ses affiliés, leurs filiales et leurs membres.

Sont présentées dans un premier temps, les émissions de l'activité de SGAM AG2R LA MONDIALE en tant qu'entreprise, puis celles causées par les portefeuilles d'investissements gérés en direct ainsi que dans l'immobilier de placement.

Ces données n'ont pas fait l'objet d'une validation préalable par un organisme indépendant autre que la revue réalisée dans le cadre de cet état de durabilité.

Émissions de gaz à effet de serre de SGAM AG2R LA MONDIALE en tant qu'entreprise

Les émissions calculées dans le cadre de cet état de durabilité sont les suivantes :

- Les émissions du scope 1 comprennent les sources fixes de combustion (telles que le gaz ou le fioul domestique), les sources mobiles de combustion (flotte de véhicules) et les fuites de fluides frigorigènes des établissements d'exploitation des activités d'assurances de personnes, des bureaux administratifs des activités d'habitat senior, ainsi que des parties communes et des locaux de services des RSS sur le territoire français ;
- Les émissions du scope 2 sont constituées de la combustion de carburants pour produire de l'électricité, de la vapeur, du chauffage et de la climatisation achetés et consommés dans les bâtiments de bureaux occupés par les salariés et les prestataires de SGAM AG2R LA MONDIALE ainsi que les parties communes et les locaux de services des RSS ;
- Les émissions du scope 3 se concentrent sur les dépenses d'achats, principale source d'émissions au sein de ce scope, exclusion faite des émissions financées par les portefeuilles d'investissements qui sont traitées plus après dans cette annexe.

Méthodologie

Les principaux postes sont identifiés sur la base des mesures effectuées par le passé qui comprennent les postes d'émissions de la méthode bilan carbone ® régulièrement actualisée par l'Association Bilan Carbone.

Les émissions sont calculées à l'aide du logiciel mis à disposition par l'Association Bilan Carbone sur la base des données brutes recueillies auprès des entités concernées par cet état de durabilité. Ce logiciel permet d'établir une correspondance avec le GHG Protocol.

- Scope 1

Les émissions liées aux sources fixes de combustion incluent les consommations de gaz et de fioul des bâtiments d'exploitation des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE, leurs filiales et leurs membres. Les émissions sont calculées en utilisant la consommation de fioul des groupes électrogènes, ainsi que de gaz pour chauffage, eau chaude sanitaire, respectivement exprimées en litres et m3, puis convertis en kilowattheures (kWh), avant de les multiplier par les facteurs d'émissions de l'ADEME. SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas d'émissions de GES de Scope 1 provenant de systèmes réglementés d'échange de quotas d'émission, ni d'émissions biogéniques provenant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse.

En ce qui concerne les sources mobiles de combustion, à savoir, la flotte automobile, les émissions sont mesurées en utilisant un facteur d'émission par kilomètre et par modèle de véhicule découlant de la norme WLTP (World Harmonized Light-Duty Vehicles Test Procedure) et fourni soit par le constructeur, soit par le loueur.

Les émissions dues aux fuites de fluides frigorigènes sont calculées à partir des mesures des fuites de gaz fournies par les mainteneurs et multipliées par les facteurs d'émissions spécifiques à chaque gaz et sourcées dans la base ADEME.

- Scope 2

Les émissions de GES liées à la consommation d'électricité sont calculées sur la base de la consommation en kWh qui est basée sur deux méthodes différentes :

- une méthode market-based qui reflète les émissions provenant de l'électricité que les entreprises ont délibérément choisie et pour laquelle une certification d'origine peut être utilisée ;
- une méthode location-based qui reflète l'intensité moyenne des émissions des réseaux sur lesquels la consommation d'énergie a lieu (en utilisant principalement des données sur les facteurs d'émission moyens des réseaux).

Pour les autres énergies secondaires (réseaux de chaleur et de froid), la consommation est multipliée par les facteurs d'émission fournis par l'ADEME.

- Scope 3

Outre les émissions financées par les portefeuilles d'investissements qui relèvent du scope 3, lesquelles sont traitées ultérieurement, SGAM AG2R LA MONDIALE a calculé les émissions du poste achats. Les autres catégories n'ont pas été calculées pour cette publication, mais le sont dans le cadre du BEGES quadriennal. C'est sur la base de ce dernier, que le poste des dépenses d'achats a été identifié comme étant le plus émissif et le seul retenu.

Viennent ensuite les déplacements domicile-travail et les immobilisations. Ces postes seront intégrés dans le prochain état de durabilité. La mesure des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements est actualisée sur la base d'une enquête adressée aux salariés tous les quatre ans, le prochain sondage étant programmé au troisième trimestre de l'année 2025.

En ce qui concerne les émissions du Scope 3, la méthodologie ne prend pas en compte les suppressions, les achats, les ventes ou les transferts de crédits de carbone ou de quotas de GES, SGAM AG2R LA MONDIALE n'utilisant pas ces mécanismes ou n'étant pas concernée par le régime ETS.

Les dépenses d'achats sont converties en émissions de gaz à effet de serre selon deux méthodes, les ratios monétaires d'une part, et pour un nombre restreint de familles d'achats, la méthode des facteurs d'émission réels :

- s'agissant de la première, les informations sont issues de la balance des comptes de charges pour laquelle une table de correspondance est établie par familles et sous-familles d'achats afin d'y associer un facteur d'émission correspondant de la base ADEME ;
- en ce qui concerne les facteurs d'émission réels, ils ont été appliqués à quelques familles, à savoir, les achats de papier et carton, et de denrées alimentaires.

Estimation et calcul des émissions de gaz à effet de serre

Les facteurs d'émission utilisés pour la mesure des gaz à effet de serre émis en tant qu'entreprise sont ceux fixés par la base ABC dans sa version V8.10.4.

Pour produire les informations, SGAM AG2R LA MONDIALE a utilisé la dernière donnée disponible à la fin de l'exercice et estimé la période manquante. D'une manière générale, SGAM AG2R LA MONDIALE disposait d'une donnée au 30 septembre ou au 30 octobre et a déterminé une méthode d'estimation pour le dernier trimestre, exception faite pour les sources mobiles de combustion pour

lesquelles la donnée a été estimée sur les six derniers mois de l'année.

Émissions de gaz à effet de serre de SGAM AG2R LA MONDIALE en tant qu'investisseur

Les informations relatives aux émissions de gaz à effet de serre **des actions cotées et des obligations** proviennent de Carbon4. Elles prennent en compte les scope 1, 2 et 3 des émetteurs de titres. Afin d'éviter un double comptage, les émissions induites calculées par Carbon4 au niveau des portefeuilles d'investissements, font l'objet d'un retraitement. Elles sont divisées par 3 pour tenir compte du fait qu'au sein d'une même chaîne de valeur, lorsque plusieurs entreprises interviennent, les émissions sont comptabilisées trois fois. Un second retraitement est effectué au niveau des portefeuilles d'investissements afin de tenir compte du double comptage entre les entreprises et les souverains.

Ces opérations permettent d'obtenir des émissions ajustées pour l'ensemble des portefeuilles d'investissements et de calculer les émissions financées, en divisant les premières par l'EVIC (Entreprise Value Including Cash), puis en rapportant ce ratio d'intensité à la valeur de marché des investissements.

Les données sont exprimées en tonnes d'équivalent CO₂ ou en tonnes d'équivalent CO₂ par million d'euros investi (t.eq.CO₂/m€).

Les émissions liées aux actifs immobiliers couvrent tant la partie propriétaire que locataire. Les émissions comprennent l'équivalent CO₂ des consommations d'énergie produites et achetées destinées au fonctionnement des bâtiments. Est également compris l'équivalent CO₂ des consommations d'énergie des locataires, essentiellement des entreprises compte tenu de la finalité des actifs détenus (immeubles de bureaux, commerces de proximité, pour l'essentiel).

Sans méconnaître le débat de place sur l'allocation des émissions de gaz à effet de serre liées aux actifs immobiliers, SGAM AG2R LA MONDIALE a souhaité conserver l'approche classique qui consiste à comptabiliser ces émissions dans la catégorie 15 du scope 3. Cette option pourra être reconsidérée en fonction de la doctrine.

Estimation et calcul des émissions de gaz à effet de serre

Les données relatives aux investissements ne comprennent pas les UC. Elles ont été arrêtées au 30 septembre et n'ont pas fait l'objet d'une estimation pour le trimestre manquant. Le ratio d'intensité présenté dans cet état est rapporté au produit net estimé et non au produit net au 31 décembre publié dans les états financiers.

Produit net

Le chiffre d'affaires annuel net de la Sgam, incluant une projection pour le dernier trimestre, se compose de deux éléments principaux : les primes d'assurance et les revenus générés par les autres activités de la Sgam. Ces dernières sont principalement constituées des revenus issus des activités de RSS et de la société de gestion d'actifs.

5. Annexes

5.1.3 Indicateurs sociaux

5.1.3.1 Détail des indicateurs

Effectifs salariés (S1-6)

Le périmètre retenu comprend le GIE AG2R, l'UES La Mondiale, le GIE La Mondiale Executive, La Mondiale Europartner, VIASANTÉ Mutuelle ainsi qu'ÆGIDE-DOMITYS, les non-salariés font l'objet d'un paragraphe spécial mais ne sont pas pris en compte dans les autres thématiques.

Les entités de ce périmètre n'utilisent pas un outil commun. La collecte des données a été effectuée par chaque entité.

Un contrôle des données a été mis en place, il est décrit dans le préambule.

Une méthode d'estimation a été fixée au lancement du projet d'établissement du présent rapport, le principe est le suivant : pour chaque indicateur une donnée réelle au 30 septembre est fournie, une estimation la complète sur le quatrième trimestre. Quelques exceptions ont été faites, elles sont signalées dans cette notice.

Pour les indicateurs qui sont légalement définis (taux d'accidents du travail, turn-over, handicap etc.), la Sgam et ses entités se sont conformées aux textes et aux méthodes qu'ils énoncent.

L'ensemble de la partie S1 a fait l'objet d'une relecture par la Directrice des Ressources humaines Groupe.

L'effectif comptabilisé comprend les salariés bénéficiant d'un contrat de travail, à durée indéterminée ou déterminée, permanent ou à temps partiel, mais hors stagiaires et intervenants extérieurs.

Les effectifs au 31 décembre 2024 ont été estimés en considérant que le nombre des salariés recensés au 30 septembre serait stable jusqu'au 31 décembre, les arrivées et les départs s'annulant, sauf pour ÆGIDE-DOMITYS qui a fourni les données réelles au 31 décembre.

Dans les deux scénarios il s'agit de l'effectif à date et non des ETP.

Non-salariés (S1-7)

Il s'agit du nombre d'intérimaires et du nombre de personnes qui dépendent d'entreprises de services, la majorité exerce des fonctions de consultant ou informatiques.

Points d'attention : ont été recensés les badges affectés à des personnes correspondant à la définition du non-salarié ; il s'agit de badges actifs, qui correspondent à des travailleurs présents au 31 décembre et non à des travailleurs ayant effectué une mission qui s'est achevée avant cette date.

Négociations collectives (S1-8)

Tous les salariés sont couverts par des conventions collectives. Un accord collectif est appliqué à tous les travailleurs.

Les accords collectifs sont à durée déterminée ou indéterminée. Des négociations thématiques ont lieu chaque année.

L'ensemble des conventions et accords collectifs sont publiés, les premières sur le site de Légifrance (pas uniquement), les seconds sur le site intranet de chaque entité avec des modalités d'accès spécifiques pour les bénéficiaires des accords.

L'inclusion (S1-9)

Concernant la part des femmes dans l'encadrement supérieur, en absence de précisions dans le texte réglementaire sur la définition de cette notion, la Sgam a présenté sa propre définition.

L'encadrement supérieur correspond aux instances du CDG et du Comex, qui sont transverses à SGAM AG2R LA MONDIALE.

Handicap (S1-12)

Le taux d'emploi direct est une notion qui n'est pas homogène au niveau des pays dans lesquels SGAM AG2R LA MONDIALE est présente :

- En France : toutes les entreprises qui emploient au minimum 20 salariés, sont soumises à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) dans une proportion d'au moins 6 % de leur effectif.
- L'entreprise calcule son taux d'emploi à partir d'éléments transmis par l'URSSAF, la production de la donnée dépend donc du calendrier de transmission de cet organisme qui débute au 15 mars, une estimation s'avère nécessaire. Comme pour l'effectif total il a été considéré qu'une estimation n'avait pas lieu d'être pour la période manquante (quatrième trimestre), l'hypothèse retenue est la stabilité de cet effectif.
- Au Luxembourg : il n'y a pas d'obligation d'emploi au bénéfice des personnes handicapées.

Formation (S1-13)

Les catégories de formation prises en compte sont les suivantes : formations en présentiel, formations à distance interactives, e-learning.

Le recensement des heures de formation a permis de bénéficier des données réelles jusqu'au 23 octobre. Sur cette période sont prises en compte les heures de formation dûment justifiées.

Principe d'estimation retenu : comptabiliser les heures de formation programmées sur la période manquante. Le résultat sera légèrement surestimé car il ne tient pas compte des absences et désistements.

- Évaluation des performances

Sont concernés les salariés à l'exception des CDD, des salariés et alternants embauchés au cours de l'année,

Point d'attention et méthode d'estimation : les entretiens annuels correspondant à un exercice, sont de deux natures, d'évaluation et professionnels, ils sont réalisés au cours du dernier trimestre de l'exercice N et se terminent au mois de février de l'exercice N+1. Ont été retenus les entretiens réalisés au cours de l'année 2024, lesquels ont concernés 2 exercices partiels (2023 et 2024).

Santé et sécurité (S1-14)

Pour mémoire il est ici rappelé que les événements touchant les travailleurs non-salariés de la Sgam ne sont pas pris en compte dans le calcul des indicateurs, ils le sont dans les indicateurs de leurs employeurs respectifs.

- Système de gestion de santé

Le taux de couverture des salariés en santé et prévoyance est de 100 % au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE, aucune estimation n'est nécessaire pour cet indicateur.

- Décès

La donnée concernant le nombre de décès dus à des accidents et maladies professionnels est extraite d'un outil, où la collecte se réalise de manière automatique.

- Accidents du travail

La donnée concernant le nombre et le taux d'accidents du travail comptabilisables est extraite d'un outil, où la collecte se réalise de manière automatique. Les accidents de trajet ne sont pas intégrés

Pour les deux GIE, VIASANTÉ Mutuelle et La Mondiale Europartner la donnée réelle est fournie au 30 septembre, une méthode d'estimation a été appliquée sur le quatrième trimestre par application d'une moyenne mensuelle déduite des trois premiers.

Pour ÆGIDE-DOMITYS la donnée réelle a pu être fournie au 31 décembre.

- Maladies professionnelles

Hypothèse d'estimation retenue : le nombre de maladies professionnelles étant très faible il n'a pas été jugé pertinent sur le périmètre de procéder à une estimation sur le quatrième trimestre.

- Jours perdus

La donnée concernant le nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail, de problèmes de santé liés au travail, en raison de décès dus à des accidents du travail, ou dus à des problèmes de santé, est extraite d'outils RH, où la collecte se réalise de manière automatique.

L'estimation a été faite à partir de la moyenne mensuelle des neuf premiers mois de l'année appliquée au trimestre manquant.

Vie professionnelle et privée (S1-15)

La donnée concernant le pourcentage des salariés ayant droit à des congés familiaux (a) et ceux en ayant pris (b), est extraite d'un outil où la collecte se réalise de manière automatique. Les congés pris en considération sont les congés maternité, paternité, parental et les congés pour les aidants.

Pour le calcul du pourcentage de salariés ainsi concernés ayant pris un tel congé, avec une ventilation par sexe, seule la donnée réelle a été considérée (au 30 septembre), une estimation ayant été jugée aléatoire.

Rémunération (S1-16)

Point d'attention les indicateurs ont été calculés sur l'exercice 2023 et non 2024, hormis la rémunération la plus haute qui est basée sur l'année 2024.

Le ratio d'équité médian et moyen sur le périmètre GIE AG2R + UES La Mondiale pour les CDI hors contrats suspendus est calculé comme suit :

Salaire fixe annuel brut avec ancienneté, en équivalent temps plein + part variable perçue + éventuelle prime exceptionnelle perçue par le salarié le mieux rémunéré / moyenne de salaires fixes annuels bruts avec ancienneté en équivalent temps plein + variables perçus + primes exceptionnelles perçues par les autres salariés.

Droits de l'Homme (S1-17)

- Harcèlement moral et sexuel

Nombre d'incidents : il y a deux sources, en interne avec un service dédié relevant de la Direction du

développement social, et Ethicorp qui est un cabinet d'avocats, donc une source externe.

Le nombre d'incidents est très faible, rendant aléatoire le recours à une estimation, le nombre réel constaté au 30 septembre n'a pas été modifié.

Nombre de plaintes déposées : aucune

Montant total des amendes : la Sgam n'a eu aucune amende à verser à ce titre. Aucune méthode d'estimation n'a été mise en place.

5.1.4 Indicateurs de gouvernance

Prévention de la corruption (G1-3)

La formation liée à la corruption concerne deux modules :

1. Formation destinée à tous les effectifs
2. Formation visant la population exposée/cible

Seul le module 2 est pris en compte dans le cadre du reporting de la donnée. Ce module a été lancé pour la première fois début octobre 2024 par AG2R LA MONDIALE et il est en cours de déploiement dans les entités.

Afin de répondre aux exigences de la norme, deux critères sont retenus :

1. La population cible au sein d'une entité doit être définie de manière claire ;
2. Un module spécifique de formation doit être suivi obligatoirement par la population cible.

Si l'un de ces deux critères n'est pas respecté, alors la donnée n'est pas prise en compte pour l'exercice en cours.

Tenant compte des ambiguïtés de la norme, on considère le mot « couverture » comme toute personne concernée par un programme de formation spécifique (on ne tient pas compte si cette formation a été complétée ou pas pour la période retenue).

Total de fonctions à risque couvertes par des programmes de formation sur le total de fonctions à risques

Nombre de collaborateurs actifs et présents au 31 décembre de l'année N, définis comme cible exposée par la conformité (moins les collaborateurs ayant été absents au moins 95 % de l'année N en nombre de jours calendaires) ayant réalisés la session de formation / le nombre total de collaborateurs actifs et présents au 31 décembre de l'année N, définis comme cible exposée par la conformité (moins les collaborateurs ayant été absents au moins 95 % de l'année N en nombre de jours calendaires) = Taux de formation

5. Annexes

5.2 Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise (IRO-2)

Le présent appendice fait partie intégrante d'ESRS2.

Le tableau qui suit présente les points de données, visés dans l'ESRS2 et l'ESRS thématique, qui découlent d'autres actes législatifs de l'Union. Il est présenté dans cet état de durabilité à titre de conformité avec l'ESRS 2, SGAM AG2R LA MONDIALE, cette dernière n'étant pas assujettie à ces différentes réglementations à son niveau.

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS 2 GOV-1 Mixité au sein des organes de gouvernance Paragraphe 21, point d)	Indicateur no 13, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission (5)		
ESRS 2 GOV-1 Pourcentage d'administrateurs indépendants Paragraphe 21, point e)			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		
ESRS 2 GOV-4 Déclaration sur la vigilance raisonnable Paragraphe 30	Indicateur no 10, tableau 3, annexe I				
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées aux combustibles fossiles Paragraphe 40, point d) i)	Indicateur no 4, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission (6), tableau 1 : Informations qualitatives sur le risque environnemental et tableau 2 : Informations qualitatives sur le risque social	Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la fabrication de produits chimiques Paragraphe 40, point d) ii)	Indicateur no 9, tableau 2, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à des armes controversées Paragraphe 40, point d) iii)	Indicateur no 14, tableau 1, annexe I		Article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818(7), annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la culture et à la production de tabac Paragraphe 40, point d) iv)			Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II.		
ESRS E1-1 Plan de transition pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 Paragraphe 14				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	
ESRS E1-1 Entreprises exclues des indices de référence « accord de Paris » Paragraphe 16, point g)		Article 449 bis Règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 1 : Portefeuille bancaire — Risque de transition lié au changement climatique: Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 12, paragraphe 1, points d) à g), et article 12, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS E1-4 Cibles de réduction des émissions de GES Paragraphe 34	Indicateur no 4, tableau 2, annexe I	Article 449 bis Règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 3 : Portefeuille bancaire — Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement	Article 6 du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS E1-5 Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles ventilée par source d'énergie (uniquement les secteurs ayant un fort impact sur le climat) Paragraphe 38	Indicateur no 5, tableau 1, et indicateur no 5, tableau 2, annexe I				

5. Annexes

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS E1-5 Consommation d'énergie et mix énergétique Paragraphe 37	Indicateur no 5, tableau 1, annexe I				
ESRS E1-5 Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique Paragraphe 40 à 43	Indicateur no 6, tableau 1, annexe I				
ESRS E1-6 Émissions brutes de GES des scopes 1, 2 ou 3 et émissions totales de GES Paragraphe 44	Indicateurs no 1 et no 2, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 1 : Portefeuille bancaire — Risque de transition lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 5, paragraphe 1, article 6 et article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS E1-6 Intensité des émissions de GES brutes Paragraphe 53 à 55	Indicateur no 3, tableau 1, annexe I	article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, modèle 3 : Portefeuille bancaire — Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement	Article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS E1-7 Absorptions de GES et crédits carbone Paragraphe 56				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	
ESRS E1-9 Exposition du portefeuille de l'indice de référence à des risques physiques liés au climat Paragraphe 66			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1818, Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
<p>ESRS E1-9 Désagrégation des montants monétaires par risque physique aigu et chronique paragraphe 66, point a) ESRS E1-9 Localisation des actifs importants exposés à un risque physique matériel</p> <p>Paragraphe 66, point c)</p>		<p>Article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, paragraphes 46 et 47, modèle 5 : Portefeuille bancaire – Risque physique lié au changement climatique : expositions soumises à un risque physique.</p>			
<p>ESRS E1-9 Ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique</p> <p>Paragraphe 67, point c)</p>		<p>Article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013, règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, paragraphe 34, modèle 2 : Portefeuille bancaire – Risque de transition lié au changement climatique : Prêts garantis par des biens immobiliers – Efficacité énergétique des sûretés</p>			
<p>ESRS E1-9 Degré d'exposition du portefeuille aux opportunités liées au climat</p> <p>Paragraphe 69</p>			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission		
<p>ESRS E2-4 Quantité de chaque polluant énuméré dans l'annexe II du règlement E-PRTR (registre européen des rejets et des transferts de polluants) rejetés dans l'air, l'eau et le sol,</p> <p>Paragraphe 28</p>	Indicateur no 8, tableau 1, annexe I; indicateur no 2, tableau 2, annexe I, indicateur no 1, tableau 2, annexe I; indicateur no 3, tableau 2, annexe I				
<p>ESRS E3-1 Ressources hydriques et marines,</p> <p>Paragraphe 9</p>	Indicateur no 7, tableau 2, annexe I				

5. Annexes

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS E3-1 Politique en la matière Paragraphe 13	Indicateur no 8, tableau 2, annexe I				
ESRS E3-1 Pratiques durables en ce qui concerne les océans et les mers Paragraphe 14	Indicateur no 12, tableau 2, annexe I				
ESRS E3-4 Pourcentage total d'eau recyclée et réutilisée Paragraphe 28, point c)	Indicateur no 6.2, tableau 2, annexe I				
ESRS E3-4 Consommation d'eau totale en m3 par rapport au chiffre d'affaires généré par les propres activités de l'entreprise Paragraphe 29	Indicateur no 6.1, tableau 2, annexe I				
ESRS 2- SBM 3 - E4 Paragraphe 16, point a) i	Indicateur no 7, tableau 1, annexe I				
ESRS 2- SBM 3 - E4 Paragraphe 16, point b)	Indicateur no 10, tableau 2, annexe I				
ESRS 2- SBM 3 - E4 Paragraphe 16, point c)	Indicateur no 14, tableau 2, annexe I				
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques foncières/ agricoles durables Paragraphe 24, point b)	Indicateur no 11, tableau 2, annexe I				
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques durables en ce qui concerne les océans/mers Paragraphe 24, point c)	Indicateur no 12, tableau 2, annexe I				

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS E4-2 Politiques de lutte contre la déforestation Paragraphe 24, point d)	Indicateur no 15, tableau 2, annexe I				
ESRS E5-5 Déchets non recyclés paragraphe 37, point d)	Indicateur no 13, tableau 2, annexe I				
ESRS E5-5 Déchets dangereux et déchets radioactifs Paragraphe 39	Indicateur no 9, tableau 1, annexe I				
ESRS 2- SBM3 – S1 Risque de travail forcé Paragraphe 14, point f)	Indicateur no 13, tableau 3, annexe I				
ESRS 2- SBM3 – S1 Risque d'exploitation d'enfants par le travail Paragraphe 14, point g)	Indicateur no 12, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-1 Engagements à mener une politique en matière des droits de l'homme Paragraphe 20	Indicateur no 9, tableau 3, et indicateur no 11, tableau 1, annexe I				
ESRS S1-1 Politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail, Paragraphe 21			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		
ESRS S1-1 Processus et mesures de prévention de la traite des êtres humains Paragraphe 22	Indicateur no 11, tableau 3, annexe I Indicateur no 11, tableau 3, annexe I				

5. Annexes

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS S1-1 Politique de prévention ou système de gestion des accidents du travail Paragraphe 23	Indicateur no 1, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-3 Mécanismes de traitement des différends ou des plaintes Paragraphe 32, point c)	Indicateur no 5, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-14 Nombre de décès et nombre et taux d'accidents liés au travail Paragraphe 88, points b) et c)	Indicateur no 2, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		
ESRS S1-14 Nombre de jours perdus pour cause de blessures, d'accidents, de décès ou de maladies Paragraphe 88, point e)	Indicateur no 3, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-16 Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé Paragraphe 97, point a)	Indicateur no 12, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		
ESRS S1-16 Ratio de rémunération excessif du directeur général Paragraphe 97, point b)	Indicateur no 8, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-17 Cas de discrimination Paragraphe 103, point a)	Indicateur no 7, tableau 3, annexe I				
ESRS S1-17 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 104, point a)	Indicateur no 10, tableau 1, et indicateur no 14, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS 2- SBM3 – S2 Risque important d'exploitation d'enfants par le travail ou de travail forcé dans la chaîne de valeur Paragraphe 11, point b)	Indicateurs no 12 et no 13, Tableau 3, annexe I				
ESRS S2-1 Engagements à mener une politique en matière des droits de l'homme Paragraphe 17	Indicateur no 9, tableau 3, et indicateur no 11, tableau 1, annexe I				
ESRS S2-1 Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur Paragraphe 18	Indicateurs no 11 et no 4, tableau 3, annexe I				
ESRS S2-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 19	Indicateur no 10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS S2-1 Politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail, Paragraphe 19			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		
ESRS S2-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme* liés à la chaîne de valeur en amont ou en aval Paragraphe 36	Indicateur no 14, tableau 3, annexe I				

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS S3-1 Engagements à mener une politique en matière de droits de l'homme Paragraphe 16	Indicateur no 9, tableau 3, annexe I, et indicateur no 11, tableau 1, annexe I ESRS S3-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, des principes de l'OIT ou des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 17 Indicateur no				
ESRS S3-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, des principes de l'OIT ou des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 17	Indicateur no 10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS S3-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme Paragraphe 36	Indicateur no 14, tableau 3, annexe I				
ESRS S4-1 Politiques relatives aux consommateurs et aux utilisateurs finaux Paragraphe 16	Indicateur no 9, tableau 3, et indicateur no 11, tableau 1, annexe I				
ESRS S4-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 17	Indicateur no 10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818		
ESRS S4-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme Paragraphe 35	Indicateur no 14, tableau 3, annexe I				

5. Annexes

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence SFDR (1)	Référence pilier 3 (2)	Référence règlement sur les indices de référence (3)	UE Loi européenne sur le climat (4)	Emplacement dans l'état de durabilité
ESRS G1-1 Convention des Nations unies contre la corruption Paragraphe 10, point b)	Indicateur no 15, tableau 3, annexe I				
ESRS G1-1 Protection des lanceurs d'alerte Paragraphe 10, point d)	Indicateur no 6, tableau 3, annexe I				
ESRS G1-4 Amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption Paragraphe 24, point a)	Indicateur no 17, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		
ESRS G1-4 Normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption Paragraphe 24, point b)	Indicateur no 16, tableau 3, annexe I				

(1) Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).

(2) Règlement (UE) no 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) no 648/2012 (règlement sur les exigences de fonds propres ou règlement « CRR ») (JO L 176 du 27.6.2013, p. 1).

(3) Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) no 596/2014 (JO L 171 du 29.6.2016, p. 1).

(4) Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) no 401/2009 et (UE) 2018/1999 (« loi européenne sur le climat ») (JO L 243 du 9.7.2021, p. 1).

(5) Règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'explication, dans la déclaration d'indice de référence, de la manière dont les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont pris en compte dans chaque indice de référence fourni et publié (JO L 406 du 3.12.2020, p. 1).

(6) Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission du 30 novembre 2022 modifiant les normes techniques d'exécution définies dans le règlement d'exécution (UE) 2021/637 en ce qui concerne la publication d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (JO L 324 du 19.12.2022, p. 1).

(7) Règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil par des normes minimales pour les indices de référence « transition climatique » de l'Union et les indices de référence « accord de Paris » de l'Union (JO L 406 du 3.12.2020, p. 17).

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance

DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
ESRS2 – Informations générales					
BP-1	Base générale d'établissement des déclarations relatives à la durabilité	BP-1_01	L'entreprise publie le mode d'établissement de la déclaration relative à la durabilité, consolidé ou individuel	Semi-narratif	1.7
		BP-1_02	L'entreprise publie pour les déclarations relatives à la durabilité consolidées une confirmation que le périmètre de consolidation est le même que pour les états financiers ou, le cas échéant, une déclaration indiquant que l'entreprise déclarante n'est pas tenue d'établir des états financiers ou qu'elle prépare une information consolidée en matière de durabilité conformément à l'article 48 de la directive 2013/34/UE	Narratif	1.7
		BP-1_03	L'entreprise publie pour les déclarations relatives à la durabilité consolidées, le cas échéant, l'indication des filiales incluses dans la consolidation qui sont exemptées de l'obligation d'information individuelle ou consolidée en matière de durabilité en vertu, respectivement, de l'article 19 bis, paragraphe 9, ou de l'article 29 bis, paragraphe 8, de la directive 2013/34/UE	Narratif	1.7
		BP-1_04	L'entreprise publie pour les déclarations relatives à la durabilité consolidées la mesure dans laquelle la déclaration relative à la durabilité couvre la chaîne de valeur en amont et en aval de l'entreprise (voir ESRS 1, section 5.1 Entreprise déclarante et chaîne de valeur)	Narratif	1.7
		BP-1_05	L'entreprise publie pour les déclarations relatives à la durabilité consolidées si elle a fait usage de l'option qui lui permet d'omettre une information particulière relative à la propriété intellectuelle, au savoir-faire ou aux résultats d'innovations (voir ESRS 1, section 7.7 Informations classifiées et sensibles, et informations sur la propriété intellectuelle, le savoir-faire ou les résultats d'innovations)	Semi-narratif	1.7
		BP-1_06	L'entreprise publie pour les déclarations relatives à la durabilité consolidées pour les entreprises situées dans un État membre de l'Union qui prévoit une exemption de publication d'informations portant sur des évolutions imminentes ou des affaires en cours de négociation, conformément à l'article 19 bis, paragraphe 3, et à l'article 29 bis, paragraphe 3, de la directive 2013/34/UE, si l'entreprise a fait usage de cette exemption	Semi-narratif	1.7

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
BP-2	Publication d'informations relatives à des circonstances particulières	BP-2_01	Ses définitions des horizons temporels à moyen ou long terme	Narratif	1.7.1
		BP-2_02	Les raisons pour lesquelles elle applique ces définitions	Narratif	1.7.1
		BP-2_03	Définit les métriques	Narratif	1.7.2
		BP-2_04	Décrit la base d'établissement	Narratif	1.7.2
		BP-2_05	Décrit le niveau d'exactitude qui en résulte	Narratif	1.7.2
		BP-2_06	Le cas échéant, décrit les actions prévues pour améliorer l'exactitude à l'avenir	Narratif	1.7.2
		BP-2_07	L'entreprise identifie, parmi les métriques quantitatives et les montants monétaires qu'elle a communiqués, ceux faisant l'objet d'un niveau élevé d'incertitude de mesure	Narratif/numérique	1.7.3
		BP-2_08	L'entreprise pour chaque métrique quantitative et montant monétaire identifié, publie les informations concernant les sources de l'incertitude de mesure (par exemple, la dépendance du montant à l'égard du résultat d'un événement futur, d'une technique de mesure ou de la disponibilité et de la qualité des données de la chaîne de valeur en amont et/ou en aval de l'entité)	Narratif	1.7.3
		BP-2_09	L'entreprise, pour chaque métrique quantitative et montant monétaire identifié, indique les hypothèses, les approximations et les jugements que l'entité a faits pour le mesurer	Narratif	1.7.3
		BP-2_10	Détaille les changements et les motive, notamment en expliquant en quoi la métrique remplacée apporte des informations plus utiles	Narratif	1.7.4
		BP-2_11	Fournit des chiffres comparatifs révisés, à moins que ce ne soit impraticable. Lorsqu'il est impossible d'ajuster les informations comparatives relatives à une ou plusieurs périodes antérieures, l'entreprise le fait savoir	Semi-narratif	1.7.4
		BP-2_12	Indique la différence entre le chiffre déclaré au cours de la période précédente et le chiffre comparatif révisé	Entier	1.7.4
		BP-2_16	Lorsque l'entreprise fait figurer dans sa déclaration relative à la durabilité des informations issues d'autres actes législatifs imposant à l'entreprise de publier des informations en matière de durabilité, ou de normes et cadres d'information en matière de durabilité généralement acceptés), en plus des informations prescrites par l'ESRS, elle le signale.	Narratif	1.7.5
		BP-2_17	En cas d'application partielle d'autres normes et cadres d'information, l'entreprise ajoute une référence précise aux paragraphes de la norme ou du cadre appliqué.	Narratif	1.7.5
		BP-2_18	L'entreprise peut indiquer si elle s'appuie sur des normes européennes approuvées par le système européen de normalisation (normes ISO/CEI ou CEN/CENELEC).	Semi-narratif	1.7.5
		BP-2_19	L'entreprise peut indiquer la mesure dans laquelle les données et les processus utilisés à des fins d'information en matière de durabilité ont été vérifiés par un vérificateur externe et jugés conformes à la norme ISO/CEI ou CEN/CENELEC correspondante.	Narratif	1.7.5
		BP-2_20	Lorsque l'entreprise incorpore des informations par référence, elle publie une liste des exigences de publication de l'ESRS, ou des points de données spécifiques prescrits par une exigence de publication, qui ont été incorporés par référence	Narratif	1.7.6

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
GOV-1	Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	GOV-1_01	Le nombre de membres exécutifs	Entier	1.3.1.1
		GOV-1_02	Le nombre de membres non exécutifs	Entier	1.3.1.1
		GOV-1_03	Représentation des salariés et des autres travailleurs	Narratif	1.3.1.1
		GOV-1_04	L'expérience acquise qui présente un intérêt pour les secteurs, les produits et la situation géographique de l'entreprise	Narratif	1.3.1.1
		GOV-1_05	Le pourcentage par genre	Pourcentage	1.3.1.1
		GOV-1_06	Le pourcentage par genre. La mixité au sein du conseil d'administration est représentée par un ratio femmes/hommes moyen	Pourcentage	1.3.1.1
		GOV-1_07	Autres aspects de la diversité dont tient compte l'entreprise.	Pourcentage	1.3.1.1
		GOV-1_08	Le pourcentage d'administrateurs indépendants	Narratif	1.3.1.1
		GOV-1_09	La manière dont les responsabilités de chaque organe ou de chaque personne en matière d'incidences, de risques et d'opportunités ressortent dans les mandats de l'entreprise, les missions du conseil d'administration et les autres politiques en la matière	Narratif	1.3.1.1
		GOV-1_10	La description du rôle de la direction dans les processus, contrôles et procédures en matière de gouvernance utilisés pour contrôler, gérer et surveiller les incidences, risques et opportunités, en précisant	Narratif	1.3.1.2
		GOV-1_11	Si ce rôle est délégué à un poste ou à un comité spécifique au niveau de la direction et la manière dont la compétence de surveillance est exercée sur ce poste ou ce comité	Narratif	1.3.1.2
		GOV-1_12	Les informations concernant la hiérarchie de communication aux organes d'administration, de direction et de surveillance	Narratif	1.3.1.2
		GOV-1_13	Si des contrôles et procédures spéciaux sont appliqués pour la gestion des incidences, risques et opportunités et, si oui, la façon dont ces contrôles et procédures sont intégrés dans les autres fonctions internes	Narratif	1.3.1.2
		GOV-1_14	La manière dont les organes d'administration, de direction et de surveillance et les cadres supérieurs au sein de la direction surveillent la détermination des cibles liées aux incidences, risques et opportunités importants, et comment ils suivent la progression vers leur réalisation	Narratif	1.3.1.2
		GOV-1_15	Les informations publiées doivent inclure une description de la manière dont les organes d'administration, de direction et de surveillance déterminent si les compétences et l'expertise disponibles sont appropriées ou seront développées pour surveiller les questions de durabilité, notamment :	Narratif	1.3.2
		GOV-1_16	L'expertise en matière de durabilité que les organes, dans leur ensemble, possèdent directement ou peuvent acquérir, par exemple par l'intermédiaire d'experts ou de formations	Narratif	1.3.2
		GOV-1_17	Le lien entre ces compétences et cette expertise, d'une part, et les incidences, risques et opportunités importants de l'entreprise, d'autre part	Narratif	1.3.2
GOV-2	Informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance	GOV-2_03	L'entreprise publie une liste des incidences, risques et opportunités importants traités par les organes d'administration, de direction et de surveillance, ou leurs comités compétents, au cours de la période de référence	Narratif	1.3.3

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
GOV-3	Intégration des résultats en matière de durabilité dans les systèmes d'incitation	GOV-3_01	L'entreprise publie les informations suivantes sur les systèmes d'incitation et les politiques de rémunération en lien avec les questions de durabilité proposés aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise, lorsqu'ils existent	Semi-narratif	1.3.4.1
		GOV-3_02	Une description des principales caractéristiques des systèmes d'incitation	Narratif	1.3.4.2
		GOV-3_03	Si les résultats sont évalués par rapport à des cibles et/ou des incidences spécifiques en matière de durabilité – et si oui, lesquelles	Narratif	1.3.4.2
		GOV-3_04	Si, et comment, les métriques de résultats en matière de durabilité sont prises en considération en tant qu'indices de référence de la performance ou incluses dans les politiques de rémunération	Narratif	1.3.4.2
		GOV-3_05	La proportion de rémunération variable qui dépend des cibles et/ou des incidences en matière de durabilité	Pourcentage	1.3.4.2
		GOV-3_06	Le niveau au sein de l'entreprise auquel les modalités des systèmes d'incitation sont approuvées et actualisées	Narratif	1.3.4.2
GOV-4	Déclaration sur la diligence raisonnable	GOV-4_01	L'entreprise publie une cartographie des informations incluses dans sa déclaration relative à la durabilité concernant la procédure de diligence raisonnable. L'entreprise fournit une cartographie qui explique comment et à quel niveau son application des principaux aspects et étapes de la procédure de diligence raisonnable cadre avec sa déclaration relative à la durabilité, afin de décrire les pratiques concrètes de l'entreprise dans le domaine de la diligence raisonnable	Narratif	1.3.5
GOV-5	Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité	GOV-5_01	L'entreprise publie le contenu, les principales caractéristiques et les principaux éléments des procédures et systèmes de gestion des risques et de contrôle interne liés à l'information en matière de durabilité	Narratif	1.3.6
		GOV-5_02	L'entreprise publie la méthode d'évaluation des risques adoptée, y compris la méthode de classement des risques par ordre de priorité	Narratif	1.3.6
		GOV-5_03	L'entreprise publie les principaux risques identifiés et les stratégies élaborées pour les atténuer, y compris les contrôles connexes	Narratif	1.3.6
		GOV-5_04	L'entreprise publie une description de la manière dont l'entreprise intègre les conclusions de son évaluation des risques et de ses contrôles internes en ce qui concerne la procédure d'information en matière de durabilité dans les fonctions et procédures internes qui s'y rapportent	Narratif	1.3.6
		GOV-5_05	L'entreprise publie une description de la communication périodique des conclusions visées au point d) aux organes d'administration, de direction et de surveillance	Narratif	1.3.6

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance

DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
SBM-1	Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur	SBM-1_01	Une description des grands groupes de produits et/ou services proposés, y compris des changements intervenus dans la période de référence (produits et/ou services nouveaux/supprimés)	Narratif	1.2.1
		SBM-1_02	Une description des grands marchés et/ou groupes de clients cibles, y compris des changements intervenus dans la période de référence (marchés et/ou groupes de clients nouveaux/supprimés)	Narratif	1.2.1
		SBM-1_03	Une description du nombre de salariés par zones géographiques	Entier	1.2.2
		SBM-1_04	Nombre total de salariés par zones géographiques	Entier	1.2.2
		SBM-1_05	Le cas échéant, et si cela est important, les produits et services interdits sur certains marchés	Narratif	1.2.2
		SBM-1_06	Une ventilation des recettes totales, telles qu'elles figurent dans les états financiers, par grands secteurs relevant des ESRS	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_09	Le cas échéant, une déclaration indiquant que l'entreprise est active dans le secteur des combustibles fossiles	Semi-narratif	1.2.2
		SBM-1_10	Le cas échéant les recettes y afférentes dans le secteur des combustibles fossiles	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_11	Ventilation des recettes tirées du charbon	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_12	Ventilation des recettes tirées du pétrole	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_13	Ventilation des recettes tirées du gaz	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_14	Recettes provenant des activités économiques alignées sur la taxinomie liées au gaz fossile	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_15	Le cas échéant, une déclaration indiquant, avec les recettes y afférentes, que l'entreprise est active dans la production de produits chimiques	Semi-narratif	1.2.2
		SBM-1_16	Le cas échéant les recettes dans la production de produits chimiques	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_17	Le cas échéant, une déclaration indiquant que l'entreprise est active dans la production des armes controversées	Semi-narratif	1.2.2
		SBM-1_18	Les recettes dans la production des armes controversées	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_19	Le cas échéant, une déclaration indiquant, que l'entreprise est active dans la culture et la production de tabac	Semi-narratif	1.2.2
		SBM-1_20	Le cas échéant les recettes dans la culture et la production de tabac	Monétaire	1.2.2
		SBM-1_21	ses objectifs en matière de durabilité, au regard des grands groupes de produits et de services, des catégories de clients, des zones géographiques et des relations avec les parties intéressées	Narratif	1.1.1
		SBM-1_22	une évaluation de ses produits et/ou services importants actuels, et des marchés et groupes de clients importants, au regard de ses objectifs en matière de durabilité	Narratif	1.1.2
		SBM-1_23	les éléments de sa stratégie qui se rattachent à des questions de durabilité ou qui les influencent, y compris les principaux défis à venir, les projets ou solutions cruciaux à mettre en place, lorsque cela est pertinent à des fins d'information en matière de durabilité	Narratif	1.1.5
		SBM-1_25	L'entreprise publie une description de son modèle économique et de sa chaîne de valeur, y compris :	Narratif	1.2.3
		SBM-1_26	Ses ressources et la méthode qu'elle utilise pour rassembler, élaborer et obtenir ces ressources	Narratif	1.2.3
		SBM-1_27	Les résultats obtenus, notamment les bénéfices actuels et escomptés pour les clients, les investisseurs et les autres parties intéressées	Narratif	1.2.3

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
SBM-2	Intérêts et points de vue des parties intéressées	SBM-2_01	L'entreprise publie une description concise de sa coopération avec les parties intéressées, en ce compris :	Narratif	1.4
		SBM-2_02	ses principales parties intéressées	Narratif	1.4
		SBM-2_03	la coopération avec ces dernières, le cas échéant, en précisant avec quelles catégories de parties intéressées	Narratif	1.4
		SBM-2_04	les modalités d'organisation de cette coopération	Narratif	1.4
		SBM-2_05	sa finalité	Narratif	1.4
		SBM-2_06	la manière dont l'entreprise tient compte des résultats de la coopération	Narratif	1.4
		SBM-2_07	L'entreprise publie une description concise de la compréhension qu'a l'entreprise des intérêts et points de vue des principales parties intéressées, lorsqu'ils se rapportent à sa stratégie et à son modèle économique, dans la mesure où ceux-ci ont été analysés au cours de la procédure de diligence raisonnable et/ou de la procédure d'évaluation de l'importance menée par l'entreprise	Narratif	1.4
		SBM-2_12	L'entreprise publie une description concise de la manière, le cas échéant, dont les organes d'administration, de direction et de surveillance sont informés des points de vue et intérêts des parties intéressées touchées en ce qui concerne les incidences de l'entreprise en matière de durabilité	Narratif	3.1.1.7
SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur lien avec la stratégie et le modèle économique	SBM-3_01	L'entreprise publie une brève description de ses incidences, risques et opportunités importants résultant de son évaluation de l'importance	Narratif	1.5.1
		SBM-3_02	En précisant notamment où, dans son modèle économique, ses activités propres et sa chaîne de valeur en amont et en aval, ces incidences, risques et opportunités importants sont concentrés	Narratif	1.5.1
		SBM-3_06	En ce qui concerne les incidences importantes de l'entreprise les horizons temporels raisonnablement attendus pour ces incidences	Narratif	1.5.1
		SBM-3_07	en ce qui concerne les incidences importantes de l'entreprise les informations indiquant si l'entreprise, à travers ses activités ou en raison de ses relations d'affaires, a un lien avec les incidences importantes, en fournissant une description de la nature des activités ou des relations d'affaires concernées, le cas échéant	Narratif	2.2
		SBM-3_08	L'entreprise publie les incidences financières actuelles des risques et opportunités importants de l'entreprise sur sa position financière, ses résultats financiers et ses flux de trésorerie, ainsi que les risques et opportunités importants pour lesquels il existe un risque significatif d'ajustement important, au cours de la prochaine période de déclaration annuelle, des valeurs comptables des actifs et passifs déclarés dans les états financiers correspondants	Narratif / monétaire	1.5.2
		SBM-3_10	L'entreprise publie les informations sur la résilience de la stratégie et du modèle économique de l'entreprise en ce qui concerne sa capacité à faire face aux incidences et aux risques importants et à saisir les opportunités importantes	Narratif	1.5.2
		SBM-3_11	L'entreprise publie les changements dans les incidences, risques et opportunités importants par rapport à la période de référence précédente	Narratif	1.5.2
		SBM-3_12	L'entreprise publie les incidences, risques et opportunités qui sont couverts par des exigences de publication en vertu d'ESRS, par opposition à ceux couverts par l'entreprise dans une publication d'informations supplémentaires spécifiques de l'entité.	Narratif	1.5.1

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités importants	IRO-1_01	L'entreprise publie une description des méthodes et des hypothèses utilisées dans la procédure décrite	Narratif	1.6.1
		IRO-1_02	L'entreprise publie une vue d'ensemble de la procédure visant à identifier, évaluer, classer par ordre de priorité et surveiller les incidences, réelles et potentielles, de l'entreprise sur la population et l'environnement s'appuyant sur la procédure de diligence raisonnable de l'entreprise, et notamment une explication de la manière, le cas échéant, dont cette procédure :	Narratif	1.6.2.1
		IRO-1_03	Se concentre sur des activités, des relations d'affaires, des zones géographiques ou d'autres facteurs spécifiques qui entraînent un risque accru d'incidences négatives	Narratif	1.6.2.1
		IRO-1_04	Passe en revue les incidences dont l'entreprise est responsable de par ses activités propres ou en conséquence de ses relations d'affaires ;	Narratif	1.6.2.1
		IRO-1_05	Prévoit la consultation des parties intéressées touchées, afin de comprendre quelles pourraient être les incidences pour elles, et d'experts externes	Narratif	1.6.2.1
		IRO-1_06	Manière, le cas échéant, dont cette procédure classe par ordre de priorité les incidences négatives sur la base de leur probabilité et de leur gravité relatives	Narratif	1.6.2.2
		IRO-1_07	L'entreprise publie une vue d'ensemble de la procédure utilisée pour identifier, évaluer, classer par ordre de priorité et surveiller les risques et opportunités qui ont ou pourraient avoir des incidences financières. Les informations publiées comprennent :	Narratif	1.6.3.1
		IRO-1_08	La manière dont l'entreprise a tenu compte des liens entre ses incidences et ses dépendances, d'une part, et les risques et opportunités qui peuvent découler de ces incidences et dépendances, d'autre part	Narratif	1.6.3.1
		IRO-1_09	La manière dont l'entreprise évalue la probabilité, l'ampleur et la nature des effets des risques et opportunités identifiés (comme les seuils qualitatifs et quantitatifs et autres critères employés tel que prescrit par ESRS 1, section 3.3 Importance du point de vue financier)	Narratif	1.6.3.2
		IRO-1_10	La mesure dans laquelle l'entreprise donne la priorité aux risques en matière de durabilité par rapport aux autres types de risques, notamment si elle recourt aux outils d'évaluation des risques	Narratif	1.6.3.2
		IRO-1_11	L'entreprise publie une description du processus décisionnel ainsi que des procédures de contrôle interne connexes	Narratif	1.6.1.2
		IRO-1_12	L'entreprise publie la mesure dans laquelle et la manière avec laquelle la procédure d'identification, d'évaluation et de gestion des incidences et des risques est intégrée dans le processus global de gestion des risques de l'entreprise et utilisée pour évaluer le profil de risque général de l'entreprise et ses procédures de gestion des risques	Narratif	1.6.1.2
		IRO-1_13	L'entreprise publie la mesure dans laquelle et la manière avec laquelle la procédure d'identification, d'évaluation et de gestion des opportunités est intégrée dans le processus global de gestion de l'entreprise, le cas échéant	Narratif	1.6.1.2
		IRO-1_14	L'entreprise publie les valeurs d'entrée utilisées (par exemple, les sources des données, le rayon d'action couvert et les données utilisées dans les hypothèses) ;	Narratif / numérique	1.6.1.2
		IRO-1_15	L'entreprise publie si et comment la procédure a changé par rapport à la période de référence antérieure, le moment où elle a été modifiée pour la dernière fois et les prochaines dates de révision de l'évaluation de l'importance	Narratif	1.6.1.2
IRO-2	Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise	IRO-2_01	Liste des points de données qui découlent d'autres législations de l'UE et informations sur leur emplacement dans la déclaration de durabilité	Semi-narratif	1.5
		IRO-2_02	Liste des exigences de divulgation de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite du résultat de l'évaluation de l'importance relative	Semi-narratif	1.5

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
MDR-P	Politiques adoptées pour gérer les questions de durabilité importante	S1.MDR-P_07-08	Informations à fournir dans le cas où l'entreprise n'a pas adopté de politiques	MDR-P	3.1.2.2.2
E1- Changement climatique					
E1-1	Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique	E1-1_01	L'entreprise publie son plan de transition pour l'atténuation du changement climatique	Narratif	2.2.1
		E1-1_02	Publication des cibles de réduction des émissions de GES (comme imposé par l'exigence de publication E1-4), d'une explication de la manière dont les cibles de l'entreprise sont compatibles avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5°C conformément à l'accord de Paris ;	Narratif	2.2.1
		E1-1_03	Pour les cibles de réduction des émissions de GES (comme imposé par l'exigence de publication E1-4) et les actions en matière d'atténuation du changement climatique (comme imposé par l'exigence de publication E1-3), publication d'une description des leviers de décarbonation recensés et les actions clés prévues, y compris les modifications apportées au portefeuille de produits et services de l'entreprise et le recours à de nouvelles technologies dans ses opérations propres, ou en aval et/ou en amont de la chaîne de valeur	Narratif	2.2.1
		E1-1_04	Pour les actions en matière d'atténuation du changement climatique (comme imposé par l'exigence de publication E1-3), une description des investissements et des financements de l'entreprise visant à soutenir la mise en œuvre du plan de transition	Narratif	2.2.1
		E1-1_05	Ainsi qu'une quantification des investissements et des financements de l'entreprise visant à soutenir la mise en œuvre du plan de transition,	Monétaire	2.2.1
		E1-1_06	Avec une référence aux indicateurs clés de performance liés aux CapEx alignés sur la taxinomie et, le cas échéant, aux plans CapEx, que l'entreprise publie conformément au règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission	Monétaire	2.2.1
		E1-1_07	Publication d'une évaluation qualitative des émissions de GES potentielles verrouillées découlant des principaux actifs et produits de l'entreprise. Il s'agit notamment d'expliquer si et comment ces émissions risquent de compromettre la réalisation des cibles de réduction des émissions de GES de l'entreprise et d'entraîner des risques de transition, et, le cas échéant, de décrire les plans mis en place par l'entreprise pour gérer ses actifs et produits à forte intensité de GES et à forte intensité énergétique	Narratif	2.2.1
		E1-1_08	Pour les activités économiques couvertes par les règlements délégués sur l'adaptation au changement climatique, publication d'une explication de tout objectif ou plan (CapEX, plans CapEX, OpEX) que l'entreprise s'est fixé pour aligner ses activités économiques (revenus, CapEX, OpEX) sur les critères établis dans le règlement délégué (UE) 2021/2139 de la Commission	Narratif	2.2.1
		E1-1_09	Publier les montants des CapEx significatifs investis au cours de la période de référence en rapport avec des activités économiques liées au charbon (cf. règlement p 75 note 30)	Monétaire	2.2.1
		E1-1_10	Publier les montants des CapEx significatifs investis au cours de la période de référence en rapport avec des activités économiques liées au pétrole (cf. règlement p 75 note 30)	Monétaire	2.2.1
		E1-1_11	Publier les montants des CapEx significatifs investis au cours de la période de référence en rapport avec des activités économiques liées au gaz (cf. règlement p 75 note 30)	Monétaire	2.2.1
		E1-1_12	Informations indiquant si l'entreprise est exclue ou non des indices de référence « accord de Paris »	Semi-narratif	2.2.1
		E1-1_13	Publication d'une description de la manière dont le plan de transition est intégré dans la stratégie commerciale globale et la planification financière de l'entreprise et aligné sur celles-ci	Narratif	2.2.1

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
E1-2	Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci	E1.MDR-P_01-06	Informations à publier exigées au paragraphe 22 contiennent les informations sur les politiques mises en œuvre par l'entreprise pour gérer ses incidences, risques et opportunités importants en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci conformément à ESRS 2 MDR-P Politiques adoptées pour gérer les questions de durabilité importantes.	MDR-P	2.2.3
		E1.MDR-P_07-08	Informations à fournir dans le cas où l'entreprise n'a pas adopté de politiques	MDR-P	2.2.3
		E1.MDR-A_01_05	Description des actions et des ressources liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci respecte les principes énoncés dans ESRS 2 MDR-A Actions et ressources relatives aux questions de durabilité importantes	MDR-A	2.2.4.1
		E1.MDR-A_06_12	Description des actions et des ressources liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci respecte les principes énoncés dans ESRS 2 MDR-A Actions et ressources relatives aux questions de durabilité importantes	MDR-A	2.2.4.1
		E1-2_01	L'entreprise indique si et comment les politiques adoptées couvrent les domaines suivants : l'atténuation du changement climatique ; l'adaptation au changement climatique ; l'efficacité énergétique ; le déploiement des énergies renouvelables ; et autres	Semi-narratif	2.2.3
E1-3	Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique	E1.MDR-A_01-12	Description des actions et des ressources liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci respecte les principes énoncés dans ESRS 2 MDR-A Actions et ressources relatives aux questions de durabilité importantes	MDR-A	2.2.4.1 & 2.2.4.2 & 3.1.2.2
		E1-3_01	Énumération des principales actions menées au cours de l'année de référence et prévues pour l'avenir. Présentation des actions d'atténuation du changement climatique par la décarbonation, y compris les solutions fondées sur la nature	Semi-narratif	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_03	Inclure les réductions d'émissions de GES réalisées lors de la description des résultats des actions d'atténuation du changement climatique	Émissions GES	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_04	Inclure les réductions d'émissions de GES attendues lors de la description des résultats des actions d'atténuation du changement climatique	Émissions GES	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_05	L'entreprise explique si et dans quelle mesure sa capacité à mettre en œuvre les actions dépend de la disponibilité et de l'allocation de ressources	Narratif	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_06	Relie les valeurs monétaires des CapEx et des OpEx significatives nécessaires à la mise en œuvre des actions adoptées ou prévues avec les postes ou les notes pertinents figurant dans les états financiers ;	Narratif	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_07	Les indicateurs de performance clés prévus par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission	Narratif	2.2.4.1 & 2.2.4.2
		E1-3_08	S'il y a lieu, le plan CapEx prévu par le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission	Narratif	2.2.4.1 & 2.2.4.2
E1-4	Suivi de l'efficacité des politiques et des actions au moyen d'objectifs	E1.MDR-T_01-13	Suivi de l'efficacité des politiques et des actions au moyen d'objectifs [voir ESRS 2 MDR-T]	Narratif	

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
E1-5	Consommation d'énergie et mix énergétique	E1-5_01	Consommation totale d'énergie en MWh liée aux opérations propres (+ énergie déplacements)	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_02	Consommation totale d'énergie produite à partir de sources fossiles	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_03	Consommation totale d'énergie produite à partir de sources nucléaires	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_04	Pourcentage de la consommation d'énergie d'origine nucléaire dans la consommation totale d'énergie (facultatif)	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_05	Consommation totale d'énergie produite à partir de sources renouvelables	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_06	Consommation de combustible provenant de sources renouvelables (biomasse, biocombustibles, hydrogène provenant de sources renouvelables, etc.)	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_07	Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_08	Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite	Énergie	2.2.5.1
		E1-5_09	Pourcentage de sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie	Pourcentage	2.2.5.1
		E1-5_10	Secteurs à fort impact climatique : Consommation de combustible provenant de charbon et de produits à base de charbon	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_11	Secteurs à fort impact climatique : Consommation de combustible provenant de pétrole brut et de produits pétroliers	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_12	Secteurs à fort impact climatique : Consommation de combustible provenant de gaz naturel	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_13	Secteurs à fort impact climatique : Consommation de combustible provenant d'autres sources fossiles	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_14	Secteurs à fort impact climatique : Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_15	Pourcentage de sources fossiles dans la consommation totale d'énergie	Pourcentage	2.2.5.2
		E1-5_16	Secteurs à fort impact climatique : Production d'énergie non renouvelable	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_17	Secteurs à fort impact climatique : Production d'énergie renouvelable	Énergie	2.2.5.2
		E1-5_18	Secteurs à fort impact climatique : Consommation totale d'énergie par produit net associée aux activités réalisées dans les secteurs à fort impact climatique	Pourcentage	2.2.5.2
		E1-5_20	Secteurs à fort impact sur le climat utilisés pour déterminer l'intensité énergétique	Narratif	2.2.5.2
		E1-5_21	Rapprochement avec le poste ou les notes pertinentes des états financiers concernant les recettes nettes provenant d'activités dans des secteurs à fort impact sur le climat	Narratif	2.2.5.2
		E1-5_22	Secteurs à fort impact climatique : Produit net des activités dans les secteurs à fort impact climatique	Monétaire	2.2.5.2
		E1-5_23	Secteurs à fort impact climatique : Produit net des activités exercées dans secteurs autres que ceux ayant un fort impact climatique	Monétaire	2.2.5.2

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
E1-6	Émissions brutes de GES de périmètres 1, 2, 3 et émissions totales de GES	E1-6_01	Émissions brutes de GES des périmètres 1, 2, 3 et total des émissions brutes de GES – Émissions par périmètre [tableau]	Table	2.2.6
		E1-6_03	Émissions brutes de GES des périmètres 1, 2, 3 et total des émissions brutes de GES par pays, segments opérationnels, activité économique, filiale, catégorie de GES ou type de source	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_04	Émissions brutes de GES des champs d'application 1, 2 et 3 et émissions totales de GES – Émissions de GES du champ d'application 3 (GHG Protocol) [tableau].	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_05	Émissions brutes de GES des champs d'application 1, 2 et 3 et émissions totales de GES – Émissions de GES du champ d'application 3 (ISO 14064-1) [tableau].	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_06	Scopes bruts 1, 2, 3 et émissions totales de GES – émissions totales de GES – chaîne de valeur [tableau].	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_07	Émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 1	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_08	Pourcentage des émissions de GES du scope 1 provenant de systèmes réglementés d'échange de quotas d'émission	Table/pourcentage	2.2.6
		E1-6_09	Émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 2 basées sur la localisation	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_10	Émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 2 basées sur le marché	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_11	Émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 3	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_12	Émissions totales de GES en fonction du lieu	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_13	Émissions totales de GES basées sur le marché	Table/émissions	2.2.6
		E1-6_15	Méthodes, hypothèses importantes et facteurs d'émission utilisés pour calculer ou mesurer les émissions de GES	Narratif	2.2.6
		E1-6_22	Pourcentage d'instruments contractuels utilisés pour la vente et l'achat d'attributs énergétiques dégroupés en relation avec les émissions de GES du scope 2	Pourcentage	2.2.6
		E1-6_23	Types d'instruments contractuels utilisés pour la vente et l'achat d'énergie groupée avec des attributs relatifs à la production d'énergie ou pour des réclamations d'attributs énergétiques non groupés	Narratif	2.2.6
		E1-6_24	Émissions biogéniques de CO ₂ provenant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse non incluses dans les émissions de GES du scope 2	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_26	Raison pour laquelle la catégorie d'émissions de GES du scope 3 a été exclue	Narratif	2.2.6
		E1-6_27	Liste des catégories d'émissions de GES du scope 3 incluses dans l'inventaire	Semi-narratif	2.2.6
		E1-6_28	Émissions biogéniques de CO ₂ provenant de la combustion ou de la biodégradation de la biomasse qui se produisent dans la chaîne de valeur ne sont pas incluses dans les émissions de GES du scope 3.	Émissions GES	2.2.6
		E1-6_29	Périmètres de reporting pris en compte et des méthodes de calcul pour l'estimation des émissions de GES du champ d'application 3	Narratif	2.2.6
		E1-6_30	Intensité des émissions de GES calculées sur la base de la localisation (total des émissions de GES par produit net)	Intensité	2.2.6
		E1-6_31	Intensité des émissions de GES calculées sur la base du marché (total des émissions de GES par produit net)	Intensité	2.2.6
		E1-6_32	Intensité des émissions de gaz à effet de serre, en fonction du lieu (émissions totales de gaz à effet de serre par rapport au revenu net)	Intensité	2.2.6
		E1-6_33	Revenu net	Monétaire	2.2.6
		E1-6_34	Revenu net utilisé pour calculer l'intensité des GES	Monétaire	2.2.6
		E1-6_35	Autres revenus nets utilisés pour calculer l'intensité des GES	Monétaire	2.2.6

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
E1-8	Tarification interne du carbone	E-8_01	Système de tarification du carbone par type	Tableau	2.2.6
		E-8_02	Type de système interne de tarification du carbone	Narratif	2.2.6
		E-8_03	Description du champ d'application spécifique du système de tarification du carbone	Narratif	2.2.6
		E-8_04	Prix du carbone appliqué à chaque tonne métrique d'émission de gaz à effet de serre	Monétaire	2.2.6
		E-8_05	Description des hypothèses critiques utilisées pour déterminer le prix du carbone appliqué	Narratif	2.2.6
		E-8_06	Pourcentage des émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 1 couvertes par le système interne de tarification du carbone	Pourcentage	2.2.6
		E-8_07	Pourcentage des émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 2 couvertes par le système interne de tarification du carbone	Pourcentage	2.2.6
		E-8_08	Pourcentage des émissions brutes de gaz à effet de serre du scope 3 couvertes par le système interne de tarification du carbone	Pourcentage	2.2.6
		E-8_09	Indiquer comment le prix du carbone utilisé dans le système interne de tarification du carbone est cohérent avec le prix du carbone utilisé dans les états financiers	Narratif	2.2.6
		E-8_13	Indiquer si le prix du carbone utilisé dans le système interne de tarification du carbone est cohérent avec le prix du carbone utilisé dans les états financiers	Booléen	2.2.6
E1.SBM-3	Incidences, risques et opportunités importants et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique	E1.SBM-3_01	Type de risques (physique ou de transition) auxquels l'entreprise est exposée	Semi-narratif	2.2.2
		E1.SBM-3_02	Description de la portée de l'analyse de la résilience	Narratif	2.2.2.1
		E1.SBM-3_03	Description de la manière dont l'analyse de résilience a été conduite	Narratif	2.2.2.2
		E1.SBM-3_04	Date à laquelle l'analyse de résilience a été conduite	Date	2.2.2.2
		E1.SBM-3_05	Horizons temporels utilisés pour l'analyse de résilience	Semi-narratif	2.2.2.2
		E1.SBM-3_06	Description des résultats de l'analyse de résilience, y compris les résultats obtenus à l'issue de l'analyse des scénarios	Narratif	2.2.2.3
		E1.SBM-3_07	Description de la capacité de l'entreprise à ajuster ou à adapter sa stratégie et son modèle économique au changement climatique	Narratif	2.2.2.3

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
E1.IRO-1	Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les incidences, risques et opportunités importants liés au changement climatique	E1.IRO-1_01	Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les incidences sur le climat	Narratif	1.6.4.2.1
		E1.IRO-1_02	Description des processus d'identification et d'évaluation des risques physiques liés au changement climatique dans le cadre des opérations propres et de la chaîne de valeur en amont et en aval de l'entreprise	Narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_03	Indication sur l'identification ou non des risques liés au changement climatique à court, moyen et long terme	Semi-narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_04	Indication sur l'analyse des expositions aux aléas climatiques ou non des actifs et activités économiques	Semi-narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_05	Définition des horizons temporels de l'identification et l'analyse des expositions de court, moyen et long terme	Semi-narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_06	Indication sur la mesure dans laquelle les actifs et les activités économiques peuvent être exposés ou être sensibles aux aléas physiques liés au changement climatique	Semi-narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_07	Indication sur l'identification des aléas liés au changement climatique et l'évaluation de l'exposition ou de la sensibilité sur la base de scénarios climatiques impliquant des niveaux élevés d'émissions	Semi-narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_08	Explication quant à la manière dont les scénarios climatiques ont été utilisés pour identifier et évaluer les risques physiques à court, moyen et long terme	Narratif	1.6.4.4.1
		E1.IRO-1_09	Description of process in relation to climate-related transition risks and opportunities in own operations and along value chain	Narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_10	L'entreprise explique si et comment elle a identifié des événements liés à la transition (voir exemples dans le tableau ci-dessous) à court, moyen et long terme et a analysé si ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés à ces événements	Semi-narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_11	L'entreprise a vérifié si les actifs et les activités commerciales peuvent être exposés à des événements liés à la transition.	Semi-narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_12	L'entreprise explique si et comment elle a évalué la mesure dans laquelle ses actifs et ses activités économiques pouvaient être exposés et étaient sensibles aux événements liés à la transition identifiés, en tenant compte de la probabilité, de l'ampleur et de la durée de ces événements	Semi-narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_13	L'entreprise explique si et comment elle a étayé l'identification des événements liés à la transition ainsi que l'évaluation de l'exposition au moyen d'une analyse de scénarios climatiques,	Semi-narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_14	L'entreprise explique si et comment a identifié les actifs et activités économiques qui sont incompatibles ou nécessitent des efforts importants pour être compatibles avec une transition vers une économie neutre pour le climat	Semi-narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_15	Explication quant à la manière dont les scénarios climatiques ont été utilisés pour identifier et évaluer les risques physiques à court, moyen et long terme	Narratif	1.6.4.2
		E1.IRO-1_16	Explication de la compatibilité des scénarios climatiques utilisés avec les hypothèses climatiques critiques formulées dans les états financiers	Narratif	1.6.4.2
		E1.IRO-1_17	Description du processus d'identification des risques liés au climat, en tenant compte au moins des scénarios climatiques à fortes émissions	Narratif	1.6.4.1
		E1.IRO-1_18	Description du processus d'évaluation de la manière dont les actifs et les activités commerciales peuvent être exposés et sont sensibles aux dangers liés au climat, créant des risques physiques bruts pour l'entreprise.	Narratif	1.6.4.1
		E1.IRO-1_19	Description du processus d'identification des événements de transition liés au climat, en considérant au moins un scénario climatique conforme à la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C avec un dépassement nul ou limité.	Narratif	1.6.4.4.2
		E1.IRO-1_20	Description du processus d'évaluation de la manière dont les actifs et les activités commerciales peuvent être exposés à des événements de transition liés au climat, créant des risques bruts de transition ou des opportunités d'entreprendre des activités de transition liés au climat, créant des risques bruts de transition ou des opportunités pour l'entreprise.	Narratif	1.6.4.1.1

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du docu- ment
E2.IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités importants liés à la pollution	E2.IRO-1_03	Résultats de l'évaluation de l'importance relative (pollution)	Narratif	1.6.4.5
		E2.IRO-2_02		Semi-Narratif	1.6.4.5
		E3.IRO-1_01	Indiquer si et comment les actifs et les activités ont été examinés afin d'identifier les impacts, les risques et les opportunités réels et potentiels liés à l'eau et aux ressources marines dans les opérations propres et dans la chaîne de valeur en amont et en aval, ainsi que les méthodologies, les hypothèses et les outils utilisés dans l'examen préalable	Semi-Narratif	1.6.4.5
E3.IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités importants liés aux ressources aquatiques et marines	E3.IRO-1_02	Manière dont les consultations ont été menées (eau et ressources marines)	Semi-Narratif	1.6.4.5
		E3.IRO-1_02	Manière dont les consultations ont été menées (eau et ressources marines)	Semi-Narratif	1.6.4.5
ESRS S1 – Effectifs de l'entreprise					
S1-1	Politiques liées aux effectifs de l'entreprise	S1-1_01	L'entreprise précise si ces politiques couvrent certains groupes particuliers au sein de ses effectifs ou l'ensemble de ses effectifs	Semi-Narratif	3.1.2.2
		S1-1_04	Approche générale en matière de respect des droits de l'homme, y compris des droits du travail, des personnes faisant partie de son propre personnel	Narratif	3.1.1.6
		S1-1_05	Approche générale concernant l'engagement des personnes faisant partie de son propre personnel	Narratif	3.1.1.6
		S1-1_06	Approche générale en ce qui concerne les mesures visant à fournir et (ou) à permettre un recours en cas d'incidences sur les droits de l'homme	Narratif	3.1.1.6 & 3.1.2.2
		S1-1_08	Politiques traitent explicitement de la traite des êtres humains, du travail forcé ou obligatoire et du travail des enfants.	Semi-Narratif	3.1.1.6
		S1-1_09	L'entreprise indique si elle dispose d'une politique ou d'un système de prévention des accidents du travail	Semi-Narratif	3.1.4
		S1-1_10	L'entreprise indique si elle dispose de politiques spécifiques visant à éliminer la discrimination, y compris le harcèlement, et à promouvoir l'égalité des chances, ainsi que d'autres moyens pour favoriser la diversité et l'inclusion	Semi-Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-1_11	L'entreprise indique si les motifs de discrimination suivants sont spécifiquement couverts par ses politiques	Semi-Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-1_12	L'entreprise indique si elle a pris des engagements stratégiques spécifiques en matière d'inclusion ou d'action positive en faveur des personnes appartenant à des groupes particulièrement exposés à un risque de vulnérabilité au sein de ses effectifs et, dans l'affirmative, quels sont ces engagements	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-1_13	L'entreprise indique si et comment ces politiques sont mises en œuvre au moyen de procédures spécifiques visant à prévenir, atténuer et corriger les discriminations, ainsi qu'à favoriser la diversité et l'inclusion en général	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-1_14	Manière dont elle communique ses politiques aux personnes, aux catégories de personnes ou aux entités auxquelles ces politiques s'adressent, soit parce qu'elles sont censées les mettre en œuvre (c'est le cas, par exemple, des salariés, des contractants et des fournisseurs de l'entreprise), soit parce qu'elles sont directement concernées par leur mise en œuvre (c'est le cas, par exemple, du personnel de l'entreprise et des investisseurs).	Narratif	3.1.2.2
		S1-1_19	Évalue si les exigences du poste ont été définies d'une manière qui pourrait systématiquement désavantager certains groupes	Semi-Narratif	3.1.2.2.2.6

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance

DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-2	Processus d'interaction au sujet des incidences avec les effectifs de l'entreprise et leurs représentants	S1-2_01	L'entreprise indique si et comment les perspectives de son propre personnel éclairent ses décisions ou activités visant à gérer les incidences réelles et potentielles sur ses propres effectifs. Elle explique notamment, le cas échéant :	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_02	Si l'interaction a lieu directement avec les effectifs de l'entreprise ou leurs représentants	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_03	À quel(s) moment(s) l'interaction a lieu, le type d'interaction et sa fréquence	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_04	La fonction et le rôle le plus élevé au sein de l'entreprise auxquels incombe la responsabilité opérationnelle de veiller à ce que cette interaction ait lieu et à ce que ses résultats étayent l'approche de l'entreprise	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_05	Le cas échéant, un accord-cadre global ou d'autres accords que l'entreprise a conclus avec les représentants des travailleurs en ce qui concerne le respect des droits de l'homme de ses effectifs, y compris une explication de la manière dont l'accord permet à l'entreprise de connaître les points de vue de ses effectifs	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_06	Le cas échéant, la manière dont l'entreprise évalue l'efficacité de son interaction avec ses effectifs, y compris, le cas échéant, les accords et les résultats qui en découlent	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-2_07	Le cas échéant, l'entreprise communique les mesures qu'elle prend pour connaître les points de vue de ses effectifs susceptibles d'être particulièrement vulnérables aux incidences et/ou marginalisés	Narratif	3.1.2.2.1 & 3.1.2.2.6
		S1-2_08	Déclaration dans le cas où l'entreprise n'a pas adopté de processus général d'engagement avec son propre personnel	Narratif	3.1.2.2.6
		S1-2_10	Manière dont elle interagit avec les personnes en situation de vulnérabilité	Narratif	3.1.2.2.6
		S1-2_11	Manière dont elle tient compte des obstacles potentiels à l'interaction avec ses effectifs (tels que les différences linguistiques et culturelles, les déséquilibres entre les hommes et les femmes et les déséquilibres de pouvoir, les divisions au sein d'une communauté ou d'un groupe);	Narratif	3.1.2.2.6
		S1-2_12	Manière dont elle fournit à ses effectifs des informations compréhensibles et accessibles au moyen de canaux de communication appropriés	Narratif	3.1.2.2.6
		S1-2_14	Comment elle cherche à respecter les droits de l'homme de toutes les parties prenantes concernées, par exemple leurs droits au respect de la vie privée, à la liberté d'expression, ainsi qu'à la liberté de réunion pacifique et de manifestation.	Narratif	3.1.2.2.1

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-3	Procédures de réparation des incidences négatives et canaux permettant aux travailleurs de l'entreprise de faire part de leurs préoccupations	S1-3_01	Approche générale et procédures visant à fournir des solutions ou à y contribuer lorsqu'elles ont causé ou contribué à une incidence négative importante sur les personnes de ses effectifs, y compris la question de savoir si et comment l'entreprise estime que la mesure corrective prévue est efficace	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_02	Les canaux spécifiques éventuellement mis en place pour permettre aux effectifs de l'entreprise de lui faire part directement de leurs préoccupations ou de leurs besoins et de demander d'y remédier, en précisant si ces canaux ont été mis en place par l'entreprise elle-même ou s'ils résultent d'une participation à des mécanismes de tiers	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_04	L'entreprise examine si et comment les personnes qui, au sein de ses effectifs, peuvent être affectées et les représentants de leurs travailleurs sont en mesure d'accéder aux canaux au niveau de l'entreprise pour laquelle elles sont employées, ou pour lesquelles elles ont conclu un contrat de travail, en fonction de chaque impact important.	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_05	Le fait que l'entreprise dispose ou non d'un mécanisme de traitement des plaintes/plaintes en rapport avec les questions liées aux travailleurs	Semi-Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_06	Les processus par lesquels l'entreprise soutient la disponibilité de ces canaux sur le lieu de travail de ses effectifs	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_07	La manière dont l'entreprise surveille et suit les questions soulevées et traitées, et dont elle garantit l'efficacité des canaux, en précisant si elle y associe les parties intéressées qui sont les utilisateurs auxquels ces canaux sont destinés.	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-3_08	L'entreprise indique si et comment elle estime que ses effectifs ont connaissance de ces structures ou procédures et leur font confiance pour faire part de leurs préoccupations ou de leurs besoins et demander d'y remédier	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-3_09	Politiques de protection contre les représailles à l'encontre des personnes qui utilisent les canaux de communication pour faire part de leurs préoccupations ou de leurs besoins sont en place.	Narratif	3.1.2.2.2.6 & 3.1.2.2.1
		S1.MDR-A_01-12	Description succincte des plans d'action et des ressources nécessaires à la gestion de ses incidences importantes, des risques et des opportunités liés à son propre personnel conformément aux actions et ressources de l'ESRS 2 MDR-A en ce qui concerne les questions de durabilité importante	MDR-A	3.1.4.2.1 3.1.2.2

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance

DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-4	Actions concernant les incidences importantes, approches visant à atténuer les risques importants et à saisir les opportunités importantes concernant les effectifs de l'entreprise, et efficacité de ces actions et approches	S1-4_01	Actions prises, prévues ou en cours pour prévenir ou atténuer les incidences négatives importantes sur ses effectifs	Narratif	3.1.2.2.2.3
		S1-4_02	Mesures adoptées, s'il en est, pour remédier ou permettre de remédier à une incidence importante réelle	Narratif	3.1.2.2.2.3
		S1-4_03	Éventuelles actions ou initiatives supplémentaires qu'elle a engagées dans le but premier de créer des incidences positives pour ses effectifs	Narratif	3.1.2.2.2.3
		S1-4_04	Manière dont elle suit et évalue l'efficacité de ces actions et initiatives en termes de résultats pour ses effectifs.	Narratif	3.1.2.2.2.3
		S1-4_05	Processus par lesquels elle détermine quelles mesures sont nécessaires et appropriées pour faire face à une incidence négative réelle ou potentielle particulière sur ses propres effectifs	Narratif	3.1.2.2.2.1
		S1-4_06	Mesures prévues ou en cours pour atténuer les risques importants pour l'entreprise découlant de ses incidences et de ses dépendances en matière d'effectifs, et la manière dont elle mesure leur efficacité dans la pratique	Narratif	3.1.2.2.2.3
		S1-4_08	L'entreprise indique si et comment elle veille à ce que ses pratiques ne causent pas ou n'exacerbent pas d'incidences négatives importantes sur ses effectifs, y compris, le cas échéant, ses pratiques en matière d'achat, de vente et d'utilisation des données.	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-4_09	L'entreprise indique quelles ressources sont allouées à la gestion de ses incidences importantes, en fournissant des informations qui permettent aux utilisateurs de comprendre comment les incidences importantes sont gérées.	Narratif	3.1 & 3.1.1.2
		S1.MDR-T_01-13	Objectifs fixés pour gérer les incidences importantes, les risques et les opportunités liés aux effectifs de l'entreprise contient les exigences en matière d'information définies dans l'ESRS 2 MDR-T.	MDR-T	3.1.2.1 & 2.2.7
S1-5	Cibles liées à la gestion des incidences négatives importantes, à la promotion des incidences positives et à la gestion des risques et opportunités importants	S1-5_01	Processus de fixation des objectifs, y compris la question de savoir si et comment elle a directement collaboré avec ses propres travailleurs ou avec des représentants des travailleurs dans la fixation de tels objectifs ;	Narratif	3.1.2.1
		S1-5_02	Processus de fixation des objectifs, y compris la question de savoir si et comment elle a directement collaboré avec ses propres travailleurs ou avec des représentants des travailleurs pour suivre les performances de l'entreprise par rapport à ces cibles	Narratif	3.1.2.1
		S1-5_03	Processus de fixation des objectifs, y compris la question de savoir si et comment elle a directement collaboré avec ses propres travailleurs ou avec des représentants des travailleurs pour recenser les enseignements ou améliorations résultant des performances de l'entreprise	Narratif	3.1.2.1

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-6	Caractéristiques des salariés de l'entreprise	S1-6_01	Caractéristiques des salariés de l'entreprise - nombre de salariés par sexe [tableau]	Table	3.1.1.4.1
		S1-6_02	Nombre total de salariés en effectifs	Table / Entier	3.1.1.4.1
		S1-6_04	Caractéristiques des salariés de l'entreprise - nombre de salariés dans les pays comptant 50 salariés ou plus représentant au moins 10 % du nombre total de salariés [tableau].	Table / Entier	3.1.1.5 & 3.1.1.6
		S1-6_05	Nombre de salariés dans les pays comptant 50 salariés ou plus représentant au moins 10 % du nombre total de salariés	Table / Entier	3.1.1.6
		S1-6_07	Caractéristiques des salariés de l'entreprise - informations sur les salariés par type de contrat et par sexe [tableau]	Table	3.1.1.4.1
		S1-6_09	Nombre de salariés (effectif ou équivalent temps plein)	Table / Entier	3.1.1.4.1
		S1-6_11	Nombre total de salariés qui ont quitté l'entreprise au cours de la période de référence	Entier	3.1.1.4.1
		S1-6_12	Taux de rotation des salariés au cours de la période de référence	Pourcentage	3.1.1.4.1
		S1-6_13	Description des méthodes et hypothèses utilisées pour compiler les données	Narratif	3.1.1.3
		S1-6_14	L'entreprise précisant si les chiffres sont communiqués en effectifs ou en équivalents temps plein (ETP) (y compris une explication de la définition des ETP)	Semi-Narratif	3.1.1.3
		S1-6_15	L'entreprise précisant si les chiffres sont communiqués à la fin de la période de référence, en tant que moyenne de l'ensemble de la période de référence, ou selon une autre méthode	Semi-Narratif	3.1.1.3
		S1-6_16	Le cas échéant, les informations contextuelles nécessaires pour comprendre les données	Narratif	3.1.1
		S1-6_17	Référence croisée entre les informations visées au point a) ci-dessus et le nombre le plus représentatif dans les états financiers	Narratif	3.1.1
S1-7	Caractéristiques des travailleurs non-salariés faisant partie des effectifs de l'entreprise	S1-7_01	Nombre total de personnes n'occupant pas de salariés dans la propre main-d'œuvre de l'entreprise	Décimal	3.1.1.4.2
		S1-7_02	Personnes ayant conclu un contrat avec l'entreprise pour fournir de la main-d'œuvre (« travailleurs indépendants »).	Décimal	3.1.1.4.2
		S1-7_03	Personnes fournies par des entreprises exerçant principalement des « activités d'emploi » (code NACE N78).	Décimal	3.1.1.4.2
		S1-7_05	En ce qui concerne les informations visées au paragraphe 55, point a), l'entreprise peut indiquer les types de non-salariés les plus courants (par exemple, les travailleurs indépendants, les personnes fournies par des entreprises exerçant principalement des activités professionnelles et d'autres types pertinents pour l'entreprise), leur relation avec l'entreprise et le type de travail qu'elles effectuent	Narratif	3.1.1.4.2
		S1-7_06	Explication des méthodes et hypothèses utilisées pour compiler les données, l'entreprise précisant si le nombre de travailleurs externes est communiqué en :	Narratif	3.1.1.3
		S1-7_07	En effectifs ou en équivalents temps plein (ETP) (y compris une explication de la définition des ETP) ;	Semi-Narratif	3.1.1.3
		S1-7_08	La fin de la période de référence, en tant que moyenne de l'ensemble de la période de référence, ou selon une autre méthode	Semi-Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-7_09	Le cas échéant, les informations contextuelles nécessaires pour comprendre les données (par exemple, les fluctuations significatives du nombre de travailleurs externes faisant partie des effectifs de l'entreprise au cours de la période de référence ou entre la période de référence précédente et la période de référence en cours).	Narratif	3.1.1.4.2
		S1-7_10	Lorsque les données ne sont pas disponibles, l'entreprise procède par estimation et le signale. Lorsque l'entreprise procède par estimation, elle décrit la base qu'elle a utilisée à cette fin.	Narratif	3.1.1.4.2

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-8	Couverture des négociations collectives et dialogue social	S1-8_01	Pourcentage de tous ses salariés couverts par des conventions collectives	Pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-8_02	Dans l'Espace économique européen, s'il a conclu une ou plusieurs conventions collectives et, dans l'affirmative, le pourcentage global de ses travailleurs couverts par ces accords pour chaque pays dans lequel il occupe un emploi important, défini comme au moins 50 salariés par effectif représentant au moins 10 % de son nombre total de salariés	Table / pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-8_06	Pourcentage global de salariés couverts par les représentants des travailleurs, déclaré au niveau national pour chaque pays de l'EEE dans lequel l'entreprise occupe un emploi important	Pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-8_07	Existence d'un accord avec les salariés de l'entreprise conclu en vue de la représentation par un comité d'entreprise européen (CEE), un comité de Societas Europaea (SE) ou un comité de Societas Cooperativa Europaea (SCE).	Narratif	3.1.2.2.1
		S1-8_08	Les informations requises en vertu de la présente exigence de publication sont déclarées comme suit	Table / Semi-Narratif	3.1.2.2.1
S1-9	Métriques de diversité	S1-9_01	Répartition par sexe en nombre au niveau de l'encadrement supérieur.	Entier	3.1.2.2.2.6
		S1-9_02	Répartition par sexe en pourcentage au niveau de l'encadrement supérieur	Pourcentage	3.1.2.2.2.6
		S1-9_03	Répartition des salariés en nombre par tranche d'âge : moins de 30 ans	Entier	3.1.1.4.1
		S1-9_04	Répartition des salariés en nombre par tranche d'âge : 30-50 ans.	Entier	3.1.1.4.1
		S1-9_05	Répartition des salariés en nombre par tranche d'âge : plus de 50 ans.	Entier	3.1.1.4.1
			L'entreprise peut appliquer sa propre définition de la notion d'« encadrement supérieur », pour autant qu'elle le signale et communique sa propre définition	Narratif	3.1.2.2.2.6
S1-10	Salaires décents	S1-10_01	L'entreprise indique si tous ses salariés perçoivent un salaire décent, conformément aux indices de référence applicables	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
S1-11	Protection sociale	S1-11_01	L'entreprise indique si tous ses salariés sont couverts, dans le cadre de programmes publics ou de prestations proposées par l'entreprise, par une protection sociale contre les pertes de revenus dues à la maladie	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
		S1-11_02	L'entreprise indique si tous ses salariés sont couverts, dans le cadre de programmes publics ou de prestations proposées par l'entreprise, par une protection sociale contre les pertes de revenus dues au chômage à partir du moment où le travailleur commence à travailler pour l'entreprise	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
		S1-11_03	L'entreprise indique si tous ses salariés sont couverts, dans le cadre de programmes publics ou de prestations proposées par l'entreprise, par une protection sociale contre les pertes de revenus dues à un accident du travail et handicap acquis	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
		S1-11_04	L'entreprise indique si tous ses salariés sont couverts, dans le cadre de programmes publics ou de prestations proposées par l'entreprise, par une protection sociale contre les pertes de revenus dues à un congé parental	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
			L'entreprise indique si tous ses salariés sont couverts, dans le cadre de programmes publics ou de prestations proposées par l'entreprise, par une protection sociale contre les pertes de revenus dues à un départ à la retraite	Semi-Narratif	3.1.2.2.1
S1-12	Personnes en situation de handicap	S1-12_01	Pourcentage de ses salariés qui sont des personnes en situation de handicap, sous réserve des restrictions légales en matière de collecte de données	Pourcentage	3.1.2.2.2.6
		S1-12_03	Informations contextuelles nécessaires pour comprendre les données et la manière dont elles ont été compilées (méthode).	Narratif	3.1.2.2.2.6

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S1-13	Métriques de la formation et du développement des compétences	S1-13_01	Pourcentage de salariés ayant participé à des évaluations régulières de leurs performances et du développement de leur carrière	Table	3.1.2.2.2.7
		S1-13_02	Ces informations sont ventilées par sexe	Table / pourcentage	3.1.2.2.2.7
		S1-13_03	Nombre moyen d'heures de formation par salarié	Table	3.1.2.2.2.7
		S1-13_04	Nombre moyen d'heures de formation par salarié et par sexe	Table / Décimal	3.1.2.2.2.7
S1-14	Métriques de santé et de sécurité	S1-14_01	Pourcentage de ses effectifs couverts par son système de gestion de la santé et de la sécurité fondé sur des exigences légales et/ou des normes ou lignes directrices reconnues	Pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-14_02	Nombre de décès dus à des accidents professionnels	Entier	3.1.4
		S1-14_03	Nombre de décès dus à des maladies professionnelles	Entier	3.1.4
		S1-14_04	Nombre d'accidents du travail comptabilisables	Entier	3.1.4
		S1-14_05	Taux d'accidents du travail comptabilisables	Pourcentage	3.1.4
		S1-14_06	Nombre de cas de maladies professionnelles comptabilisables, sous réserve des restrictions légales en matière de collecte de données	Entier	3.1.4
		S1-14_07	Nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail et de décès dus à des accidents du travail, à des problèmes de santé liés au travail et à des décès dus à des problèmes de santé	Entier	3.1.4
S1-15	Métriques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée	S1-15_01	Pourcentage de salariés ayant droit à des congés familiaux	Pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-15_02	Pourcentage de salariés ainsi concernés ayant pris un tel congé	Pourcentage	3.1.2.2.1
		S1-15_03	Pourcentage de salariés ainsi concernés ayant pris un tel congé, avec une ventilation par sexe	Table / numérique	3.1.2.2.1
S1-16	Métriques de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)	S1-16_01	Ecart de rémunération entre les femmes et les hommes (désigne la différence de niveau moyen de rémunération entre les salariés hommes et femmes, exprimée en pourcentage du niveau de rémunération moyen des travailleurs hommes)	Table / pourcentage	3.1.2.2.2.6
		S1-16_02	Ratio de rémunération annuelle totale de la personne la plus payée par rapport à la rémunération totale annuelle médiane de tous les salariés (à l'exclusion de la personne la mieux rémunérée)	Pourcentage	3.1.2.2.2.6
		S1-16_03	Toute information contextuelle nécessaire pour comprendre les données et la manière dont elles ont été compilées, ainsi que les autres modifications apportées aux données sous-jacentes qui doivent être prises en considération	Narratif	3.1.2.2.2.6
		S1-16_04	Ecart de rémunération entre les hommes et les femmes, tel que défini au paragraphe 97, point a), par catégorie de salariés et/ou par pays/ secteur [table]	Table / numérique	3.1.2.2.2.6
		S1-16_05	Ecart de rémunération entre les femmes et les hommes par catégories de salariés ventilé par salaire de base ordinaire et composantes complémentaires ou variables.	Table / numérique	3.1.2.2.2.6
S1-17	Cas, plaintes et incidences graves en matière de droits de l'Homme	S1-17_01	Nombre total d'incidents de discrimination [table]	Table	3.1.2.2
		S1-17_02	Nombre total d'incidents de discrimination, y compris le harcèlement, signalés au cours de la période de référence	Table / Entier	3.1.2.2
		S1-17_03	Nombre de plaintes déposées par l'intermédiaire de canaux permettant aux effectifs de l'entreprise de faire part de leurs préoccupations (y compris les mécanismes de réclamation)	Entier	3.1.2.2
		S1-17_05	Montant total des amendes, des pénalités et de l'indemnisation des dommages résultant des incidents et plaintes mentionnés ci-dessus, ainsi qu'un rapprochement entre ces montants d'argent et le montant le plus pertinent présenté dans les états financiers.	Monétaire	3.1.2.2
		S1-17_07	Informations contextuelles nécessaires pour comprendre les données et la manière dont elles ont été compilées	Narratif	3.1.2.2
		S1-17_10	Nombre d'incidents graves en matière de droits de l'homme affectant les effectifs de l'entreprise au cours de la période de référence	Entier	3.1.2.2

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du docu- ment
S1.SBM-3	Incidences, risques et opportunités significatifs et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique	S1.SBM-3_02	Description des types de salariés et de non-salariés au sein de son propre effectif soumis à des impacts significatifs	Narratif	3.1.1.3
		S1.SBM-3_03	Incidences négatives importantes sur ses effectifs	Semi-Narratif	3.1.1.3
		S1-SBM-3_12	Plans d'action et des ressources pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés à son propre personnel	Narratif	3.1.4.2.1
		S1-SBM-3_12	Plans d'action et des ressources pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés à son propre personnel	Narratif	3.1.4.2.1
ESRS S4 – Consommateurs et utilisateurs finaux					
S4-1	Politiques relatives aux consommateurs et utilisateurs finaux	S4-1_01	Informations relatives aux politiques de l'entreprise en matière de gestion des incidences, risques et opportunités importants concernant les consommateurs et utilisateurs finaux [cf. ESRS 2 MDR-P]	Narratif	3.2.1.2.3
		S4-1_02	Engagements stratégiques en matière de droits de l'homme qu'elle prend et qui sont pertinents pour les consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.1.1
		S4-1_03	Respect des droits de l'homme des consommateurs et utilisateurs finaux ;	Narratif	3.2.1.4
		S4-1_04	L'interaction avec les consommateurs et utilisateurs finaux ;	Narratif	3.2.1.5.3
		S4-1_05	Les mesures visant à remédier et/ou à permettre de remédier aux incidences sur les droits de l'homme	Narratif	3.2.1.4.2
		S4-1_06	L'entreprise indique si ses politiques relatives aux consommateurs et utilisateurs finaux sont alignées sur les instruments internationalement reconnus applicables aux consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.1.1
		S4-1_07	L'entreprise indique comment ses politiques relatives aux consommateurs et utilisateurs finaux sont alignées sur les instruments internationalement reconnus applicables aux consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.1.1
S4-2	Processus d'interaction au sujet des incidences avec les consommateurs et utilisateurs finaux	S4-2_01	L'entreprise indique si et comment les points de vue des consommateurs et utilisateurs finaux façonnent ses décisions ou activités visant à gérer les incidences réelles et potentielles sur ces consommateurs et utilisateurs finaux.	Narratif	3.2.1.1.6
		S4-2_02	Elle explique si l'interaction a lieu directement avec les consommateurs et utilisateurs finaux touchés ou leurs représentants légitimes, ou avec des intermédiaires de confiance qui connaissent leur situation	Semi-narratif	3.2.1.1.4 & 3.2.1.1.5
		S4-2_03	Elle explique à quel(s) moment(s) l'interaction a lieu, le type d'interaction et sa fréquence ;	Narratif	3.2.1.1.6
		S4-2_04	Elle explique la fonction et le rôle le plus élevé au sein de l'entreprise auxquels incombe la responsabilité opérationnelle de veiller à ce que cette interaction ait lieu et à ce que ses résultats étayent l'approche de l'entreprise	Narratif	3.2.1.1.6
		S4-2_05	Elle explique la manière dont l'entreprise évalue l'efficacité de son interaction avec les consommateurs et utilisateurs finaux, y compris, s'il y a lieu, les accords et les résultats qui en découlent	Narratif	3.2.1.1.6

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S4-3	Procédures visant à remédier aux incidences négatives et canaux permettant aux consommateurs et utilisateurs finaux de faire part de leurs préoccupations	S4-3_01	Approche générale et procédures pour procéder à la réparation ou y contribuer lorsqu'elle constate qu'elle a provoqué une incidence négative importante sur les consommateurs et utilisateurs finaux ou qu'elle y a contribué, en précisant si et comment elle évalue l'efficacité de la solution apportée	Narratif	3.2.1.1.5
		S4-3_02	Canaux spécifiques éventuellement mis en place pour permettre aux consommateurs et utilisateurs finaux de lui faire part directement de leurs préoccupations ou de leurs besoins et de demander d'y remédier, en précisant si ces canaux ont été mis en place par l'entreprise elle-même ou s'ils résultent d'une participation à des mécanismes de tiers	Narratif	3.2.1.1.5 & 3.2.4.3
		S4-3_03	Processus par lesquels l'entreprise soutient ou exige la disponibilité des chaînes	Narratif	3.2.1.1.5
		S4-3_04	Manière dont l'entreprise surveille et suit les questions soulevées et traitées, et dont elle garantit l'efficacité des canaux, en précisant si elle y associe les parties intéressées qui sont les utilisateurs auxquels ces canaux sont destinés.	Narratif	3.2.1.1.5
		S4-3_05	L'entreprise indique si elle estime que les consommateurs et utilisateurs finaux ont connaissance de ces structures ou procédures et leur font confiance pour faire part de leurs préoccupations ou de leurs besoins et demander d'y remédier.	Narratif	3.2.1.1.5
		S4-3_06	L'entreprise indique comment elle estime que les consommateurs et utilisateurs finaux ont connaissance de ces structures ou procédures et leur font confiance pour faire part de leurs préoccupations ou de leurs besoins et demander d'y remédier.	Semi-narratif	3.2.1.1.5
S4-4	Actions concernant les incidences importantes sur les consommateurs et utilisateurs finaux	S4-4_01	Actions entreprises, prévues ou en cours pour prévenir, atténuer ou corriger les incidences négatives importantes sur les consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.5.2
		S4-4_02	Mesures adoptées, s'il en est, pour remédier ou permettre de remédier à une incidence réelle importante	Narratif	3.2.1.1.5
		S4-4_04	Manière dont elle suit et évalue la capacité de ces actions et initiatives à produire les résultats escomptés pour les consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.4.2 & 3.2.1.4.3
		S4-4_05	Processus par lesquels elle détermine les actions nécessaires et appropriées face à une incidence négative donnée, réelle ou potentielle, sur les consommateurs et utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.4.3
		S4-4_06	Description de l'approche adoptée pour prendre des mesures concernant les incidences matérielles spécifiques sur les consommateurs et les utilisateurs finaux	Narratif	3.2.1.6
		S4-4_07	Manière dont elle veille à la mise en place de procédures pour remédier ou permettre de remédier aux incidences négatives importantes ainsi qu'à l'efficacité de leur mise en œuvre et de leurs résultats	Narratif	3.2.1.4.2
		S4-4_08	Mesures prévues ou en cours pour atténuer les risques importants pour l'entreprise découlant de ses incidences sur les consommateurs et utilisateurs finaux et de ses dépendances à l'égard de ceux-ci, et la manière dont elle mesure leur efficacité dans la pratique	Narratif	3.2.1.4.2 & 3.2.2.1.1
		S4-4_10	L'entreprise indique si et comment elle prend des mesures pour éviter de causer ou d'exacerber des incidences négatives importantes sur les consommateurs et utilisateurs finaux par ses pratiques, y compris, le cas échéant, ses pratiques en matière de marketing, de vente et d'utilisation des données.	Narratif	3.2.1.4.2 & 3.2.1.4.3 & 3.2.1.4.5
		S4-4_12	Ressources allouées à la gestion de ses incidences importantes, en fournissant des informations qui permettent aux utilisateurs de comprendre comment les incidences importantes sont gérées	Narratif	3.2.1.4.1 & 3.2.1.4.5
		S4.MDR-A_06-12	Plans d'action et ressources pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés aux consommateurs et aux utilisateurs finaux [voir ESRS 2 - MDR-A]	MDR-A	3.2

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance

DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
S4-5	Cibles liées à la gestion des incidences négatives importantes, à la promotion des incidences positives et à la gestion des risques et opportunités importants	S4.MDR-T_01-13	Objectifs fixés pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés aux consommateurs et aux utilisateurs finaux [voir ESRS 2 – MDR-T]	MDR-T	3.2
ESRS G1 – Conduite des affaires					
G1.GOV-1	Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	G1.GOV-1_01	Rôle des organes d'administration, de gestion et de surveillance en ce qui concerne la conduite des affaires	Narratif	1.2
		G1.GOV-1_02	Expertise des organes d'administration, de direction et de surveillance en matière de conduite des affaires	Narratif	1.2
G1.IRO-1	Description des procédures d'identification et d'évaluation des incidences, risques et opportunités	G1.IRO-1	Lorsqu'elle décrit le processus d'identification des impacts, risques et opportunités matériels se rapportant aux questions liées à la conduite des affaires, l'entreprise indique tous les critères pertinents pris en considération dans le processus, y compris le lieu, l'activité, le secteur et la structure de la transaction	Narratif	1.6.1.1
G1-1	Culture d'entreprise et politiques en matière de conduite des affaires	G1.MDR-P_01-06	Politiques mises en place pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés à la conduite des affaires et à la culture d'entreprise [voir ESRS 2 MDR-P]	Narratif	4.1.1
		G1-1_01	Description de la manière dont l'entreprise établit, développe, promeut et évalue sa culture d'entreprise	Narratif	4.1.1
		G1-1_02	Description des mécanismes mis en place pour identifier, signaler et examiner les préoccupations relatives aux comportements illicites ou contraire à son Code de conduite ou à des règles internes similaires	Narratif	4.1.1
		G1-1_05	Précisions sur les canaux internes de signalement mis à la disposition des lanceurs d'alerte	Narratif	4.1.1 & 4.1.1.2
		G1-1_08	Information sur l'existence de procédures permettant d'enquêter de manière rapide, indépendante, et objective sur les incidents liés à la conduite des affaires (corruption et pots de vin inclus)	Semi-narratif	4.1.1 & 4.1.3
		G1-1_10	Information sur la politique de l'entreprise pour proposer en interne une formation à la conduite des affaires en précisant le public cible, la fréquence et le degré d'approfondissement	Narratif	4.1.1
		G1-1_11	Information sur les fonctions les plus exposées au risque de corruption et de pots-de-vin	Narratif	4.1.1
		G1-1_13	Informations sur la mise en place de canaux de signalement internes pour les lanceurs d'alerte	Narratif	4.1.1
		G1-1_14	Informations sur les mesures de protection contre les représailles à l'encontre des propres travailleurs qui sont des lanceurs d'alerte, conformément au droit applicable transposant la directive (UE) 2019/1937/CE.	Narratif	4.1.1

5. Annexes

Liste des exigences de publication de l'ESRS respectées lors de la préparation de la déclaration de durabilité à la suite des résultats de l'évaluation de l'importance					
DR	Libellé DR	DP	Libellé DP	Type donnée	Section du document
G1-3	Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin Cas avérés de corruption ou versements avérés de pots-de-vin	G1-3_01	Description des procédures mises en place pour empêcher et détecter les cas de corruption et les pots-de-vin et traiter les allégations s'y rapportant	Narratif	4.1.1.1
		G1-3_02	Information sur la séparation, le cas échéant, entre les enquêteurs et le comité d'enquête d'une part, et la chaîne de gestion concernée par la question d'autre part	Semi-narratif	4.1.1.1 & 4.1.1.2
		G1-3_03	Information le cas échéant sur la procédure de communication des résultats à l'AMSB	Narratif	4.1.1.1
		G1-3_05	Information sur la manière dont l'entreprise fait connaître ses politiques à ceux qui pour qui elles présentent de l'intérêt de sorte qu'elles soient accessibles et que leurs implications soient comprises	Narratif	4.1.1.1
		G1-3_06	Information sur la nature, le contenu, et le degré d'approfondissement des programmes de formation proposés ou imposés par l'entreprise pour lutter contre la corruption et les pots-de-vin	Narratif	4.1.2
		G1-3_07	Pourcentage de fonctions à risques couvertes par les programmes de formation à la lutte anticorruption/pots de vin, (soit le % de la population cible)	Pourcentage	4.1.2
		G1-3_08	Information sur la mesure dans laquelle une formation est dispensée aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.	Narratif	4.1.2
G1-4	Cas avérés de corruption ou versements avérés de pots-de-vin	G1.MDR-A_01-12	Plans d'action et ressources pour gérer les impacts matériels, les risques et les opportunités liés à la corruption et aux pots-de-vin [voir ESRS 2 – MDR-A]	Narratif	4.1.2
		G1-4_01	Le nombre de condamnations pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption	Entier	4.1.3
		G1-4_02	Le montant des amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption	Monétaire	4.1.3
		G1-4_03	Toute mesure prise pour remédier au non-respect des procédures et des normes en matière de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Narratif	4.1.2

Compte tenu de difficultés opérationnelles dans la collecte de données, les points de données suivants n'ont pas été publiés pour ce premier exercice de publication. Ils feront l'objet de travaux complémentaires pour une publication dans l'état de durabilité 2025.

Liste des DP manquants			
ID	ESRS	DR	Paragraphe
S4.MDR-A_04-05	S4	S4-4	30
S4-4_03	S4	S4-4	31 c
S4-4_09	S4	S4-4	33 b
E1-6_18	E1	E1-6	AR 45 d
E1-6_19	E1	E1-6	AR 45 d
E1-6_21	E1	E1-6	AR 45 d
E1-6_25	E1	E1-6	AR 46 g

5.3 Lexique

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution	EVIC	Entreprise Value Including Cash
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie	FIR	Forum pour l'Investissement Responsable
ADP	Assurance De Personnes	FRPS	Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire
AFA	Agence Française Anticorruption	GES	Gaz à Effet de Serre
AMF	Autorité des Marchés Financiers	GHG	GreenHouse Gas (Gaz à effet de serre)
CapEx	Capital Expenditure (Dépenses d'investissement)	GIE	Groupement d'Intérêt Économique
CDD	Contrats à Durée Déterminée	GIEC	Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
CDG	Comité de Direction Générale	GPS	Groupe de Protection Sociale
CDI	Contrats à Durée Indéterminée	IPBES	Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité)
CES	Customer Effort Score (indicateur qui mesure l'effort qu'un client doit fournir pour réaliser une action spécifique avec une entreprise)	IRC	Institution de Retraite Complémentaire
CGRR	Caisse Guadeloupéenne de Retraite par Répartition	IRO	Impact Risque Opportunité
CNAV	Caisse Nationale Assurance Vieillesse	ISR	Investissement Socialement Responsable
CNIL	Commission Nationale Informatique et Libertés	LMEP	La Mondiale Europartner
COMADIR	Comité Managérial de Direction	MRS	Méthode de Recrutement par Simulation
COMEX	Comité Exécutif	MSCI	Morgan Stanley Capital International
CRO	Correspondants Risques Opérationnels	NGFS	Network for Greening the Financial System (Réseau pour le verdissement du système financier)
CSAT	Customer Satisfaction Score (indicateur qui mesure la satisfaction client)	NPS	Net Promoter Score (Indicateur de satisfaction et de fidélité des clients)
CSE	Comité Social et Economique	OIT	Organisation Internationale du Travail
CSRD	Corporate Sustainability Reporting Directive (directive européenne adoptée en 2022, visant à harmoniser le reporting de durabilité des entreprises en imposant des exigences strictes de transparence et de responsabilité concernant leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance).	OpEx	Operating Expenditures (Dépenses d'exploitation)
CSSCT	Commission Santé Sécurité et Conditions de travail	ORSE	Observatoire de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
CTIP	Centre Technique des Institutions de Prévoyance	PAPRI Pact	Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail
DDA	Directive sur la Distribution d'Assurance	PERCOL	Plan d'Épargne Retraite Collectif
DGT	Direction Générale du Travail	PERI	Plan d'Épargne Retraite Individuel
DNSH	Do No Significant Harm (principe de Taxonomie exigeant que les activités économiques ne causent aucun préjudice important aux objectifs environnementaux de l'UE)	PERO	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire
DPEF	Déclaration de Performance Extra-Financière	PERU	Plan d'Épargne Retraite Universel
DPO	Data Protection Officer (Délégué à la protection des données)	QPV	Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
DRH	Direction des Ressources Humaines	RCP	Representative Concentration Pathway (Profils représentatifs d'évolution de concentration)
DROM-COM	Départements et régions d'Outre-mer et Collectivités d'Outre-mer de la République française	RGPD	Règlement Général de Protection des Données
DSID	Direction des Systèmes d'Information et du Digital	RPS	Risques Psycho-Sociaux
DUERP	Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels	RSS	Résidence Service Senior
EI	Evènement Indésirable	RSSF	Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière
EIRS	Évaluation Interne des Risques et de la Solvabilité	SFDR	Sustainable Finance Disclosure Regulation (Réglementation européenne sur la finance durable)
EFrag	European Financial Reporting Advisory Group (Groupe consultatif européen sur l'information financière)	SGAM	Société de Groupe d'Assurance Mutuelle
ESRS	European Sustainability Reporting Standards (Normes européennes d'informations de durabilité)	SGAPS	Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale
ESS	Économie Sociale et Solidaire	UE	Union Européenne
		UES	Unité Économique et Sociale
		VaR	Value at Risk (outil d'analyse des risques qui estime la perte maximale d'un portefeuille sur une période donnée avec une probabilité spécifique)
		WLTP	World Harmonized Light-Duty Vehicles Test Procedure
		ZRR	Zones de Revitalisation Rurale

Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de la SGAM AG2R LA MONDIALE,

Le présent rapport est émis en notre qualité de commissaires aux comptes de la SGAM AG2R LA MONDIALE. Il porte sur les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2024 et incluses dans la section « Etat de durabilité » du rapport sur la gestion du groupe (ci-après, « État de durabilité »).

En application de l'article L.233-28-4 du code de commerce, la SGAM AG2R LA MONDIALE est tenue d'inclure les informations précitées au sein d'une section distincte du rapport sur la gestion du groupe. Ces informations ont été établies dans un contexte de première application des articles précités caractérisé par des incertitudes sur l'interprétation des textes, le recours à des estimations significatives, l'absence de pratiques et de cadre établis notamment pour l'analyse de double matérialité ainsi que par un dispositif de contrôle interne évolutif. Elles permettent de comprendre les impacts de l'activité du groupe sur les enjeux de durabilité, ainsi que la manière dont ces enjeux influent sur l'évolution des affaires du groupe, de ses résultats et de sa situation. Les enjeux de durabilité comprennent les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernement d'entreprise.

En application du II de l'article L.821-54 du code précité notre mission consiste à mettre en œuvre les travaux nécessaires à l'émission d'un avis, exprimant une assurance limitée, portant sur :

- la conformité aux normes d'information en matière de durabilité adoptées en vertu de l'article 29 ter de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 (ci-après ESRS pour *European Sustainability Reporting Standards*) du processus mis en œuvre par la SGAM AG2R LA MONDIALE pour déterminer les informations publiées, et le respect de l'obligation de consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L.2312-17 du code du travail ;
- la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans la section Etat de durabilité du rapport sur la gestion du groupe avec les exigences de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS ; et
- le respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

L'exercice de cette mission est réalisé en conformité avec les règles déontologiques, y compris d'indépendance, et les règles de qualité prescrites par le code de commerce.

Il est également régi par les lignes directrices de la Haute Autorité de l'Audit « Mission de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 ».

Dans les trois parties distinctes du rapport qui suivent, nous présentons, pour chacun des axes de notre mission, la nature des vérifications que nous avons opérées, les conclusions que nous en avons tirées, et, à l'appui de ces conclusions, les éléments qui ont fait l'objet, de notre part, d'une attention particulière et les diligences que nous

avons mises en œuvre au titre de ces éléments. Nous attirons votre attention sur le fait que nous n'exprimons pas de conclusion sur ces éléments pris isolément et qu'il convient de considérer que les diligences explicitées s'inscrivent dans le contexte global de la formation des conclusions émises sur chacun des trois axes de notre mission.

Enfin, lorsqu'il nous semble nécessaire d'attirer votre attention sur une ou plusieurs informations en matière de durabilité fournies par la SGAM AG2R LA MONDIALE dans le rapport sur la gestion du groupe, nous formulons un paragraphe d'observations.

Limites de notre mission

Notre mission ayant pour objectif d'exprimer une assurance limitée, la nature (choix des techniques de contrôle) des travaux, leur étendue (amplitude), et leur durée, sont moindres que ceux nécessaires à l'obtention d'une assurance raisonnable.

En outre, cette mission ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la SGAM AG2R LA MONDIALE, notamment à porter une appréciation, qui dépasserait la conformité aux prescriptions d'information des ESRS sur la pertinence des choix opérés par la SGAM AG2R LA MONDIALE en termes de plans d'action, de cibles, de politiques, d'analyses de scénarios et de plans de transition.

Elle permet cependant d'exprimer des conclusions concernant le processus de détermination des informations en matière de durabilité publiées, les informations elles-mêmes, et les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, quant à l'absence d'identification ou, au contraire, l'identification, d'erreurs, omissions ou incohérences d'une importance telle qu'elles seraient susceptibles d'influencer les décisions que pourraient prendre les lecteurs des informations objet de nos vérifications.

Notre mission ne porte pas sur les éventuelles données comparatives.

Conformité aux ESRS du processus mis en œuvre par la SGAM AG2R LA MONDIALE pour déterminer les informations publiées, et respect de l'obligation de consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L.2312-17 du code du travail

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que :

- le processus défini et mis en œuvre par la SGAM AG2R LA MONDIALE lui a permis, conformément aux ESRS, d'identifier et d'évaluer ses impacts, risques et opportunités liés aux enjeux de durabilité, et d'identifier ceux de ces impacts, risques et opportunités matériels qui ont conduit à la publication des informations en matière de durabilité dans l'État de durabilité et
- les informations fournies sur ce processus sont également conformes aux ESRS.

En outre, nous avons contrôlé le respect de l'obligation de consultation du comité social et économique.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions ou incohérences importantes concernant la conformité du processus mis en œuvre par la SGAM AG2R LA MONDIALE avec les ESRS.

Concernant la consultation du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L.2312-17 du code du travail, nous vous informons qu'à la date du présent rapport, celle-ci n'a pas encore eu lieu.

Observations

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur les informations figurant dans le second paragraphe de la section 1.7 Base générale pour la préparation de la déclaration de durabilité (BP) de l'Etat de durabilité décrivant le contexte d'établissement du premier rapport de durabilité du groupe, notamment, en ce qui concerne les limites inhérentes aux informations couvrant la chaîne de valeur ;
- sur les informations figurant dans le 5^{ème} paragraphe de la section 1.6. Cadre méthodologique de l'analyse de double matérialité concernant le résultat du processus de l'analyse de double matérialité relatif aux normes environnementales du point de vue des investissements.

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS du processus mis en œuvre par la SGAM AG2R La Mondiale pour déterminer les informations publiées.

Concernant l'identification des parties prenantes

Les informations relatives à l'identification des parties prenantes sont mentionnées au 1.6 de l'État de durabilité.

Nous avons pris connaissance de l'analyse réalisée par le groupe pour identifier :

- Les parties prenantes, qui peuvent affecter les entités du périmètre des informations ou peuvent être affectées par elles, par leurs activités et relations d'affaires directes ou indirectes dans la chaîne de valeur ;
- Les principaux utilisateurs des états de durabilité (y compris les principaux utilisateurs des états financiers).

Nous nous sommes entretenus avec la direction et/ou les personnes que nous avons jugé appropriées et avons inspecté la documentation disponible. Nos diligences ont notamment consisté à :

- apprécier la cohérence des principales parties prenantes identifiées par le groupe avec la nature de ses activités et son implantation géographique, en tenant compte de ses relations d'affaires et de sa chaîne de valeur ;
- apprécier le caractère approprié de la description donnée dans la section 1.4 de l'État de durabilité, notamment, en ce qui concerne les modalités de collecte des intérêts et des points de vue des parties prenantes mises en place par le groupe.

Concernant l'identification des impacts, risques et opportunités

Les informations relatives à l'identification des impacts, risques et opportunités sont mentionnées au 1.5 de l'État de durabilité.

Nous avons pris connaissance du processus mis en œuvre par le groupe concernant l'identification des impacts (négatifs ou positifs), risques et opportunités (« IRO »), réels ou potentiels, en lien avec les enjeux de durabilité mentionnés dans le paragraphe AR 16 des « Exigences d'application » de la norme ESRS 1 et le cas échéant, ceux qui sont spécifiques au groupe, tel que présenté dans la section 1.5 de l'État de durabilité.

Nous avons également exercé notre jugement professionnel pour apprécier le caractère acceptable des exclusions relatives au périmètre, telles que présentées dans la section 1.7 de l'État de durabilité.

Nous avons également apprécié l'exhaustivité des activités comprises dans le périmètre retenu pour l'identification des IRO.

Nous avons pris connaissance de la cartographie réalisée par le groupe des IRO identifiés, incluant notamment la description de leur répartition dans les activités propres et la chaîne de valeur, ainsi que de leur horizon temporel (court, moyen ou long terme), et apprécié la cohérence de cette cartographie avec notre connaissance du groupe et, le cas échéant, avec les analyses de risques menées par les entités du groupe.

Nous avons :

- apprécié la manière dont l'entité a considéré la liste des sujets de durabilité énumérés par la norme ESRS 1 (AR 16) dans son analyse ;
- apprécié la cohérence des impacts, risques et opportunités actuels et potentiels identifiés par l'entité avec les analyses sectorielles disponibles ;
- apprécié la cohérence des impacts, risques et opportunités actuels et potentiels identifiés par le groupe, notamment ceux qui lui sont spécifiques, car non couverts ou insuffisamment couverts par les normes ESRS avec notre connaissance du groupe, découlant de ses activités propres ou de ses relations d'affaires en tant qu'assureur et en tant qu'investisseur ;
- apprécié comment l'entité a pris en considération les différents horizons temporels notamment s'agissant des enjeux climatiques.

Concernant l'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière

Les informations relatives à l'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière sont mentionnées au 1.6.2 et 1.6.3 de l'État de durabilité.

Nous avons pris connaissance, par entretien avec la direction et inspection de la documentation disponible, du processus d'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière mis en œuvre par le groupe, et apprécié sa conformité au regard des critères définis par ESRS 1.

Nous avons notamment apprécié la façon dont le groupe a établi et appliqué les critères de matérialité de l'information définis par la norme ESRS 1, y compris relatifs à la fixation de seuils, pour déterminer les informations matérielles publiées :

- au titre des indicateurs relatifs aux IRO matériels identifiés conformément aux normes ESRS thématiques concernées ;
- au titre des informations spécifiques au groupe.

Conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité avec les exigences de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que, conformément aux prescriptions légales et réglementaires, y compris aux ESRS :

- les renseignements fournis permettent de comprendre les modalités de préparation et de gouvernance des informations en matière de durabilité incluses dans la section 1.3 de l'État de durabilité, y compris les modalités de détermination des informations relatives à la chaîne de valeur et les exemptions de divulgation retenues ;
- la présentation de ces informations en garantit la lisibilité et la compréhensibilité ;

- le périmètre retenu par la SGAM AG2R LA MONDIALE relativement à ces informations est approprié ; et
- sur la base d'une sélection, fondée sur notre analyse des risques de non-conformité des informations fournies et des attentes de leurs utilisateurs, que ces informations ne présentent pas d'erreurs, omissions, incohérences importantes, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'État de durabilité, avec les exigences de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS.

Observations

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les informations figurant dans le paragraphe 1.7.3 de l'État de durabilité relatif aux incertitudes et estimations significatives ;
- les informations figurant dans le paragraphe 3.1.2.2.2.6 de l'État de durabilité s'agissant de la méthodologie employée dans la cadre de l'établissement du ratio d'équité de rémunération Homme / Femme ;
- les informations figurant dans l'annexe de l'État de durabilité relatif à la liste des points de données n'ayant pas fait l'objet d'une publication.

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Informations fournies en application des normes environnementales (ESRS E1)

Les informations publiées au titre du changement climatique (ESRS E1) sont mentionnées à la section 2.2 de l'État de durabilité.

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS de ces informations.

Sur la base des entretiens menés avec la direction ou les personnes concernées, et des documents collectés, nos diligences ont notamment consisté à apprécier le caractère approprié de l'information présentée dans la section 2.2 de l'État de durabilité, et sa cohérence d'ensemble avec notre connaissance du groupe relative :

- aux politiques pour l'atténuation au changement climatique ;
- aux actions en rapport avec les politiques en matière de changement climatique ;
- aux cibles de réduction liées à la politique climat et au plan de sobriété énergétique ;
- aux émissions de gaz à effet de serre des périmètres 1, 2 et 3.

En ce qui concerne les informations publiées au titre du bilan d'émissions de gaz à effet de serre, nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier la cohérence du périmètre considéré pour l'évaluation du bilan d'émissions de gaz à effet de serre avec le périmètre des états financiers consolidés, les activités sous contrôle opérationnel, et la chaîne de valeur amont et aval ;
- prendre connaissance du protocole d'établissement de l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre utilisé par l'entité pour établir le bilan d'émissions de gaz à effet de serre.

- Concernant les émissions relatives au scope 3 :
 - o apprécier la justification des inclusions et exclusions des différentes catégories et la transparence des informations données à ce titre ;
 - o apprécier les choix méthodologiques opérés par le groupe, notamment les hypothèses structurantes retenues et le recours à des estimations, le cas échéant ;
 - o mettre en œuvre des procédures analytiques.

Respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier le processus mis en œuvre par la SGAM AG2R LA MONDIALE pour déterminer le caractère éligible et aligné des activités des entités comprises dans le périmètre de combinaison.

Ils ont également consisté à vérifier les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, ce qui implique la vérification :

- de la conformité aux règles de présentation de ces informations qui en garantissent la lisibilité et la compréhensibilité ;
- sur la base d'une sélection, de l'absence d'erreurs, omissions, incohérences importantes dans les informations fournies, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant le respect des exigences de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant le respect des exigences de publication des informations relatives au Référentiel Taxonomie.

Dans le cadre de nos travaux au titre de ces éléments, nous avons apprécié les choix opérés par le groupe quant à la prise en compte, ou non, des communications de la Commission européenne sur l'interprétation et la mise en œuvre de certaines dispositions du Référentiel Taxonomie.

Concernant le caractère éligible des activités

Une information sur les activités éligibles figure dans la section 2.1 de l'Etat de durabilité.

Dans le cadre de nos vérifications au titre du caractère éligible des activités, nos travaux ont principalement consisté à :

- prendre connaissance des procédures mises en place par le groupe pour analyser ses activités de souscription non-vie et d'investissement et apprécier la cohérence du périmètre considéré avec notre connaissance du groupe et de ses activités ;
- apprécier, par entretien et par inspection de la documentation afférente, la conformité de l'analyse menée au regard des critères réglementaires.

Concernant le caractère aligné des activités éligibles

Une information concernant l'alignement des activités figure dans la section 2.1. de l'Etat de durabilité.

Dans le cadre de nos vérifications, nous avons notamment :

- consulté, par sondage, les sources documentaires utilisées, y compris externes le cas échéant, et mené des entretiens avec les personnes concernées ;
- analysé, par sondage, les éléments sur lesquels la direction a fondé son jugement lorsqu'elle a apprécié si les activités économiques éligibles répondaient aux conditions cumulatives, issues du Référentiel Taxonomie, nécessaires pour être qualifiées d'alignées, notamment le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » à aucun des autres objectifs environnementaux.

Concernant les indicateurs clés de performance et les informations qui les accompagnent

Les indicateurs clés de performance et les informations qui les accompagnent les paragraphes 2.1.3 et 2.1.4 de l'Etat de durabilité.

Dans le cadre de nos vérifications :

- s'agissant des dénominateurs présentés dans les tableaux réglementaires, nous avons vérifié les rapprochements réalisés par le groupe avec les données issues de la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des états financiers et/ou les données en lien avec la comptabilité telles que notamment, la comptabilité analytique ou des états de gestion ;
- s'agissant des numérateurs (activités éligibles et/ou alignées), mis en œuvre des procédures analytiques et apprécié ces montants sur la base d'une sélection d'investissements que nous avons déterminée en fonction de leur contribution aux indicateurs et d'une analyse de risques ;
- apprécier le caractère approprié des informations contextuelles accompagnant les indicateurs clés de performance publiés.

Enfin, nous avons apprécié la cohérence des informations figurant dans la section 2.1. de l'Etat de durabilité avec les autres informations en matière de durabilité de ce rapport.

Paris La Défense et Courbevoie, le 29 avril 2025

Les commissaires aux comptes

KMPG S.A.

Marianne Paulian
Directeur Associée

**Marianne
Paulian**

Signature numérique
de Marianne Paulian
Date : 2025.04.29
20:42:01 +02'00'

Forvis Mazars SA

Olivier Leclerc
Associé



Signature numérique
de Olivier LECLERC
Date : 2025.04.29
20:58:50 +02'00'

